

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

1^{er} juillet 2019

**Service de conciliation fiscale
Rapport annuel 2018**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

1 juli 2019

**Fiscale bemiddelingsdienst
Jaarverslag 2018**

<i>N-VA</i>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen</i>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<i>PS</i>	: <i>Parti Socialiste</i>
<i>VB</i>	: <i>Vlaams Belang</i>
<i>MR</i>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<i>CD&V</i>	: <i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>PVDA-PTB</i>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<i>Open Vld</i>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<i>sp.a</i>	: <i>socialistische partij anders</i>
<i>cdH</i>	: <i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>DéFI</i>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<i>INDEP-ONAFH</i>	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<i>MOT</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

SPF FINANCES

Service de Conciliation fiscale

RAPPORT ANNUEL 2018

PARTIE I : GENERALITES

1. INTRODUCTION

1.1 En général

La conciliation sur le plan fiscal est rendue possible par la Loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). Par la création du SCF, le législateur entendait rendre la complexité sans cesse croissante de la législation fiscale plus transparente et rendre l'administration plus accessible. Il y a également la nécessité d'obtenir l'adhésion des contribuables aux prélèvements dont ils font l'objet.

La mission du SCF consiste donc à :

- exécuter les arrangements à l'amiable dans les difficultés relatives à l'application des lois fiscales pour lesquelles les différentes administrations du SPF Finances assument la compétence et pour lesquelles elles assument le service, autrement dit contribuer de manière constructive à réduire le nombre de litiges judiciaires;
- permettre ou accélérer l'encaissement des créances fiscales;
- adresser des recommandations au Président du SPF Finances sur la base des problèmes constatés dans les dossiers individuels afin d'apporter des solutions globales;
- émettre un rapport à ce sujet au Ministre des Finances et la Chambre des Représentants.

La conciliation fiscale ne peut pas être comparée à la médiation introduite par la loi du 21 février 2005 dans la partie VII du Code judiciaire. La conciliation fiscale repose sur une législation spécifique très différente et couvre bien plus que la médiation au sens strict visée par le Code précité. La conciliation fiscale peut être considérée comme un règlement amiable des différends. Le conciliateur fiscal n'est pas simplement un tiers qui guidera les parties vers la recherche d'une solution. Son rôle ne se limite pas à une intervention orale. Comme nous le verrons plus loin, le SCF travaille avec des teams d'experts. Chaque expert cherchera lui-même cette solution et pourra faire des suggestions pour obtenir des résultats. Il peut servir d'intermédiaire non seulement entre les parties, mais aussi entre différents services et même la hiérarchie.

Fournir un service de qualité est également la priorité du SCF. En accomplissant des prestations de services correctes et en fournissant des informations exactes aux citoyens et aux entreprises, le SCF contribue à rendre les procédures fiscales et la législation accessibles et nous essayons de soulager le travail des services extérieurs du SPF Finances.

1.2 Le Médiateur fédéral – protocole de collaboration

Le 13 décembre 2016 le SCF a signé un protocole de collaboration avec le Médiateur fédéral. L'idée sous-jacente des accords pris est que le SCF remplisse pleinement son rôle de "service de première ligne" dans les affaires fiscales, de sorte que l'appel au Médiateur fédéral en tant que "service de seconde ligne" puisse se concentrer sur les dossiers pour lesquels le SCF n'a pas pu apporter de solution, soit par l'échec de la conciliation entamée, soit en raison de l'impossibilité de pouvoir négocier dans le dossier étant donné la nécessité légale de déclarer la demande de conciliation irrecevable.

La conclusion du protocole de collaboration permet de traiter les intérêts des demandeurs avec soins, de créer de la clarté tant pour ceux-ci que pour les agents concernés, et afin d'éviter toute forme de double emploi.

Les contacts dans le cadre de la conclusion du protocole de collaboration ont également permis une plateforme pour une concertation plus étroite entre les services dans certaines situations auxquelles ils sont confrontés dans la pratique. En effet, tant le Médiateur fédéral que le SCF traitent, d'une part, les demandes qui leur sont soumises pour arriver à une solution pour le citoyen requérant dans le dossier individuel en question, mais prennent, d'autre part, des mesures afin d'éviter au maximum de manière générale de tels conflits ou malentendus à l'avenir. Grâce au protocole il est possible de traiter en commun les problèmes constatés, soit dans le fonctionnement de l'administration, soit sur le plan de la législation applicable et de les soumettre aux instances compétentes.

Ainsi, en 2018 le SCF a travaillé en étroite collaboration avec le Médiateur fédéral dans un examen au sujet de la politique de perception et de recouvrement des dettes fiscales (impôts des personnes physiques et précompte immobilier) par l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement du SPF Finances. Les résultats de cet examen figurent dans le rapport de Médiateur fédéral "Dettes Fiscales, la stratégie de recouvrement du SPF Finances" (www.mediateurfederal.be).

1.3 Spécificités de la conciliation fiscale

Le SCF s'est développé, comme cela a été précédemment présenté, comme un "service de solutions", un service qui s'attache à 200 % à être au service des contribuables, cela aussi bien dans le cadre de la fixation des impôts et droits que dans le recouvrement de ceux-ci. Pour cela, il ne faut pas toujours à proprement parler concilier, la conciliation fiscale restant cependant le "core business" du service.

Au fil des années, les conciliateurs fiscaux ont créé leur propre approche de la conciliation, l'ont peaufinée et transmise à leurs nouveaux collègues et collaborateurs du service de conciliation. Ainsi, les conciliateurs fiscaux ont ouvert la voie vers des conversations exploratoires de conciliation au cours desquels la tâche et la mission du conciliateur fiscal, mais aussi les attentes vis-à-vis des parties sont expliquées, ainsi que le déroulement prévisible du processus de conciliation auquel les parties peuvent s'attendre. Ci-après un certain nombre d'aspects sont donnés qui font que justement la conciliation fiscale est une réussite.

La plupart de ces facteurs de réussite semblent être inhérents au fait que le conciliateur lui-même est un fonctionnaire fiscal, ce qui pourrait cependant également représenter une menace qu'il puisse bien lui être reproché un manque de neutralité. Finalement, la conciliation fiscale est une conciliation menée par le pouvoir public, pendant que ce même pouvoir public est la partie adverse du demandeur. Mais l'appellation "pouvoir public" se rapporte ici naturellement à plusieurs entités distinctes. Le conciliateur fiscal est, en effet, avant tout un expert fiscal dans les aspects légaux, réglementaires et de techniques fiscales et cela le rend performant sur le fond du litige en cause. En outre, dans le cadre de son intervention, d'autres compétences jouent également un rôle. Il a une vision panoramique globale, dispose d'un réseau, il maintient l'équilibre et tend vers le "raisonnable" et "l'équitable".

Les fonctionnaires du SPF Finances qui se portent candidats pour une fonction de "conciliateur fiscal" font l'objet d'une sélection-interview sur la base de leur curriculum vitae devant une commission de sélection composée de façon mixte; d'une part, leurs connaissances fiscales et techniques sont évaluées et d'autre part également un certain nombre de compétences génériques. Il est exigé d'eux qu'ils disposent d'une expérience utile de plusieurs années dans la matière fiscale pour laquelle ils doivent concilier, tant sur l'approche plutôt théorique de la fiscalité, que sur l'expérience concrète de terrain. Ainsi, par exemple, les litiges en matière d'impôts des sociétés ne sont attribués qu'à des experts en la

matière et cela vaut pour toutes les autres matières (impôt des personnes physiques, TVA, recouvrement, cadastre, ...).

Mais l'attention est portée autant sur leurs qualités personnelles que sur leurs compétences et sur leur conscience professionnelle. Il est en effet attendu d'un conciliateur fiscal qu'il puisse rapidement s'investir dans un dossier, qu'il conserve un esprit critique, qu'il soit impliqué, empathique, patient, et suffisamment résistant au stress, et qu'il puisse ensuite encourager et structurer la communication et le processus de conciliation. Mais surtout, il est vérifié que le conciliateur fiscal soit capable de se détacher de son administration d'origine, de se libérer de toute influence à ce niveau, soit en mesure de garantir l'éthique nécessaire en tant que conciliateur fiscal et soit motivé à agir en équité. Le conciliateur fiscal ne doit pas être "neutre" en raison de son origine, mais bien "neutre" dans la mesure où il est objectif et libre de toute influence, tant vis-à-vis du demandeur que de l'autorité, qui en définitive le rémunère. Une des garanties à cet égard est le fait qu'il est placé dans un "service autonome" et n'a aucun lien hiérarchique tant avec l'administration générale que les administrations au sein du SPF Finances.

En outre, la connaissance technico-fiscale est complémentaire aux autres compétences et à l'attitude et à l'éthique du conciliateur, et ces quatre aspects essentiels se maintiennent mutuellement en équilibre. Un conciliateur "expert" fiscal est un conciliateur qui met pleinement à profit son expertise personnelle en vue d'être bon et impartial. La connaissance de la matière fiscale examinée et de l'administration dans toutes ses facettes fait en sorte que le conciliateur fiscal n'est pas dépendant de l'une ou de l'autre partie mais reste véritablement libre de toute influence, peut être neutre dans son statut tout en faisant preuve de partialité plurielle ou d'implication équivalente, et ce afin d'aboutir à une solution durable avec les parties contractantes.

Durant les huit années au cours desquelles il a été fait appel à la conciliation fiscale, plusieurs facteurs de succès ont été définis qui font que l'on parvient globalement, dans environ dans 70 % des cas, à une solution de conciliation. Dans le cadre de ce rapport annuel on se focalise en particulier sur les facteurs de succès qui découlent du fait que le conciliateur fiscal est un fonctionnaire du SPF Finances, à savoir le fait qu'il dispose d'une vue d'ensemble, d'un réseau, qu'il est garant d'un certain équilibre et qu'il a la possibilité d'agir "en équité".

Le conciliateur fiscal a une vue d'ensemble

En tant que fonctionnaire du SPF Finances, le conciliateur fiscal a un accès aux bases de données nécessaires de ce service public, sans que cet accès ne se heurte au secret professionnel, et sans qu'il ne puisse y être dérogé. Il peut donc se forger une image parfaitement objective du dossier du requérant et sait, à partir de cette connaissance, et mieux que tout autre, définir une marge de négociation, de manœuvre et de conciliation, et à chaque fois approcher la "vérité". Parce qu'un conflit avec les autorités est également souvent la conséquence d'une chaîne de malentendus, et ce dernier élément est souvent la goutte qui fait déborder le vase. A partir de cette vue d'ensemble, mais aussi des éléments du dossier et des relations et comportements des parties, le conciliateur fiscal a une image objective du conflit, et ceci lui permet d'élaborer une stratégie de conciliation optimale. Le conciliateur fiscal suggère ou conduit donc le meilleur processus de conciliation : des discussions individuelles ou communes ou les deux, de manière successive. Cela lui permet en outre d'assumer son rôle crucial de garant d'un certain équilibre, comme décrit ci-après.

Inutile en effet de préciser que chaque partie perçoit l'affaire différemment de l'autre, à sa propre vérité et celle-ci, à un moment déterminé, ne peut plus varier. Cela permet au conciliateur de mettre en avant ses propres vérités – points de vue –, de les placer côte-à-côte, de les expliquer, et à partir d'un processus de conciliation adéquat, basé sur les intérêts

des parties, de faciliter un accord. A cet égard, son approche créative est centrale et son expertise personnelle augmente cette créativité.

Le conciliateur fiscal a un réseau complet

Lorsque l'on concilie, il est essentiel de trouver la partie qui dans les faits peut faire les concessions. Au sein d'un appareil étatique, ceci n'est pas toujours facile. Le receveur des contributions est l'expéditeur de mon avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques, j'introduis plutôt ma déclaration auprès du service de taxation local, mais j'envoie ma réclamation au conseiller-général mentionné au verso de l'avertissement-extrait de rôle. Je reçois un accusé de réception avec la mention d'une personne de contact. Mais est-ce bien cette personne qui peut dans les faits décider sur ma réclamation ? En d'autres termes, a-t-elle réellement carte blanche de la part de celui qui en définitive décidera et devra se prononcer sur ma réclamation ?

Le conciliateur fiscal peut dans tous les cas aider à lever ces incertitudes et, grâce à sa connaissance approfondie de la structure de l'administration, commence son processus de conciliation avec le service ou le fonctionnaire compétent, ou l'y convie. Lorsque des interprétations incertaines ou divergentes de dispositions légales ou réglementaires ou de décisions de justice sont établies, il peut solliciter la hiérarchie pour connaître la position officielle ou les décisions de principe, voire même pour les voir modifiées ou actualisées. Il peut de la sorte établir un pont entre la table de la négociation et l'endroit où les décisions finales sont prises et au besoin, ramener ce service dans la procédure de conciliation. Il a de plus à l'intérieur du SCF, comme à l'intérieur du SPF Finances, son réseau, vers lequel il peut s'orienter, avec lequel il peut faire du "brainstorming" et par quoi il peut même être reconnu comme un expert dans ce domaine et être pris tout-à-fait au sérieux, ce que garantit et stimule la procédure de conciliation et le chemin vers un accord durable. De plus, la composition polyvalente du SCF permet de s'attaquer à tous les aspects d'un conflit, même ceux qui en sont à la base, mais qui sont traités par un autre service (par exemple le traitement d'une réclamation relative au précompte immobilier – compétence de l'Administration Générale de la Fiscalité – force un avis qui se faisait attendre de l'Administration du Cadastre- gérée par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale). Le SCF garantit de la sorte par son réseau interne une approche transversale du dossier, au-delà des frontières entre administrations générales.

Le conciliateur fiscal est un gardien de l'équilibre

Les conflits avec l'autorité sont généralement prisonniers d'un "emballage juridique astreignant". Souvent le différent est si profond que le conflit sous-jacent ne peut plus être perçu à l'œil nu (Dick Allewijn, Met de overheid om tafel – Fair play aan beide kanten, Sdu Uitgevers, 2013).

Les conflits avec l'autorité connaissent généralement deux déséquilibres de force : le déséquilibre de force en lui-même : un citoyen en découd contre un organe lourd de l'autorité, une autorité puissante de son point de vue, représentée par plusieurs fonctionnaires, chacun bien documenté dans sa spécialité et soutenu. Une administration qui peut se mesurer plus facilement à la procédure et qui ne doit pas craindre comme le citoyen les coûts inhérents à celle-ci, si bien que leur meilleure alternative sans accord concilié est généralement de ne pas aboutir à un accord concilié, contrairement au citoyen.

Mais il y a un deuxième déséquilibre de force que l'on rencontre couramment et c'est la connaissance de la matière fiscale sous-jacente. Un ou plusieurs fonctionnaires qui, quotidiennement, toute l'année et à titre professionnel sont concernés par la matière fiscale

en face d'un citoyen pour qui la fiscalité n'est rien d'autre qu'une déclaration à introduire une fois par an et vérifier la note de calcul qui en découle. Et précisément en raison de sa compétence fiscale, le conciliateur fiscal peut neutraliser fondamentalement le déséquilibre de connaissance. Par l'information du citoyen dans sa langue, par la mise en route d'un véritable processus de conciliation, mais tout aussi bien pendant des conversations collectives ou individuelles, il peut rétablir l'équilibre, ce qui est un fondement manifeste d'un bon accord. On peut parler de "caucus", c'est une conversation de conciliation avec une seule partie, qui se révèle être ainsi un moyen tout-à-fait approprié pour rétablir l'équilibre des connaissances.

C'est la tâche du conciliateur fiscal qui doit le faire d'une manière totalement objective, pendant laquelle il peut mettre l'accent sur les "pour" comme sur les "contre" d'un accord, mais tout aussi bien expliquer la législation comme la jurisprudence. Sa partialité multiple ou implication équivalente peut et doit en ce domaine intentionnellement pencher vers la partie "contribuable", par lequel il est informé non seulement des aspects de la contestation sous-jacente, mais également des conséquences d'un accord ou d'un désaccord. Un équilibre rétabli est une bonne base pour un futur accord de conciliation durable. Le conciliateur accompagne si besoin le contribuable dans cette relation vers les éléments spécifiques de persuasion et définit le cas échéant ce qui l'unit à la partie "fisc". Ce n'est pas seulement un rôle crucial, mais cependant un facteur de succès décisif pour soit arriver à un accord, ou au minimum veiller que les points de vue divergents des parties soient expliqués à l'une comme à l'autre. Parfois cela conduit même à la conclusion que l'impôt a été correctement établi. Il peut également arriver qu'aucun accord ne soit pas trouvé, mais le conciliateur fiscal a accompli un travail qui a du sens pour permettre au contribuable de mieux comprendre la problématique sous-jacente.

Le conciliateur fiscal peut faire de réelles propositions et viser "l'équité"

Le conciliateur fiscal est, à partir de sa compétence sur le plan du contenu et de son expertise dans la matière en question, objet du conflit, bien placé pour faire des propositions en fonction de l'intérêt des parties pour une solution au conflit, dans le cas présent accompagnée de propositions alternatives, ou stimuler les parties à les formuler elles-mêmes et/ou les y conduire.

Il est attendu du conciliateur fiscal qu'il respecte la loi fiscale, les dispositions réglementaires et les circulaires. En outre, il est formellement libre de faire des recommandations quand il est d'avis que ces dispositions ou prescriptions contiennent une discrimination certaine ou font l'objet d'une interprétation erronée. Ou encore, s'il est constaté que certaines interprétations administratives ou traitement administratif sont en contradiction avec les principes de bonne administration, ou avec les lois et les règlements en vigueur.

Le conciliateur fiscal veille alors aussi rigoureusement au respect des principes de bonne administration dans les dossiers individuels pour lesquels une conciliation est demandée et il peut faire usage de ces principes pour permettre une solution concertée appropriée.

Si l'application de dispositions légales a en plus des conséquences déraisonnables ou disproportionnées dans des cas exceptionnels, il peut tout de même faire des propositions pour parvenir à une solution raisonnable ou encore en ajourner la décision jusqu'à ce qu'une autre interprétation puisse être donnée ou qu'une prochaine jurisprudence ait valeur de précédent.

Le conciliateur fiscal ambitionne toujours en appliquant des normes raisonnables, d'aller à la rencontre des intérêts de chaque partie et d'atteindre un accord durable, qui généralement perdure plus longtemps que l'exercice d'imposition concerné.

Le fait que le conciliateur fiscal soit un fonctionnaire du SPF Finances, qu'il soit très expérimenté dans la matière où il intervient et que la spécificité de la conciliation fiscale soit liée plus particulièrement au fait qu'elle soit demandée par une seule des parties (le contribuable) comporte un certain nombre de risques, mais qui peuvent être combattus.

La conciliation fiscale débute à la requête d'une seule partie

A l'inverse des autres cas de conciliation, la conciliation fiscale est initiée à la demande d'une partie, à savoir la partie "contribuable". Elle peut faire appel à la conciliation fiscale, seule et sans que la partie "administration" dans le conflit ne le sache.

Dans les autres cas de conciliation (affaires familiales, affaires civiles et commerciales, etc.), les parties en conflit s'engagent "ensemble" auprès d'un conciliateur et choisissent résolument d'appliquer "ensemble" la conciliation en tant qu'alternative au règlement des différends. En outre dans ces cas-là, le conciliateur lève le doute de l'une ou l'autre, dès la première discussion de ce qu'on appelle "le processus de conciliation", sur le fait que la conciliation est choisie, consciemment et effectivement, comme mode de règlement des différends. Cependant, il n'impose pas son choix, ce qui implique que choisir la conciliation comme mode de résolution des conflits reste volontaire. Cela est et reste une décision commune et consciente des négociateurs que c'est cette solution et non une autre (par exemple judiciaire) qu'ils ont choisie pour résoudre leur conflit.

Cela donne une base solide sur laquelle les négociateurs peuvent s'appuyer d'une manière constructive avec l'aide d'un conciliateur pour arriver à un accord durable. Un accord et une solution qui viennent d'eux et qui est seulement facilitée par le conciliateur.

En matière de conciliation fiscale, il en va tout autrement. Seule la partie "contribuable" peut recourir à cette forme de conciliation et la partie "fisc" doit alors prendre part au processus de conciliation, car la loi prévoit cette forme de règlement des conflits et celle-ci doit être effectivement exercée par l'administration, sa hiérarchie. L'aspect volontaire est donc ici vide de sens pour le fisc. Est-ce donc bien une bonne base pour arriver à une solution concertée ? Dans la pratique, il ne semble pas (plus) y avoir d'obstacle fondamental et les cas où la conciliation a été "contrainte" sont rares. En fin de compte l'autorité veut être impartiale et objective pour tous les citoyens. Tant le fonctionnaire que l'administration préfèrent une solution qui évite de s'engager dans un conflit allant crescendo dont on se passe volontiers et veulent clôturer leur dossier. L'administration réalise que l'accord concilié augmente la compliance à long terme et que le conciliateur fiscal, en tant qu'expert, facilite la solution et l'accord entre les parties au conflit, apporte des informations, interprète et réfléchit à la mise en œuvre de la solution et se découvre même parfois un peu. Le conciliateur fiscal facilite donc également la vie de la partie "fisc".

Afin d'optimiser le processus de conciliation, il faut laisser au conciliateur fiscal le temps nécessaire pour expliquer sa tâche au fonctionnaire, qui ne fait pas encore confiance à la conciliation fiscale, et lui montrer par là qu'il garde son autonomie en tant que partie prenante au conflit, mais également tous les avantages que cela lui confère, entre autres en terme d'application de propositions de base, gestion et collecte d'informations et la possibilité de faire se rencontrer la vision des deux parties, si nécessaire via les cellules spécialisées au sein de l'administration, grâce au réseau du conciliateur. La "réputation" du conciliateur fiscal issue de ses précédentes conciliations, ainsi que le SCF dans son ensemble, doit l'y aider.

Le conciliateur fiscal est-il suffisamment neutre ?

Comme présenté préalablement, le conciliateur fiscal fait partie d'un service autonome au sein

du SPF Finances qui ne ressort d'aucune administration générale. Cependant, le conciliateur fiscal connaît souvent les fonctionnaires avec lesquels il doit concilier ou il les a déjà rencontrés lors d'une conciliation précédente. Comme précisé ci-avant, c'est le grand avantage de disposer d'un réseau. Qu'il connaisse un ex-collègue d'une des parties ou d'une conciliation antérieure, ne remet pas en question l'indépendance et l'impartialité du conciliateur fiscal. Chaque conciliateur fiscal choisit délibérément de collaborer avec le SCF et peut le quitter s'il réalise qu'il ne peut pas couper les ponts suffisamment avec son ancienne administration. Mais il a à la fois l'éthique d'un conciliateur et d'un fonctionnaire, ce qui signifie que, s'il "craint" de ne pas se sentir assez indépendant ou impartial à cause de certains préjugés ou d'une forte relation personnelle avec la partie "administration", il peut demander à être remplacé par un ou une collègue conciliateur fiscal qui peut offrir ces garanties dans le conflit en cours. Parfois, ce sont deux conciliateurs fiscaux qui sont impliqués dans une procédure de conciliation fiscale. Au final, le conciliateur fiscal facilite seulement l'accord concilié que seules les parties en négociation décident.

Le conciliateur fiscal ne peut pas intervenir sur le fond

Une menace à laquelle le conciliateur fiscal doit être attentif est qu'il propose des solutions constructives et fiables, si nécessaire avec des alternatives, mais qu'il ne peut pas intervenir sur le fond car cela pourrait s'apparenter à une certaine coercition et pousser les parties à un accord coûte que coûte. Il doit garder tant son rôle de recherche d'équilibre que de gestion de l'information. Il doit laisser la solution du conflit aux parties et n'exercer aucune pression. La solution conciliée doit émaner de l'une des parties, et non être imposée par le conciliateur. Le conciliateur peut seulement la faciliter mais les parties doivent être conscientes qu'elles cherchent une solution et doivent donner leur accord à chaque étape importante de la résolution du conflit.

L'intervention du conciliateur fiscal ne doit en effet pas mener seulement à la résolution du conflit mais également s'assurer que la relation entre le citoyen et le fisc ne soit pas brisée ou, si c'est le cas, la réparer. Car cela aura un impact important sur la compliance du contribuable. Un contribuable paie en effet plus facilement un impôt qu'il estime établi "équitablement".

2. DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Les dispositions légales et réglementaires régissant le statut et le fonctionnement du SCF sont les suivantes :

- Loi du 25 avril 2017 portant des dispositions diverses (IV) en ce qu'elle fixe le cadre de la conciliation fiscale (MB 08.05.2007, 3^e éd.);
- AR du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII L 25 avril 2017 portant des dispositions diverses (IV), en ce qu'il concerne la création du service de conciliation fiscale au sein du Service public fédéral Finances (MB 24.05.2007);
- AM du 16 mai 2007 fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale (MB 15.06.2007, 3^e éd.);
- MB du 7 mai 2010 fixant le règlement d'ordre intérieur du SCF (MB 07.05.2010).
- Loi du 29 avril 2013 modifiant le CIR 92 en vue d'étendre la conciliation fiscale aux demandes de dégrèvement d'office (MB 10.05.2013);
- Loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale (MB 20.7.2017, 2^e éd.) ;
- Loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscal (MB 13.4.2018) ;
- AR du 21 décembre 2018 portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscal (MB 31.12.2018, 1^{ière} édition).

Ces dispositions sont jointes dans les annexes au présent rapport.

L'article 116 L 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) précise que le SCF examine les demandes de conciliation en toute indépendance. Cette indépendance statutaire et fonctionnelle est essentielle pour que l'intervention du SCF soit efficace.

L'article 6 de l'AR du 9 mai 2007 affirme que *“Dans les limites de leurs attributions, les conciliateurs fiscaux ne reçoivent d'instructions d'aucune autorité. Sauf, le cas de faute grave, ils ne peuvent être relevés de leur charge, en raison d'actes qu'ils accomplissent dans le cadre de leurs fonctions.”*

Cette disposition permet donc aux conciliateurs fiscaux d'agir en toute indépendance et d'accomplir leurs tâches en toute liberté à l'égard des actes et du fonctionnement des administrations générales rentrant dans leur compétence. Toutefois, bien que les conciliateurs soient indépendants, l'AR du 9 mai 2007 précise que le service est créé au sein du Service public fédéral Finances. Le SCF est un service autonome placé sous l'autorité administrative du Président du Comité de direction du SPF Finances, mais qui bénéficie d'une indépendance de décisions et d'expression à l'égard de l'autorité.

Les articles 2 et 3 L 10 juillet 2017 confèrent à une demande de conciliation déclarée recevable un effet suspensif sur la procédure relative au litige entre le contribuable et l'administration fiscale. La portée de cette mesure sera expliquée plus en détail ci-après en fonction de la nature du différend.

La loi du 29 mars 2018 apporte, d'une part, quelques clarifications à la loi du 10 juillet 2017 et élargi, d'autre part, considérablement les missions du SCF en lui attribuant la compétence :

- de concilier des litiges concernant les créances non-fiscales ;
- de décider sur les requêtes de remise ou modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives en ce qui concerne :
 - les droits et taxes divers
 - les impôts sur les revenus
 - les taxes assimilés aux impôts sur les revenus.

Cette dernière disposition ne rentre en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2019 et sera donc commentariée de façon approfondie dans le prochain rapport annuel du SCF.

3. COMPOSITION

3.1 Collège

La composition et le fonctionnement du SCF sont régis à l'article 1^{er} AR 9 mai 2007 qui dispose que le SCF est placé sous la direction d'un Collège composé d'au moins trois et d'au plus cinq membres appelés "conciliateurs fiscaux". Le Président est désigné par le ministre parmi les membres du Collège.

Ce Collège se compose d'un nombre égal de membres appartenant respectivement aux deux rôles linguistiques français et néerlandais, le Président éventuellement excepté.

L'article 2 du même arrêté précise que les conciliateurs fiscaux sont désignés, après un appel aux candidats effectué sur base d'une description de fonction et de profil de compétences joints en annexe de l'arrêté royal. Ils sont désignés pour une période de cinq ans, renouvelable.

L'article 3 énonce enfin que le Roi peut, après avis du Comité de direction, mettre fin au mandat des conciliateurs fiscaux par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

- 1° à leur demande;
- 2° pour des motifs graves.

Le mandat prend fin de plein droit quand les conciliateurs fiscaux atteignent l'âge de 65 ans

Nomination du Collège des conciliateurs fiscaux visé à l'article 1^{er} de l'AR du 9 mai 2007 :

- L'AR du 7 décembre 2009, désignant les membres du Collège du SCF (Geert Callaert, Paul De Rom, Charles Demarch, Yvan Dubuisson et Edouard Trzcinski) pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2014 (MB 01.02.2010);
- L'AR du 16 janvier 2011, désignant à nouveau les membres du Collège (Charles Demarch, Yvan Dubuisson et Edouard Trzcinski), dont la nomination avait été annulée par le Conseil d'État en date du 18 janvier 2011 (09.03.2011);
- L'AR du 16 avril 2015, désignant le nouveau Collège (M.-Christine Delbaer, Geert Callaert, Roland Rosoux et Pierre Goblet) pour la période du 1^{er} mai 2015 au 30 avril 2020 (MB 17.06.2015, 2^e éd.);
- Par AM du 29 avril 2015, Madame M.-Christine Delbaer a été nommée à compter du 1^{er} mai 2015 au poste de Présidente du Collège de dirigeants du SCF (MB 17.06.2015, 2^e éd.);
- L'AR du 13 septembre 2017, désignant à nouveau les membres du Collège (Roland Rosoux et Pierre Goblet), dont la nomination avait été annulée par le Conseil d'Etat en date du 22 mai 2017 (MB 25.09.2017).

Cettes nominations ont une fois de plus été annulées par le Conseil d'Etat du 14 mars 2019 (arrêt n° 243.938).

3.2 Collaborateurs

L'article 4 de l'AR du 9 mai 2007 précise que le service est composé d'au moins vingt membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau A ou B, et d'au moins trois membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau C.

Les candidats doivent obtenir une mention favorable à la fin d'une procédure de sélection établie sur la base d'une description de la fonction et d'un profil de compétences. Le ministre des Finances désigne les membres du personnel parmi la liste des candidats retenus sur base de la procédure de sélection, sur proposition des conciliateurs fiscaux. Cette désignation est valable pour cinq ans. Elle est renouvelable.

A la demande des conciliateurs fiscaux, ou à la demande du membre du personnel, il peut être dérogé à cette durée dans des circonstances exceptionnelles, par décision dûment motivée du Ministre des Finances.

Au 31 décembre 2018, le personnel du SCF se compose de :

- 6 collaborateurs de niveau C affectés au service du secrétariat et au soutien management;
- 44 collaborateurs des niveaux A et B qui gèrent les dossiers de conciliation.

Le secrétariat est placé sous la direction du Président du SCF. Outre l'appui général, administratif et logistique du service, les collaborateurs du secrétariat pourvoient au traitement de la correspondance entrante et sortante et à l'accueil (téléphonique).

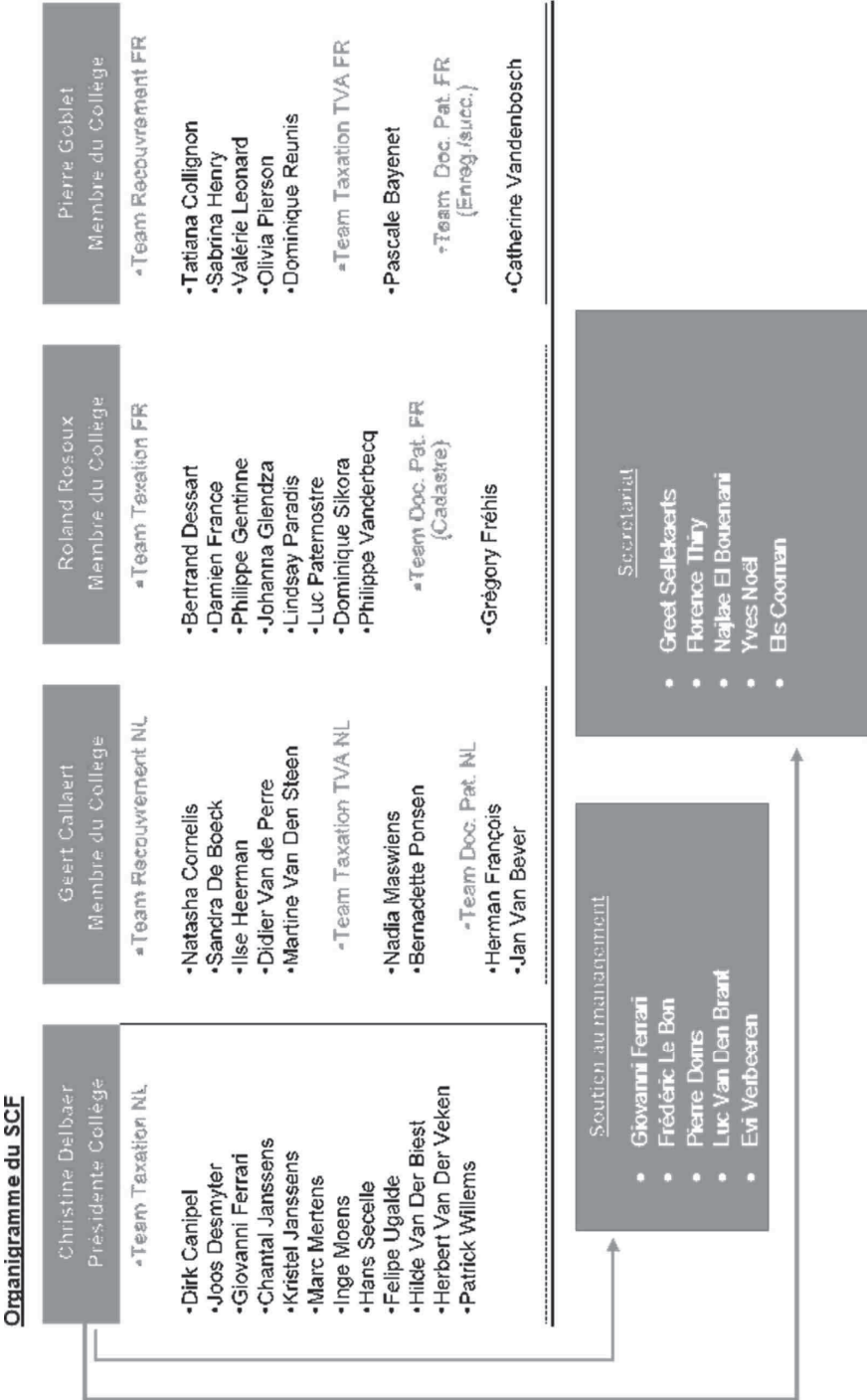
Le SCF est accessible par téléphone chaque jour ouvrable, ainsi que via la permanence instaurée en période de fin d'année.

Tous les collaborateurs du SCF sont issus des administrations générales (Administration générale de la Fiscalité, Administration générale de la Perception et du Recouvrement, Administration générale de la Documentation patrimoniale, etc.).

Les collaborateurs de la conciliation sont recrutés en tenant compte de leur expérience et de leurs connaissances techniques dans le domaine fiscal où ils doivent pratiquer la conciliation ainsi que de leur capacité d'écoute, de communication et d'autres compétences génériques favorisant la conciliation.

Conformément à l'article 5 de l'AR du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII L 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), ils sont mis à disposition du SCF et conservent dans leur administration d'origine leurs droits à la promotion, au changement de classe et de grade, et à la mutation.

ORGANIGRAMME



4. FONCTIONNEMENT

4.1 Les demandes et leur traitement

« une demande de conciliation soit par écrit, par télécopie ou par courrier électronique soit oralement lors des permanences organisées par le service ».

En matière de revenu cadastral, dans le passé la demande ne pouvait, théoriquement, être introduite *qu'indirectement*. En effet, l'article 501*bis*, CIR 92 avait prévu que le demandeur introduise sa demande de conciliation par l'intermédiaire de l'agent enquêteur. En réponse à la question parlementaire orale n° 4209 posée par Madame Carina Van Cauter le 20 mai 2015 (CRIV 54 COM 177, pp. 13 et suivantes), le Ministre des Finances a répondu en la matière que "tant que la phase de négociation est en cours, le réclamant doit également pouvoir prendre l'initiative d'introduire un recours auprès du SCF. Je charge mon administration de déterminer la manière la plus rapide de concrétiser cet objectif."

Cette problématique a été soulevée dans la note de politique générale du 12 novembre 2015 de Monsieur le Ministre des Finances (Chambre, DOC. 54 1428/10) et concrétisée dans une proposition de loi déposée par Madame Van Cauter et Monsieur Van Biesen (Chambre, DOC. 54 1521/001).

Le Chapitre 3 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscal met fin à cette problématique. A partir du 1^{er} juin 2018 l'article 501*bis* CIR 92 est adapté tel quel le réclamant puisse directement faire appel au SCF.

Le SCF exécute également des tâches qui étaient autrefois dévolues à la "Cellule de contact Recouvrement". Cette cellule intervenait dans des litiges entre le contribuable et le receveur des impôts directs ou de la TVA. Les demandes liées à un problème de recouvrement et adressées à la Cellule stratégique du ministre des Finances ou au Palais Royal sont souvent transmises au SCF. Ces demandes sont traitées de manière spécifique en concertation avec la cellule stratégique.

Le SCF est également contacté pour d'autres questions à caractère fiscal alors qu'il n'apparaît pas qu'il y ait un litige persistant avec un service du SPF Finances. Souvent, il s'agit de demandes relatives à l'application d'une disposition déterminée de la législation fiscale, à l'étendue de la compétence du SCF, à la situation fiscale personnelle du contribuable ou aux démarches à accomplir pour se "remettre en ordre" vis-à-vis de l'administration, etc.

Le "service" est un des quatre piliers de base du SPF Finances. Le "service" est un principe cher au SCF. Dans cette perspective, le SCF communique des informations générales ou, si possible, concrètes aux contribuables qui le contactent ou les oriente vers le service *ad hoc*.

Il ressort de ce qui précède que le SCF traite trois catégories différentes de dossiers, à savoir: "Conciliation fiscale", "Cellule de Contact Recouvrement" et "Divers". Les dossiers reçus sont donc scindés suivant cette répartition dans l'analyse qui suit.

4.2 Domaines concernés

4.2.1 Généralités

Le SCF intervient uniquement en cas de difficultés relatives à l'application des lois fiscales pour lesquelles les différentes administrations du SPF Finances sont compétentes et pour lesquelles elles assurent le service.

Le service de l'impôt est une notion employée dans la Loi spéciale de financement et désigne tout ce qui concerne l'établissement, les procédures afférentes au contentieux, la perception et le recouvrement de l'impôt. La notion est définie dans les travaux parlementaires ayant précédé la 5e réforme de l'État.

“Le service de l'impôt comprend l'établissement factuel de la base imposable, le calcul de l'impôt, le contrôle de la base imposable et de l'impôt, ainsi que le contentieux y afférent (tant administratif que judiciaire), la perception et le recouvrement de l'impôt (en ce compris les frais et intérêts).” (Chambre, rapport de la Commission pour la révision de la Constitution et la réforme des institutions, DOC 50 1183/007, p. 160).

4.2.2 Matières fédérales

Les articles 117 à 130, L 25 avril 2007 ont apporté différentes modifications aux codes fiscaux. Ils prévoient l'intervention dans les demandes de conciliation spécifiquement visées dans les différents codes fiscaux.

I. Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Le SCF est compétent en matière de TVA. Les articles 117 et 118, L 25 avril 2007 ont introduit les articles 84^{quater} (demande de conciliation en cas de désaccord persistant relatif à la taxation) et 85^{ter} (demande de conciliation en matière de recouvrement) dans le Code de la TVA.

En matière de taxation, la demande de conciliation n'est prévue qu'en cas de désaccord persistant c'est-à-dire après le moment où le contribuable a épuisé les possibilités de discussion avec le fonctionnaire taxateur et lors du recours entrepris en application de l'article 84 du Code TVA auprès du ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui.

Afin d'éviter l'interférence entre la conciliation et le recours à une procédure judiciaire ou la mise en œuvre d'une procédure quasi-judiciaire et d'éviter à l'autorité administrative de revoir indéfiniment sa décision, l'article 84^{quater}, § 2, Code TVA, a prévu deux règles procédurales, l'une relative à la recevabilité de la demande de conciliation, l'autre à la cessation de l'intervention du SCF.

Ainsi, la demande de conciliation est irrecevable lorsque, préalablement à cette demande, soit le redevable a introduit une opposition à contrainte en application de l'article 85 du Code TVA, soit une expertise en application de l'article 59, § 2, du même Code a été requise pour déterminer la valeur normale des biens ou des services faisant l'objet du désaccord, soit encore le ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui a déjà statué sur la contestation.

D'autre part, lorsque le redevable introduit une opposition à contrainte, lorsqu'une expertise en application de l'article 59, § 2, Code TVA est requise ou lorsqu'il a été statué sur la contestation, avant la notification du rapport de conciliation, le SCF est déchargé de sa compétence.

L'article 84^{quater}, § 3, Code TVA, permet expressément à l'autorité administrative, à la suite du rapport de conciliation, et dans la mesure où elle l'estime justifié, de revoir à la baisse le montant de la taxe ou celui des amendes établis dans la contrainte pour autant que cette révision n'implique pas exemption ou modération. En revanche, il n'est pas permis d'établir un supplément d'impôt.

En matière de recouvrement, l'article 85^{ter} du Code TVA, introduit par l'article 118 L 25 avril 2007, permet au redevable d'introduire une demande de conciliation en cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale.

Le redevable peut également solliciter l'intervention du SCF en cas de conflit survenant lors de l'application des dispositions légales relatives à la remise des intérêts ou à la surséance indéfinie au recouvrement.

II. Code des impôts sur les revenus 1992

Le SCF est compétent pour tous les impôts perçus conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, CIR 92, à savoir :

- 1° un impôt sur le revenu global des habitants du Royaume, dénommé impôt des personnes physiques;
- 2° un impôt sur le revenu global des sociétés résidentes, dénommé impôt des sociétés;
- 3° un impôt sur les revenus des personnes morales belges autres que les sociétés, dénommé impôt des personnes morales;
- 4° un impôt sur les revenus des non-résidents, dénommé impôt des non-résidents.

Conformément à l'article 1^{er}, § 2, CIR 92, les impôts susmentionnés sont perçus par voie de précomptes dans les limites et aux conditions prévues au titre VI, chapitre premier, CIR 92. Le SCF est également compétent pour ces précomptes: le précompte immobilier, le précompte mobilier et le précompte professionnel.

Le SCF est tout aussi compétent pour la fixation du revenu cadastral conformément à l'article 471 CIR 92.

Les articles 119 à 121, L 25 avril 2007 ont introduit dans le CIR 92 les articles suivants :

- 376^{quinquies} (demande de conciliation en cas de réclamation introduite auprès du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus);
- 399^{bis} (demande de conciliation en cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale);
- 501^{bis} (demande de conciliation en cas de désaccord persistant sur le revenu cadastral).

L'article 376^{quinquies} CIR 92 a ensuite été modifié par la loi du 29 avril 2013 pour rendre le recours à la conciliation fiscale également possible en cas de demande de dégrèvement d'office.

L'article 501^{bis} CIR 92 a été modifié par le Chapitre 3 de la loi du 29 mars 2018 afin de permettre au réclamant à partir du 1^{er} juin 2018 de faire directement appel au SCF.

a) Réclamation et dégrèvement d'office

Le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent, en cas de réclamation introduite auprès du directeur des impôts, introduire une demande de conciliation auprès du SCF.

L'attention est attirée sur le fait que depuis L 10 juillet 2017, une réclamation peut également être valablement adressée au SCF. Ce n'est pas le but que des réclamations soient introduites systématiquement auprès du SCF, mais quand cela arrive, la réclamation est valablement introduite et le contribuable ne court pas le risque qu'à cause du renvoi de celle-ci, le respect du délai d'introduction soit remis en cause. Dans ce cas, la date de la réception de sa réclamation à prendre en considération est la date de la réception par le SCF.

Le SCF transmet la réclamation immédiatement au conseiller général compétent et en informe le réclamant.

Ceci vaut d'ailleurs également quand la réclamation est adressée à un autre fonctionnaire de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus autre que le conseiller général compétent, ou même à un fonctionnaire de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus.

Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui, accorde d'office conformément à l'article 376 CIR 92, dans certains cas et sous certaines conditions, le dégrèvement de certaines surtaxes. Une demande de conciliation peut également être introduite auprès du SCF en cas de demande d'application de l'article 376 CIR 92.

Comme en matière de TVA, l'article 376quinquies CIR 92 prévoit des règles de procédure visant à éviter l'interférence entre la conciliation et le recours judiciaire et à éviter que le directeur régional ne doive revoir sa décision. Se greffant à la procédure de réclamation administrative, la conciliation ne modifie en rien les règles qui régissent cette procédure.

b) Recouvrement

En matière de recouvrement, l'article 399bis CIR 92, permet au redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, d'introduire une demande de conciliation en cas de conflit avec le receveur chargé de recouvrement de sa dette fiscale.

Le redevable, ainsi que son conjoint, peuvent également solliciter l'intervention du SCF en cas de conflit survenant lors de l'application des dispositions légales relatives à la remise des intérêts ou à la surséance indéfinie au recouvrement.

c) Revenu cadastral

L'article 501bis CIR 92 donne la possibilité au contribuable, qui a réclamé valablement contre le revenu cadastral qui lui a été notifié, de demander une conciliation fiscale lorsque, après échange de vues, le désaccord persiste entre lui et l'administration.

Si, au cours du traitement de la réclamation contre le revenu cadastral, et après échange de vues, le désaccord persiste entre l'agent enquêteur et le réclamant, l'agent enquêteur procède à la rédaction du procès-verbal de désaccord directement après l'échange de vues, en présence du réclamant. Le réclamant doit être averti de la possibilité de solliciter l'intervention du SCF.

Lorsque le réclamant ne souhaite pas faire usage de cette faculté d'intervention du SCF, il en est fait mention dans le procès-verbal de désaccord.

En cas de demande de conciliation, le procès-verbal de désaccord n'est pas rédigé dans l'immédiat. Si le réclamant souhaite l'intervention du SCF, il peut s'adresser directement au SCF, à moins qu'il ne préfère porter ce souhait à la connaissance de l'agent enquêteur. Dans ce second cas ce fonctionnaire en informe le SCF.

Dès que la demande de conciliation est déclarée recevable par le SCF, la procédure de réclamation est suspendue jusqu'à ce qu'intervienne soit un accord entre les parties, soit un désistement sur la réclamation, soit le constat de l'absence d'accord dans le rapport de conciliation signé par le Collège du SCF. Dans ce dernier cas, un procès-verbal de désaccord est rédigé qui permettra un arbitrage cadastral en vue d'établir le revenu cadastral.

III. Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Conformément à l'article 1^{er}, CTA, le SCF est compétent pour la taxe de circulation (et la taxe de mise en circulation) des véhicules automobiles, la taxe sur les jeux et les paris, la taxe sur les appareils automatiques de divertissement ainsi que pour la taxe (et la taxe complémentaire) sur la participation des travailleurs au bénéfice ou dans le capital de la société.

Le SCF n'est toutefois pas compétent si une région assume elle-même le "service de l'impôt".

L'article 123 L 25 avril 2007 a modifié l'article 2 CTA afin d'autoriser l'application des articles 376^{quinquies} et 399^{bis}, CIR 92 à ces impôts. Les modalités d'intervention du SCF en matière d'impôts sur les revenus si une demande de conciliation est introduite, en cas de recours administratif et en cas de litige avec le fonctionnaire chargé de la perception et du recouvrement de sa dette fiscale, s'appliquent donc *mutatis mutandis* aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

IV. Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Le SCF est compétent en matière de droits d'enregistrement¹, mais pas de droits d'hypothèque et de greffe.

L'article 124 L 25 avril 2007 modifie l'article 219 du C. enreg. et a principalement pour objectif d'inscrire dans ce Code la faculté de faire appel au service de conciliation fiscale. Cette conciliation peut être demandée aussi longtemps que le litige entre le contribuable et le receveur des droits d'enregistrement est encore dans la phase informelle.

En d'autres termes, l'intervention du SCF peut être demandée aussi longtemps que le contribuable n'a pas fait opposition à contrainte décernée dans le cadre de la contestation. En effet, cette opposition met fin à la phase administrative du litige et porte le litige devant le tribunal.

Avant de pouvoir faire appel à la conciliation, le contribuable doit toutefois avoir tenté de résoudre le litige par des échanges de vues sérieux avec l'administration. Il doit y avoir d'abord une difficulté réelle et ensuite la difficulté doit persister après les échanges de vues avec l'administration.

Si le SCF constate que son intervention est demandée avant que le contribuable n'ait fait l'effort de solutionner la difficulté en concertation avec l'administration, le SCF peut refuser de

¹ Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits d'enregistrement pour lesquelles la conciliation est exclue. À ce jour, aucun arrêté de ce type n'a été pris.

donner suite à la demande.

Une telle conciliation fiscale ne présente plus d'intérêt lorsque la procédure formelle de l'expertise de contrôle est mise en œuvre ni lorsque le litige est soumis au juge pour décision.

En l'occurrence, la condition de base afférente à une intervention du SCF réside dans le fait que "le service de l'impôt" doit être assuré par le SPF Finances.

V. Code des droits de succession

Le SCF est compétent en matière de droits de succession². L'article 125 L 25 avril 2007 modifie l'article 141 du Code Succ. et permet ainsi une demande de conciliation en matière de perception ou de recouvrement des droits de succession.

Mutatis mutandis, ce qui vaut en droits d'enregistrement en matière de conciliation fiscale, vaut aussi en droits de succession.

VI. Code des droits et taxes divers

L'article 126 L 25 avril 2007 a modifié l'article 202/4 du Code des droits et taxes divers, permettant ainsi la conciliation fiscale en matière de perception ou de recouvrement des droits et taxes divers.

Le SCF est compétent pour les droits sur écritures et diverses taxes telles que :

- la taxe sur les opérations de bourse;
- la taxe sur la livraison de titres au porteur;
- la taxe annuelle sur les opérations d'assurance;
- la taxe annuelle sur les participations bénéficiaires;
- la taxe d'affichage;
- etc. (cf. Livres I et II du Code des Droits et Taxes divers)³.

Les droits et taxes divers ne sont pas des impôts régionaux. Pour le surplus, ce qui vaut en droits d'enregistrement en matière de conciliation fiscale, vaut aussi, mutatis mutandis, pour les droits et taxes divers.

VII. Loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Les articles 127 à 130 L 25 avril 2007 ont introduit dans la LG D&A un nouveau Chapitre XXIII^{bis}, comprenant les articles 219^{bis}, 219^{ter}, et 219^{quater}, traitant des demandes de conciliation concernant toute décision faisant l'objet d'un recours administratif.

² Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits de succession pour lesquelles la conciliation est exclue. À ce jour, aucun arrêté de ce type n'a été pris.

³ Ibidem.

Toute personne qui exerce régulièrement un recours administratif contre une décision du directeur régional ou un fonctionnaire d'un grade équivalent peut introduire une demande de conciliation concernant cette décision auprès du SCF.

En matière de douanes et accises, sont susceptibles de recours administratifs non seulement les décisions concernant des impôts nationaux et des ressources propres de la Communauté européenne, mais aussi des décisions qui touchent la personne directement et individuellement et n'ont pas de lien direct avec les impôts (par ex. la délivrance, le refus, le retrait de toutes sortes d'autorisations). La demande de conciliation doit donc être introduite dans le respect des législations nationales et communautaires en vigueur. En particulier la conciliation ne modifie en rien les règles qui régissent la procédure de recours administratif prévue par la loi générale sur les douanes et accises (articles 214 à 219), les dispositions du Code judiciaire (articles 1385*decies* et 1385*undecies*) et le Code des douanes communautaire (articles 243 à 246).

Le recours administratif ne peut pas, en vertu de l'article 213 de la LG D&A, porter sur des décisions concernant les transactions par lesquelles l'Administration des douanes et accises met fin, conformément à l'article 219 de la même loi, à un litige avec le contrevenant dans le but d'éviter les poursuites judiciaires.

Comme en matière de TVA, l'article 219*ter* de la LG D&A prévoit des règles de procédure visant à éviter que la conciliation interfère avec le recours judiciaire ou ralentisse la procédure de recours administratif et le recouvrement des dettes fiscales (nationales ou ressources propres de la Communauté). Ainsi, la demande de conciliation est irrecevable lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise en application de l'article 219 LG D&A sur le recours administratif.

En revanche, lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise en application de l'article 219 sur le recours administratif, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation est déchargé de sa compétence.

Le rapport notifié par le service de conciliation n'a pas de caractère contraignant à l'égard de l'autorité qui statue sur le recours administratif, mais lui permet de mieux apprécier le point de vue et la situation de l'intéressé. L'Administration prend connaissance du rapport du conciliateur et en tient compte dans la motivation de la décision rendue sur le recours administratif.

4.2.3 Matières régionales

Les matières régionales sortent du domaine de compétence du SCF étant donné que “le service de l'impôt ”n'est plus assuré par le SPF Finances. Tel est le cas pour :

- 1) le précompte immobilier en Flandre et, à partir du 1^{er} janvier 2018, en Bruxelles;
- 2) la taxe de circulation, la taxe de mise en circulation et l'Eurovignette en Flandre et en Wallonie, qui a été remplacée par la taxe kilométrique depuis le 1^{er} avril 2016. Cette compétence est totalement régionale, et donc également à Bruxelles;
- 3) la taxe sur les appareils automatiques de divertissement, la taxe sur les jeux et paris et la taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées en Wallonie et à partir de 1^{er} janvier 2019 en Flandre;
- 4) depuis le 1^{er} janvier 2015, les droits d'enregistrement et de succession en Flandre, à l'exception des droits suivants qui sont renseignés dans un souci de complétude :
 - a) en matière de droits de succession :
 - o la taxe compensatoire des droits de succession (Livre II, C. succ.);
 - o la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, les établis-sements de crédit et les entreprises d'assurances (Livre IIIbis C. succ.);
 - o la taxe annuelle sur les centres de coordination (Livre III C. Succ.);
 - o les attestations de succession,
 - b) en matière de droits d'enregistrement :
 - o l'apport dans une société, à l'exception de l'apport, par une personne physique, d'une habitation dans une société belge;
 - o l'établissement d'une hypothèque sur certains navires, la mise en gage d'un commerce, l'établissement d'un privilège agricole, la cession d'une hypothèque (art. 92², C. enreg.);
 - o la location, la sous-location, la cession d'une location, le droit de superficie, le droit d'emphytéose, la cession du droit de superficie/d'emphytéose, le bail de chasse et le bail de pêche;
 - o la vente publique de biens meubles corporels
 - o le droit de condamnation sur les jugements et arrêts;
 - o les actes soumis au droit fixe général;
 - o les droits fixes spécifiques (mainlevées, lettres de noblesse, modification du nom et du prénom);
 - o le droit d'hypothèque perçu par le conservateur des hypothèques;
 - o le droit de greffe.

Le SCF ne peut donc plus intervenir dans ces matières, à l'exception des droits visés au point 4, a et b.

La 6^e Réforme de l'Etat transfère aux Régions de nombreuses compétences relatives à l'impôt des personnes physiques. Toutefois, le SPF Finances continue d'assurer le service de cet impôt. Le SCF peut donc continuer à intervenir dans des litiges afférents à ces matières.

4.2.4 Impôts locaux

En ce qui concerne la compétence éventuelle du SCF pour arbitrer les différends concernant l'établissement des impôts et taxes locaux, les conclusions suivantes peuvent être tirées de l'avis rendu en la matière par le Service juridique central du SPF Finances.

L'article 11 du décret flamand du 30 mai 2008 relatif à l'établissement, au recouvrement et à la procédure contentieuse des taxes provinciales et communales prévoit que :

“Sans préjudice des dispositions du présent décret, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus, du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes provinciales et communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus.”

Le SCF n'a en la matière pas trouvé de véritable équivalent d'application dans les autres Régions.

Le titre VII, chapitre VII, section 1, du CIR 92 traite du recours administratif. En particulier, l'article 376quinquies, § 1er, CIR 92 dispose qu'en cas de réclamation introduite auprès du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou, lorsque l'application de l'article 376 a été demandée, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Le titre VII, chapitre VIII, du CIR 92 traite du recouvrement de l'impôt. En particulier, l'article 399bis CIR 92 prévoit qu'en cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle un impôt ou un précompte peut être mis en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Les articles précités renvoient donc à la procédure de réclamation auprès du conseiller général de l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus et au fonctionnaire de l'administration chargé de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, mais pas, respectivement, à la procédure de réclamation auprès du Collège des bourgmestre et échevins et à la députation permanente, ni à un différend, respectivement, avec le receveur communal et le receveur provincial.

Depuis la loi Lambermont de 2001, les taxes provinciales et communales sont de la compétence de la Région flamande. Les autorités locales ont également leur propre compétence en matière fiscale. L'autonomie fiscale des collectivités locales est constitutionnellement consacrée par les articles 41 et 162 de la Constitution pour les communes et par l'article 170, § 3 de la Constitution pour les provinces.

La Région compétente pour les impôts locaux ne peut pas imposer au Service de Conciliation fiscale des obligations qui relèvent de la compétence du gouvernement fédéral.

Dans son avis n° 43.776 du 11 décembre 2007 sur le projet de décret relatif à l'établissement, au recouvrement et à la procédure contentieuse des taxes provinciales et communales, le Conseil d'Etat a déclaré : *“il est cependant contraire au principe de l'autonomie de l'Etat fédéral, des communautés et des régions qu'une de ces autorités impose unilatéralement des obligations à une autre autorité, de sorte que la portée de l'obligation imposée par l'article 6 du projet devra être réduite.”*

Ce raisonnement devrait également s'appliquer à l'article 11 du décret flamand précité du 30 mai 2008. In fine de cet article stipule explicitement : *“pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus.”*

Par conséquent, l'article 11 du décret flamand susmentionné ne peut pas être interprété de telle manière que les contribuables puissent faire appel à la conciliation fiscale fédérale pour les impôts locaux.

PARTIE II : TRAITEMENT DES DEMANDES

1. CONCILIATION FISCALE

On trouvera ci-après une description précise de la manière dont une demande de conciliation fiscale est traitée par le SCF.

Le SCF est très accessible. La demande de conciliation fiscale est gratuite et est introduite sur simple requête du contribuable, de son comptable ou de son mandataire. Elle peut être soumise de différentes façons:

- par e-mail;
- par lettre;
- par téléphone;
- par fax;
- oralement.

Pour toutes les demandes introduites, le secrétariat crée un dossier qui est soumis au membre compétent du Collège, en fonction des sujets à traiter. Si la demande concerne des matières différentes telles que par exemple les impôts sur les revenus et la TVA et, éventuellement, des problèmes de recouvrement, un dossier supplémentaire est créé. Par la suite, le membre du Collège attribue le dossier à un (ou plusieurs) collaborateur(s). De cette façon, les demandes seront traitées par une équipe composée de collaborateurs qui sont experts dans le domaine sous-jacent.

Le conciliateur fiscal compétent examine la demande et complète le dossier, d'une part sur la base des données disponibles dans les différentes applications administratives du SPF Finances auxquelles il a accès et, d'autre part, sur la base de discussions individuelles informelles avec les contribuables et/ou le fonctionnaire désigné pour instruire sa requête. Après consultation éventuelle du membre compétent du Collège et en fonction de la complexité du conflit, une stratégie de conciliation est élaborée.

Le collaborateur informe l'agent instructeur concerné du délai dans lequel celui-ci peut examiner la réclamation/demande de dégrèvement d'office et demande à être tenu informé des démarches qu'entreprendra ledit agent. Une demande de conciliation fiscale n'a pas pour effet d'attribuer une priorité particulière au traitement d'un dossier.

Selon la situation, le conciliateur organise des entretiens exploratoires (informels) avec les parties concernées avant de proposer à celles-ci de se mettre autour de la table. De cette façon, il peut essayer de découvrir les préoccupations et les intérêts sous-jacents de chacun.

Si le contribuable a demandé à être entendu dans sa réclamation, l'audition aura généralement lieu en présence du conciliateur. Cela économise du temps et des coûts pour toutes les parties. Le conciliateur est immédiatement impliqué et peut, si possible, donner aux parties la possibilité de clarifier leurs positions. La loi du 10 juillet 2017 complète l'article 116, § 3, L 25 avril 2007 sur ce point afin que le conciliateur ne puisse plus se voir refuser l'accès à une audition organisée dans le cadre du traitement du litige pour lequel une demande de conciliation est introduite.

Selon la complexité du litige, plusieurs discussions individuelles et conjointes peuvent être organisées.

L'autonomie du service permet de travailler rapidement et efficacement dans une ambiance de confiance.

La procédure de traitement d'une demande de conciliation fiscale est précisée aux articles 10 à 12 de l'AR du 9 mai 2007.

Accusé de réception

L'article 10 de l'AR du 9 mai 2007 prévoit que les demandes de conciliation font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

Lorsque la demande de conciliation est introduite oralement, elle est consignée par le SCF et l'accusé de réception est délivré immédiatement.

Décision quant à la recevabilité

Conformément à l'article 11 de l'AR du 9 mai 2007, le SCF communique au demandeur, au plus tard dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande de conciliation, sa décision de traiter ou non cette demande ou de la transmettre à un autre service.

L'appréciation de la recevabilité d'une demande de conciliation appartient exclusivement au SCF. Le refus de traiter une demande est motivé.

Le SCF informe le service fiscal concerné de la demande de conciliation qu'il compte instruire.

Conformément à l'article 116, § 1^{er}, alinéa 2, L 25 avril 2007, le SCF refuse de traiter une demande de conciliation :

- 1° si la demande est manifestement non fondée;
- 2° si le demandeur n'a manifestement pas accompli de démarches auprès de l'autorité administrative compétente en vue de concilier les points de vue.

Une demande sera manifestement non fondée lorsqu'elle repose sur des accusations gratuites ou des plaintes vexatoires.

En cas d'irrecevabilité, le SCF essaie alors d'apporter une assistance en fournissant diverses informations, de sorte que le citoyen puisse être correctement guidé pour la suite de ses démarches, ou en transmettant la demande à un autre médiateur (service des plaintes, Médiateur fédéral, etc.) ou au service compétent.

Ainsi, il se peut qu'une demande soit irrecevable parce qu'aucune démarche n'a été entreprise préalablement auprès de l'autorité administrative compétente. Le fait de préciser au demandeur qu'une formalité est manquante pour que sa demande soit déclarée recevable lui permettra d'y remédier.

La décision sur la recevabilité est un élément important dans la suite du processus de conciliation, car cette décision suspendra temporairement la possibilité de prendre certaines mesures dans la procédure applicable au litige.

Effet suspensif d'une demande de conciliation recevable - conséquences sur le règlement du litige administratif

a) Généralités

La loi du 10 juillet 2017 donne à une demande de conciliation fiscale un effet suspensif sur la prise de toute décision dans la procédure relative au litige entre le contribuable et l'administration fiscale, à condition que la demande de conciliation ait été déclarée recevable par le SCF. La période de suspension commence le jour de cette décision de recevabilité.

La loi est applicable à partir du 1^{er} septembre 2017, c'est-à-dire à toutes les demandes de conciliation qui ont été déclarées recevables à cette date ou qui ont été ou seront déclarées recevables à compter de cette date. L'entrée en vigueur doit en effet être appréciée en fonction du principe général du droit qu'une nouvelle loi s'applique également aux conséquences futures de situations découlant de la loi antérieure, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux droits déjà irrévocablement établis. Concrètement, cela signifie que l'effet suspensif s'applique à toutes les demandes introduites à partir du 1^{er} septembre 2017 et aux conciliations déclarées recevables avant cette date mais non encore clôturées.

En ce qui concerne le recours administratif concernant les impôts sur les revenus et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus, une condition supplémentaire est que la période de 6 ou 9 mois mentionnée à l'article 1385undecies, 2^e et 3^e alinéas, Code Jud. ne soit pas encore expirée à ce jour.

L'effet suspensif n'a aucune influence sur le travail de procédure. Cela signifie que le service compétent peut poursuivre l'examen du litige administratif. La suspension signifie que la décision effective quant au litige par le fonctionnaire chargé de son instruction ne peut être prise temporairement.

La durée de la suspension dépend de la nature du litige pour lequel la conciliation est demandée :

- un litige relatif à un recours organisé (réclamation ou demande de dégrèvement d'office - articles 366 et 376 CIR 92);
- un différend sur les recouvrements avec l'AGPR;
- toute autre question fiscale.

La suspension prend fin au plus tard, soit après 4 mois en cas de réclamation ou de dégrèvement d'office, soit après 1 mois en cas de litige avec le Team Recouvrement.

La durée de la suspension et son effet sur la procédure en fonction de la nature du litige sont davantage précisés ci-après.

b) Effet suspensif dans le cas d'un recours administratif (impôts sur les revenus et taxes assimilées aux impôts sur les revenus)

La suspension est prévue à l'article 116, § 1/1, L 25 avril 2007, qui stipule :

“Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits du Trésor sont en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à laquelle la demande de conciliation fiscale a été déclarée recevable.

Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des conciliateurs fiscaux, sauf désistement du recours administratif ou accord préalable des parties concernées, et au plus tard un mois avant l'expiration du délai visé à l'article 1385undecies, alinéa 4, du Code judiciaire."

Dès que la demande de conciliation dans le cadre du recours administratif (impôts sur les revenus et taxes assimilées aux impôts sur les revenus) a été déclarée recevable, la période de suspension commence.

Comme mentionné plus avant, l'effet suspensif n'a aucun effet sur les activités procédurales des services de contentieux. En d'autres termes, les délais pour, par exemple, l'envoi d'une demande de renseignement, la convocation à une audition, un avis de rectification, etc., ne sont en aucun cas suspendus. La suspension signifie que certains actes ne peuvent temporairement pas être posés, en l'occurrence en particulier :

- 1° la prise d'une décision sur une réclamation déposée auprès du conseiller général de l'administration chargée de l'établissement des impôts sur les revenus ou sur une demande de dégrèvement d'office;
- 2° la prise d'une décision sur une réclamation introduite auprès du fonctionnaire compétent chargé de l'établissement des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Si une réclamation ou une demande de dégrèvement d'office a été introduite et qu'aucune conciliation n'est demandée, l'administration doit en principe prendre une décision dans les 6 mois (article 1385undecies, 2^e, Code Jud.) ou dans les 9 mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office par l'administration (article 1385undecies, alinéa 3, Code Jud.). A défaut, le contribuable peut aller en justice sans attendre la décision administrative. Dans ce cas, l'administration ne sera plus en mesure d'établir une cotisation subsidiaire si elle échoue devant le tribunal (article 355 CIR 92).

L'article 116, § 1/1, 2^e alinéa, L 25 avril 2007, prolonge les délais d'attente visés à l'article 1385undecies, 2^e et 3^e alinéas, Code Jud., de 4 mois lorsque la demande de conciliation a été déclarée recevable.

Si une demande de conciliation est présentée après l'expiration de ces délais, cette demande peut toujours être déclarée recevable, mais cette déclaration de recevabilité n'aura plus d'effet suspensif.

Il est mis un terme à la suspension, soit :

- quand le contribuable se désiste de sa réclamation;
- quand les parties trouvent à un accord mutuel;
- lorsque les droits du Trésor sont en péril;
- le jour de l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des conciliateurs fiscaux dont question à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre V du Titre VII L 25 avril 2007;
- au plus tard, un mois avant l'expiration des délais mentionnés à l'alinéa 4 nouveau de l'article 1385undecies du Code judiciaire.

La suspension expire donc, entre autres, lorsque le recours administratif est clôturé. Il va sans dire que la "désistement" dont on parle se réfère au désistement du recours administratif. Des travaux parlementaires relatifs à la loi du 10 juillet 2017 (DOC 54 0861/002) il ressort clairement que le désistement visé à l'article 116, § 1/1, deuxième alinéa, L 25 avril 2007, ne peut concerner que le désistement de la réclamation, c'est-à-dire du recours administratif.

Le fait que la procédure de conciliation puisse être clôturée sur demande unilatérale du contribuable ne peut en soi mettre immédiatement fin à l'effet suspensif puisque le souhait du contribuable d'arrêter la conciliation sera mentionné dans le rapport de conciliation et que la procédure de conciliation ne sera véritablement terminée que le jour de l'approbation du rapport par le Collège des conciliateurs fiscaux.

En tout état de cause, le simple fait que le contribuable souhaite mettre fin unilatéralement à la procédure de conciliation ne pourrait avoir une influence sur les dispositions légales et réglementaires applicables au recours administratif et placer l'administration dans l'impossibilité de prendre sa décision à temps.

Afin de lever toutes incertitudes à ce sujet, l'article 116, § 1/1, alinéa 2, L 25 avril 2007 a été adapté par l'article 13 L 29 mars 2018.

En prolongeant de 4 mois les délais d'attente mentionnés à l'article 1385undecies, 2° et 3° alinéas, Code Jud., le SCF aura la possibilité de tenter une conciliation pendant au moins 3 mois, même si le contribuable ne soumet sa demande de conciliation que lorsque les délais d'attente précités de 6 ou 9 mois sont tout proches d'expirer. La possibilité de prendre une décision par le conseiller général compétent est suspendue, à partir de la recevabilité, jusqu'à un mois avant l'expiration de ces délais.

Exemple

Établissement de la cotisation ordinaire : 11 septembre 2018
Réclamation : 8 novembre 2018

Demande de conciliation : 4 janvier 2019
Accusé de réception : 8 janvier 2019
Décision de recevabilité : 18 janvier 2019

Délai d'attente initial (article 1385undecies, 2e alinéa, Code Jud.) : 8 mai 2019
Période d'attente prolongée (article 1385undecies, 4e alinéa, Code Jud.) : 8 septembre 2018

Début de la suspension : 18 janvier 2019
Fin de la suspension : au plus tard le 8 août 2019 (le conseiller général compétent dispose donc d'un mois pour se prononcer sur le litige avant que le tribunal ne puisse être saisi).

c) *Effet suspensif en cas de litige avec Team Recouvrement*

La suspension est prévue à l'article 116, § 1^{er}/2, L 25 avril 2007, qui stipule :

"§ 1^{er}/2. Si la demande de conciliation est relative à un conflit avec le receveur chargé du recouvrement des créances fiscales ou non fiscales, tous les moyens d'exécution visés dans le Titre III de la cinquième partie du Code Judiciaire, sont suspendus pendant un mois au maximum et les saisies déjà pratiquées gardent leur caractère conservatoire, à l'exception des saisies arrêts entre les mains d'un tiers déjà pratiquées dont le plein effet est maintenu.

Ce qui précède vaut également pour la saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers insérée en exécution de l'article 300, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 85bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 6 de la loi domaniale du 22 décembre 1949 et pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 101 du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive du 28 décembre 1950."

Pour les conciliations en matière de recouvrement, il est prévu une suspension légale de toutes les voies d'exécution, sous réserve de quelques exceptions. Cette suspension vaut tant pour le recouvrement des créances d'impôts sur les revenus et des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, pour les taxes dont le service de l'impôt est encore assuré par le SPF Finances, que pour la TVA.

Concrètement, lorsqu'une requête en conciliation en matière de recouvrement est déclarée recevable, le Team recouvrement ne peut plus initier des voies d'exécution nouvelles durant un mois à compter du jour de cette décision de recevabilité, ni poursuivre une procédure déjà entamée comportant des poursuites directes, c'est-à-dire par un huissier de justice, à moins que les droits du Trésor ne soient effectivement en péril.

Ainsi, lorsqu'une saisie-exécution mobilière a eu lieu avant qu'intervienne une décision déclarant recevable une demande de conciliation, la vente publique des meubles ne peut en principe plus avoir lieu avant que la conciliation fiscale ne soit clôturée, à savoir par la rédaction et l'envoi d'un rapport de conciliation.

Toutefois, dans l'hypothèse où un rapport n'est pas établi dans le mois à compter de la décision statuant sur la recevabilité de la requête en conciliation, la durée de suspension des voies d'exécution forcée est limitée à un mois. Autrement dit, si la procédure de conciliation dure plus d'un mois, c'est uniquement pendant le premier mois qu'aucune voie d'exécution forcée ne peut être mise en œuvre, en ce compris, une saisie-arrêt-exécution de droit commun ou une saisie-arrêt fiscale simplifiée, et qu'une procédure de poursuites directes ne peut pas non plus être poursuivie. Cependant, même si la suspension implique que pendant maximum un mois, aucune nouvelle saisie-arrêt-exécution ne puisse être pratiquée, la loi permet pour des raisons pratiques, qu'une saisie-arrêt déjà pratiquée (avant la décision), de recevabilité, ne soit pas suspendue durant le premier mois. Le tiers saisi (par exemple l'employeur, l'organisme financier ou la caisse de vacances) doit par conséquent, même pendant le premier mois de la conciliation, retenir la partie saisissable des fonds saisis-arrêtés et les verser au fisc.

Pour être complet, la suspension des voies de recouvrement durant la procédure de conciliation, certes limitée à un mois, ne constitue pas un obstacle pour les mesures suivantes qui restent d'application sans restriction : toutes les mesures permises lorsque les droits du Trésor sont en péril, l'envoi d'une lettre de sommation par application de l'article 298 du CIR 92, la possibilité de notifier au notaire le montant de la dette fiscale pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale du Trésor en vertu des articles 434 du CIR 92 et 93*quater* du Code de la TVA, l'obligation de retenue à l'égard des entrepreneurs ayant des dettes fiscales (entre-temps également élargie au secteur du gardiennage et celui de la viande ; en vertu des articles 403 et suivants du CIR 92), la rédaction par un notaire ou un autre fonctionnaire, d'un acte ou d'un certificat d'hérédité constatant l'existence d'une dette d'impôt, l'inscription de l'hypothèque légale, l'imputation de tous remboursements ou crédits d'impôts à rembourser au redevable sur les dettes fiscales et non fiscales par application de l'article 334 de la loi-programme du 27.12.2004.

La suspension limitée d'un mois ne vaut en conséquence que pour les litiges en matière de plans de paiement et pour les poursuites déjà entamées mais uniquement en ce qui concerne les voies d'exécution. Pour tous les autres litiges en matière de perception et de recouvrement (par exemple : l'octroi d'intérêts moratoires, la suppression des frais de poursuite, l'imputation des intérêts de retard, l'imputation des remboursements d'impôt), c'est le délai de suspension général qui s'applique et pas celui limité à un mois.

Avant l'expiration d'un mois à partir de la déclaration de recevabilité, la suspension prend toujours fin lorsqu'un accord est obtenu, par l'approbation du rapport de conciliation par le Collège du SCF, et de toute façon dès que les droits du Trésor sont mis en péril.

La suspension des voies d'exécution vaut pour toutes les demandes de conciliation déclarées recevables à partir du 1^{er} septembre 2017 concernant les litiges de recouvrement similaires.

Exemple

Une cotisation à l'impôt des personnes physiques pour laquelle l'avertissement-extrait de rôle a été envoyé le 11 septembre 2018.

Un commandement signifié le 6 décembre 2018.

Une saisie-exécution mobilière pratiquée le 14 décembre 2018.

Une saisie-arrêt fiscale simplifiée auprès de l'employeur du redevable, pratiquée le 20 décembre 2018.

Une demande de conciliation fiscale (par laquelle le redevable sollicite un plan d'apurement supportable par lui et l'interruption des poursuites), est introduite le 21 décembre 2018.

Une décision de recevabilité d'une demande de conciliation (après que le SCF a vérifié qu'il existe une certaine marge de négociation) est prise le 4 janvier 2019.

Influence de la décision de recevabilité sur les mesures de recouvrement forcé :

- L'huissier de justice ne peut pas procéder à l'enlèvement du mobilier saisi, ni les vendre avant le 4 février 2019, à moins qu'un rapport ne soit approuvé avant cette date (ou que les droits du Trésor ne soient effectivement en péril) ;
- Le team recouvrement ne peut pas pratiquer de nouvelles mesures d'exécution, ni de nouvelles saisies-arrêt ;
- La saisie-arrêt fiscale simplifiée du 20 décembre 2018 n'est cependant pas suspendue (l'employeur tiers-saisi n'étant même pas informé de la demande de conciliation, il doit continuer à procéder à des retenues et les verser les sommes retenues au team recouvrement).

La suspension légale d'un mois n'empêche toutefois pas, dans l'attente du résultat de la conciliation, de convenir avec le fonctionnaire du recouvrement un délai plus long.

d) Effet suspensif en cas de différend dans les autres matières

L'effet suspensif est défini à l'article 116, §1/1, L 25 avril 2007, qui énonce :

“Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits du Trésor sont en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à laquelle la demande de conciliation fiscale a été déclarée recevable.

Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des conciliateurs fiscaux, sauf désistement ou accord préalable des parties concernées, (...).”

Pour les recours non organisés, c'est-à-dire les recours qui ne sont pas organisés (réclamations ou demandes de dégrèvement d'office) en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus (pour les taxes restées fédérales) et qui ne concerne pas un litige en matière de recouvrement relatif à un plan d'apurement ou à des mesures d'exécution forcées, la suspension vaut sans limite dans le temps dès que la demande de conciliation a été déclarée recevable, jusqu'à l'approbation du rapport de conciliation par le Collège du SCF. Ceci concerne les litiges en matière de taxation TVA, en matière de droits de succession et d'enregistrement (Région de Bruxelles-Capitale et Région

wallonne et les droits d'enregistrement fédéraux qui n'ont pas été transférés à la Région flamande), ainsi qu'en matière de droits et taxes divers, d'évaluation ou de réévaluation d'un revenu cadastral et de douanes et accises.

La suspension est cependant toujours levée lorsqu'un accord est atteint entre parties ou que les droits du Trésor sont en péril.

Concernant l'entrée en vigueur, la règle générale est d'application, à savoir, pour toutes les demandes introduites à compter du 1^{er} septembre 2017 et tous les dossiers de conciliation non encore clôturés à cette date.

Protocole de collaboration du 1^{er} juillet 2010

Le 1^{er} juillet 2010 a été signé un protocole de collaboration visant à organiser les relations entre le SCF et les administrations générales du SPF Finances compétentes en matière de fiscalité et de documentation patrimoniale.

En exécution de ce protocole, les administrateurs généraux désignent dans leurs services centraux, chacun pour l'administration générale dont il est responsable, un point de contact chargé des relations avec le SCF.

Dans le cadre de la collaboration entre le SCF et les administrations générales, le SCF fournit, de préférence par voie électronique, les pièces suivantes aux points de contact et au service compétent qui doit prendre une décision sur la contestation administrative :

- la copie de la demande de conciliation;
- la décision prise par le SCF concernant la recevabilité de la demande de conciliation;
- les pièces qui ne se retrouvent pas dans le dossier administratif du service compétent;
- le document par lequel est fixé, de commun accord, le délai raisonnable dans lequel la demande de conciliation doit être traitée;
- le rapport de conciliation.

Dans le cas d'une demande de conciliation déclarée recevable, le SCF fixe par écrit et de commun accord avec le service compétent qui doit prendre une décision sur la contestation administrative, au regard des principes de bonne administration et des règles de procédure applicables en l'espèce, le délai raisonnable dans lequel cette demande doit être traitée.

Rapport de conciliation

Le rapport de conciliation mentionne les points de vue des deux parties sur le différend fiscal présenté.

Le déroulement de la conciliation est rapporté de manière concise et il est veillé à ne pas enfreindre le caractère confidentiel des échanges. Si le conciliateur a formulé des suggestions qui ont permis un accord en conciliation, cela sera mentionné dans le rapport de conciliation. Ainsi, un accord mutuel ou un désaccord persistant entre les parties sera signalé. Dans certains cas, le rapport peut mentionner un accord partiel; dans ce cas, un certain nombre de points de conciliation feront l'objet d'un accord mutuel, tandis que le différend subsistera pour le surplus.

Le résultat de la conciliation entre les parties est donc inclus dans le rapport de conciliation du SCF, à moins que l'agent instructeur compétent ne veuille pas encore prendre une décision parce qu'il doit consulter son supérieur, en concertation avec le service de taxation à la base de la rectification ou encore, parce qu'il attend le rapport de conciliation avant de prendre une position finale.

Dans ces cas, cela sera également inclus dans le rapport.

Après l'élaboration et l'approbation du rapport par le membre compétent du Collège, le dossier est inscrit à l'ordre du jour du Collège.

Les arguments et aspects levés pendant les conversations exploratoires de conciliation avec chaque partie individuelle, sont en principe confidentiels et ne sont pas repris dans le rapport.

Le Collège se réunit de manière hebdomadaire, en principe le mardi, sauf en période de vacances, compte tenu de la présence des membres du Collège.

Dès que le rapport de conciliation est adopté par le Collège, le dossier est transmis au secrétariat. Le secrétariat enverra le rapport au contribuable par lettre le même jour ou le jour suivant.

Avec l'approbation du rapport par le Collège, la période de suspension prend fin.

Une copie du rapport de conciliation est envoyée par voie électronique au point de contact de l'administration générale concernée, le cas échéant également au point de contact de l'AGISI, et au service compétent qui doit statuer sur le litige administratif. Le cas échéant, le service compétent qui doit statuer sur le litige administratif enregistre le rapport dans les bases de données fiscales prévues à cet effet.

Le rapport de conciliation fait partie du dossier fiscal.

Le service qui doit prendre une décision sur la contestation administrative, prend sa décision le plus vite possible, après réception du rapport de conciliation. Le SCF n'a dès lors aucun pouvoir de décision. Il en ressort que le SCF se limite à concilier les points de vue et que le résultat de la conciliation est acté dans un rapport de conciliation.

Toutefois, c'est l'autorité administrative (et non le SCF) qui prend la décision finale. Il va de soi que le service compétent doit tenir compte du rapport de conciliation dans sa décision sur la contestation administrative, mais ce service n'est pas lié par ce rapport. Néanmoins, si certains griefs invoqués dans la contestation administrative ont été reconnus fondés dans le rapport de conciliation et si la décision du service compétent conclut au rejet de ces griefs, il faut que cette décision fasse mention des raisons pour lesquelles elle s'écarte du rapport de conciliation.

Le SCF a pour mission de rechercher une solution aux problèmes qui lui sont soumis, en exerçant une magistrature d'influence mais sans toutefois prendre de décision. À cet égard, il peut être fait référence aux dispositions de l'article 116, § 1^{er}, alinéa 4, L 25 avril 2007 : "*Les rapports de conciliation et les décisions relatives à la recevabilité ne sont susceptibles d'aucun recours administratif ou judiciaire.*".

Dessaisissement

Pour être complet, il convient de remarquer que l'intervention du SCF ne se termine parfois pas par une décision d'irrecevabilité de la demande de conciliation fiscale ou par un rapport de conciliation. C'est plus précisément le cas lorsque le SCF doit constater qu'il est relevé de sa compétence.

Ceci se produit quand il est mis fin, contre sa volonté, à la mission du SCF. Les raisons de ce dessaisissement sont énumérées dans différentes dispositions fiscales.

Les raisons suivantes peuvent entraîner le dessaisissement et, partant, la fin de la conciliation :

- le contribuable retire sa demande de conciliation;
- la contestation est portée devant le tribunal;
- une expertise de contrôle est opérée;
- l'imposition pour laquelle un sursis de paiement était demandé, est entièrement payée;

- le service compétent prend, en dépit de la procédure de conciliation en cours et à l'encontre des règles, sa décision sur la réclamation administrative, déchargeant ainsi le SCF de sa mission;
- etc.

2. CELLULE DE CONTACT RECOUVREMENT

Le SCF a repris les tâches confiées auparavant à la "Cellule de contact Recouvrement", qui intervenait dans le cadre de litiges entre le redevable/l'assujetti et le Conseiller recouvrement - Receveur et qui, sur le plan du recouvrement, avait déjà des objectifs similaires à ceux du SCF.

Spécifiquement en matière de recouvrement des contributions directes et de la TVA, ce service avait également comme tâche de "répondre aux demandes, plaintes et autres questions des redevables dans le cadre de leurs relations avec l'administration en la personne du Conseiller recouvrement - Receveur".

Le SCF aide le citoyen et le receveur à résoudre des problèmes en matière de perception et recouvrement et a pour tâche d'éviter que des conflits ne surgissent entre eux. Généralement, les demandes introduites sont liées à une question de recouvrement soumise au Palais royal ou à la cellule stratégique du ministre des Finances.

Ces demandes sont ensuite transférées au SCF par le biais des services du Président du Comité de direction et sont traitées de manière appropriée. Dans les cas d'extrême urgence (par exemple des ventes imminentes à la suite d'une saisie-exécution mobilière ou immobilière), des contacts sont directement pris entre les collaborateurs de la cellule stratégique du ministre des Finances et le gestionnaire de dossiers compétent du SCF.

En fonction de la nature du problème soumis et de son évolution, un dossier "Cellule de contact Recouvrement" est parfois requalifié en dossier "Conciliation fiscale".

Dans les dossiers qualifiés de "Cellule de contact Recouvrement", il s'agit principalement de problèmes de recouvrement ou de demandes d'intervention afin d'accélérer le remboursement de montants en matière d'impôts bloqués. D'un point de vue formel, il ne s'agit pas de demandes de conciliation fiscale proprement dites, mais elles entrent tout à fait dans le cadre du service rendu au citoyen, une des missions du SCF.

Il s'agit souvent de dossiers de contribuables ayant des dettes fiscales considérables et qui ne voient plus d'issue. En pareil cas, l'on vérifie d'abord s'il s'agit ou non de problèmes de paiements structurels.

Si le SCF constate qu'il s'agit plutôt de difficultés financières temporaires, le débiteur est informé de la possibilité d'obtenir des facilités de paiement, éventuellement assorties d'une demande d'exonération des intérêts de retard.

Cependant, lorsque les demandeurs doivent manifestement faire face à un endettement durable, leur attention est attirée sur la possibilité d'introduire une demande de surséance indéfinie au recouvrement des impôts concernés. Néanmoins, lorsqu'il ressort du dossier que le débiteur a une multitude de créanciers, il sera immédiatement dirigé vers une procédure collective (par exemple, la procédure "loi relative à la continuité des entreprises" et la procédure de règlement collectif des dettes), dans le cadre de laquelle chaque créancier fait des sacrifices afin d'aboutir à une solution appropriée à la situation du débiteur.

Le SCF explique de manière claire et ciblée toutes les possibilités d'échelonnement ou de report de paiement (comme le « règlement administratif de dettes » - RAD), ainsi que toute autre mesure de faveur en matière de recouvrement, pour laquelle les redevables concernés pourraient en principe remplir les conditions, ainsi que les modalités et/ou prérequis à respecter. Dans ce cadre, le SCF est toujours conscient de la compétence exclusive de

l'Infocenter ou du Conseiller recouvrement – Receveur du Team Recouvrement concerné en matière d'octroi de facilités de paiement ou de report de paiement et respecte pleinement cette compétence. Enfin, il est encore tenu compte de la compétence du Conseiller général du Centre Régional de Recouvrement dans le cadre d'une demande de RAD.

En 2018, le SCF a de nouveau reçu un nombre considérable de demandes de contribuables relatives à des remboursements d'impôts qui n'avaient pas encore été liquidés. Lorsqu'il est confronté à de telles demandes, le SCF procède à une enquête afin de connaître la raison pour laquelle la liquidation se fait attendre; il contacte dans ce cas la Cellule Remboursements du Centre national de perception de l'AGPR, tente si possible d'accélérer le traitement du remboursement et sollicite à cet effet des pièces probantes.

Le SCF s'efforce, par le biais de son intervention, de garantir une prestation de services correcte et la diffusion d'informations exactes au citoyen. Le service essaie parallèlement d'alléger les tâches des services de recouvrement et de liquidation

Le 1^{er} septembre 2017, l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement a créé 11 Infocenters : dans les chefs-lieux des cinq provinces flamandes, ainsi qu'à Bruxelles, Charleroi, Liège, Mons, Namur et Neufchâteau. Dorénavant, ceux-ci sont seuls compétents pour autoriser des plans de paiement concernant les cotisations contre lesquelles aucune poursuite n'a encore été lancée ou pour lesquelles aucun plan d'apurement antérieur n'a été stoppé.

Ces Infocenters sont ouverts de 9h00 à 12h00 mais ne sont pas accessibles par téléphone. En 2018, il y a toujours eu un afflux de demandes au SCF de redevables cherchant leur chemin pour obtenir un plan d'apurement. Les redevables ne pouvaient plus en effet s'adresser à leur "bureau de recette" habituel et tout le monde ne connaît pas le « chemin » vers le portail MyMinfin (qui permet de demander un plan d'apurement), ne sait pas utiliser cet outil, tandis que d'autres font face à des difficultés d'utilisation (par exemple, impossibilité d'ouvrir le questionnaire par leur propre système d'exploitation).

D'autres encore attendent une réaction plus rapide à leur demande et vont désespérément à la recherche d'un service qui, à défaut d'une réponse, donnera quand même une suite utile quelques jours plus tard. À cause de la saturation du Contact Center, bon nombre de redevables atterrissent au SCF. Celui-ci tente toujours de les aider en leur communiquant, par exemple, le formulaire de demande d'un plan d'apurement avec un questionnaire sur les revenus mensuels et les dépenses du redevable ou en leur expliquant la stratégie actuelle en matière de plans de paiement de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement et la procédure pour en demander un (pour les règlements financiers allant jusqu'à 6 mois à partir de l'apparition de la dette, il ne faut pas de tableau récapitulatif des revenus mensuels et patrimoine et des dépenses; pour les plans de paiement plus longs, ces relevés sont requis).

Un constat remarquable à ce sujet est aussi que nombre de redevables font appel au SCF pour obtenir des facilités de paiement auxquelles ils ont droit en tenant compte des conditions d'octroi et du nombre de mensualités souhaitées. Il a été convenu avec les Infocenters qu'ils peuvent être renvoyés vers ceux-ci.

En 2018, dans le cadre des missions de service général au public, une tâche importante a toujours été réservée au SCF dans le cadre de l'octroi de plan de paiements. De nombreux redevables ne sont en effet toujours pas au courant des règles plus strictes en matière d'octroi de plans de paiement édictées par l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement. D'où leur besoin d'un accompagnement personnalisé dans leurs démarches à la recherche d'une solution pratique à leurs problèmes de paiement lorsqu'ils sont incapables d'apurer leurs dettes fiscales en 12 mois après leur apparition. Ils sont alors dirigés, suivant

leur situation spécifique (importance de la dette, capacité de remboursement, combinée ou pas avec d'autres dettes non fiscales), vers la solution la plus adéquate, soit au sein de l'administration (Centre Régional de Recouvrement), soit vers une procédure d'insolvabilité collective (par le biais du CPAS ou par exemple, le DYZO pour les entrepreneurs).

Si la solution pour le redevable réside en premier lieu auprès de l'administration, mais qu'il n'a pas été suffisamment répondu à son attente, il peut toujours introduire une demande formelle de conciliation, qui sera traitée comme telle.

3. DIVERS

Le SCF reçoit également des demandes diverses, qui ne sont toutefois ni des demandes de conciliation, ni des demandes de type “Cellule de contact Recouvrement”, mais qui se situent en marge du recouvrement pur d’impôts sur les revenus et de TVA.

Le SCF constate de plus en plus que les contribuables ne trouvent pas le « chemin » vers le service compétent pour obtenir une réponse à une question spécifique ou à une question concernant leur situation fiscale. Les services semblent être difficilement accessibles. Le contactcenter du SPF Finances a aussi toujours plus difficile d’assumer la quantité croissante de demandes. Le contribuable cherche une issue et aboutit dans ces conditions systématiquement au SCF.

Comme énoncé plutôt, le SCF porte un grand respect à la disponibilité. Bien que cela ne fasse pas partie de son “core business », le SCF fournira cependant de ce point de vue une information générale ou, si possible, concrète au contribuable qui fait appel à lui ou le SCF l’aiguillera vers le bon service. Il s’agit souvent des demandes de renseignements pour lesquelles des informations sont communiquées directement par le SCF et pour lesquelles les citoyens sont suffisamment informés par téléphone ou par e-mail sur des solutions possibles.

Lorsqu’il ressort du problème soumis et/ou de l’entretien consécutif qu’il ne s’agit pas d’une demande de conciliation proprement dite, car il n’existe par exemple aucune contestation administrative, l’intervention du SCF est alors traitée comme un dossier “Divers”. Le SCF clarifiera alors la situation autant que possible au contribuable et/ou le réorientera vers l’administration ou le service compétent.

Ce sera notamment le cas lorsque des personnes souhaitent connaître les démarches à accomplir pour se mettre en règle aux niveaux fiscal et administratif ou lorsqu’elles se demandent si elles peuvent (encore) contester les montants, précomptes, droits, intérêts et sanctions administratives.

Le SCF, en tant que service neutre et autonome, a à cœur de tenir un rôle important dans la clarification de la législation fiscale et de réorienter le citoyen, contribuable ou redevable, le plus efficacement possible, pour apporter une solution à son dossier fiscal. Il le fait entièrement dans le cadre des valeurs postulées par le SPF Finances (en particulier la serviabilité).

Le SCF met tout en œuvre pour aboutir à une solution. Cette procédure est dès lors accueillie favorablement par les contribuables.

Ci-après quelques exemples de dossiers traités sous la rubrique “Divers” :

- questions au sujet de la date à laquelle l’avertissement-extrait de rôle va être reçu;
- où et comment une attestation de “non activité” peut être obtenue;
- questions au sujet d’un certificat “Certification Taks Residence”;
- où et comment une attestation relative à un handicap peut être obtenue;
- où doit être introduite une déclaration PrM et comment elle doit l’être;
- questions concernant le calcul de l’imposition et les raisons d’une augmentation du montant à payer :
 - différents débiteurs des revenus et diverses sortes de revenus sont la cause le plus souvent d’une retenue insuffisante de Pr.M;
 - une augmentation des allocations de pension avec pour conséquence le dépassement d’un plafond et la perte d’une partie des réductions d’impôts;
 - le cumul des revenus de remplacement, pensions et autres revenus professionnels par lequel certaines réductions d’impôt sont supprimées;

- problèmes constatés lors de l'introduction ou du chargement des documents via Myminfir;
- co-parenté
 - conditions et application à l'IPP;
 - pourquoi pas de prise en considération lors du calcul du Pr.P;
- demande d'une proposition de déclaration simplifiée et demande comment réagir à une telle proposition;
- questions au sujet de la ventilation des impôts entre les conjoints;
- questions au sujet de la déduction et l'imposition des rentes alimentaires;
- questions au sujet des enfants à charge et le calcul des ressources nettes;
- questions au sujet du choix de l'octroi de certaines réductions du Pr.P;
- questions au sujet de la prétendue double imposition (fiches de revenus négatives non compensées);
- communication des changements d'adresse;
- communication du départ à l'étranger et des démarches à entreprendre;
- problématique de la réglementation fiscale pour l'octroi d'une majoration de la quotité exemptée d'impôt pour des enfants handicapés à charge par rapport à la réglementation en matière d'allocations familiales pour des enfants handicapés;
- application de l'octroi d'une quotité exemptée d'impôt pour des enfants à charge lors d'une cohabitation de fait;
- questions au sujet des raisons de l'application et du montant des amendes administratives infligées;
- questions au sujet des conditions de la prise en charge d'enfant et/ou d'autres personnes;
- questions au sujet du report des déclarations;
- etc.

PARTIE III : SUJETS TRAITES

Comme expliqué ci-dessus, le SCF peut être engagé dans tout litige avec une administration générale du SPF Finances.

Ce qui suit est un bref aperçu de la nature des sujets par administration générale pour lesquels le SCF a été sollicité en 2018. Nous approfondirons également un certain nombre de thèmes sur lesquels le SCF souhaite accorder une attention particulière.

1. CONCILIATION FISCALE

1.1 Administration générale de la Fiscalité Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts

1.1.1 Impôts sur les revenus

Dans le domaine de l'AGFisc - et dans une perspective plus large de l'AGISI - on peut dire que les situations sont aussi variées que le nombre d'articles du CIR 92.

La complexité de notre système fiscal a lui-même pour conséquence que des erreurs soient commises. Le contribuable ne s'y retrouve plus dans le formulaire de déclaration. Où est passé le code pour sa propre maison ? Quand devrait-il remplir quelque chose ? À quelles réductions d'impôt a-t-il droit ? Dans quelle mesure ? Doit-il tenir compte de limites éventuelles lui-même ou est-ce que celles-ci sont appliquées automatiquement ? Peut-il encore déduire des dépenses de son revenu net ? Qu'en est-il de la répartition des quotités exemptées pour les enfants, les parents, etc. ? A-t-il droit à des crédits d'impôt ? Il se demande s'il peut-il encore corriger une erreur ? Sera-t-il sanctionné par une amende ou un accroissement d'impôt ? Pendant des années, il se base sur un certain point de vue, sans aucune réaction de l'administration. Cela peut-il être modifié tout-à-coup sans autre formalité ? Qu'en est-il des principes de bonne administration et de confiance légitime ? Etc.

Voilà quelques-unes des nombreuses questions auxquelles le contribuable cherche une réponse.

Mais des problèmes plus spécifiques sont aussi abordés, des questions de principe pour lesquels les professionnels cherchent également des solutions. Le SCF abordera ces problèmes sur le fond, consultera la hiérarchie si nécessaire et tentera de trouver des solutions pragmatiques.

1.1.1.1 Aperçu

Voici un aperçu non exhaustif des sujets pour lesquels l'intervention du SCF a été sollicitée en 2017.

A. Impôt des personnes physiques – Impôt des non-résidents

- statut d'habitant du Royaume ou de non-résident (art. 2, §1, 1°, et 3 à 178, CIR 92 versus art. 227, 1°, CIR 92);

- preuve de la présence physique effective à l'étranger pour le GD Luxembourg (art. 228 CIR 92);
- l'application du règle des 183 jours, notamment en ce qui concerne l'assujettissement à l'impôt des personnes physiques ou à l'impôt des non-résidents (art. 228 CIR 92);
- application des conventions préventives de la double imposition (art. 155 CIR 92);
- application du régime "frontalier";
- double imposition dans un contexte belgo-néerlandais ou belgo-français;
- l'assujettissement à l'impôt des pensions néerlandaises (AOW, autres) (art. 34 et 35 CIR 92);
- classification juridique interne des revenus d'origine étrangère;
- application de l'exonération des revenus étrangers avec réserve de progressivité (art. 155 CIR 92);
- application correcte des déductions/réductions fiscales à l'impôt des non-résidents (art. 227, 228 et 232 à 234, CIR 92);
- les taxes additionnelles à l'INR/p.p. (art. 245, 2^{ième} alinéa, et 466 CIR 92) ;
- la double imposition contre les taxes additionnelles ;
- notion de cohabitation légale et statut équivalent de droit étranger (art. 2, 2°, et 126, §2, CIR 92);
- statut résident – non résident : établissement du domicile (art. 2, § 1^{er}, 1°, alinéa 3, CIR 92) ;
- enfants à charge : domiciliation, question de ressources (art. 2, 4°, et 136 à 145, CIR 92);
- co parenté et enfants en hébergement réparti de manière égalitaire (art. 132bis CIR 92);
- conditions d'application de la majoration de la quotité exonérée pour personnes à charge âgées de 65 ans et plus (art. 132, 7°, et art. 136 à 145, CIR 92);
- caractère involontaire de l'improductivité et de l'inoccupation d'un immeuble (art. 15 et 257, CIR 92);
- contestations relatives à la taxation des biens immobiliers dans le chef d'un ex-proprétaire (art. 90, 8° et 10°, 91, 93, 94 et 101, CIR 92);
- immeuble inoccupé pour raisons sociales ou professionnelles (art. 12, §3, CIR 92);
- locataire ne respectant pas les clauses du contrat, notamment en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle dans l'immeuble loué (art. 7, §1, 2° et 13, CIR 92);
- acquisition usufruit/nue-propriété : valorisation de l'usufruit (art. 32, 2^{ième} alinéa, 2°, et 36, CIR 92);
- fin d'usufruit : valorisation du bâtiment (art. 360 CIR 92 et art. 199 à 206, AR/CIR 92);
- problématique concernant le droit de superficie (art. 32, 2^{ième} alinéa, 2°, CIR 92);
- détermination de la valeur du revenu imposable des revenus immobiliers à l'étranger ;
- qualification des revenus (profits, rémunérations, droits d'auteur, etc.) (art. 23, §1, CIR 92);
- existence d'un avantage de toute nature : conditions , valorisation (art. 36 CIR 92 et art. 18 AR/CIR 92);
- détermination des avantages de toute nature dans le chef des travailleurs et des dirigeants d'entreprise (art. 36 CIR 92 et art. 18 AR/CIR 92);
- taxation établie sur la base de fiches erronées;
- Avantages de toutes nature/rémunérations via C/R dirigeant d'entreprise ;
- frais professionnels : conditions de déduction proportion privé/professionnel (art. 49 à 66bis, CIR 92);
- vérification (preuve) des frais professionnels revendiqués (art. 49 CIR 92);
- amortissements des actifs affectés à l'activité professionnelle (immeuble, moto, voiture, etc.) (art. 52, 6°, et 61 à 64bis, CIR 92 et art. 36 à 43, AR/CIR92);

- frais professionnels relatifs à des formations professionnelles (art. 49 et 53, 1°, CIR 92);
- frais professionnels : seconde résidence près du lieu de travail (art. 49 CIR 92);
- plus-values sur des biens immobiliers : vente « rapide » de terrains et immeubles (art. 90, 8°, et 10°, et 93*bis* CIR 92);
- bénéfices au profits dits "spéculatifs" (art. 90, 1°, CIR 92);
- déduction des rentes alimentaires versées à des enfants, en Belgique ou à l'étranger (art. 104, 1^{ère} alinéa, 1°, et 271, CIR 92 et art. 87, 4°, AR/CIR 92);
- rente alimentaire et état de besoin du crédientier (art. 104 CIR 92);
- rente alimentaire en nature (art. 104 CIR 92);
- dépenses donnant droit à des réductions d'impôt (bonus logement, épargne logement, épargne à long terme, dépenses pour économie d'énergie, titres-services, etc.) (art. 145³⁷ à 145⁴⁶, CIR 92);
- dépenses relatives à un crédit hypothécaire – possesseur;
- notion de crédit hypothécaire équivalent à l'étranger;
- libéralités versé à des institutions à l'étranger (art. 145³³ CIR 92) ;
- activité indépendante à titre accessoire (art. 23, §1, et 27, CIR 92);
- pertes récurrentes mises à zéro (art. 49 et 53, 10°, CIR 92);
- revenus imposables distinctement : détermination de la dernière année complète d'activité professionnelle antérieure (art. 171, 5°, CIR 92) ;
- revenus étrangers : montant imposable – réduction d'impôt – réserve de progressivité (art. 155 et 156 CIR 92).

B. Impôt des sociétés – Impôt des personnes morales – Impôt des non-résidents/Sociétés

- assujettissement à l'I.Soc. ou à l'IPM (art. 2, §1, 5°, a, 179 et 220, 2° et 3°, CIR 92);
- augmentation de capital "article 537" CIR 92;
- réserve de liquidation (art. 184*quater*, 219*quater* et 209, CIR 92);
- réserve de liquidation spéciale (art. 541 CIR 92);
- constitution d'une provision pour un différend douanier concernant la base de détermination des droits à l'importation;
- exonération Tax Shelter (art. 194*ter* CIR 92);
- exonération ou imposition des aides fédérales / régionales (subsidies) (art. 24 et 183, CIR 92);
- frais de gestion / management fees (art. 49 CIR 92);
- vente sur plan / Avis de la CNC / prise en résultat;
- cotisation distincte sur dépenses non justifiées (art. 219 et art. 223, 1°, et 233, CIR 92);
- taxation étalée des plus-values (art. 47 CIR 92);
- dépenses non admises : réductions de valeur (art. 198, 7° et 207, WIB 92 et art. 74 AR/CIR 92);
- taxation d'avantages anormaux ou bénévoles (art. 26, 79 et 207, CIR 92);
- taxation incorrecte dans le chef d'une société liquidée définitivement (art. 209 CIR 92);
- transfert de siège (art. 208, 209 et 210, §1, 4°, et 214*bis*, CIR 92) ;
- sous-estimation d'éléments de l'actif (art. 24, alinéa 1^{er}, 4°, et 183, CIR 92) ;
- qualification comme petite entreprise (art. 15 GSoc.).

C. Précompte immobilier

- réduction proportionnelle du précompte immobilier (art. 257, 4°, CIR 92).

D. Précompte mobilier

- taux (art. 269 CIR 92);
- correction d'une déclaration.

E. Précompte professionnel

- dispense de versement du précompte professionnel (R&D, travail en équipe, tax shelter, etc.) (art. 275¹ à 275¹⁰, CIR 92);
- précompte professionnel des artistes étrangers (art. 228, §2, 8° et §3, CIR 92);
- retenue d'impôt à la source incorrecte (déclaration erronée, mauvais taux, etc.) (règles d'application annexe III AR/CIR 92);
- Pr.P. en cas de vente par un non résident d'immobilier situé en Belgique (art. 270, 5°, CIR 92).

F. Procédure

- erreur de déclaration (p.ex. suite à la suppression du code 100 relatif au RC de la maison d'habitation, mention erronée du RC dans le code 106);
- respect des accords antérieurement conclus avec les autorités fiscales;
- respect des principes de bonne administration;
- forclusion de la cotisation (art. 353 à 360 et 375, CIR 92 et art. 199 à 206, AR/CIR 92);
- respect des droits de la défense;
- demande de dégrèvement d'office (erreur matérielle, force majeure) (art. 376 CIR 92);
- motivation des rectifications envisagées (justification inadéquate) (art. 346 CIR 92);
- taxation forfaitaire (bénéfices ou profits) pour absence de déclaration (art. 342, §§ 2 et 3, CIR 92 et art. 182 AR/CIR 92);
- période d'investigation prolongée en cas de fraude fiscale (art. 333 e.s. et art. 354, 2^{ième} alinéa, CIR 92);
- rentrée tardive/dans les délais d'une réclamation ;
- application correcte des pénalités (amendes et accroissements) (art. 444 e.s., CIR 92 et art. 225 à 229, AR/CIR 92);
- application justifiée ou non des intérêts de retard (art. 414 à 417, CIR 92).

1.1.1.2 Sujets récurrents ou présentant un intérêt particulier**A. Détermination du domicile fiscal – Commentaire de l'article 2, §1, 1°, 3^{ème} alinéa, CIR 92, tel que modifié**

L'article 5/1, §2, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et Régions (LSF) précise que pour l'application de la LSF, l'impôt des personnes physiques est réputé localisé là où le contribuable a établi son domicile fiscal au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Cet article 5/1, §2, LSF a été introduit par l'article 7 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 (MB 30.1.2014) et est d'application à partir de l'exercice d'imposition 2015.

L'article 8 de la Loi du 8 mai 2014 modifiant le CIR 92 a donc aussi, en conséquence de la loi précitée du 6 janvier 2014, modifié l'article 2, §1, 1°, 3^{ème} alinéa CIR 92. A partir de l'exercice d'imposition 2015, le "domicile" et le "siège de la fortune" ne sont plus des critères alternatifs équivalents, le critère "domicile" prévalant désormais. Le critère "siège de la fortune" peut seulement encore être invoqué lorsque le contribuable n'a pas de "domicile" en Belgique.

Encore en 2018 le SCF est systématiquement confronté à des demandes de conciliation d'étrangers (mariés) qui viennent temporairement en Belgique pour y exercer une activité professionnelle et qui sont inscrits au Registre national belge, mais dont la famille est toujours installée dans le pays d'origine. Voilà pourquoi la réglementation est encore répétée ci-dessous.

Jusqu'à l'exercice d'imposition 2014 y compris, ces personnes étaient considérées, sur la base des éléments suivants, comme des habitants du royaume :

- le domicile ou le siège de la fortune était établi en Belgique (ces deux critères étaient équivalents);
- le domicile ou le siège de la fortune était réputé établi en Belgique s'il y avait une inscription au Registre national belge (présomption réfragable).

Cependant, la donnée selon laquelle, pour les conjoints dont la famille était installée à l'étranger, le domicile fiscal était aussi fixé à l'étranger, ne suffisait pas pour déterminer que les intéressés ne seraient pas des habitants du royaume. Sur base de la présomption légale, il était en effet encore présumé que le siège de leur fortune était établi en Belgique. Ceci avait alors le plus souvent pour conséquence que ces travailleurs étrangers étaient considérés comme habitants du royaume et donc étaient taxés à l'impôt des personnes physiques.

A partir de l'exercice d'imposition 2015, l'appréciation du concept "habitant du royaume" s'opère sur base des principes suivants :

- Le siège de la fortune a seulement encore de l'importance quand le domicile du contribuable n'est pas établi en Belgique; il peut seulement être apprécié sur base d'éléments de fait.
- Pour les isolés fiscaux et conjoints dont la famille est installée en Belgique et qui sont inscrits au Registre national belge, il est considéré qu'ils ont leur domicile en Belgique; ici la présomption irréfragable relative au domicile de la famille ne joue pas.
- Pour les conjoints dont la famille est établie à l'étranger, le domicile fiscal est déterminé par l'endroit où la famille est installée (il s'agit d'une présomption irréfragable); contrairement à avant, le siège de la fortune n'est plus considéré comme étant établi en Belgique et, de même, l'éventuelle inscription au Registre national belge par un des deux conjoints est sans incidence.

Cependant, avant que l'Administration ne puisse procéder à une révision, à savoir une imposition commune à l'I.N.R./p.p. en lieu et place d'une imposition en tant qu'isolé à IPP, les intéressés doivent produire les renseignements et documents suivants:

- une attestation de composition de famille délivrée par le service de population de l'endroit où la famille est installée;
- l'acte de mariage;
- attestations et/ou avis d'imposition d'éventuels revenus étrangers;
- données d'identité/résidence et revenus professionnels du partenaire, de même que les avis d'imposition délivrés par les autorités fiscales du pays d'origine;
- actes de naissance, données d'identité/résidence et revenus professionnels des enfants.

Le Service de conciliation fiscale veille attentivement à ce que, dans les dossiers contentieux qu'il traite, l'article 2, §1, 1°, 3^{ème} alinéa, CIR 92, tel que modifié, soit appliqué d'une manière correcte.

Malgré tout, il est constaté que dans certains pays (p.ex. la Roumanie) il est un vrai problème d'obtenir une attestation ou un avis d'imposition crédible concernant les revenus déclarés à l'étranger, ce qui provoque de nombreuses réclamations et de dossiers de conciliation. Le SCF examinera si dans ces cas une solution est possible.

B. Ascendants à charge de 65 ans ou plus

Principe

Lorsque plusieurs contribuables imposables distinctement font partie du même ménage, les personnes mentionnées à l'article 136, CIR 92, comme les ascendants de 65 ans ou plus qui font également partie de ce ménage, peuvent être considérés comme étant à charge du contribuable qui dans les faits assume la direction du même ménage.

Ce principe a déjà été explicité tant dans le rapport annuel 2016 (partie 6, p. 267) que dans le rapport annuel 2017 (partie 3, p.47) et est brièvement rappelé ci-après pour une bonne lisibilité :

"L'article 132, alinéa 1^{er}, 7°, CIR 92 octroie un supplément de quotité exemptée de 1.740 EUR (montant de base non indexé), à partir de l'exercice d'imposition 2006, pour la prise en charge des ascendants ou collatéraux jusqu'au deuxième degré âgés de 65 ans ou plus (art. 136, 2° et 3°, CIR 92).

Pour être à charge du contribuable, les ascendants ou collatéraux jusqu'au deuxième degré de 65 ans ou plus ne doivent pas simplement faire partie du ménage, mais ils ne doivent pas non plus percevoir personnellement durant la période imposable des ressources imposables excédant un montant net supérieur à 1.800 EUR (montant non indexé).

Pour le calcul du montant net des ressources, il n'est pas tenu compte des pensions, rentes et allocations telles que mentionnées à l'article 34, CIR 92 qui sont perçues par les ascendants ou collatéraux jusqu'au deuxième degré de 65 ans ou plus, à concurrence de 14.500 EUR (montant non-indexé) par an (cf. art. 143, 3°, CIR 92).

Conformément aux n^{os} 136/6 à 20 du Com.IR 92, les personnes visées, qui sont âgées de 65 ans ou plus au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, doivent d'une manière réelle et durable cohabiter avec le contribuable.

Il est satisfait à la condition "faire partie du ménage" dès lors que :

- 1. Le contribuable assume en fait la direction du ménage.*
- 2. Les ascendants cohabitent réellement avec le contribuable.*
- 3. Le contribuable a, pendant la période imposable, réellement et régulièrement, participé aux frais d'alimentation, d'habillement, de soins médicaux, de soins et autres dépenses personnelles de l'ascendant.*

Selon l'administration, le terme "ménage" doit être pris dans son sens usuel et désigne un état de fait caractérisé par une communauté de vie domestique et notamment de résidence, sans exclure pour autant les interruptions temporaires."

Recommandation du SCF repris dans le rapport annuel des années 2016 et 2017

Le SCF a déjà, aussi bien dans le rapport annuel 2016 (pp. 267 à 270) que dans le rapport annuel 2017 (pp. 47 à 49), référé à la recommandation suivante:

“Compte tenu de ce qui précède, le Collège du SCF demande que l’AGFisc revoie sa position administrative dans le sens qu’aucune condition supplémentaire ne soit ajoutée à la législation en vigueur.

Il est plus précisément insisté sur le fait :

- *que la signification fiscale du “ménage” du contribuable soit clarifiée, en tenant compte de la signification du mot “ménage” et des différentes formes que peut prendre le ménage;*
- *qu’une évaluation subsidiaire du critère de “direction du ménage” soit effectuée selon des critères objectifs conformes à l’arrêt 57/2001 rendu le 8 mai 2001 par la Cour d’Arbitrage et la circulaire AFER 26/2002 du 20 novembre 2002, c’est-à-dire que le choix incombe en premier lieu au contribuable. De l’avis du SCF, il n’y a en effet aucune justification au fait que l’appréciation d’un même concept soit différente, en fonction de la règle fiscale, alors que le contexte légal est identique.*

L’effet positif d’une telle position serait entre autres que :

- *l’on pourrait éviter que toutes sortes de questions, qui affectent profondément la vie privée, doivent être posées;*
- *le critère de “dépendance”, dont il est actuellement constaté qu’il est pris en compte par certains services comme une condition formelle légale, ne devrait plus être vérifié;*
- *le concept de “direction du ménage” à des fins fiscales serait adapté de manière cohérente.”.*

Ce référant à cette recommandation le Député M. Johan Klaps a posé le 8 décembre 2017 une question parlementaire, dans laquelle il demande au ministre des Finances s’il estime que l’ajout d’une condition de “dépendance” à l’article 132, premier alinéa, 7°, CIR 92 est illégal. Ensuite le Ministre a répondu que la condition de “dépendance” de l’ascendant ne figure effectivement pas en tant que telle dans la loi (n° 1978, QRVA 54 150) et il précise sa réponse comme suit :

“Toutefois, étant donné que le concept de dépendance ne constitue pas une donnée objective, il se peut en effet que des divergences d’interprétation apparaissent au niveau local, ce qui nuirait effectivement à la sécurité juridique. Par ailleurs, le fait d’être dépendant ou non dans la vie quotidienne peut rapidement changer. Il convient dès lors de conclure qu’il importe uniquement de vérifier si les conditions telles qu’énoncées dans la loi sont remplies ou non pour la prise en charge d’ascendants.”.

Compte tenu de cette réponse du Ministre, l’AGFisc a revu son point de vue précédemment pris à ce sujet de façon à ce que la condition de « dépendance » ne doit plus être considérée comme une condition à remplir.

Quant au traitement des réclamations pour lesquelles une demande de conciliation fiscale a été introduite en 2018

La plupart des contribuables se réfèrent dans leur réclamation au site officiel du SPF Finances (<http://finances.belgium.be>), notamment aux conditions suivantes:

- Les personnes concernées doivent faire partie du ménage du contribuable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et avoir au moins 65 ans ;
- Leurs ressources nettes ne peuvent pas dépasser 1.800 EUR (montant non indexé) ;
- Elles ne peuvent pas percevoir de rémunérations qui sont des charges professionnelles pour le contribuable.

Des contacts avec l'AGFisc, le SCF constate que, lors du traitement des réclamations concernées, les fonctionnaires chargés de l'instruction de celles-ci ne posent plus de questions aux contribuables concernant la dépendance, mais leur prie de démontrer qu'ils assument en fait la direction du ménage.

Aussi il est référé à l'article 140 CIR 92 et il est clarifié que le contribuable visé par la loi est celui qui a la responsabilité et la charge de la famille et qu'il est par conséquent le chef de famille.

En même temps il est référé aux discussions préalables à la loi du 6 juillet 2004 modifiant les articles 132 et 143, CIR 92, concernant la prise en charge de certaines personnes âgées de plus de 65 ans.

Il en ressort que l'intention du législateur était de stimuler l'accueil des membres de la famille dépendants en termes de soins, afin d'offrir une solution de rechange à la demande croissante de structures d'accueil pour les personnes âgées nécessiteuses, au moyen de la création de possibilités d'accueillir des personnes âgées dépendantes au sein du cercle familial comme alternative à la prise en charge par une institution de soins dont l'accessibilité financière est souvent assez difficile (Chambre, doc, 51/1140-001, p. 4).

Par conséquent les contribuables sont priés de prouver sur bases de données de fait qu'ils ont la responsabilité et la charge de famille et qu'ils prennent les décisions essentielles.

Les exemples suivants peuvent être donnés :

- Vous assurez l'entretien de la maison et procéder à l'achat de nouveaux meubles, à faire des transformations, à l'aménagement du jardin,
- Les factures de consommation de chauffage, d'eau, d'électricité, ... sont rédigés à votre nom.
- Vous vous chargez de l'administration de vos parents et vous êtes leur personne de contact vis-à-vis des tiers.
- Vous payez les factures au nom de vos parents (soins médicaux, frais de nourriture, vêtements, ...).

Des réactions sur ces questions personnelles concernant les circonstances de fait de la vie des contribuables, il résulte que ceux-ci s'expriment sur le fait qu'ils abuseraient d'une mesure visant à accueillir les personnes âgées au sein de cercle familial au lieu de les placer dans une institution de soins.

Recommandation

Le SCF maintient sa recommandation, déjà formulée dans le rapport annuel 2016, partie 6, pp. 267, notamment qu'il est plus précisément insisté sur le fait :

- *que la signification fiscale du "ménage" du contribuable soit clarifiée, en tenant compte de la signification du mot "ménage" et des différentes formes que peut prendre le ménage;*
- *qu'une évaluation subsidiaire du critère de "direction du ménage" soit effectuée selon des critères objectifs conformes à l'arrêt 57/2001 rendu le 8 mai 2001 par la Cour d'Arbitrage et la circulaire AFER 26/2002 du 20 novembre 2002, c'est-à-dire que le choix incombe en*

premier lieu au contribuable.

De l'avis du SCF, il n'y a en effet aucune justification au fait que l'appréciation d'un même concept soit différente, en fonction de la règle fiscale, alors que le contexte légal est identique.

C. Pensions complémentaires d'origine étrangère

Tout comme les années précédentes, le Service de Conciliation fiscale a, en 2018, souvent été confronté à des réclamations dans lesquelles il était question de la problématique du caractère imposable, en droit interne, des indemnités de pensions complémentaires d'origine étrangère perçues par des résidents de la Belgique. Il s'agit de pensions dont la constitution a eu lieu via des cotisations patronales à l'étranger (généralement aux Pays-Bas) et pour lesquelles la Belgique ne devait pas accorder d'avantage fiscal.

Cette problématique existe depuis très longtemps.

Un revenu d'origine étrangère pour lequel le pouvoir d'imposition revient à la Belgique en vertu de la Convention préventive de la double imposition applicable, doit toujours être qualifié selon les dispositions de notre droit interne.

A ce sujet, la circulaire administrative n° Ci.RH.241/240.483 du 31.3.1969 détermine entre autres que les pensions complémentaires qui sont constituées à l'étranger et sont composées de versements réalisés à une époque où le bénéficiaire n'avait pas la qualité d'habitant du Royaume et où ses revenus professionnels n'étaient pas imposables en Belgique, doivent être soumis au régime fiscal qui découle du régime auquel les versements constitutifs des pensions ou rentes auraient été soumis en Belgique, si le bénéficiaire avait eu la qualité de résident du Royaume au moment de ces versements.

Les contribuables invoquent souvent le fait que ces cotisations patronales auraient été légalement considérées comme imposables en tant qu'avantage de toute nature au moment du versement, de sorte qu'une imposition ultérieure des indemnités constitue une violation du principe « non bis in idem ».

Il est alors en outre renvoyé à la jurisprudence selon laquelle les versements à l'avantage individuel et définitif d'un bénéficiaire (quand le versement des cotisations fait naître des droits acquis, même si ceux-ci ne peuvent être exercés qu'à une date ultérieure) peuvent mener à ce que la provision pour pension puisse être considérée comme un contrat d'assurance-vie individuel, de sorte que, si aucun avantage fiscal réel n'a été accordé lors du financement, une exonération peut être accordée sur la base de l'article 39, § 2, 2° du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92). Dans ce cas, il est juste question d'une taxation (favorable) en tant que rente viagère.

L'administration fiscale n'accepte pas cette argumentation. Elle souligne qu'en Belgique également, les cotisations pour une pension complémentaire dans le cadre d'un fonds de pension sont versées par l'employeur à l'avantage définitif et exclusif du travailleur (au moins depuis la « Loi Colla » du 6.4.1995 ; auparavant, il n'était qu'exceptionnellement question de droits acquis dans les plans de pension). Ainsi, ces cotisations patronales n'étaient jamais imposées comme avantage de toute nature, à l'origine sur base d'une tolérance administrative, ensuite – depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires en 2004 – en vertu d'une disposition légale expresse (art. 38, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, 18°, CIR 92).

L'administration conteste également la possible qualification en tant que contrat d'assurance-vie individuel, tant en ce qui concerne l'aspect « individuel » (il s'agit selon elle, en général, d'un engagement collectif de pension), qu'en ce qui concerne l'aspect « assurance-vie ». A ce

sujet, il est entre autres renvoyé aux définitions de la loi sur les pensions complémentaires. L'application de celles-ci dans le temps est cependant en soi un objet de débat.

Comme motif de maintien de son point de vue, l'administration renvoie entre autres à la circonstance que la constitution d'une pension par des fonds de pension belges est similaire à celle des fonds de pension étrangers, de sorte qu'une différence de traitement fiscal entre les deux n'est pas justifiée.

Cela ne change en rien le fait que, si les contribuables portent leur affaire devant le tribunal, la jurisprudence, bien que non unanime, confirme leur raisonnement dans de nombreux cas. Il existe aussi à ce sujet une tendance à considérer en partie les pensions complémentaires comme des revenus professionnels imposables, à savoir dans la mesure où elles ont été financées à partir de 2004 (entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires).

Cette incertitude – liée à l'état de la jurisprudence - en ce qui concerne le caractère imposable a même, à un moment donné, amené l'administration fiscale néerlandaise à se réattribuer le pouvoir d'imposition dans tous les cas où de telles pensions complémentaires étaient versées à des résidents de la Belgique. La Convention préventive de la double imposition belgo-néerlandaise contient en effet une disposition spécifique, selon laquelle l'état de la source (en l'espèce les Pays-Bas) peut tout de même imposer les indemnités, si celles-ci se montent à plus de 25.000 EUR par an, si leur constitution a fait l'objet d'un avantage fiscal dans l'état de la source et si, enfin, elles ne sont pas imposées au taux progressif en Belgique pour au moins 90 % de leur montant. Pour beaucoup de personnes concernées (qui ne contestaient pas le caractère imposable de leur pension complémentaire en Belgique), cela mène à une double imposition.

A l'initiative du Ministre des Finances de l'époque, les administrations fiscales belge et néerlandaise sont cependant assez rapidement arrivées à un accord pour supprimer ou éviter cette double imposition (cet accord a été signé le 5.3.2018 – Moniteur belge du 23.3.2018). L'accord ne visait pas seulement à éviter la double imposition, mais aussi à éviter que l'impôt ne soit payé dans aucun des deux pays. Dans cette optique, il existe dorénavant un échange structurel d'informations entre les deux pays : les Pays-Bas fournissent chaque année une liste des habitants de la Belgique bénéficiant d'une pension complémentaire supérieure à 25.000 EUR bruts en provenance des Pays-Bas, tandis que la Belgique fournit des informations sur le fait que la pension a été ou non entièrement imposée en Belgique. Si cela ne semble pas être le cas, les Pays-Bas vont généralement procéder à l'imposition de la pension complète.

Bien que cet accord représente un progrès substantiel, il n'offre pas de solution définitive au problème :

- les contribuables peuvent toujours choisir de contester le caractère imposable en droit interne belge. Si le tribunal suit leur argumentation et si, conformément à l'accord susmentionné, ils sont alors imposés aux Pays-Bas, on constate tout de même que les conséquences fiscales dans ce pays seront souvent nettement plus douces ;
- l'accord ne fonctionne que quand les revenus de pension concernés se montent à plus de 25.000 EUR bruts ;
- la présente problématique ne se limite pas aux pensions d'origine néerlandaise. Bien que la plupart des litiges soient liés à celles-ci, les pensions qui ont été constituées dans d'autres pays font aussi, dans plusieurs cas, l'objet d'une contestation. Il est même avancé que le raisonnement, sur base duquel le caractère imposable des pensions complémentaires est contesté, peut en fait s'appliquer également aux pensions complémentaires purement belges.

Tout récemment, des consultations entre les services centraux compétents, en concertation avec des représentants de la Cellule politique du Ministre des Finances de l'époque, ont montré que la position administrative était maintenue. Ceci devrait également être confirmé dans une instruction administrative encore à paraître. Ce point de vue concernant le caractère imposable était aussi implicitement contenu dans l'accord évoqué ci-dessus.

Comme déjà indiqué, il est souvent demandé au Service de Conciliation fiscale d'intervenir dans des réclamations, introduites par des contribuables qui contestent le caractère imposable, en droit interne, de leurs pensions complémentaires d'origine étrangère. La marge de manœuvre du service dans de tels dossiers est cependant limitée. Vu que le caractère imposable a été confirmé tant par l'administration centrale que par le Ministre des Finances, on ne peut attendre des agents traitant de tels litiges qu'ils accueillent les griefs des contribuables en la matière.

Dans ces circonstances, l'incertitude, résultant en particulier de la divergence entre la jurisprudence et le point de vue administratif, persiste donc. Même en supposant que les pensions complémentaires en question seraient considérées, par une jurisprudence unanime, comme imposables dans la mesure où elles ont été constituées à partir de 2004, la discussion actuelle se poursuivra encore de nombreuses années si rien ne change. De plus, l'impact budgétaire est substantiel, compte tenu du grand nombre de personnes (potentiellement) concernées et des revenus touchés par cette problématique.

A la lumière de ce qui précède, le Service de Conciliation fiscale considère qu'il est vivement recommandé qu'une intervention législative résolve, dans la mesure du possible, la problématique qui se pose. Une telle initiative viserait évidemment à assurer une approche cohérente qui offrirait une sécurité juridique concernant le régime d'imposition des pensions complémentaires, dans la mesure où elles ont été constituées dans un (lointain) passé. Un caractère imposable partiel en droit interne est de toute façon difficilement conciliable avec l'accord belgo-néerlandais du 5.3.2018 et les dispositions sous-jacentes de la Convention préventive de la double imposition belgo-néerlandaise.

1.1.2 Taxe sur la valeur ajoutée

L'intervention du SCF peut être demandée en matière de taxation TVA en cas de désaccord persistant entre un assujetti et l'administration fiscale fédérale et ce durant toute la phase administrative contentieuse. Le désaccord persistant peut naître lors de la notification à l'assujetti d'un procès-verbal de régularisation signé par le fonctionnaire compétent ou avant cela, à la suite d'un contrôle avec établissement d'un relevé de régularisation, auxquels cas l'assujetti pourra communiquer au SCF ses griefs relatifs à la taxation litigieuse.

Une demande d'intervention sera toutefois déclarée irrecevable (art. 84^{quater}, §2, du Code de la TVA) :

- lorsque le redevable de la taxe a préalablement introduit une opposition à contrainte (*à ce moment, le litige est sorti de la phase contentieuse administrative*);
- lorsqu'une expertise de contrôle est requise;
- lorsqu'il a déjà été définitivement statué sur la contestation.

Le SCF reçoit aussi régulièrement des demandes de remise ou de modération d'amendes ou en suppression des intérêts de retard. La compétence du SCF est toutefois très limitée dans ce domaine. En effet, par application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831, c'est le Ministre des Finances ou son délégué qui accorde la remise ou la modération des amendes, sur demande motivée de l'assujetti. La suppression des intérêts de retard quant à elle relève de la compétence du Conseiller général – Directeur régional Recouvrement compétent territorialement, également sur demande motivée de l'assujetti. Vu leurs compétences discrétionnaires, le SCF ne peut en principe pas intercéder en faveur de l'assujetti dans le traitement administratif de ce type de dossiers. Dès lors, en pareils cas, l'intervention du SCF se limite à la communication des coordonnées du fonctionnaire territorialement compétent. Ce n'est que dans des cas exceptionnels (par exemple, application de graduations d'échelles erronées), que l'intervention du SCF se justifie.

1.1.2.1 Sommaire

Vous trouverez, ci-après, un aperçu non exhaustif de sujets pour lesquels une demande d'intervention du SCF a été requise en matière de TVA en 2018 :

- Régularisations de TVA en faveur du déclarant (grille 62 de la déclaration périodique à la TVA) – preuve et conditions
- Caractère imposable de cours particuliers/conseils fournis sur une base indépendante - conséquences sur le droit à déduction
- Application du taux de TVA réduit de 6 % en cas de travaux (de rénovation) à d'anciennes habitations
- Vente d'un bâtiment avec droits d'enregistrement - conséquences sur le droit à déduction des frais de courtier et de notaire
- Factures d'achat – conditions du droit à déduction
- Droit à déduction conformément à l'article 45, § 1erquinquies, du Code de la TVA
- Caractère imposable de revenus découlant de cotisations
- Déduction (historique) de la TVA avocats
- Application du délai de révision de 5 ou 15 ans
- Prestations de management – preuve de la destination des prestations (art. 45, § 1er, du Code de la TVA)

- Déclaration TVA de construction – constatation de l'utilisation professionnelle et mesure du droit à la déduction
- Application de l'exonération de TVA en cas de livraison de véhicule personnel (art. 39bis, alinéa premier, 1°, Code de la TVA, AR n° 52 du 29 décembre 1992) – preuve
- Taxation de la somme d'argent distribuée à la suite d'une transaction entre les parties concernées
- Moment de l'obtention de la qualité d'assujetti – conséquences sur le droit à la déduction
- Calcul du chiffre d'affaires sur base des factures d'achat des boissons et de la marge bénéficiaire moyenne
- Qualification du statut d'assujetti et conséquences sur le montant de la déduction de la TVA
- Taux de TVA des repas : livraison ou prestation
- Révision de la déduction en cas de cessation d'activité.

1.1.2.2 Sujets récurrents ou d'une importance spécifique

A. Intention frauduleuse ou dessein de nuire – élargissement du délai de prescription

Dans le cadre d'une demande de conciliation fiscale relative à une taxation TVA contestée, l'attention du SCF a été attirée sur l'application du délai de prescription prolongé.

Dans le cas présenté, en 2015, l'administration a effectué un contrôle de la déclaration TVA de construction du maître d'œuvre X. À la suite de ce contrôle, il a été estimé que le taux de TVA réduit de 6 % au lieu de 21 % a été appliqué à tort pour certaines factures d'achat relatives aux années 2011 et 2012.

En 2015, conformément à l'article 84^{ter} du Code de la TVA, l'administration a envoyé une notification écrite au maître d'œuvre X afin d'élargir le délai de prescription de trois à sept ans.

Par la suite, au moyen d'un relevé de régularisation, 15 % de TVA ont été recouvrés sur les factures qui avaient été émises à tort avec un taux de TVA réduit, à charge du maître d'œuvre X qui était solidairement tenu au paiement de la taxe envers l'État en tant que cocontractant du débiteur, conformément à l'article 51^{bis}, § 1^{er}, 1°, du code de la TVA. Une amende administrative proportionnelle égale au double de la taxe due a été calculée, conformément à l'article 70, § 1^{er}, du Code de la TVA.

À défaut d'un accord amiable, les infractions fiscales ont été reprises par l'administration dans un procès-verbal qui a été envoyé au maître d'œuvre X en 2016.

Durant l'enquête ultérieure relative à l'application correcte ou non du taux de TVA réduit, l'élargissement du délai de prescription utilisé par l'administration a également été examiné plus en détail dans le contexte présenté, conformément aux articles 81^{bis}, § 1^{er}, 2^e alinéa, 4° et 84^{ter}, du Code de la TVA. En effet, les infractions constatées concernaient les années 2011 et 2012 et, sans élargissement, l'action en recouvrement de la taxe pour ces années aurait expiré respectivement le 31.12.2014 et le 31.12.2015, conformément à l'article 81^{bis}, § 1^{er}, 1° alinéa, du Code de la TVA. Par l'application des dispositions légales susmentionnées, l'administration avait considéré que les infractions dans le chef du maître d'œuvre X avaient été commises dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et elle était tenue, sous peine de nullité du redressement, de notifier au préalable, par écrit et de manière précise, à la personne concernée, les indices de fraude fiscale qui existaient, à son encontre, pour la période en cause comme le stipule l'article 84^{ter} du Code de la TVA.

Dans le cas présent, le SCF a estimé qu'il pouvait difficilement être question d'intention frauduleuse ou de dessein de nuire. Néanmoins, si tel était ou demeurerait l'avis de l'administration, alors la question se posait de savoir si la notification envoyée par l'administration satisfaisait ou non aux conditions mentionnées à l'article 84~~ter~~, du Code de la TVA pour pouvoir de la sorte justifier incontestablement un élargissement du délai de prescription. La réponse à cette question influençait la légalité, et donc la validité, de la taxation reprise dans le procès-verbal précité. Le SCF a porté cette problématique à l'attention de l'administration qui a ouvert une enquête complémentaire.

Après cette enquête et à la suite des discussions avec le SCF, l'administration a décidé que, malgré la conviction persistante que, dans le dossier présenté, le taux réduit a été appliqué à tort, l'action concernée devait être supprimée. Il n'a pu être suffisamment démontré que les infractions avaient été commises dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et l'élargissement du délai de prescription jusqu'à sept ans ne pouvait dès lors pas être maintenu.

B. Intention d'exercer une activité économique - point de départ du droit à la déduction

Depuis fin 2016, madame X est identifiée à la TVA pour une activité économique d'hébergement touristique et autre hébergement de courte durée. Fin 2017, elle a abandonné le régime d'exemption pour les petites entreprises et a adopté le régime TVA normal avec dépôt de déclarations périodiques.

Lors d'un contrôle de la comptabilité et des déclarations à la TVA, l'administration a constaté que madame X avait effectué une rectification en sa faveur dans la grille 62 de la déclaration du 4^e trimestre 2017. Selon les explications fournies et d'après les documents justificatifs présentés, ce montant provient d'une révision à concurrence de 14/15 du droit à la déduction des biens d'investissement, en partie des achats durant la période où l'intéressée était soumise au régime d'exemption pour les petites entreprises et en partie des factures émises avant le début de l'activité économique en 2016.

Sur la base des éléments de fait, l'administration a estimé qu'avant 2016, l'intention d'exploiter un Bed & Breakfast (B&B) était insuffisamment prouvée. En effet, la demande d'urbanisme pour la démolition et la reconstruction d'une habitation particulière ne mentionnait aucune exploitation quelconque d'un B&B, les plans de construction présentés ne mentionnaient pas davantage l'exploitation de chambres d'hôtes. Il était toujours question d'une habitation particulière et le numéro de TVA du cocontractant n'était pas mentionné dans les factures présentées lors du contrôle TVA et reprises dans le dossier de construction. De plus, lors d'une visite sur place, madame X avait expliqué qu'un usage privé éventuel de pièces non utilisées était possible. À partir de 2016, l'intention de commencer une activité économique et plus précisément d'exploiter un B&B devenait plus plausible pour l'administration, notamment parce qu'un plan de construction modifié avait été établi avec la mention de chambres d'hôtes et d'un B&B.

Attendu que, selon l'administration, il n'était donc pas question, depuis le début des travaux de construction en 2013, d'une quelconque activité TVA ou d'une exploitation d'un B&B avec chambres d'hôtes ou d'une quelconque intention à cet effet, ces travaux ne pouvaient donc pas être considérés comme des travaux préparatoires pour opérations imposables futures afin de justifier la déduction à partir de ce moment-là. Vu que les plans ont changé début 2016, l'administration a accepté, certes par mesure de tolérance, la restitution de la TVA déductible sur les factures à partir de ce moment, à concurrence de 14/15.

Madame X ne pouvait pas se satisfaire de la position de l'administration, d'autant plus qu'elle pouvait prouver qu'elle s'était inscrite à une formation « exploitant de micro-gîte » en 2013 et avait obtenu son certificat en 2014. Elle continuait de souligner que le bien immobilier à démolir avait été acheté en vue de l'exploitation d'un B&B et que, dans les premiers plans de construction, il était même fait mention de deux entrées et cages d'escalier séparées, ce qui est inhabituel pour des habitations purement particulières.

Lors d'une réunion avec toutes les parties concernées et le SCF, il a pu être constaté que tous les contacts entre l'administration et madame X s'étaient toujours déroulés correctement, mais qu'un désaccord irréconciliable persistait concernant le moment où madame X devait être qualifiée d'assujettie et donc à partir duquel les travaux préparatoires de l'activité de B&B avaient réellement pris effet. Ce moment a une influence sur le droit à la déduction et les révisions en faveur de madame X.

Sur la base d'un travail de fin d'études de 2013-2014 qu'elle avait rédigé dans le cadre d'une formation, madame X a finalement pu convaincre l'administration qu'elle avait toujours eu l'intention d'exploiter deux chambres d'hôtes sur le site en question. Le relevé de régularisation a été adapté en ce sens et signé pour accord par madame X.

C. Vente d'un bâtiment sous le régime des droits d'enregistrement – droit à la déduction

La société Y est un commerçant d'automobiles et d'autres véhicules automobiles légers, assujetti et concessionnaire d'une marque d'automobiles déterminée. À la suite d'une réorganisation chez la marque automobile, il a été décidé de mettre fin à la concession et de vendre le bâtiment dans lequel cette dernière était exploitée.

Lors d'un contrôle de la comptabilité, l'administration a constaté que la vente du bâtiment s'était déroulée sous le régime des droits d'enregistrement et n'avait pas été reprise dans la déclaration périodique à la TVA de la société Y. Dans ce cadre, trois factures ont cependant été découvertes dans la comptabilité, deux concernant les courtiers ayant négocié lors de la vente du bâtiment et une provenant du notaire à la suite de la passation de l'acte authentique. En faisant référence à l'article 45 du Code de la TVA et à la décision E.T. 19.385 du 24.03.1975, l'administration a estimé que la TVA avait été déduite à tort sur les factures précitées. Un relevé de régularisation a été établi et envoyé à la société Y.

La société Y n'a pas accepté le point de vue de l'administration. La société Y a argumenté que, d'un point de vue technique TVA, il n'y avait pas de lien direct et immédiat entre les frais de courtier et la vente du bâtiment, mais bien entre les frais exposés et l'exercice d'une activité économique dans l'ensemble et que, par conséquent, le droit à la déduction était justifié.

Les griefs invoqués n'ont pas pu modifier le point de vue de l'administration et un procès-verbal a été rédigé à charge de la société Y, après quoi celle-ci a introduit une demande de conciliation fiscale.

Lors d'une concertation avec toutes les parties concernées et le SCF, les différents points de vue ont été expliqués, plus particulièrement en ce qui concerne la question centrale, à savoir : les frais de médiation concernés ont-ils été repris ou imputés dans le prix du bâtiment vendu ou faisaient-ils partie des frais généraux qui ont été repris dans le prix des biens ou des services fournis dans le cadre de l'exercice de l'activité économique de la société Y.

Les arguments soulevés n'ont pas suffi à infléchir le point de vue de chacune des parties. Après concertation avec les Services centraux, la société Y a décidé de marquer son acquiescement avec le point de vue de l'administration.

D. Application du taux réduit pour les travaux de transformation dans un logement privé

Monsieur et madame X ont fait effectuer des travaux de transformation dans leur logement privé. Lors de la vérification de la déclaration de construction, l'agent contrôleur est arrivé à la conclusion que ce n'est pas le taux réduit de 6 % qui devait s'appliquer, mais bien le taux normal de 21 %. En effet, selon l'administration fiscale, la nature des travaux faisait en sorte que ceux-ci ne pouvaient pas être considérés comme des opérations ayant pour objet la transformation, la rénovation, la réhabilitation ou l'amélioration d'un logement privé, de sorte qu'après les travaux, il n'était plus question d'une transformation/rénovation, mais d'une assimilation à une nouvelle construction. Malgré les arguments avancés par les maîtres d'ouvrage et leur architecte contre la position de l'administration fiscale, l'application du taux réduit a été rejetée et la TVA encore due, calculée sur la base du taux de 21 %, a été réclamée. L'administration fiscale a attiré l'attention de monsieur et de madame X sur les voies de recours juridiques disponibles, parmi lesquelles la possibilité d'introduire une réclamation administrative auprès du directeur de centre, l'intervention du Service de Conciliation fiscale (SCF) et l'introduction d'une requête en remise de l'amende.

Monsieur X s'est informé auprès du SCF quant aux chances de réussite d'une conciliation. Étant donné qu'il craignait que l'intervention du SCF dans le cas d'un rejet définitif de la réclamation contre l'action n'ait une influence négative sur la décision concernant une requête en remise de l'amende, il hésitait. Finalement, la procédure de conciliation a été démarrée.

Lors d'une réunion avec l'administration fiscale en présence du SCF, monsieur et madame X ont eu l'opportunité de clarifier, au sein même de leur logement, les travaux de construction. Sur cette base, l'administration fiscale a réévalué la situation et est arrivée à la conclusion que le taux de 6 % pour travaux de transformation pouvait être accepté, de sorte que l'action a totalement expiré.

E. Contrôle conflictuel

Après un contrôle de l'application de la législation et de la réglementation en matière de TVA, un procès-verbal a été dressé. Différentes infractions concernant l'exercice du droit à la déduction y ont été constatées. Le comptable n'a pu marquer son accord sur l'ensemble de la régularisation et a fait appel au SCF.

Durant la réunion de conciliation entre le comptable et un collaborateur de la division expertise compétente de l'administration fiscale, il est apparu que le contrôle fiscal s'est déroulé difficilement et a entraîné un conflit entre l'assujetti et l'agent contrôleur. En conséquence de quoi, un traitement serein du dossier de contrôle s'est avéré impossible. L'administration fiscale s'est montrée disposée à réexaminer le dossier. Sur la base des résultats de cette enquête, la régularisation a été adaptée.

F. La conciliation fiscale mène à une transaction

Lors d'un contrôle fiscal à la suite de la cessation à titre d'assujetti à la TVA, l'administration fiscale constate que des factures ont été émises vers la SPRL X avec application du report de perception de la TVA due pour des travaux immobiliers effectués en Belgique. Il ressort que la TVA ainsi due n'est pas reprise dans les déclarations à la TVA concernées. En effet,

l'assujetti a introduit exclusivement des déclarations « néant ». Il a été mis fin à l'activité dès qu'il est apparu que celle-ci ne serait pas rentable en Belgique.

La SPRL X conteste cependant avoir reçu les factures, étant donné que celles-ci étaient adressées à l'entreprise néerlandaise apparentée, la SA Y. Néanmoins, l'administration fiscale recouvre non seulement la TVA – du reste déductible – mais également l'amende infligée pour l'infraction de la SPRL X. En effet, le numéro d'identification à la TVA mentionné sur les factures s'avère appartenir à cette entreprise belge.

Étant donné que c'est le prestataire de services qui a commis une erreur en mentionnant un numéro de TVA erroné, la SPRL X ne comprend pas pourquoi elle devrait payer la TVA et l'amende et s'adresse au SCF. L'assujetti et son conseiller fiscal ne contestent pas qu'une erreur ait été commise par laquelle la TVA due n'a pas été déclarée à tort, mais bien que la SPRL X soit désignée comme redevable et contrevenant. Ils se considèrent plutôt comme victimes et font remarquer que, dès que l'erreur a été découverte, le cocontractant en a été informé.

Malgré les arguments de l'assujetti, l'administration fiscale reste d'avis que la mention du numéro d'identification à la TVA constitue une indication suffisante de l'implication de la SPRL X.

Étant donné que les deux parties campent sur leur position, un contrat de transaction est proposé dans lequel, d'une part, le montant de la TVA due est compensé par le montant de la TVA déductible et, d'autre part, l'amende est réduite de moitié. L'assujetti y est disposé, parce qu'il entend s'épargner les frais et l'incertitude qu'entraîne une affaire judiciaire. L'administration fiscale établit un contrat de transaction qui est approuvé par les deux parties et est signé pour accord.

1.2 Administration générale de la Perception et du Recouvrement

La loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du Service de Conciliation fiscale (SCF) adapte la terminologie utilisée aux articles 399*bis* CIR 92 et 85*ter* du Code de la TVA pour élargir le champ d'application des situations qui peuvent faire l'objet d'une conciliation. Là où, conformément aux dispositions légales antérieures, le SCF n'était compétent qu'en cas de litige avec "le receveur chargé du recouvrement", désormais la conciliation fiscale est élargie à tout litige avec "un fonctionnaire de l'administration chargée de la perception et du recouvrement".

Pour le recouvrement des impôts sur les revenus et de la TVA, les demandes des redevables concernent principalement la recherche de solutions en lien avec des difficultés de paiement en vue d'éviter des poursuites et les frais y liés. Les cas de recouvrement forcé ont fortement augmenté depuis 2017 suite à l'instauration de la "stratégie de recouvrement" de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement, qui a été « assouplie » en 2018 par l'introduction de la possibilité d'obtenir un « règlement administratif de dettes ». Le principe de base est le paiement de la dette fiscale dans les 12 mois à compter de sa naissance. Dans le cadre de cette problématique et à la lumière de la réponse du Ministre des Finances à la question parlementaire de la Députée C. Van Cauter du 1^{er} février 2017 (voir Rapport annuel SCF 2016, p. 13), le SCF a continué en 2018 à rechercher des solutions adaptées, d'une part en tenant compte de la situation financière et sociale du demandeur d'une conciliation, mais toujours en vue d'apurer complètement la dette fiscale d'autre part.

Même si nombre de demandes en matière de recouvrement peuvent être considérées de manière générique comme des "plans d'apurement", le SCF ajoute beaucoup d'autres ingrédients dans le traitement de ces demandes et la créativité des conciliateurs fiscaux en la matière est le secret d'une conciliation aboutie. Avant de contacter le Team Recouvrement compétent, le SCF instruit d'abord la demande pour se forger une idée générale du dossier et des solutions à mettre en œuvre. Ensuite, afin de tailler un plan d'apurement sur mesure et de concilier tant les intérêts du redevable que ceux du Trésor, plusieurs pistes et solutions sont envisagées et proposées aux parties. Les solutions suivantes sont régulièrement mises en place dans une optique gagnant/gagnant :

- plan d'apurement avec remboursements accrus pour les mois du pécule de vacances ou de l'allocation de fin d'année;
- plan d'apurement avec remboursements accrus dès apurement d'autres dettes;
- plan de paiement s'étalant sur une période plus longue moyennant des garanties financières supplémentaires à fournir par le redevable;
- plan d'apurement tenant compte de remboursements fiscaux futurs mais prévisibles;
- adaptation des modalités de paiement (périodicité - montant) de manière réaliste en fonction de la situation financière du redevable.

Si le paiement intégral du passif ne semble pas possible endéans les 12 mois à compter de la naissance de la dette, le SCF conseille alors, après analyse et dans les cas où cette mesure paraît appropriée, ledit « règlement administratif de dettes » (RAD). L'octroi de cette mesure de faveur relève de la compétence du Conseiller général-Directeur du Centre Régional de Recouvrement. Cette mesure de faveur implique non seulement un plan de paiement de plus de 12 mois, mais peut aussi être assorti de mesures d'accompagnement comme l'exonération des intérêts de retard et même, la surséance indéfinie au recouvrement.

Le SCF s'efforce toujours de trouver une solution globale, englobant parfois aussi des dettes non fiscales pour lesquelles le SCF est aussi devenu "officiellement" compétent depuis le 1^{er} juin 2018. Cela vise les amendes pénales mais aussi la récupération de montants indûment payés par les organismes publics (comme l'ONEM) .

Dans le cadre des plans d'apurement, le Médiateur fédéral se concerta toujours en 2018 avec le SCF au départ des problèmes qui lui sont soumis par les redevables et a entamé depuis septembre 2016 une enquête concernant la stratégie recouvrement du SPF Finances. Le SCF y participe en partageant son expérience en la matière, en communiquant des dossiers individuels au Médiateur fédéral et prend part avec différents autres représentants (Services Centraux de l'Administration de la Perception et du Recouvrement et SPP Intégration Sociale) à la table ronde de discussion organisée.

Outre la problématique générale des plans d'apurement, le SCF est aussi intervenu dans de nombreux autres litiges en matière de recouvrement, dont :

- limitation des effets en cas de saisie sur des indemnités non protégées par l'article 1409 du Code judiciaire (par exemple, factures d'un indépendant), en ne reprenant idéalement pas la TVA afin de pouvoir la verser sur le compte courant TVA;
- éviter le cumul des mesures d'exécution forcée tant par des poursuites directes (par huissier de justice) qu'indirectes (saisie-arrêt fiscale simplifiée);
- éviter des poursuites en cas de réclamation introduite (la réclamation n'est parfois pas connue du Team Recouvrement; accélérer la fixation de l'immédiatement exigible et élaborer un plan d'apurement à cet effet);
- éviter de cumuler des retenues pratiquées dans le cadre d'une saisie-arrêt avec des paiements volontaires;
- recouvrement à charge des époux suivant leur régime matrimonial;
- prescription des dettes fiscales;
- attribution d'intérêts moratoires;
- explications en matière d'imputation de paiements, dont une partie sur des frais de poursuites et des intérêts de retard;
- suspension d'un recouvrement forcé dans l'attente de remboursements fiscaux affectables, parfois très importants (dégrèvement de la cotisation initiale concernée ou remboursements relatifs à un autre exercice d'imposition);
- discussions sur les imputations et détails des sommes dues;
- paiements indus;
- suspension d'une vente publique déjà fixée;
- suspension d'une saisie-arrêt sur salaire après conclusion d'un plan d'apurement;
- procédure de règlement collectif de dettes - nouvelle imposition - suspension d'une saisie-arrêt-exécution - élaboration d'un plan d'apurement provisoire;
- procédure amiable avec une administration étrangère - suspension de la procédure de recouvrement par huissier de justice;
- explication sur la nature des dettes imputées sur un remboursement fiscal (+ base légale et raison de cette imputation);
- poursuites auprès des héritiers – obligations de ceux-ci;
- reprise d'un plan d'apurement qui n'a pas été respecté par méprise;
- déblocage des comptes dans le cadre de l'établissement d'un acte ou d'un certificat d'hérédité.

A titre illustratif, le lecteur trouvera ci-après quelques exemples concrets montrant la façon de concilier du SCF au cours de l'année 2018 et qui témoignent de l'approche orientée solutions du service.

On constate qu'il n'est pas aisé, pour les contribuables, de trouver les services compétents face à un dossier complexe (assistance au recouvrement à la demande d'états étrangers, imputation d'un remboursement,...). Le SCF joue souvent un rôle d'accompagnement dans ce contexte et veille à la communication et au traitement rapide du problème en matière de recouvrement fiscal ou non fiscal.

A. Recouvrement non fiscal - amende crossborder - contestation

Une dame est sommée de payer une amende crossborder néerlandaise de 2013 dont elle n'a pas été informée auparavant. Elle contacte par téléphone le bureau de Recouvrement non fiscal (RNF), qui la renvoie au service compétent aux Pays-Bas, à l'initiative de la demande de recouvrement. La demanderesse affirme qu'elle ne reçoit pas suffisamment de renseignements. Une saisie-arrêt est pratiquée auprès de son employeur. Elle estime qu'elle n'a pas commis l'infraction visée et demande si la créance n'est pas prescrite.

Le SCF explique qu'en cas de désaccord sur la dette non fiscale concernée, le Bureau RNF ne peut pas intervenir. Attendu que la demanderesse a entre-temps introduit un recours administratif aux Pays-Bas, les documents probants à ce propos ont été demandés et transmis au Bureau RNF. Sur cette base, ce bureau s'est déclaré prêt à suspendre temporairement la saisie-arrêt jusqu'à ce qu'une décision définitive du service compétent intervienne, aux Pays-Bas.

B. Recouvrement non fiscal - remboursement de l'impôt des personnes physiques injustement imputé sur une amende pénale de l'épouse décédée

Un veuf a droit à un remboursement à l'impôt des personnes physiques. Ce remboursement est imputé sur une amende pénale encore impayée au nom de son épouse décédée.

Le SCF estime que l'on ne peut plus procéder à des imputations de crédits d'impôt sur des amendes pénales parce qu'une peine ne peut plus être exécutée dès que son redevable, personne physique, est décédé. À ce propos, le SCF demande un avis complémentaire au service juridique central de l'administration générale concernée. Celui-ci confirme qu'après le décès, aucune imputation sur l'amende pénale via le mécanisme de la compensation légale ne peut avoir lieu. La dette s'est en effet éteinte en raison du décès.

Bien que le Bureau RNF n'adhère pas à ce point de vue, le Conseiller Recouvrement s'est montré disposé à procéder au remboursement du montant imputé.

C. Assistance internationale - imputation incorrecte d'un remboursement

Un remboursement à l'impôt des personnes physiques est imputé sur une dette TVA impayée, recouvrée sur demande des autorités luxembourgeoises. L'intéressé n'est pas d'accord avec cette imputation et estime qu'il est injustement poursuivi pour la dette TVA.

Le SCF contacte les services concernés. Attendu que le SPF Finances belge ne peut pas intervenir dans le litige sous-jacent, le SCF lui conseille de prendre lui-même contact avec les autorités luxembourgeoises.

Le service de Recouvrement transversal de l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement belge informe le SCF de ce que les autorités luxembourgeoises ont confirmé l'existence d'un accord et que le dossier de recouvrement peut être clôturé en Belgique.

En vue du remboursement du crédit d'impôt initialement imputé, le SCF contacte le Service de la Perception TVA de Malines, qui confirme que le montant du crédit concerné peut être remboursé car il n'a pas été transmis au Luxembourg. Le SCF intervient pour la communication du bon numéro de compte.

D. Facilités de paiement après le non-respect des obligations fiscales en cours

Une société est confrontée à un refus de facilités de paiement pour un compte spécial en matière de TVA. L'Infocenter refuse d'octroyer des facilités de paiement suite au non-respect des obligations fiscales en cours.

Le SCF prend contact dans un premier temps avec l'Infocenter et le Team Recouvrement pour examiner la possibilité d'une solution. Suite à ces démarches, le SCF peut obtenir que la société reçoive une période de trois semaines pour répondre aux obligations fiscales en cours en matière de précompte professionnel et de TVA. Si ces conditions sont respectées, il est convenu qu'un plan de paiement pourra ensuite être octroyé pour le compte spécial en matière de TVA.

Après la période de suspension octroyée, le SCF constate que les conditions ont été respectées. Après concertation avec le Team Recouvrement, le plan de paiement originellement demandé à l'origine est octroyé à la société.

E. Accompagnement à la surséance indéfinie au recouvrement - suspension des poursuites

Le SCF est contacté d'urgence par téléphone. En effet, le Team Recouvrement va prochainement procéder au chargement et à la vente des biens mobiliers d'un contribuable. Après une brève concertation téléphonique, le SCF prend immédiatement contact avec le Team Recouvrement.

Sur base de toutes les informations disponibles, le SCF décide, en concertation avec le Team Recouvrement, que le contribuable remplit les conditions pour introduire une demande de surséance indéfinie au recouvrement. Dans ce contexte, la vente publique prévue est déjà suspendue.

Le SCF constate ensuite que le contribuable a fait le nécessaire pour introduire cette demande et qu'une suite positive y a été réservée. La mesure de faveur de la surséance indéfinie au

recouvrement est octroyée à la condition que cinquante paiements mensuels soient effectués pour apurer totalement la dette non fiscale impayée.

1.3 Administration générale de la Documentation patrimoniale

1.3.1 Administration Sécurité juridique

L'Administration Sécurité juridique assure principalement l'établissement et la perception des droits de succession et d'enregistrement. Le service de l'impôt de la partie de ces impôts qui a été régionalisée ayant été transféré vers la Région flamande, l'Administration Sécurité juridique est essentiellement active en Région de Bruxelles-Capitale et en Région Wallonne.

1.3.1.1 Droit d'Enregistrement

Un scientifique a bénéficié d'un abattement de la base imposable mais n'a pas respecté son engagement de maintien de l'établissement de sa résidence principale dans le bien acquis pendant la durée d'au moins cinq ans. Sauf cas de force majeure, en cas de non-respect de cet engagement, il est tenu au paiement de droits complémentaires. À la suite de l'intervention du SCF, l'Administration a pu considérer, au vu des pièces présentées, que le fait d'avoir eu l'opportunité unique d'obtenir un emploi, en Angleterre, dans son domaine de compétence éminemment spécifique constituait un cas de force majeure.

1.3.1.2 Droit de Succession

Le gérant d'un SPRL décède. L'Administration estime que ses parts dans sa société sont sous-évaluées mais refuse de communiquer le rapport d'expertise sur lequel elle se base. Le SCF fait part des arguments des héritiers au service centralisant les estimations des titres non cotés en bourse. Sur la base de ces documents probants, la valeur déclarée par les héritiers est acceptée.

1.3.2 Administration Mesures et Evaluations

1.3.2.1 Etablissement du revenu cadastral

A ce niveau, la conciliation s'est déroulée, grosso modo, comme les années précédentes. Dans ses contacts avec les agents enquêteurs, le SCF continue de relever une collaboration, la plupart du temps positive, privilégiant une approche pragmatique.

Lorsque le revenu cadastral d'un bien immobilier nouvellement construit ou modifié doit être évalué ou réévalué, cela doit être fait soit directement au moyen des valeurs locatives constatées au 1er janvier 1975, soit par comparaison à des parcelles bâties similaires dont le revenu cadastral est définitif (article 477, § 1er, CIR 92).

Ci-après quelques sujets récurrents ou des sujets présentant un intérêt particulier.

- Un propriétaire n'est pas d'accord avec la réévaluation du RC de sa maison et le fractionnement de celle-ci en différentes parties auxquelles des RC ont été attribués. Il conteste l'approche suivie et estime qu'un seul RC doit être attribué à sa propriété. Les règles d'identification en vigueur au sein de l'administration, qui doivent être suivies par les services, sont claires : il y a une expertise distincte pour chaque entité distincte. Le collaborateur du SCF visite en l'espèce l'immeuble et informe le réclamant de cette méthode d'expertise qui est appliquée de manière uniforme par l'administration. Après avoir reçu cette information le réclamant marque son accord sur le procédé.
- Une réclamation est introduite contre l'augmentation du RC d'une propriété sur laquelle se trouve une villa restant à démolir et une autre en cours d'achèvement. Après visite sur place le collaborateur du SCF propose de modifier le RC de cette parcelle et de lui donner un statut provisoire. Cette proposition est acceptée par les deux parties.
- Un propriétaire n'est pas d'accord avec le RC attribué à une nouvelle petite maison "deux façades". Cette habitation est une maison passive sans système de chauffage central. Une maison passive est une habitation économe en énergie offrant un bon confort été comme hiver. Les déperditions de chaleur sont également limitées via une isolation performante. Cette habitation répond aux normes des habitations "basse énergie" et "passives". Le réclamant met surtout l'accent sur la différence de valeur locative entre une maison passive avec ou sans chauffage central. Pour l'administration, ces deux nouveaux types d'habitat sont expertisés avec le même confort, autrement dit avec la présence d'un système de chauffage central. Lors des négociations, le réclamant pose la question de savoir si une distinction est à faire, lors de la détermination du RC, entre les maisons passives qui ont le chauffage central et celles qui ne l'ont pas. La position de l'administration est claire sur ce point : aucune distinction n'est faite. Le réclamant remarque également que les murs extérieurs des maisons passives sont plus épais (vu l'isolation) que ceux des habitations traditionnelles. Cela a un impact sur la superficie utile, un paramètre lors de la détermination du RC. L'administration adopte la position suivante : les murs extérieurs des maisons passives sont en moyenne épais de 45 à 50 cm, contre 35 cm environ pour les habitations traditionnelles, de sorte que la différence de superficie est trop minime pour être prise en considération. Comme l'agent enquêteur, le collaborateur du SCF ne peut rien faire d'autre que constater que cette méthode d'évaluation est appliquée de manière uniforme. Suite à cet éclaircissement le réclamant se désiste de sa réclamation.

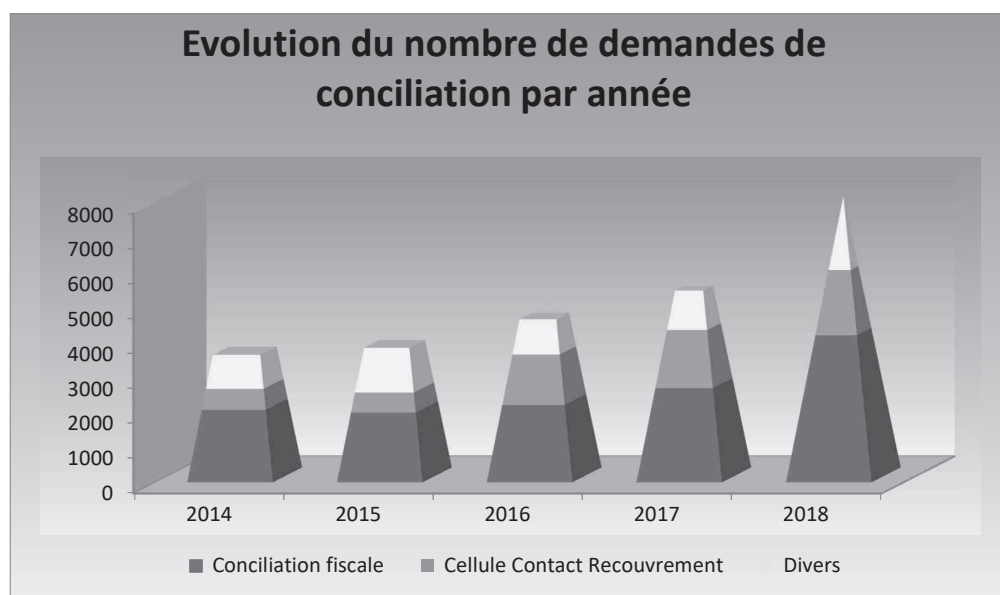
1.3.2.2 *Etablissement de la valeur vénale*

Le SCF rencontre régulièrement des contribuables qui sont en demande d'explications et d'une plus grande transparence de la part de l'administration. Le contribuable reçoit en effet très peu d'informations sur les points de comparaison sélectionnés par elle, et surtout n'a pas la certitude que ces points de comparaison, dont l'état physique réel au moment de la transaction est inconnu tant du contribuable que de l'administration elle-même, reflètent correctement le marché immobilier. Le SCF invite alors l'administration à fournir des explications complémentaires sur les points de comparaison et/ou des points de comparaison plus nombreux au contribuable. Régulièrement également, le SCF demande à l'administration d'expliquer au contribuable les raisons pour lesquelles elle ne peut retenir les points de comparaison qu'il a trouvés, et de détailler la valeur qu'elle formule suite à la visite de l'immeuble.

PARTIE IV : STATISTIQUES

1. GENERALITES

1.1. Evolution au cours des 5 dernières années



1.2. Nouveaux dossiers

En 2018, le Service de Conciliation fiscale a reçu 7.971 nouveaux dossiers. Ceux-ci peuvent être classés en 3 catégories :

- 4.091 dossiers "Conciliation fiscale";
- 1.811 dossiers "Cellule Contact Recouvrement";
- 2.069 dossiers "Divers".

Par rapport à 2017, le nombre de dossiers s'est accru de 2.637 unités, soit une augmentation de 49 %. L'augmentation peut être décomposée comme suit : +1.471 demandes de conciliation, +197 dossiers "Cellule Contact Recouvrement" et +969 dossiers "Divers".

Ces nouveaux dossiers ont été ajoutés aux 1.715 dossiers en cours de traitement à la fin de 2017. Cela porte le nombre total de dossiers à traiter au cours de l'année 2018 à 9.686.

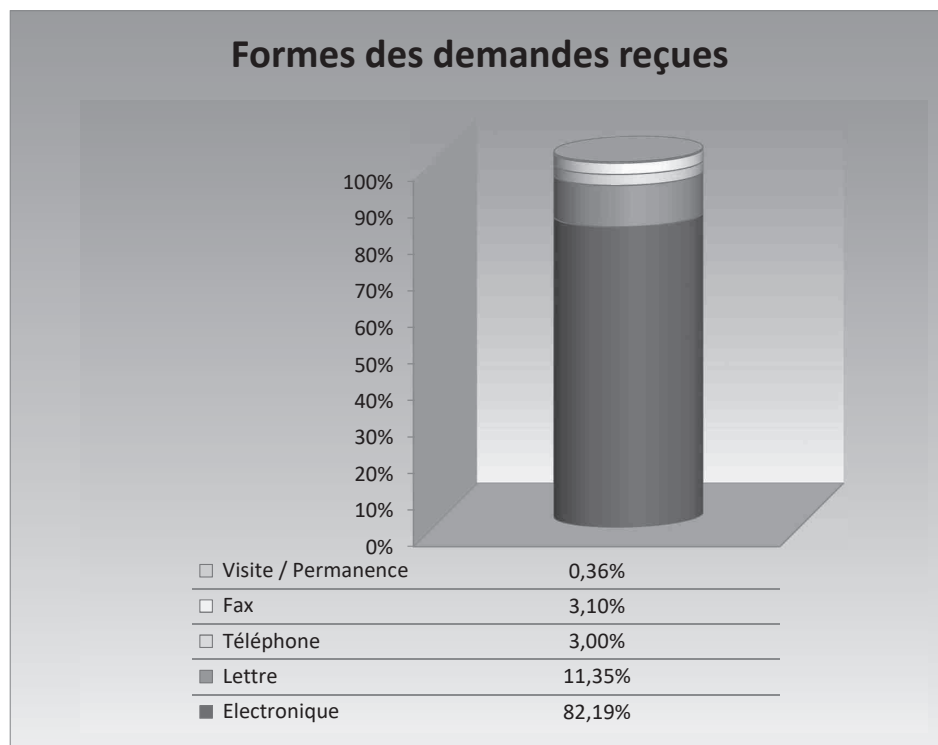
1.3. Mode d'introduction

Les nombreux appels téléphoniques quotidiens qui n'aboutissent pas à l'introduction d'une demande de conciliation, ne sont pas comptabilisés. Néanmoins, il ressort des contacts téléphoniques que le citoyen en difficulté a plus que jamais besoin d'une information claire et d'une réponse directe à ses questions fiscales personnelles.

Les demandes de conciliation peuvent être introduites de différentes manières:

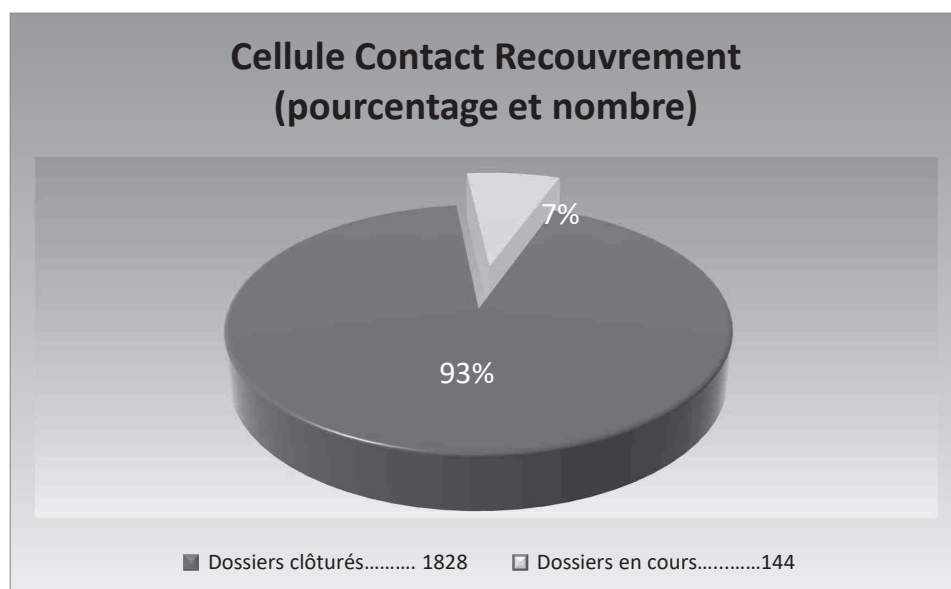
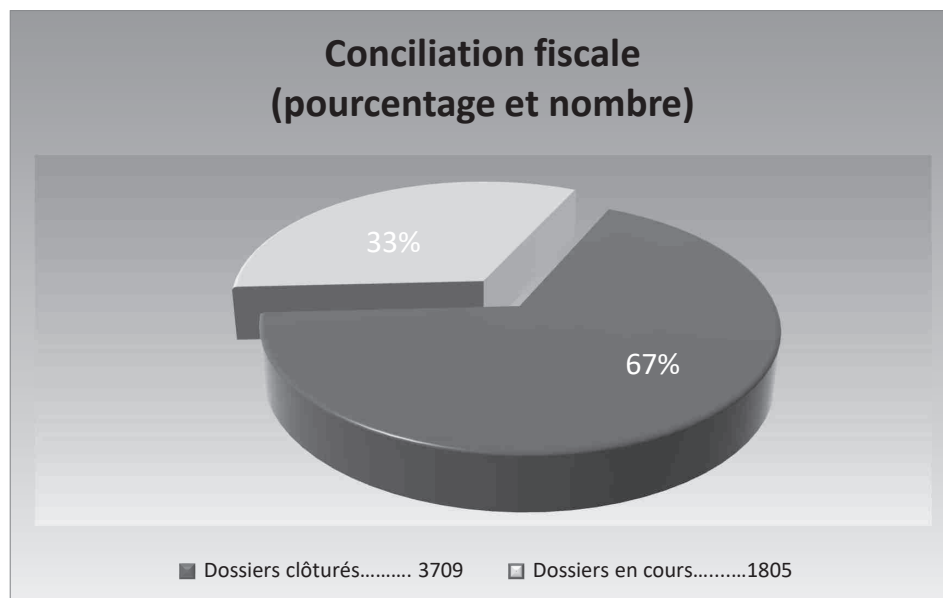
- électronique;
- écrite;
- téléphonique;
- par fax;
- orale.

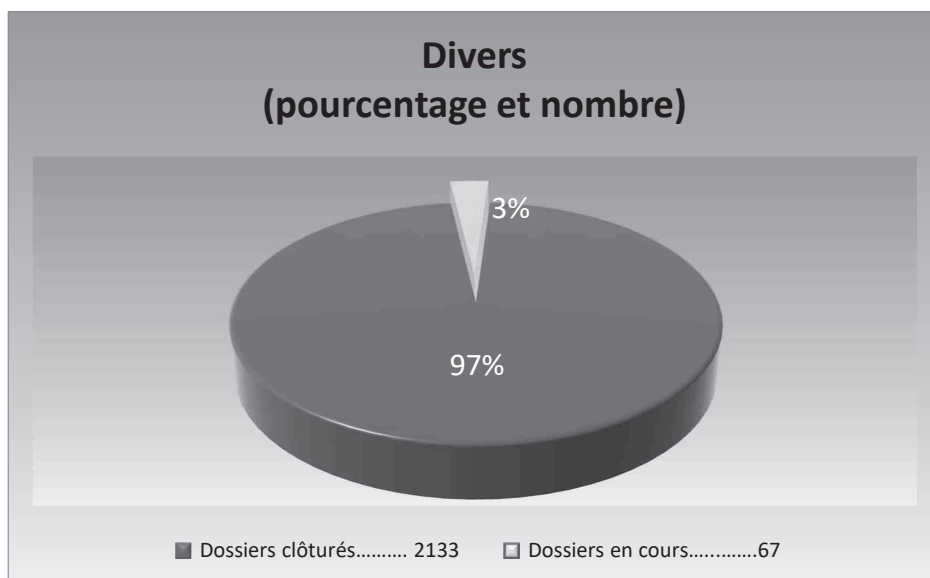
Pour l'année 2018, la vue d'ensemble se présente comme suit



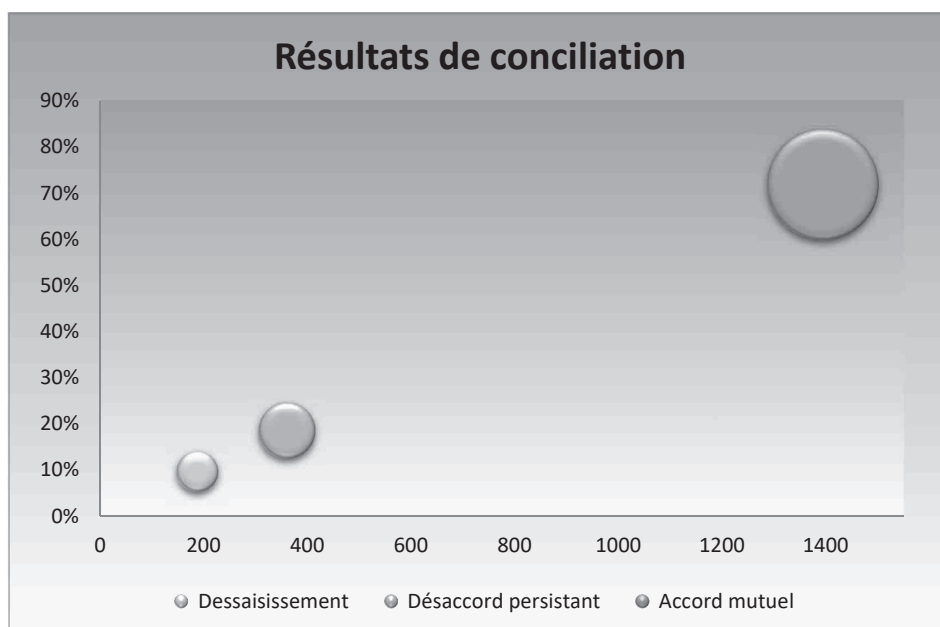
1.4. Ventilation

Nous illustrons ci-après la ventilation par catégorie du nombre de dossiers clôturés et en cours de traitement au 31 décembre 2018.



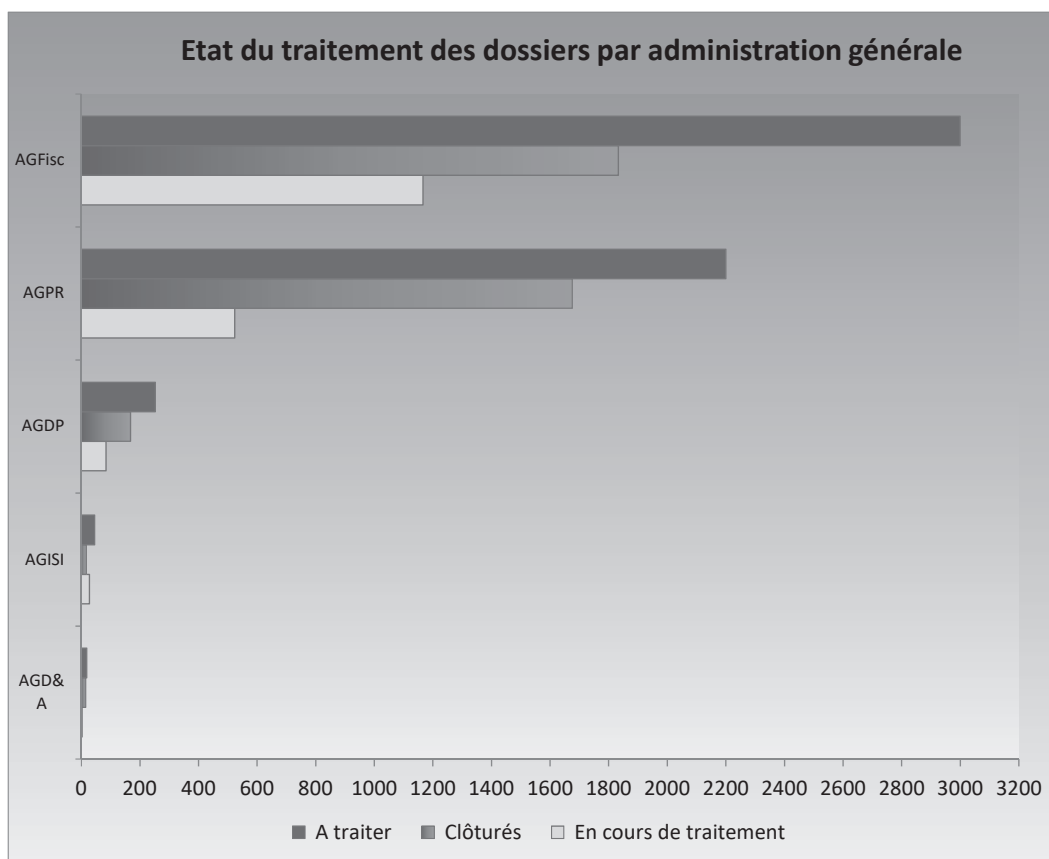


1.5. Résultats



1.6. Dossiers “Conciliation fiscale” – Aperçu général par administration et par langue

Vue globale du traitement des dossiers “Conciliation fiscale” (détails chiffrés)							
	Total	Administration générale concernée	Nombre de demandes		Répartition en fonction de la langue du demandeur		
					Néerlandais + Germanoph.	Français	(en %)
Dossiers à traiter	5514 (100 %)	AGFisc	2999	54,38 %	1504 + 9	1486	50/50
		AGPR	2200	39,90 %	1199 + 3	998	55/45
		AGDP	252	4,57 %	76	176	30/70
		AGISI	45	0,82 %	23	22	51/49
		AGD&A	18	0,33 %	3 + 1	14	22/88
Dossiers clôturés	3709 (67 %)	AGFisc	1833	49,42 %	935 + 5	893	51/49
		AGPR	1676	45,19 %	1059 + 2	615	63/37
		AGDP	168	4,53 %	64	104	38/62
		AGISI	17	0,46 %	7	10	41/59
		AGD&A	15	0,40 %	2 + 1	12	20/80
Dossiers en cours de traitement au 31/12/2018	1805 (33 %)	AGFisc	1166	64,60 %	569 + 4	593	49/51
		AGPR	524	29,03 %	140 + 1	383	27/73
		AGDP	84	4,65 %	12	72	14/86
		AGISI	28	1,55 %	16	12	57/43
		AGD&A	3	0,17 %	1	2	33/67



2. PAR ADMINISTRATION

2.1. Administration générale de la Fiscalité

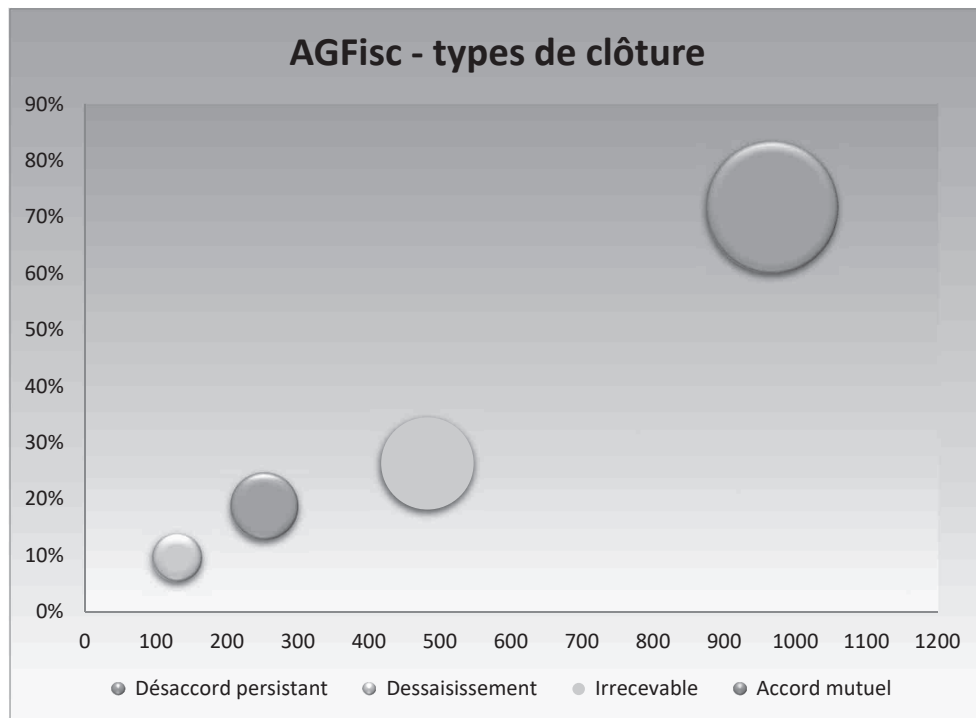
AGFisc - Ventilation des dossiers "Conciliation fiscale" clôturés							
		Nombre de dossiers clôturés 1833					
		Demandes recevables 1351 (73,70 %)		Demandes irrecevables 482 (26,30 %)			
Type de décision		Néerlandais + Germanoph.	Français	Néerlandais + Germanoph.	Français		Motif
Accord mutuel	71,65 %	511 + 2	455	71	164	48,65 %	Pas de réclamation ni de demande introduite
Dessaisissement	9,62 %	59 + 0	71	42	19	12,68 %	SCF non compétent
Désaccord persistant	18,73 %	168 + 1	84	68 + 1	71	29,11 %	Déjà statué sur réclamation/ dégrèvement
				15 + 1	21	7,69 %	Pas de désaccord persistant
				0	3	0,62 %	Manifestement non fondée
				1	5	1,25 %	Recours en justice

L'absence d'introduction d'une réclamation ou d'une demande de dégrèvement d'office reste toujours le plus important motif d'irrecevabilité des demandes de conciliation. Les attentes des contribuables montrent qu'ils verraient bien une conciliation dans leur litige avec l'administration dès avant l'introduction d'un recours administratif.

Le motif "Déjà statué sur la réclamation/demande de dégrèvement d'office" est le deuxième en importance. Parfois, il s'agit de réclamations déjà clôturées au moment de l'introduction de la demande de conciliation.

La catégorie "SCF non compétent" concerne des matières pour lesquelles le SPF Finances n'est plus compétent, comme le précompte immobilier en Région flamande et en Région

bruxelloise, ou la taxe de circulation en Région flamande et en Région wallonne.



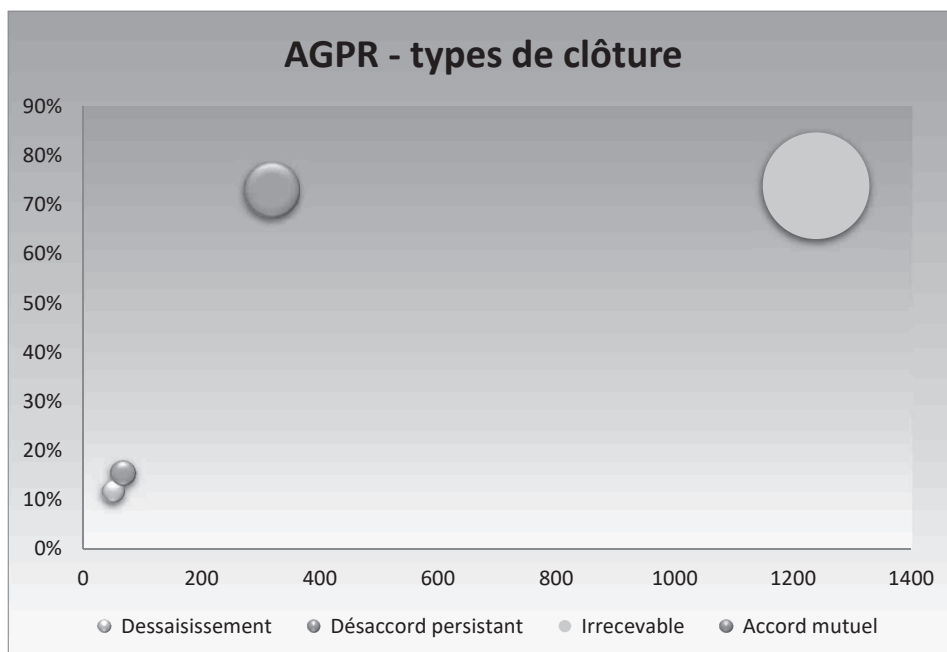
2.2. Administration générale de la Perception et du Recouvrement

AGPR - Ventilation des dossiers "Conciliation fiscale" clôturés							
		Nombre de dossiers clôturés 1676					
		Demandes recevables 437 (26,07 %)		Demandes irrecevables 1239 (73,93 %)			
Type de décision		Néerlandais + Germanoph.	Français	Néerlandais + Germanoph.	Français		Motif
Accord mutuel	73,00 %	255	64	50	311	29,14 %	SCF incompétent
Dessaisissement	11,67 %	33	18	649 + 2	200	68,68 %	Pas de désaccord avec le receveur
				13	13	2,10 %	Manifestement non fondée
Désaccord persistant	15,33 %	59	8	0	1	0,08 %	Recours en justice

Dans la plupart des cas de dossiers irrecevables, il n'y a pas de désaccord avec le Team Recouvrement et/ou l'Infocenter.

Nous constatons que de nombreux contribuables continuent de se tourner vers le SCF avant de soulever le problème auprès du service de recouvrement compétent (Team Recouvrement ou habituellement Infocenter).

Dans ces circonstances, le SCF remplit son rôle de prestataire de services. La demande n'est pas seulement déclarée irrecevable. Le demandeur a également toujours la possibilité de se rendre au service recouvrement compétent.

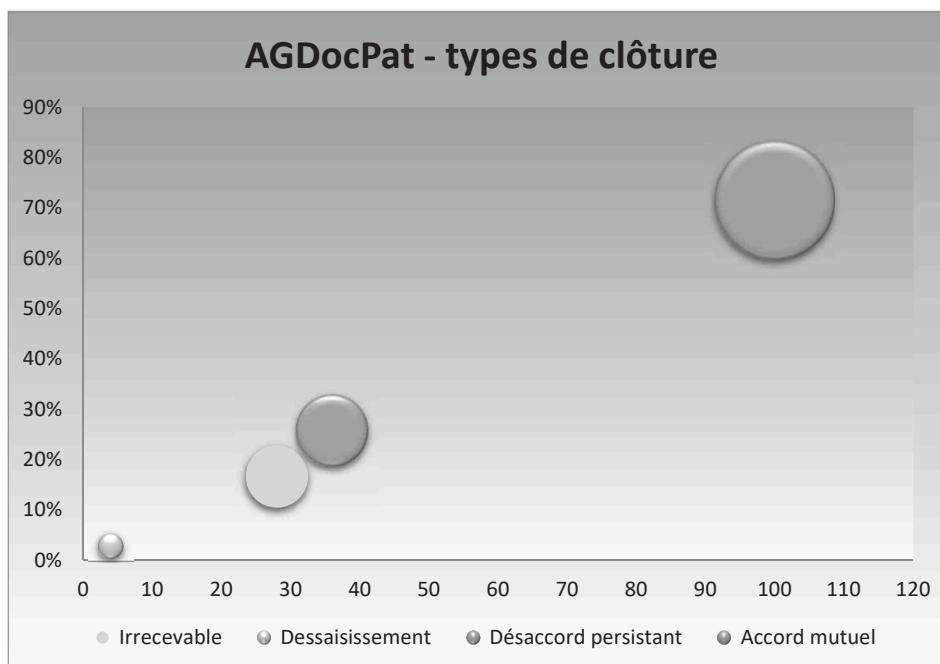


2.3. Administration générale de la Documentation patrimoniale

AGDP - Ventilation des dossiers "Conciliation fiscale" clôturés							
		Nombre de dossiers clôturés 168					
		Demandes recevables 140 (83,33 %)		Demandes irrecevables 28 (16,67 %)			
Type de décision		Néerlandais	Français	Néerlandais	Français		Motif
Accord mutuel	71,43 %	45	55	5	5	35,71 %	SCF incompetent
				2	10	42,87 %	Pas de désaccord persistant
Dessaisissement	2,86 %	3	1	0	3	10,71 %	Pas de réclamation
Désaccord persistant	25,71 %	6	30	3	0	10,71 %	Déjà PV de désaccord

En la matière, le nombre de dossiers irrecevables est très limité.

La cause d'irrecevabilité réside le plus souvent dans l'absence de désaccord ou que le SCF est incompetent. Le transfert à la Région flamande du service de l'impôt en matière de droits d'enregistrement et de succession a amené le SCF à se déclarer incompetent dans un certain nombre de dossiers.



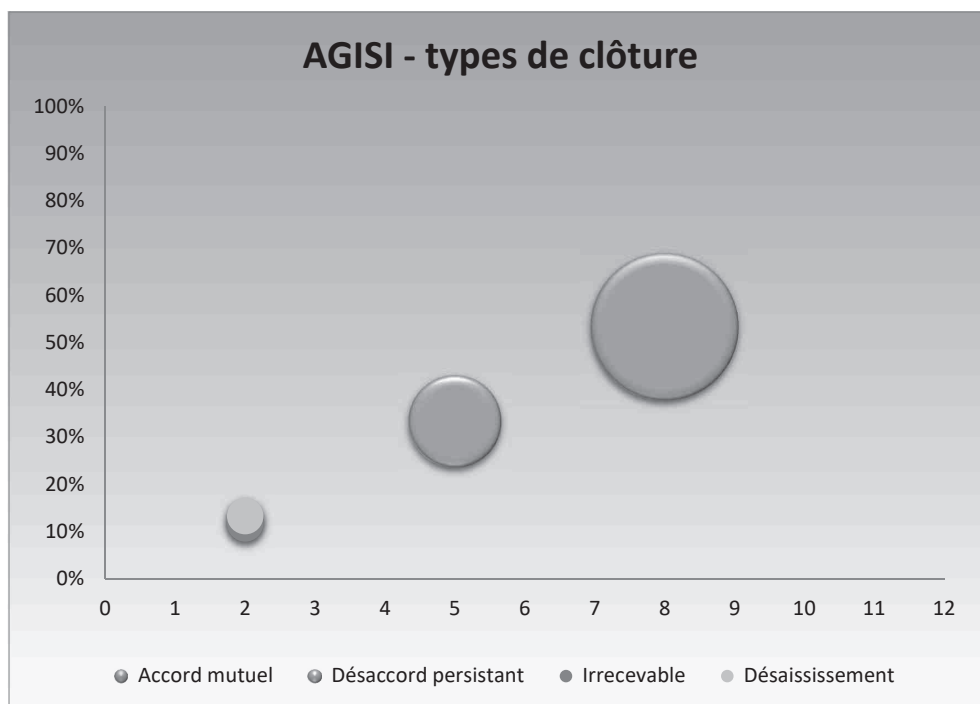
2.4. Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts

AGISI - Ventilation des dossiers “Conciliation fiscale” clôturés								
		Nombre de dossiers clôturés 17						
		Demandes recevables 15 (88,24 %)		Demandes irrecevables 2 (11,76 %)				
Type de décision		Néerlandais	Français	Néerlandais	Français		Motif	
Accord mutuel	53,34 %	0	8	2	0	100 %	Pas de réclamation	
Dessaisissement	13,33 %	0	2					
Désaccord persistant	33,33 %	5	0					

L'AGISI est responsable de la lutte structurée contre la fraude pour tous les impôts, droits et taxes dont l'établissement, la perception et le recouvrement ont été confiés au SPF Finances.

En la matière, cela signifie l'instruction de dossiers de fraude relatifs à des domaines et cas complexes où des actes sont parfois posés dans des situations difficiles.

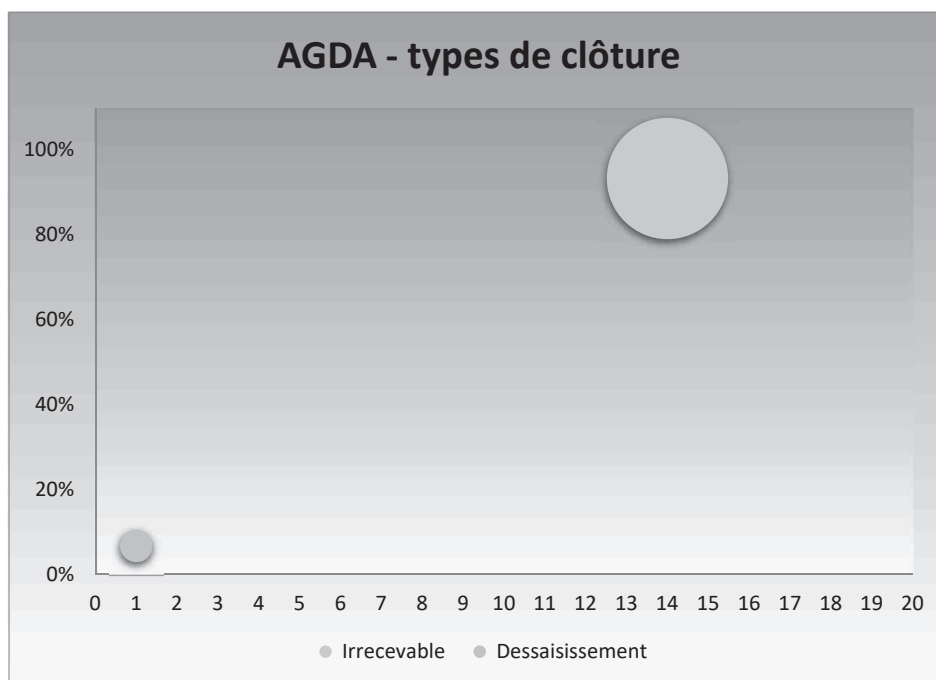
Il n'est donc pas surprenant que l'intervention de la conciliation soit rarement demandée dans ces circonstances. En effet, il n'est pas évident dans une sphère confidentielle de servir d'intermédiaire entre les agents ISI et les contribuables concernés dans ce type de dossiers (de fraude).



2.5. Administration générale des Douanes et Accises

AGD&A - Ventilation des dossiers "Conciliation fiscale" clôturés							
		Nombre de dossiers clôturés 15					
		Demandes recevables 1 (6,67 %)		Demandes irrecevables 14 (93,33 %)			
Type de décision		Néerlandais	Français	Néerlandais + Allemand	Français		Motif
Accord mutuel	0 %	0	0	1	11	85,71 %	SCF incompétent
Dessaisissement	100 %	1	0	0 + 1	1	14,29 %	Déjà statué sur la réclamation
Désaccord persistant	0 %	0	0				

Comme déjà exposé dans les rapports annuels précédents, la saisine de la conciliation fiscale en matière de douane et accises est légalement réservée à des situations exceptionnelles, ce qui explique le nombre très limité de dossiers ouverts dans ce domaine.



LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

AGD&A	Administration générale des Douanes et Accises
AGDP	Administration générale de la Documentation patrimoniale
AGFisc	Administration générale de la Fiscalité
AGISI	Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts
AGPR	Administration générale de la Perception et du Recouvrement
AM	Arrêté ministériel
AR	(de l') arrêté royal du
AR/CIR 92 sur les	(de l') arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts revenus 1992
ASBL	association sans but lucratif
C. Enr.	(du) Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe
C. Succ.	(du) Code des droits de succession
Cass.	La Cour de Cassation
CIR 92	(du) Code des impôts sur les revenus 1992
Code Jud.	Code Judiciaire
Com.IR 92	commentaire du Code des impôts sur les revenus 1992
CPAS	Centre public d'aide sociale
CPDI	Convention Préventives de la double imposition
CSoc.	Code des sociétés
CTA	(du) Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus
CTVA	(du) Code de la taxe sur la valeur ajoutée
etc.	et cetera
EUR	Euro
FB	Franc belge
INR	impôt des non-résidents
INR/p.p.	impôt des non-résidents relatif aux personnes physiques

INR/soc.	impôt des non-résidents relatif aux sociétés
IPM	impôt des personnes morales
IPP	impôt des personnes physiques
ISoc	impôt des sociétés
L	(de la) loi du
LG D&A	(de la) Loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977
LP	(de la) loi-programme du
LSF	Loi spéciale relative au financement des Communautés et Régions
p. ex.	par exemple
Pr.I	précompte immobilier
Pr.M	précompte mobilier
Pr.P	précompte professionnel
RC	Revenu Cadastral
SCF	Service de Conciliation fiscale
SCRI	société coopérative à responsabilité illimitée
SPF	Service public fédéral
TMC	taxe de mise en circulation
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
VIES	VAT Information Exchange System

ANNEXES

Annexe 1

L 25 avril 2007

MONITEUR BELGE — 08.05.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

25103

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
F. 2007 — 1848 [2007/201376]
25 AVRIL 2007. — Loi portant des dispositions diverses (IV) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Simplification administrative

CHAPITRE V. — Conciliation en matière fiscale

Section 1^{re}. — Le service de conciliation fiscale

Art. 116. § 1^{er}. Le service de conciliation fiscale examine les demandes de conciliation dont il est saisi dans le cadre du présent chapitre en toute objectivité, impartialité et indépendance et dans le respect de la loi; il tend à concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation.

Le service de conciliation fiscale refuse de traiter une demande de conciliation :

1^o si la demande est manifestement non fondée;

2^o si le demandeur n'a manifestement pas accompli de démarches auprès de l'autorité administrative compétente concernée en vue de concilier les points de vue.

L'introduction et l'examen d'une demande de conciliation n'ont aucun effet suspensif ni interruptif.

Les rapports de conciliation et les décisions relatives à la recevabilité ne sont susceptibles d'aucun recours administratif ou judiciaire.

§ 2. Le service de conciliation fiscale peut également adresser des recommandations au président du comité de direction du Service public fédéral Finances, notamment en ce qui concerne des actes ou des fonctionnements administratifs non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements.

§ 3. Dans l'exécution de ses missions, le service de conciliation fiscale peut :

1^o recueillir toutes les informations qu'il estime nécessaires;

2^o entendre toutes les personnes concernées;

3^o et effectuer toutes les constatations sur place.

§ 4. Le service de conciliation fiscale exerce ses missions prévues au présent chapitre sans préjudice des compétences des médiateurs fédéraux visées dans la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

§ 5. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

- crée le service dénommé « service de conciliation fiscale » auprès du Service public fédéral Finances et détermine ses modalités de fonctionnement;
- nomme, après avis du comité de direction, les dirigeants du service précité;
- détermine les modalités d'application du présent chapitre.

Section 2. — Modification du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
N. 2007 — 1848 [2007/201376]
25 APRIL 2007. — Wet houdende diverse bepalingen (IV) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Administratieve vereenvoudiging

HOOFDSTUK V. — Bemiddeling op fiscaal gebied

Afdeling 1. — De fiscale bemiddelingsdienst

Art. 116. § 1. De fiscale bemiddelingsdienst onderzoekt de hem in het raam van dit hoofdstuk voorgelegde aanvragen tot bemiddeling, in alle objectiviteit, onpartijdigheid en onafhankelijkheid en met inachtneming van de wet; hij streeft ernaar de standpunten van de partijen te verzoenen en zendt hen een bemiddelingsverslag.

De fiscale bemiddelingsdienst weigert een aanvraag tot bemiddeling te behandelen :

1^o indien de aanvraag duidelijk ongegrond is;

2^o indien de aanvrager duidelijk geen stappen bij de betrokken bevoegde administratieve overheid heeft ondernomen teneinde de standpunten met elkaar te verzoenen.

De indiening en het onderzoek van een aanvraag tot bemiddeling hebben geen enkele schorsende of stuitende werking.

Tegen de bemiddelingsverslagen en de beslissingen betreffende de ontvankelijkheid kan geen administratief of een gerechtelijk beroep worden ingesteld.

§ 2. De fiscale bemiddelingsdienst kan ook aanbevelingen richten aan de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, in het bijzonder met betrekking tot bestuurshandelingen of de bestuurlijke werking die in strijd zijn met de principes van behoorlijk bestuur en de wetten en verordeningen.

§ 3. In de uitvoering van zijn opdrachten kan de fiscale bemiddelingsdienst :

1^o alle inlichtingen inwinnen die hij nodig acht;

2^o alle betrokken personen horen;

3^o en ter plaatse alle vaststellingen doen.

§ 4. De fiscale bemiddelingsdienst oefent zijn in dit hoofdstuk omschreven opdracht uit zonder afbreuk te doen aan de bij de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen bedoelde bevoegdheden van de federale ombudsmannen.

§ 5. De Koning, bij een in een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

- richt de dienst met als naam « fiscale bemiddelingsdienst » op bij de Federale Overheidsdienst Financiën en bepaalt de werkingswijze ervan;
- benoemt, na advies van het directiecomité, de bestuurders van de bovenvermelde dienst;
- bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — Wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 117. Un article 84*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée :

« Art. 84*quater*. § 1^{er}. En cas de désaccord persistant relatif à la taxation porté devant le ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui, le redevable de la taxe peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

§ 2. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le redevable de la taxe a introduit au préalable une opposition à contrainte, lorsqu'une expertise a été requise en application de l'article 59, § 2, ou lorsqu'il a déjà été statué sur la contestation.

Lorsque le redevable de la taxe introduit une opposition à contrainte, lorsqu'une expertise en application de l'article 59, § 2, est requise ou lorsqu'il a déjà été statué sur la contestation, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence.

§ 3. Suite au rapport de conciliation, la décision administrative peut rectifier le montant de la dette fiscale pour autant qu'il n'en résulte pas d'exemption ou de modération d'impôt. Il n'est cependant pas permis d'exiger un supplément d'impôt. ».

Art. 118. Un article 85*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 85*ter*. En cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale, le redevable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Section 3. — Modification du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 119. Un article 376*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code des impôts sur les revenus 1992 :

« Art. 376*quinquies*. § 1^{er}. En cas de réclamation introduite auprès du directeur des contributions, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

§ 2. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le redevable a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation.

Lorsque le redevable a introduit une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Art. 120. Un article 399*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 399*bis*. En cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Art. 121. Un article 501*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 501*bis*. § 1^{er}. Si, au cours du traitement de la réclamation et après échange de vues, le désaccord persiste, le réclamant peut introduire, par l'intermédiaire de l'agent enquêteur, une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Lorsque le procès-verbal de désaccord, rédigé en vue de requérir la décision arbitrale visée au § 2 a été signifié au contribuable avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence.

Art. 117. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 84*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*quater*. § 1. Ingeval een blijvend meningsverschil over de taxatie gebracht wordt voor de minister van Financiën of de door hem gemachtigde ambtenaar, kan de schuldenaar van de belasting een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

§ 2. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk indien de schuldenaar van de belasting vooraf verzet heeft aangetekend tegen het dwangbevel, wanneer de deskundige schatting gevorderd werd met toepassing van artikel 59, § 2, of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over de betwisting.

Wanneer de schuldenaar van de belasting verzet aantekent tegen het dwangbevel, wanneer de deskundige schatting gevorderd is met toepassing van artikel 59, § 2, of wanneer over de betwisting uitspraak werd gedaan, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid.

§ 3. Ingevolge het bemiddelingsverslag kan de administratieve beslissing het bedrag van de fiscale schuld aanpassen, voor zover dit geen vrijstelling of vermindering van belasting inhoudt. Het is evenwel niet toegelaten een aanvullende belasting te vestigen. ».

Art. 118. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 85*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 85*ter*. In geval van betwisting met de ontvanger die belast is met de invordering van zijn fiscale schuld, kan de belastingschuldige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Afdeling 3. — Wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 119. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt een artikel 376*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 376*quinquies*. § 1. Ingeval een bezwaarschrift werd ingediend bij de directeur der belastingen, kan de belastingschuldige, evenals zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

§ 2. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk wanneer de belastingschuldige vooraf een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar.

Wanneer de belastingschuldige een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid. ».

Art. 120. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 399*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 399*bis*. In geval van betwisting met de ontvanger belast met de invordering van zijn fiscale schuld, kan de belastingschuldige, evenals zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Art. 121. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 501*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 501*bis*. — § 1. Indien in de loop van de behandeling van het bezwaar en na onderhandelingen de onenigheid blijft bestaan, kan de bezwaarindiener, via de tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar, een aanvraag om bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Wanneer het proces-verbaal van niet-akkoord, dat opgesteld is met het oog op het vorderen van de scheidsrechterlijke beslissing bedoeld in § 2 aan de belastingplichtige werd betekend vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid.

§ 2. Si, malgré la conciliation éventuelle, l'agent enquêteur et le réclamant ne peuvent s'accorder sur le montant du revenu cadastral à attribuer à l'immeuble, un procès-verbal de désaccord est dressé et l'agent enquêteur et le réclamant ont la faculté de requérir un arbitrage pour fixer le revenu cadastral en question. ».

Art. 122. Dans le même Code, le premier alinéa de l'article 502 est abrogé.

*Section 4. — Modification
du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 123. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les mots « 399bis, » sont insérés entre les mots « 398 » et « 409 ».

Section 5. — Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, au Code des droits de succession et au Code des droits et taxes divers

Sous-section 1^{re}. — Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 124. A l'article 219 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par l'article 66 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er} :

- a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;
- b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2^o les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). »

Dans le cas où la difficulté concerne la valeur vénale d'un bien qui est soumis à l'expertise visée à l'article 189, la conciliation du service de conciliation fiscale ne peut plus être demandée ou se poursuivre à ce sujet dès lors que la demande d'expertise de contrôle est notifiée. Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits d'enregistrement pour lesquelles la conciliation du service de conciliation fiscale est exclue. »;

3^o dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 4, les mots « ou par le fonctionnaire délégué par lui » sont insérés entre les mots « Le ministre des Finances » et le mot « conclut ».

Sous-section 2. — Modifications du Code des droits de succession

Art. 125. A l'article 141 du Code des droits de succession, modifié par les articles 96 de la loi du 4 août 1986 et 73 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er} :

- a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;
- b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2^o les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). »

§ 2. Indien de onderzoekende ambtenaar en de bezwaarindiener, ondanks de eventuele bemiddeling, geen akkoord bereiken over het kadastraal inkomen dat aan het onroerend goed moet worden toegerekend, wordt een proces-verbaal van niet-akkoord opgesteld en hebben de onderzoekende ambtenaar en de bezwaarindiener de mogelijkheid een scheidsrechtelijke beslissing te vorderen teneinde het bedoelde kadastraal inkomen vast te stellen. ».

Art. 122. In hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid van artikel 502 opgeheven.

*Afdeling 4. — Wijziging van het Wetboek
van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 123. In artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de woorden « 399bis, » ingevoegd tussen de woorden « 398 » en de woorden « 409 ».

Afdeling 5. — Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, aan het Wetboek der successierechten en aan het Wetboek diverse rechten en taken

Onderafdeling 1. — Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 124. In artikel 219 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen door artikel 66 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden :

- a) na het woord « heffing » de woorden « of de invordering » ingevoegd;
- b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de minister van Financiën » en het woord « opgelost »;

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen, met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). »

Ingeval de moeilijkheid de verkoopwaarde betreft van een goed dat aan de in artikel 189 bedoelde schatting is onderworpen, kan de bemiddeling van de fiscale bemiddelingsdienst daarover niet meer gevraagd of worden voortgezet zodra de vordering tot controleschatting is ingesteld. De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de registratierechten bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. »;

3^o in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « of de door hem gedelegeerde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De minister van Financiën » en de woorden « gaat dadingen met de belastingplichtigen aan ».

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van het Wetboek der successierechten

Art. 125. In artikel 141 van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij de artikelen 96 van de wet van 4 augustus 1986 en 73 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden :

- a) na het woord « heffing » de woorden « of de invordering » ingevoegd;
- b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « komt de minister van Financiën » en het woord « toe »;

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). »

Dans le cas où la difficulté concerne la valeur vénale d'un bien qui est soumis à l'expertise visée à l'article 111, la conciliation du service de conciliation fiscale ne peut plus être demandée ou se poursuivre à ce sujet dès lors que la demande d'expertise de contrôle est notifiée. Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits de succession pour lesquelles la conciliation du service de conciliation fiscale est exclue. »;

3° dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 4, les mots « ou le fonctionnaire délégué par lui » sont insérés entre les mots « Le ministre des Finances » et le mot « conclut ».

Sous-section 3. — Modifications du Code des droits et taxes divers

Art. 126. A l'article 2024 du Code des droits et taxes divers, modifié par les articles 75 de la loi du 4 août 1986 et 83 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;

b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2° les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). »

Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits et taxes divers pour lesquelles l'intervention du service de conciliation fiscale est exclue. ».

Section 6. — Modifications de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Art. 127. Il est inséré dans la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, un nouveau chapitre XXIIIbis, comprenant les articles 219bis à 219quater et rédigé comme suit :

« Chapitre XXIIIbis. - Conciliation fiscale ».

Art. 128. Un article 219bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219bis. Toute personne qui, conformément aux dispositions des articles 211 à 219, exerce régulièrement un recours administratif contre une décision peut introduire une demande de conciliation concernant cette décision auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Art. 129. Un article 219ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219ter. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise, en application de l'article 219, sur le recours administratif, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise, en application de l'article 219, sur le recours administratif, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Art. 130. Un article 219quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219quater. — L'introduction d'une demande de conciliation ne suspend pas l'exécution de la décision contestée. ».

Section 7. — Disposition commune

Art. 131. Le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre.

Ingeval de moeilijkheid de verkoopwaarde betreft van een goed dat aan de in artikel 111 bedoelde schatting is onderworpen, kan de bemiddeling van de fiscale bemiddelingsdienst daarover niet meer gevraagd of voortgezet worden van zodra de vordering tot controle-schatting is ingesteld. De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de successierechten bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. »;

3° in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De minister van Financiën » en de woorden « gaat de transacties met de belastingplichtigen aan ».

Onderafdeling 3. — Wijzigingen van het Wetboek diverse rechten en taksen

Art. 126. In artikel 2024 van het Wetboek diverse rechten en taksen, gewijzigd bij artikelen 75 van de wet van 4 augustus 1986 en 83 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden :

a) de woorden « het innen » vervangen door de woorden « de heffing of de invordering »;

b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de minister van Financiën » en het woord « opgelost »;

2° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). »

De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de diverse rechten en taksen bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. ».

Afdeling 6. — Wijzigingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977

Art. 127. In de Algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977 wordt een nieuw hoofdstuk XXIIIbis ingevoegd, dat de artikelen 219bis tot 219quater omvat, luidende :

« Hoofdstuk XXIIIbis. - Fiscale bemiddeling ».

Art. 128. In dezelfde wet wordt een artikel 219bis ingevoegd, luidende :

« Art. 219bis. Iedere persoon die, overeenkomstig de artikelen 211 tot en met 219, een regelmatig administratief beroep tegen een beschikking instelt, kan een aanvraag tot bemiddeling betreffende die beschikking indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Art. 129. In dezelfde wet wordt een artikel 219ter ingevoegd, luidende :

« Art. 219ter. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk wanneer de aanvrager vooraf een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 een beslissing werd getroffen. ».

Wanneer de belastingsschuldige een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 een beslissing werd getroffen, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid. ».

Art. 130. In dezelfde wet wordt een artikel 219quater ingevoegd, luidende :

« Art. 219quater. — De aanvraag tot bemiddeling schort de tenuitvoerlegging van de aangevochten beschikking niet. ».

Afdeling 7. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 131. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad, te bepalen datum.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,
D. REYNERS

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Environnement,
B. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le Secrétaire d'Etat pour la Modernisation des Finances
et la Lutte contre la Fraude fiscale,
H. JAMAR

Le Secrétaire d'Etat pour la Simplification administrative,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

De Minister van Leefmilieu,
B. TOBBACK

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën
en de Strijd tegen de Fiscale Fraude,
H. JAMAR

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

MONITEUR BELGE — 08.05.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

25151

Note

(1) Documents de la Chambre des représentants :
51-2873 - 2006/2007 :
001 : Projet de loi.
002 : Amendements.
003 : Addendum.
004 à 008 : Amendements.
009 : Addendum.
010 à 013 : Rapports.
014 : Amendements.
015 : Rapport.
016 : Amendements.
017 : Avis du Conseil d'Etat.
018 à 021 : Rapports.
022 : Texte adopté par les commissions.
023 : Amendements.
024 : Rapport complémentaire.
025 : Texte adopté par les commissions.
026 : Amendements.
027 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Nota

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
51-2873 - 2006/2007 :
001 : Wetsontwerp.
002 : Amendementen.
003 : Addendum.
004 tot 008 : Amendementen.
009 : Addendum.
010 tot 013 : Verslagen.
014 : Amendementen.
015 : Verslag.
016 : Amendementen.
017 : Advies van de Raad van State.
018 tot 021 : Verslagen.
022 : Tekst aangenomen door de commissies.
023 : Amendementen.
024 : Aanvullend verslag.
025 : Tekst aangenomen door de commissies.
026 : Amendementen.
027 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Compte rendu intégral : 15 mars 2007.
Documents du Sénat :
3-2121 - 2006/2007 :
N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
N° 2 : Amendements.
N°s 3 à 6 : Rapports.
N° 7 : Décision de ne pas amender.
Annales du Sénat : 12 avril 2007.

Integraal verslag : 15 maart 2007.
Stukken van de Senaat :
3-2121 - 2006/2007 :
Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.
Nr. 2 : Amendementen.
Nrs. 3 tot 6 : Verslagen.
Nr. 7 : Beslissing om niet te amenderen.
Handelingen van de Senaat : 12 april 2007.

Annexe 2

AR 9 mai 2007

27944

MONITEUR BELGE — 24.05.2007 — BELGISCH STAATSBAD

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2110

[C — 2007/03250]

9 MAI 2007. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), notamment les articles 116, § 5 et 131;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2007,

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique du 25 janvier 2007;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget du 26 janvier 2007;

Vu le protocole de négociations du 18 avril 2007 du Comité Secteur II Finances;

Vu l'avis n° 42.589/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, et de Notre Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Création du service de conciliation fiscale et désignation de ses membres*

Article 1^{er}. Un service de conciliation fiscale, ci-après appelé « le service », est créé au sein du Service public fédéral Finances et placé sous la direction d'un collège composé d'au moins trois et d'au plus cinq membres, ci-après appelés « conciliateurs fiscaux ».

Le Ministre des Finances désigne le Président parmi les membres du collège.

Ce collège se compose d'un nombre égal de membres appartenant respectivement aux rôles linguistiques français et néerlandais, le Président éventuellement excepté.

Art. 2. Les conciliateurs fiscaux sont désignés, après un appel aux candidats effectué sur base de la description de fonction et du profil de compétence joints en annexe.

Les conciliateurs fiscaux sont désignés pour une période de cinq ans, cette désignation est renouvelable.

Ils exercent leur mandat à plein temps.

La première composition du collège se fera exclusivement avec des agents de niveau 1 (A) du Service public fédéral des Finances.

Art. 3. Le Roi peut, après avis du comité de direction, mettre fin au mandat des conciliateurs fiscaux par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

- 1) à leur demande;
- 2) pour des motifs graves.

Le mandat prend fin de plein droit lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans.

Art. 4. Le service est composé d'au moins vingt membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau A ou B et d'au moins trois membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau C.

En vue de la désignation de ces membres du personnel, un appel aux candidats est lancé dans toutes les administrations et services du Service public fédéral Finances.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2007 — 2110

[C — 2007/03250]

9 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), inzonderheid op de artikelen 116, § 5 en 131;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 25 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 26 januari 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 18 april 2007 van het Sectorcomité II-Financiën;

Gelet op het advies nr 42.589/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, en van Onze Staatssecretaris voor de Modernisering van Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting van de fiscale bemiddelingsdienst en aanwijzing van zijn leden*

Artikel 1. Bij de federale Overheidsdienst Financiën wordt een fiscale bemiddelingsdienst, hierna « de dienst » genoemd, opgericht en onder de leiding geplaatst van een college samengesteld uit ten minste drie en ten hoogste vijf leden, hierna « fiscaal bemiddelaars » genoemd.

De Minister van Financiën wijst onder de leden van het college een Voorzitter aan.

Dit college, eventueel met uitzondering van de Voorzitter, is samengesteld uit een gelijk aantal leden die respectievelijk behoren tot de Nederlandse en de Franse taalrol.

Art. 2. De fiscaal bemiddelaars worden aangeduid, na een oproep tot kandidaatstelling op basis van de functiebeschrijving en het competentieprofiel in bijlage.

De fiscaal bemiddelaars worden aangeduid voor een termijn van vijf jaar, deze aanduiding is hernieuwbaar.

Zij oefenen hun mandaat voltijds uit.

De eerste samenstelling van het college zal uitsluitend bestaan uit ambtenaren van niveau 1 (A) van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Art. 3. De Koning kan, na advies van het directiecomité, bij in Ministerraad overlegd besluit een einde maken aan het mandaat van de fiscaal bemiddelaars :

- 1) op hun verzoek;
- 2) om ernstige redenen.

Het mandaat eindigt van rechtswege wanneer zij de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Art. 4. De dienst is samengesteld uit ten minste twintig personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau A of B en ten minste drie personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau C.

Met het oog op de aanduiding van deze personeelsleden wordt in al de administraties en diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën een oproep tot de kandidaten gericht.

90

Pour pouvoir être désignés, les candidats doivent obtenir une mention favorable à la fin d'une procédure de sélection établie sur base d'une description de la fonction et d'un profil de compétences.

Cette procédure de sélection est fixée par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances désigne les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, parmi la liste des candidats retenus sur base de la procédure de sélection susvisée, sur proposition des conciliateurs fiscaux.

Cette désignation est valable pour cinq ans. Elle est renouvelable. A la demande des conciliateurs fiscaux, ou à la demande du membre du personnel, il peut être dérogé à cette durée dans des circonstances exceptionnelles, par décision dûment motivée du Ministre des Finances.

Une mutation, un changement de grade, un changement de classe de métiers ou une promotion dans l'administration d'origine ne peut être considérée comme une circonstance exceptionnelle visée à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les membres du personnel du Service public fédéral Finances, visés aux articles 2 et 4, sont mis à disposition du service et gardent dans leur administration d'origine leur droits à la promotion, au changement de grade, au changement de classe de métiers et à la mutation.

CHAPITRE II. — Fonctionnement du service de conciliation fiscale

Art. 6. Dans les limites de leurs attributions, les conciliateurs fiscaux ne reçoivent d'instructions d'aucune autorité.

Sauf le cas de faute grave, ils ne peuvent être relevés de leur charge, en raison d'actes qu'ils accomplissent dans le cadre de leurs fonctions.

Art. 7. Les conciliateurs fiscaux arrêtent un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par le Ministre des Finances et publié au *Moniteur belge*.

Art. 8. Sans préjudice des délégations qu'ils s'accordent par décision collégiale, les conciliateurs fiscaux agissent en tant que collège.

Les décisions sont adoptées à la majorité du quorum des membres du collège, chaque membre ayant une voix et le quorum étant déterminé par le règlement d'ordre intérieur. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Art. 9. Toute personne intéressée peut introduire une demande de conciliation soit par écrit, par télécopie ou par courrier électronique soit oralement lors des permanences organisées par le service.

Art. 10. Les demandes de conciliation font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

Lorsque la demande de conciliation est introduite oralement, elle est consignée par le service. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'accusé de réception est délivré immédiatement.

Art. 11. Le service informe le demandeur au plus tard dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande de conciliation de sa décision de traiter ou non cette demande ou de la transmission de celle-ci à un autre médiateur. Le refus de traiter une demande de conciliation est motivé.

Le service informe le service fiscal concerné de la demande de conciliation qu'il compte instruire.

Art. 12. Le rapport de conciliation est notifié au demandeur et au service fiscal concerné.

Art. 13. Le service adresse annuellement, au plus tard le 31 mars, un rapport de ses activités au Ministre des Finances par l'intermédiaire du Président du SPF Finances. Ces rapports peuvent contenir des recommandations jugées utiles que le service a déjà adressées au Président du SPF Finances et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des demandeurs et des membres du personnel du SPF Finances ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par le Ministre des Finances.

Om te kunnen worden aangeduid, moeten de kandidaten een gunstige vermelding bekomen aan het einde van een selectieprocedure op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel.

Deze selectieprocedure wordt vastgesteld door de Minister van Financiën.

Uit de lijst van de op basis van voormelde selectieprocedure weerhouden kandidaten, duidt de Minister van Financiën de personeelsleden aan bedoeld in het eerste lid, op voordracht van de fiscaal bemiddelaars.

De aanduiding geldt voor vijf jaar. Zij is hernieuwbaar. Op verzoek van de fiscaal bemiddelaars, of op verzoek van het personeelslid kan, in uitzonderlijke omstandigheden van deze duur worden afgeweken bij behoorlijk gemotiveerde beslissing van de Minister van Financiën.

Een mutatie, een verandering van graad, een verandering van vakklasse of een bevordering in de administratie van oorsprong kan evenwel niet worden beschouwd als een uitzonderlijke omstandigheid bedoeld in het vorige lid.

Art. 5. De personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën, bedoeld in de artikelen 2 en 4, worden ter beschikking gesteld van de dienst en behouden in hun administratie van oorsprong hun rechten op bevordering, verandering van vakklasse, verandering van graad en op mutatie.

HOOFDSTUK II. — Werking van de fiscale bemiddelingsdienst

Art. 6. Binnen de grenzen van hun bevoegdheid, ontvangen de fiscaal bemiddelaars van geen enkele overheid instructies.

Behoudens in geval van zware fout, kunnen zij niet van hun ambt worden ontheven wegens daden die zij stellen in het raam van hun ambtsvervulling.

Art. 7. De fiscaal bemiddelaars stellen een reglement van interne orde op. Dit reglement wordt goedgekeurd door de Minister van Financiën en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Onverminderd de delegaties die de ze elkaar bij collegiale beslissing verlenen, treden de fiscaal bemiddelaars op als college.

De beslissingen worden genomen door een meerderheid van het quorum van de leden van het college, elk lid beschikkend over één stem en het quorum zoals bepaald door het reglement van interne orde. In geval van pariteit van stemmen, is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Art. 9. Iedere belanghebbende kan een aanvraag tot bemiddeling indienen ofwel schriftelijk, per fax of per e-mail ofwel mondeling tijdens de permanentie georganiseerd door de dienst.

Art. 10. De aanvragen tot bemiddeling maken het voorwerp uit van een ontvangstbewijs uitgereikt aan de aanvrager binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

Wanneer de bemiddeling mondeling aangevraagd wordt, wordt zij op papier gezet door de dienst. In afwijking van het eerste lid wordt het ontvangstbewijs onmiddellijk uitgereikt.

Art. 11. De dienst deelt de aanvrager ten laatste binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag tot bemiddeling haar beslissing mee om deze aanvraag al dan niet te behandelen of ze aan een andere ombudsman door te zenden. De weigering om een klacht te behandelen wordt gemotiveerd.

De dienst fiscaal bemiddelaar stelt de betrokken fiscale dienst in kennis van de aanvraag tot bemiddeling die zij voornemens is te behandelen.

Art. 12. Het bemiddelingsverslag wordt aan de aanvrager en de betrokken fiscale dienst ter kennis gebracht.

Art. 13. Elk jaar en uiterlijk op 31 maart richt de dienst een verslag over haar activiteiten aan de Minister van Financiën door tussenkomst van de voorzitter van de FOD Financiën. Deze verslagen kunnen nuttig geachte aanbevelingen bevatten die de dienst heeft gericht aan de voorzitter van de FOD Financiën en vermelden de eventuele moeilijkheden die ze ondervindt bij de uitoefening van haar ambt.

De identiteit van de aanvrager en van de personeelsleden van de FOD Financiën mag niet worden vermeld in deze verslagen.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Minister van Financiën.

Art. 14. Les dispositions du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} mai 2007.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6^e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur Belge*.

Art. 15. Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNERS

Le Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances
et à la Lutte contre la fraude fiscale,
H. JAMAR

Annexe à l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

Description de la fonction et du profil de compétences
des membres du Collège du service de conciliation fiscale
Objectifs de la fonction et du service de conciliation fiscale

Le service de conciliation fiscale examine les demandes de conciliation dont il est saisi dans le cadre de la présente loi en toute objectivité, impartialité et en toute indépendance et ce dans le respect de la loi; il tend à concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation. Le service de conciliation fiscale peut également adresser des recommandations au Président du SPF Finances dont il dépend, notamment en ce qui concerne des actes ou des fonctionnements administratifs non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements.

Il sera dirigé par un collège et travaillera en toute indépendance hiérarchique aussi bien pour l'établissement des rapports de conciliation en matière fiscale (impôts des personnes physiques, impôts des sociétés, D&A, TVA, droit d'enregistrement, cadastre,...) que pour la formulation de recommandation au Président du SPF Finances.

Contexte de la fonction

Les membres du Collège du service de conciliation fiscale gèrent une équipe de collaborateurs d'au moins 23 personnes. Les membres du Collège sont désignés pour une période de 5 ans (renouvelable).

Outre l'expertise fiscale qu'ils possèdent et qu'ils veilleront à actualiser, ils participeront pleinement à la création du service, la sélection du personnel, la gestion quotidienne et la réalisation des objectifs du service de conciliation fiscale. Ils veilleront à identifier les facteurs clés de succès pour garantir le fonctionnement optimal du service.

Missions, résultats et responsabilités

Les membres du Collège auront pour principales missions, résultats et responsabilités, les points suivants :

- Atteindre les objectifs déterminés de manière efficace et efficiente
- Diriger, motiver, évaluer et développer les collaborateurs directs

— Rédiger un rapport de manière autonome sur les dossiers soumis à la procédure de conciliation

— Gérer et organiser le travail de manière à ce que les rapports de conciliation soient rendus dans les plus brefs délais

— Rédiger annuellement un rapport de ses activités

— Formuler des recommandations au Président du SPF Finances en ce qui concerne des points non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements

Art. 14. De bepalingen van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) en dit besluit treden in werking op 1 mei 2007.

In afwijking van het vorige lid kan de aanvraag tot bemiddeling slechts worden ingediend, met ingang van de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. Onze Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Staatssecretaris voor de Modernisering van Financiën
en de Strijd tegen de fiscale fraude,
H. JAMAR

Bijlage bij het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

Beschrijving van de functie en het competentieprofiel
van de leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst
Doelstellingen van de functie en van de fiscale bemiddelingsdienst

De fiscale bemiddelingsdienst onderzoekt in alle objectiviteit, onpartijdig, volledig, onafhankelijk en met inachtneming van de wet, de bemiddelingsverzoeken die aan de dienst worden voorgelegd in het kader van de onderhavige wet; hij streeft ernaar de standpunten van de partijen te verzoenen en stuurt hen een bemiddelingsverslag. De fiscale bemiddelingsdienst kan eveneens aanbevelingen doen aan de Voorzitter van de FOD Financiën, waarvan de dienst afhangt, met name wat betreft bestuurshandelingen of de werking van de Administratie die niet conform de beginselen van behoorlijk bestuur en de wetten en reglementen zijn.

De dienst zal worden geleid door een college en zal volledig onafhankelijk van de hiërarchie werken, zowel voor het opstellen van de bemiddelingsverslagen inzake belastingen (personenbelasting, vennootschapsbelasting, D&A, BTW, registratierechten, kadaster,...) als voor het formuleren van aanbevelingen aan de Voorzitter van de FOD Financiën.

Context van de functie

De leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst beheren een team medewerkers bestaande uit ten minste 23 personen. De leden van het College worden aangewezen voor een periode van vijf jaar (verlengbaar).

Zij dienen de fiscale expertise waarover zij beschikken, up-to-date te houden. Daarnaast zullen zij volop meewerken aan de oprichting van de dienst, de selectie van het personeel, het dagelijks beheer en de verwezenlijking van de doelstellingen van de fiscale bemiddelingsdienst. Zij zullen ervoor zorgen de sleutelsuccesfactoren te bepalen om de optimale werking van de dienst te garanderen.

Opdrachten, resultaten en verantwoordelijkheden

De voornaamste opdrachten, resultaten en verantwoordelijkheden van de leden van het College zijn :

— De vastgelegde doelstellingen doelmatig en efficiënt bereiken

— De directe medewerkers leiden, motiveren, evalueren en tot ontplooiing laten komen

— Autonom een verslag opstellen over de dossiers die aan de bemiddelingsprocedure worden onderworpen

— Het werk zodanig beheren en organiseren dat de bemiddelingsverslagen zo snel mogelijk worden afgeleverd

— Jaarlijks een activiteitenverslag opstellen

— Aanbevelingen doen aan de Voorzitter van de FOD Financiën wat betreft punten die niet conform de beginselen van behoorlijk bestuur en de wetten en reglementen zijn

— Prendre les dispositions nécessaires afin de garantir un traitement approprié des demandes

— Assurer une gestion performante de la connaissance pour toutes les matières relevant de leur compétence

— Créer, organiser et développer les interactions avec les autres services, piliers et entités du SPF Finances

— Collaborer au développement et à l'organisation d'une politique active de communication envers les citoyens, notamment par l'organisation de permanences

— Etablir les synergies et la coopération avec les institutions nationales et ou internationales (UE, OCDE,...), les SPF (Economie, Affaires étrangères, Emploi,...) et tous les services des Finances qui intéressent le service de conciliation fiscale

— Assurer un service de qualité pour tous les citoyens et opérateurs économiques

— Collaborer avec les différents responsables (N-1, N-2, DG,...) et experts du SPF Finances dans le but de traiter les dossiers soumis.

Compétences

Compétences techniques et spécifiques de la fonction

— Diplôme de 2^e cycle de l'enseignement universitaire ou de niveau universitaire ou titulaire d'un grade de niveau 1 (A)

— Avoir 5 ans d'expérience en matière fiscale

— Avoir une expérience approfondie dans le traitement juridique et pratique de dossiers complexes au niveau fiscal

— Savoir également négocier au niveau social et économique

— Connaissance approfondie de la législation fiscale belge

— Connaissance des principes de base de la fiscalité européenne et internationale

— Connaissance du fonctionnement et de la structure des services publics fédéraux

— Savoir fonctionner dans un environnement multilingue

— Compétences génériques et managériales

— Avoir le sens des responsabilités et être proactif

— Etre capable d'analyser des données de façon critique et d'évaluer l'information

— Etre capable de développer une vision et d'intégrer des données de divers contenus, de générer des solutions alternatives et d'élaborer des conclusions cohérentes

— Avoir de l'impact, être capable de mener un processus de conciliation

— Faire preuve de pensée novatrice, créative et flexible

— Etre capable de définir et de réaliser des objectifs de façon proactive

— Etre capable de travailler en équipe au sein du Collège

— Savoir encadrer, motiver et développer ses collaborateurs

— Etre capable de diriger des équipes

— Etre en mesure de collaborer et de travailler au sein d'un réseau

— Très bons sens de l'écoute

— Très bons sens de la communication écrite et verbale

— Etre orienté citoyen, client et résultat

— Etre loyal et intègre

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNERS

Le Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances
et à la Lutte contre la fraude fiscale,
H. JAMAR

— De nodige schikkingen treffen om een gepaste verwerking van de aanvragen te waarborgen

— De kennis inzake alle materies die tot hun bevoegdheid behoren, performant beheren

— De interacties met de andere diensten, pijlers en entiteiten van de FOD Financiën op stapel zetten, organiseren en ontwikkelen

— Meewerken aan de ontwikkeling en organisatie van een actief communicatiebeleid ten aanzien van de burgers, met name door de organisatie van een permanentie

— De synergieën en de samenwerking op touw zetten met de nationale en/of internationale instellingen (EU, OESO,...), de FODs (Economie, Buitenlandse Zaken, Werkgelegenheid,...) en met alle diensten van Financiën die van belang zijn voor de fiscale bemiddelingsdienst

— Zorgen voor een kwaliteitsvolle dienstverlening aan alle burgers en deelnemers aan het economische leven

— Samenwerken met de verschillende functionarissen (N-1, N-2, DG,...) en experts van de FOD Financiën met het oog op de behandeling van de voorgelegde dossiers.

Competenties

Technische en specifieke competenties van de functie

— Diploma van de 2e cyclus van het universitair onderwijs of van universitair niveau of bekleed zijn met een graad van niveau 1 (A)

— 5 jaar ervaring hebben in fiscale aangelegenheden

— Grondige ervaring hebben in de juridische en praktische behandeling van complexe dossiers op fiscaal vlak

— Ook op sociaal en economisch vlak kunnen onderhandelen

— Grondige kennis van de Belgische fiscale wetgeving

— Kennis van de grondbeginselen van de Europese en internationale fiscaliteit

— Kennis van de werking en de structuur van de federale overheidsdiensten

— Kunnen functioneren in een meertalige omgeving

Algemene en managementcompetenties

— Verantwoordelijkheidszin hebben en proactief zijn

— Gegevens op kritische wijze kunnen analyseren en informatie kunnen beoordelen

— Een visie kunnen ontwikkelen en inhoudelijk verschillende gegevens kunnen integreren, alternatieve oplossingen kunnen bedenken en coherente conclusies kunnen uitwerken

— Invloed uitoefenen, een bemiddelingsproces kunnen leiden

— Blijk geven van innovatief, creatief en flexibel denken

— Doelstellingen proactief kunnen definiëren en verwezenlijken

— In team kunnen werken binnen het College

— Zijn medewerkers kunnen begeleiden, motiveren en tot ont-plooiing laten komen

— Teams kunnen leiden

— In staat zijn om samen te werken en binnen een netwerk te werken

— Een zeer goede luistervaardigheid bezitten

— Uitmendend kunnen communiceren, zowel schriftelijk als mondeling

— Burger-, klant- en resultaatgericht zijn

— Loyaal en integer zijn

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën
en de Strijd tegen de fiscale fraude,
H. JAMAR

Annexe 3 MB 16 mai 2007

MONITEUR BELGE — 15.06.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

32649

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2468 [C — 2007/03315]

16 MAI 2007. — Arrêté ministériel fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale

Le Ministre des Finances,

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;
Vu l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2007;
Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu le protocole des négociations du 18 avril 2007 du Comité de secteur II Finances;

Vu l'avis n° 42.586/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les candidats à une fonction au sein du service de conciliation fiscale doivent avoir les compétences et les aptitudes fixées dans la description de fonction et le profil de compétences afférents à cette fonction.

§ 2 La description de fonction et le profil de compétences afférents à la fonction à conférer au sein du service de conciliation fiscale sont déterminés par les conciliateurs fiscaux en collaboration avec le Service d'encadrement Personnel et Organisation.

Art. 2. Une commission de sélection est constituée. Elle se compose de :

— par rôle linguistique, un membre du collège chargé de la direction du service de conciliation fiscale;

— par rôle linguistique, un titulaire d'une fonction de management –1 ou d'une fonction de management –2 d'une entité fiscale;

— par rôle linguistique, un membre du personnel du Service d'encadrement Personnel et Organisation désigné par le Directeur du Service d'encadrement Personnel et Organisation.

La commission de sélection ne peut valablement procéder à l'audition des candidats et à la délibération que pour autant que la majorité des membres soit présente et que deux d'entre eux au moins soient du rôle linguistique du candidat.

Art. 3. La procédure de sélection contient les étapes suivantes :

1° un appel aux candidats est effectué au moyen d'un mode de publicité adéquat;

2° sur base des dossiers introduits (curriculum vitae standardisés) une épreuve orale devant la commission susmentionnée est organisée.

Cette partie a pour but d'évaluer les compétences spécifiques à la fonction de chaque candidat, énumérées dans la description de fonction et le profil de compétences correspondant et de donner à chacun des candidats une des mentions suivantes : « favorable » ou « défavorable ».

Les candidats qui ont obtenu la mention « favorable » sont classés.

3° Les candidats sont informés de la mention et, le cas échéant, du classement qui leur a été attribué.

4° La liste des candidats ayant obtenu la mention « favorable » et leur classement, sont communiqués aux conciliateurs fiscaux ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 2468 [C — 2007/03315]

16 MEI 2007. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de fiscale bemiddelingsdienst

De Minister van Financien,

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;
Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 25 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van van 18 april 2007 het Sectorcomité II-Financiën;

Gelet op het advies nr. 42.586/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Artikel 1. § 1. De kandidaten voor een functie binnen de fiscale bemiddelingsdienst moeten de competenties en de bekwaamheden hebben zoals die zijn vastgelegd in de functiebeschrijving en het competentieprofiel betreffende deze functie.

§ 2 De functiebeschrijving en het competentieprofiel betreffende de functie die binnen de fiscale bemiddelingsdienst te bevestigen is, wordt bepaald door de fiscaal bemiddelaars, in samenwerking met de Stafdienst Personeel en Organisatie.

Art. 2. Een selectiecommissie wordt opgericht. Zij is samengesteld uit :

— per taalrol, een lid van het college belast met de leiding van de fiscale bemiddelingsdienst;

— per taalrol, een houder van de managementfunctie –1 of van een managementfunctie –2 van een fiscale entiteit;

— per taalrol, een personeelslid van de Stafdienst Personeel en Organisatie aangeduid door de Directeur van de Stafdienst Personeel en Organisatie.

De selectiecommissie kan slechts op geldige wijze overgaan tot het horen van de kandidaten en tot de deliberatie voor zover de meerderheid van de leden aanwezig is en minstens twee van de leden tot de taalrol van de kandidaat behoren.

Art. 3. De selectieprocedure bestaat uit de volgende stappen :

1° een oproep tot de kandidaten door middel van een gepast publiciteitsmiddel;

2° op basis van de ingediende dossiers (gestandaardiseerd curriculum vitae) wordt een mondelinge proef georganiseerd door de bovengenoemde commissie.

Dit gedeelte heeft tot doel de functiespecifieke competenties van elke kandidaat, opgesomd in de desbetreffende functiebeschrijving en competentieprofiel, te evalueren en aan elke kandidaat één van de volgende vermeldingen toe te kennen : « gunstig » of « ongunstig ».

De kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben bekomen, worden gerangschikt.

3° De kandidaten worden ingelicht over de vermelding evenals, in voorkomend geval, over de rangschikking die hen is toegekend.

4° De lijst met kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben bekomen en hun rangschikking, worden meegedeeld aan de fiscaal bemiddelaars.

Art. 4. § 1^{er} Lorsqu'une désignation doit avoir lieu, il est fait appel, par priorité, aux candidats ayant obtenu la mention « favorable » lors d'une sélection antérieure.

§ 2 Une nouvelle sélection ne sera organisée qu'en l'absence de candidat ayant obtenu la mention « favorable » lors d'une sélection antérieure et, au moins, tous les cinq ans.

Art. 5. Cet arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Bruxelles, le 16 mai 2007.

D. REYNERS

Art. 4. § 1 Wanneer een nieuwe aanduiding dient te gebeuren, wordt er bij voorrang beroep gedaan op de kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben verkregen tijdens een voorafgaande selectie.

§ 2 Er wordt slechts een nieuwe selectie georganiseerd bij gebrek aan kandidaten die tijdens een voorafgaande selectie de vermelding « gunstig » hebben gekregen en ten minste elke vijf jaar.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Brussel, 16 mei 2007.

D. REYNERS

Annexe 4

Règlement d'ordre interieur

BELGISCH STAATSBLADE — 07.05.2010 — MONITEUR BELGE

25645

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2010/03293]

Reglement interne orde Fiscale Bemiddelingsdienst

Het College,

Gelet op artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV);

Stelt het Reglement van interne orde van de Fiscale Bemiddelingsdienst vast :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1. de wet van 25 april 2007 : de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) die de fiscale bemiddeling invoert;

2. het koninklijk besluit van 9 mei 2007 : het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) dat de fiscale bemiddelingsdienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën opricht;

3. het ministerieel besluit van 16 mei 2007 : het ministerieel besluit van 16 mei 2007 tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de fiscale bemiddelingsdienst;

4. het College : het College bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007;

5. de FBD : de fiscale bemiddelingsdienst opgericht bij de Federale Overheidsdienst Financiën bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007.

HOOFDSTUK 2. — Het College

Art. 2. Het College vergadert op initiatief van de voorzitter of op verzoek van minimaal twee van zijn leden.

Art. 3. Het College vergadert op het adres van de FBD; de voorzitter kan echter beslissen om op een andere plaats te vergaderen.

Art. 4. De voorzitter stelt de dagorde van de vergaderingen op. De leden hebben het recht een punt te laten opnemen op de agenda. Ieder niet op de agenda voorzien punt kan slechts behandeld worden mits instemming van de meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 5. De oproepingen gaan uit van de voorzitter; de dagorde der zitting en, in voorkomend geval, bondige nota's van de op de dagorde ingeschreven punten worden er aangehecht; zij moeten de leden van het College uiterlijk twee volle werkdagen vóór de vergadering bereiken tenzij in behoorlijk gemotiveerde dringende gevallen, waarvan de beoordeling aan de voorzitter wordt gelaten. Eens de oproeping verzonden, worden alle bescheiden of dossiers betreffende de erin opgenomen aangelegenheden ter beschikking van de leden gehouden.

Art. 6. De oproepingen en de dagorde van de vergaderingen worden in het Nederlands en in het Frans opgesteld; de notulen worden opgemaakt in de taal van het dossier.

Art. 7. Het secretariaat van het College wordt verricht door één of meer door de voorzitter, onder de personeelsleden van de FBD, aangeduide secretarissen.

Art. 8. § 1. Het College kan geldig vergaderen, beraadslagen en stemmen wanneer de meerderheid van zijn leden, waaronder minstens één lid van iedere taalrol, aanwezig of vertegenwoordigd is.

§ 2. Een lid, dat verhinderd is om aan de vergadering deel te nemen, kan volmacht geven aan een ander lid van het College, maar een lid kan slechts één ander lid vertegenwoordigen. Het mandaat moet schriftelijk worden gegeven.

§ 3. De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. Bij ontstentenis van een consensus worden de beslissingen genomen bij eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Voor de berekening van de stemmen worden de onthoudingen niet in aanmerking genomen.

§ 4. Alle leden zijn ertoe gehouden de beslissingen en afspraken binnen het College collegiaal en loyaal uit te voeren en te verdedigen.

§ 5. Het lid van het College dat een vergadering niet kan bijwonen, kan zijn opmerkingen of adviezen schriftelijk of mondeling meedelen aan de voorzitter, die ze ter kennis van de andere leden brengt vooraleer de beraadslaging over de beoogde punten aan te vatten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2010/03293]

Règlement d'ordre interieur Service de Conciliation fiscale

Le Collège,

Vu l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

Arrête le Règlement d'ordre interieur du Service de Conciliation fiscale :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1. la loi du 25 avril 2007 : la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), en ce qu'elle fixe le cadre de la conciliation fiscale;

2. l'arrêté royal du 9 mai 2007 : l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), en ce qu'il concerne la création du service de conciliation fiscale au sein du Service public fédéral Finances;

3. l'arrêté ministériel du 16 mai 2007 : l'arrêté ministériel du 16 mai 2007 fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale;

4. le Collège : le Collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007;

5. le SCF : le service de conciliation fiscale créé au sein du Service public fédéral Finances par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007.

CHAPITRE 2. — Le Collège

Art. 2. Le Collège se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'au moins deux de ses membres.

Art. 3. Le Collège se réunit à l'adresse du SCF; le président a toutefois la faculté de fixer un autre lieu de réunion.

Art. 4. Le président établit l'ordre du jour des réunions. Les membres ont le droit de faire figurer un point à l'ordre du jour. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut être traité qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

Art. 5. Les convocations émanent du président; elles sont accompagnées de l'ordre du jour de la séance et, le cas échéant, de notes succinctes exposant les points portés à l'ordre du jour; elles doivent parvenir aux membres du Collège au plus tard deux jours ouvrables francs avant la réunion sauf en cas d'urgence dûment motivée, dont l'appréciation est laissée au président. A partir de l'envoi de la convocation, tous documents ou dossiers relatifs aux questions qui y sont inscrites sont tenus à la disposition des membres.

Art. 6. Les convocations et les ordres du jour des réunions du Collège sont rédigés en français et en néerlandais; les procès-verbaux sont rédigés dans la langue du dossier.

Art. 7. Le secrétariat du Collège est assuré par un ou plusieurs secrétaires désignés par le président parmi les membres du personnel du SCF.

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège peut valablement se réunir, délibérer et voter si la majorité de ses membres, comprenant au moins un membre de chaque rôle linguistique, est présente ou représentée.

§ 2. Un membre empêché d'assister à la réunion peut donner mandat à un autre membre du Collège, mais un membre ne peut représenter qu'un seul autre membre. Le mandat doit être donné par écrit.

§ 3. Les décisions sont de préférence prises par consensus. A défaut d'un consensus, les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Pour le calcul des voix, les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 4. Tous les membres sont tenus d'exécuter et de défendre collectivement et loyalement les décisions et engagements pris au sein du Collège.

§ 5. Le membre du Collège qui ne peut participer à une réunion peut communiquer par écrit ou oralement ses remarques ou avis au président, qui les porte à la connaissance des autres membres avant le début de la discussion sur les points visés.

25646

BELGISCH STAATSBAD — 07.05.2010 — MONITEUR BELGE

Art. 9. § 1. Een exemplaar van het ontwerp van de notulen wordt toegezonden aan de leden.

De notulen worden op de volgende vergadering van het College besproken en goedgekeurd.

§ 2. De notulen van de vergaderingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, na goedkeuring door de leden van het College.

Art. 10. De voorzitter kan in functie van de dagorde elke persoon uitnodigen van wie hij de aanwezigheid noodzakelijk acht.

Art. 11. De beslissingen en de bemiddelingsverslagen worden ondertekend door de voorzitter en het lid van het College verantwoordelijk voor het betreffende dossier of door de voorzitter en een ander lid van het College wanneer de voorzitter zelf dossierverantwoordelijke is. Het College kan, voor de materies die het bepaalt, een delegatie van handtekening verlenen aan één of aan verscheidene van zijn leden.

HOOFDSTUK 3. — De voorzitter

Art. 12. De voorzitter zit het College voor. Hij verzekert de dagelijkse werking van de FBD in samenwerking met de andere leden van het College. In geval van afwezigheid of van verhinderd van de voorzitter, duidt hij een vervanger aan.

Art. 13. De voorzitter vertegenwoordigt de dienst tegenover de autoriteiten en derden.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen

Art. 14. Het reglement van interne orde kan bij volstreekte meerderheid van de leden van het College worden gewijzigd.

HOOFDSTUK 5. — Inwerkingtreding

Art. 15. Dit reglement van interne orde treedt in werking de dag dat het door de Minister van Financiën wordt goedgekeurd.

Art. 9. § 1^{er}. Un exemplaire du projet de procès-verbal est communiqué aux membres.

Les procès-verbaux sont discutés et approuvés à la prochaine réunion du Collège.

§ 2. Les procès-verbaux des séances sont signés par le président et le secrétaire, après approbation par les membres du Collège.

Art. 10. En fonction de l'ordre du jour, le président peut inviter toute personne dont il estime la présence utile.

Art. 11. Les décisions et les rapports de conciliation sont signés par le président et le membre du Collège responsable pour le dossier concerné ou par le président et un autre membre du Collège lorsque le président est lui-même responsable du dossier. Le Collège peut accorder une délégation de signature pour les matières qu'il désigne, à un ou plusieurs de ses membres.

CHAPITRE 3. — Le président

Art. 12. Le président préside le Collège. Il assure la gestion journalière du SCF avec la collaboration des autres membres du Collège. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il désigne un suppléant.

Art. 13. Le président représente le service à l'égard des autorités et des tiers.

CHAPITRE 4. — Modifications

Art. 14. Le règlement d'ordre intérieur peut être modifié à la majorité absolue des membres du Collège.

CHAPITRE 5. — Entrée en vigueur

Art. 15. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de son approbation par le Ministre des Finances.

Annexe 5

L 29 avril 2013

26996

MONITEUR BELGE — 10.05.2013 — BELGISCH STAATSBAD

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03150]

29 AVRIL 2013. — Loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre la conciliation fiscale aux demandes de dégrèvement d'office (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 376^{quinqüies} du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots "ou, lorsque l'application de l'article 376 a été demandée" sont insérés entre les mots "directeur des contributions" et les mots ", le redevable";
- 2° dans le § 2, les mots "ou sur l'application de l'article 376" sont chaque fois insérés après les mots "lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Note

- (1) Documents de la Chambre des représentants :
53-2358 – 2011/2012 :
N° 1 : Proposition de loi de MM. De Potter, Devlies, Coëme et Destrebecq, Mmes Lanjri et Slegers et MM. Van den Bergh, Vercamer et Waterschoot.
53-2358 – 2012/2013 :
N° 2 : Addendum.
N° 3 : Amendements.
N° 4 : Rapport.
N° 5 : Texte adopté par la commission.
N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 14 mars 2013.
Documents du Sénat :
5-2011 – 2012/2013 :
N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2013/03150]

29 APRIL 2013. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de fiscale bemiddeling uit te breiden tot verzoeken tot ambtshalve ontheffing (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 376^{quinqüies} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij wet van 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden "of wanneer om de toepassing van artikel 376 werd verzocht" ingevoegd tussen de woorden "directeur der belastingen" en de woorden "kan de";
- 2° in § 2 worden de woorden "of over de toepassing van artikel 376" telkens ingevoegd na de woorden "wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

- (1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
53-2358 – 2011/2012 :
Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren De Potter, Devlies, Coëme en Destrebecq, de dames Lanjri en Slegers en de heren Van den Bergh, Vercamer en Waterschoot.
53-2358 – 2012/2013 :
Nr. 2 : Addendum.
Nr. 3 : Amendementen.
Nr. 4 : Verslag.
Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.
Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 14 maart 2013.
Stukken van de Senaat :
5-2011 – 2012/2013 :
Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

Annexe 6

L 10 juillet 2017

74108

MONITEUR BELGE — 20.07.2017 — Ed. 2 — BELGISCH STAATSBLAD

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/30563]

10 JUILLET 2017. — Loi renforçant le rôle
du service de conciliation fiscale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui
suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la
Constitution.

CHAPITRE 2

Effet suspensif de la demande de conciliation fiscale

Art. 2. A l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des
dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

2^o entre les paragraphes 1^{er} et 2, sont insérés les para-
graphes 1^{er}/1 et 1^{er}/2, rédigés comme suit :

"§ 1^{er}/1. Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet
suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits du Trésor sont
en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à
laquelle la demande de conciliation fiscale a été déclarée recevable.

Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de
l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des concilia-
teurs fiscaux, sauf désistement ou accord préalable des parties concer-
nées, et au plus tard un mois avant l'expiration du délai visé à
l'article 1385undecies, alinéa 4, du Code judiciaire.

§ 1^{er}/2. Si la demande de conciliation est relative à un conflit avec le
receveur chargé du recouvrement des créances fiscales ou non fiscales,
tous les moyens d'exécution visés dans le Titre III de la cinquième
partie du Code Judiciaire, sont suspendus pendant un mois au
maximum et les saisies déjà pratiquées gardent leur caractère conserva-
toire, à l'exception des saisies arrêts entre les mains d'un tiers déjà
pratiquées dont le plein effet est maintenu.

Ce qui précède vaut également pour la saisie-arrest exécution entre les
mains d'un tiers inscrite en exécution de l'article 300, § 1^{er}, du Code des
impôts sur les revenus 1992, pour la saisie-arrest-exécution entre les
mains d'un tiers inscrite à l'article 85bis du Code de la taxe sur la valeur
ajoutée, pour la saisie-arrest-exécution entre les mains d'un tiers inscrite
à l'article 6 de la loi domaniale du 22 décembre 1949 et pour la
saisie-arrest-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 101 du
Règlement général sur les frais de justice en matière répressive du
28 décembre 1950."

Art. 3. L'article 1385undecies du Code judiciaire, inséré par la loi du
23 mars 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le délai de six mois visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé
comme prévu à l'alinéa 3, est prolongé de quatre mois au maximum
lorsque le contribuable a introduit une demande de conciliation
déclarée recevable auprès du service de conciliation fiscale visé à
l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions
diverses (IV)."

CHAPITRE 3. — *Droit d'assister à l'audition*

Art. 4. Dans l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des
dispositions diverses (IV), le paragraphe 3 est complété par un alinéa
rédigé comme suit :

"A cette fin, le service de conciliation fiscale peut assister à l'audition
organisée dans le cadre du traitement du litige pour lequel une
demande de conciliation est introduite, bien que ce droit d'être entendu
ne soit pas explicitement prévu dans la loi."

CHAPITRE 4. — *Rapport annuel*

Art. 5. Le Ministre des Finances adresse chaque année à la Chambre
des représentants un rapport portant sur l'application de l'article 116 de
la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

L'identité des demandeurs d'une conciliation et des membres du
personnel du Service public fédéral Finances ne peut être mentionnée
dans le rapport. Ces rapports peuvent contenir des recommandations
jugées utiles que le service de conciliation fiscale a adressées au
président du Service public fédéral Finances et exposent les éventuelles
difficultés que le service de conciliation fiscale rencontre dans l'exercice
de ses fonctions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2017/30563]

10 JULI 2017. — Wet tot versterking van de rol
van de fiscale bemiddelingsdienst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij
bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in
artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Schorsend effect van een aanvraag tot fiscale bemiddeling

Art. 2. In artikel 116, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse
bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;

2^o tussen de paragrafen 1 en 2 worden de paragrafen 1/1 en 1/2 inge-
voegd, luidende :

"§ 1/1. Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft
een schorsende werking op het nemen van enige beslissing, behalve
indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsingstermijn
vangt aan vanaf de datum waarop de aanvraag tot fiscale bemiddeling
ontvankelijk is verklaard.

De in het eerste lid bedoelde schorsingstermijn wordt beëindigd op
de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het
College van fiscaal bemiddelaars, behoudens verzaking of eerder
akkoord tussen de betrokken partijen, en ten laatste één maand voor het
verstrijken van de in artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechte-
lijk Wetboek bedoelde termijn.

§ 1/2. Indien de aanvraag tot bemiddeling betrekking heeft op een
betwisting met de ontvanger belast met de invordering van de fiscale of
niet-fiscale schuldvorderingen, zijn alle middelen van tenuitvoerleg-
ging bedoeld in Titel III van het vijfde deel van het Gerechtelijk
Wetboek, gedurende maximum een maand geschorst en behouden de
reeds gelegde beslagen hun bewarende werking, met uitzondering van
de reeds gelegde beslagen onder derden die hun volle uitwerking
behouden.

Het voorgaande geldt eveneens voor het uitvoerend beslag onder
derden ingevoegd in uitvoering van artikel 300, § 1, van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992, het uitvoerend beslag onder derden
vervat in artikel 85bis van het Wetboek van de belasting over de
toegevoegde waarde, het uitvoerend beslag onder derden vervat in
artikel 6 van de domaniale wet van 22 december 1949 en het uitvoerend
beslag onder derden vervat in artikel 101 van het algemeen reglement
op de gerechtskosten in strafzaken van 28 december 1950."

Art. 3. Artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd
bij de wet van 23 maart 1999, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden, desgeval-
lend verlengd als bepaald in het derde lid, wordt met maximum vier
maanden verlengd wanneer de belastingplichtige een ontvankelijk
verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft ingediend bij de fiscale
bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van
25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

HOOFDSTUK 3. — *Recht om de hoorzitting bij te wonen*

Art. 4. In artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse
bepalingen (IV), wordt paragraaf 3 aangevuld met een lid, luidende :

"Daartoe kan de fiscale bemiddelingsdienst de hoorzitting bijwonen
die wordt georganiseerd in het kader van de behandeling van het
geschil waarvoor een aanvraag tot bemiddeling is ingediend, ongeacht
of dit hoorrecht uitdrukkelijk in de wet is bepaald."

HOOFDSTUK 4. — *Jaarverslag*

Art. 5. De Minister van Financiën zendt elk jaar een verslag over de
toepassing van artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende
diverse bepalingen (IV) naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De identiteit van de aanvragers om bemiddeling en van de perso-
neelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën mag niet in het
verslag worden vermeld. Deze verslagen kunnen nuttig geachte
aanbevelingen bevatten die de fiscale bemiddelingsdienst heeft gericht
aan de voorzitter van de Federale Overheidsdienst Financiën en
vermelden de eventuele moeilijkheden die de fiscale bemiddelings-
dienst ondervindt bij de uitoefening van zijn ambt.

Le rapport est publié par la Chambre des représentants.

CHAPITRE 5. — *Droit d'introduire une réclamation valable auprès du service de conciliation fiscale*

Art. 6. Dans l'article 366 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 3 août 2016, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

"Lorsque la réclamation est adressée à un fonctionnaire de l'administration chargé de l'établissement des impôts sur les revenus autre que celui visé à l'alinéa 1^{er}, à un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, ou au Service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire ou ce service.

Le fonctionnaire ou le service visés à l'alinéa 2 transmet la réclamation immédiatement au conseiller général visé à l'alinéa 1^{er} et en informe le réclamant."

CHAPITRE 6. — *Adaptation à l'évolution de l'organisation et des structures de l'Administration générale de la perception et du recouvrement*

Art. 7. L'article 399bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 399bis. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle un impôt ou un précompte peut être mis en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

Art. 8. L'article 85ter du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 85ter. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle la taxe peut être mise en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K54-0607
Compte rendu intégral : 29 juin 2017

Het verslag wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers openbaar gemaakt.

HOOFDSTUK 5. — *Recht om een geldig bezwaarschrift in te dienen bij de fiscale bemiddelingsdienst*

Art. 6. In artikel 366 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 3 augustus 2016, worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

"Wanneer het bezwaarschrift is gericht aan een andere ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen dan deze bedoeld in het eerste lid, aan een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen of aan de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), blijft het bezwaarschrift geldig ingediend vanaf de datum van ontvangst door die ambtenaar of die dienst.

De in het tweede lid bedoelde ambtenaar of bedoelde dienst zendt het bezwaarschrift onmiddellijk door aan de in het eerste lid bedoelde adviseur-generaal en stelt de bezwaarindieners hiervan in kennis."

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing aan de evolutie in de organisatie en structuren van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering*

Art. 7. Artikel 399bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 399bis. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, kan de belastingsschuldige of ieder ander persoon lastens wie een belasting of voorheffing kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

Art. 8. Artikel 85ter van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 85ter. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering, kan de belastingsschuldige of ieder ander persoon lastens wie de belasting kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

Art. 9. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 10 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K54-0607
Integraal verslag : 29 juni 2017

Annexe 7

L 29 mars 2018

33474

BELGISCH STAATSBAD — 13.04.2018 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2018/11492]

29 MAART 2018. — Wet tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Overdracht van de bevoegdheid inzake kwijtschelding van belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes

Art. 2. Er wordt bij de fiscale bemiddelingsdienst, bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), een "Cel administratieve sancties" opgericht, belast met de opdracht bedoeld in artikel 5.

Voorname cel wordt onder de leiding geplaatst van het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Art. 3. Artikel 9 van het Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen is niet van toepassing wat de inkomstenbelastingen, de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de diverse rechten en taksen betreft.

Art. 4. Artikel 20 van het Wetboek diverse rechten en taksen, hersteld bij de wet van 19 december 2006, wordt opgeheven.

Art. 5. Onverminderd de toepassing van in de specifieke wetten voorziene bepalingen, beslist de fiscale bemiddelingsdienst, bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes bedoeld in de artikelen 444 en 445 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes bedoeld in artikel 2, derde lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van de proportionele en niet-proportionele boetes bedoeld in het Wetboek diverse rechten en taksen, voor zover die belastingverhogingen en administratieve boetes niet meer onderhevig zijn aan enig administratief en rechterlijk beroep en zij niet zijn opgelegd ingevolge inbreuken die via de administratieve weg zijn geregeld in het kader van het overleg, ingevoerd door de wet van 20 september 2012 tot instelling van de "una via"-principe in de vervolging van overtredingen van de fiscale wetgeving en tot verhoging van de fiscale penale boetes.

Art. 6. De beslissingen over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes gericht aan de fiscale bemiddelingsdienst worden genomen door een meerderheid van het quorum van de leden van het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), elk lid beschikkend over één stem en het quorum zoals bepaald door het reglement van interne orde. In geval van pariteit van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. De minister bevoegd voor Financiën richt elk jaar een verslag over de toepassing van dit hoofdstuk aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/11492]

29 MARS 2018. — Loi visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Transfert de la compétence relative à la remise d'accroissements d'impôts et d'amendes administratives fiscales

Art. 2. Une "Cellule sanctions administratives" chargée des missions visées à l'article 5 est créée au sein du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

La cellule précitée est placée sous la direction du collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007, portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 3. L'article 9 de l'Arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des finances ne s'applique pas en ce qui concerne les impôts sur les revenus, les taxes assimilées aux impôts sur les revenus et les droits et taxes divers.

Art. 4. L'article 20 du Code des droits et taxes divers, rétabli par la loi du 19 décembre 2006, est abrogé.

Art. 5. Sans préjudice de l'application des dispositions prévues par des lois particulières, le service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) statue sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives visés aux articles 444 et 445 du Code des impôts sur les revenus 1992, sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives visés à l'article 2, alinéa 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des amendes proportionnelles et non proportionnelles visées au Code des droits et taxes divers, pour autant que ces accroissements d'impôts et ces amendes administratives ne sont plus susceptibles d'un quelconque recours administratif et judiciaire et qu'ils n'ont pas été infligés suite à des infractions qui sont réglées par la voie administrative dans le cadre de la concertation mise en place par la loi du 20 septembre 2012 instaurant le principe "una via" dans le cadre de la poursuite des infractions à la législation fiscale et majorant les amendes pénales fiscales.

Art. 6. Les décisions sur les demandes adressées au service de conciliation fiscale et ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives sont adoptées à la majorité du quorum des membres du collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), chaque membre disposant d'une voix et le quorum étant déterminé par le règlement d'ordre intérieur. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions adresse chaque année à la Chambre des représentants un rapport portant sur l'application de ce chapitre.

101

Enkel het verslag bedoeld in het eerste lid wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers openbaar gemaakt.

Art. 8. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de bepalingen van dit hoofdstuk worden toegepast.

HOOFDSTUK 3. — Uitbreiding van de mogelijkheid tot het indienen van een aanvraag tot fiscale bemiddeling in geval van betwisting van een kadastraal inkomen

Art. 9. In artikel 501bis, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de woorden „, via de tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar,“ opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Bevoegdheid van de fiscale bemiddelingsdienst inzake niet-fiscale schuldvorderingen

Art. 10. In geval van een betwisting met een ambtenaar van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen, kan de schuldenaar een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Art. 11. Artikel 10 is niet van toepassing in geval van inning of invordering van sommen verschuldigd in het kader van de toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

HOOFDSTUK 5. — Aanpassing aan de evolutie in de organisatie en structuren van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering

Art. 12. In artikel 116, § 1/2, eerste lid, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, worden de woorden „met de ontvanger belast met de invordering van“ vervangen door de woorden „met een ambtenaar van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van“.

HOOFDSTUK 6. — Schorsend effect van een bemiddelingsaanvraag

Art. 13. In artikel 116, § 1/1, tweede lid, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, worden de woorden „aan het administratief beroep“ ingevoegd tussen de woorden „behoudens verzaking“ en de woorden „of eerder akkoord“.

Art. 14. Artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, wordt vervangen als volgt:

„De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden, desgevallend verlengd als bepaald in het derde lid, wordt met vier maanden verlengd wanneer een door belastingplichtige ingediende aanvraag tot bemiddeling binnen de in het tweede en derde lid vermelde termijnen ontvankelijk werd verklaard door de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).“

HOOFDSTUK 7. — Inwerkingtreding

Art. 15. § 1. Deze wet treedt in werking op de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding bepaald wordt bij de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. Hoofdstuk 2 treedt in werking op een datum die de Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en uiterlijk op 1 januari 2019.

§ 3. Hoofdstukken 3 en 4 treden in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

§ 4. Hoofdstukken 5 en 6 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Gegeven te Brussel, 29 maart 2018.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K54-1521
Integraal verslag: 15 maart 2018.

Seul le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est rendu public par la Chambre des représentants.

Art. 8. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE 3. — Extension de la possibilité d'introduire une demande de conciliation fiscale en cas de contestation d'un revenu cadastral

Art. 9. Dans l'article 501bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007, les mots „, par l'intermédiaire de l'agent enquêteur,“ sont abrogés.

CHAPITRE 4. — Compétence du service de conciliation fiscale en matière de créances non fiscales

Art. 10. En cas de conflit avec un agent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales, le redevable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 11. L'article 10 n'est pas d'application en cas de perception ou de recouvrement des sommes dues dans le cadre de l'application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.

CHAPITRE 5. — Adaptation à l'évolution de l'organisation et des structures de l'Administration Générale de la Perception et du Recouvrement

Art. 12. Dans l'article 116, § 1^{er}/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), inséré par la loi du 10 juillet 2017, les mots „avec le receveur chargé du recouvrement des“ sont remplacés par les mots „avec un agent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des“.

CHAPITRE 6. — Effet suspensif d'une demande de conciliation

Art. 13. Dans l'article 116, § 1^{er}/1, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), inséré par la loi du 10 juillet 2017, les mots „du recours administratif“ sont insérés entre les mots „sauf désistement“ et les mots „ou accord préalable“.

Art. 14. L'article 1385undecies, alinéa 4, du Code Judiciaire, inséré par la loi du 10 juillet 2017, est remplacé comme suit:

„Le délai de six mois visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé comme prévu à l'alinéa 3, est prolongé de quatre mois, lorsqu'une demande de conciliation introduite par le contribuable est déclarée recevable dans les délais mentionnés aux alinéas 2 et 3 par le service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).“

CHAPITRE 7. — Entrée en vigueur

Art. 15. § 1^{er}. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les paragraphes 2 à 4, la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Le chapitre 2 entre en vigueur à une date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et au plus tard le 1^{er} janvier 2019.

§ 3. Les chapitres 3 et 4 entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 4. Les chapitres 5 et 6 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2017.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K54-1521
Compte rendu intégral : 15 mars 2018.

Annexe 8

AR 18 juillet 2018

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2018/40250]

18 JULI 2018. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter onderteekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt een aanpassing van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Bij arrest nr. 238.274 van 22 mei 2017 heeft de Raad van State het koninklijk besluit van 22 februari 2016 houdende aanduiding als lid van het college van de fiscale bemiddelingsdienst voor een termijn van vijf jaar ingaande op 1 mei 2015, van de twee leden behorende tot de Franse taalrol, vernietigd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 2017 werden twee leden van de Franse taalrol aangeduid als lid van voormeld college met ingang van 1 oktober 2017.

Dit ontwerp beoogt bij vernietiging van de aanduiding van een lid of meerdere leden door de Raad van State, de aanduiding van het andere lid of de andere leden, die niet werd vernietigd, ambtshalve te verlengen tot de einddatum van de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden. Indien de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden die aanleiding gaf tot de ambtshalve verlenging wordt vernietigd door de Raad van State, eindigen de ambtshalve verlengingen op de datum van de notificatie van het vernietigingsarrest.

Om redenen van stabiliteit en coherentie is het aangewezen om er maximaal naar te streven dat de mandaten van het college op dezelfde datum eindigen, zodat een voltallig nieuw college kan worden aangeduid.

In het licht van de huidige politiek van langer werken, wordt ook de leeftijdsgrens van 65 jaar waarop het mandaat van rechtswege eindigt, opgeheven.

Daar het jaarlijks verslag omtrent de activiteiten van de fiscale bemiddelingsdienst Ingevolge de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, uitgebreider zal zijn en bijkomend dient te worden voorgelegd aan de parlementaire controle, wordt de uiterste datum voor overmaking van dit verslag aan de Minister van Financiën verschoven van 31 maart naar 30 juni van het jaar volgend op het referentiejaar.

Deze verschuiving laat bovendien toe dat de procedure in overeenstemming wordt gebracht met deze die geldt voor de indiening van het verslag omtrent de werkzaamheden van de dienst "voorafgaande beslissingen in fiscale zaken".

De overige bepalingen van het huidige artikel 13 van het koninklijk besluit van 9 mei 2017 werden niet hernomen aangezien deze werden opgenomen in artikel 5 van voormelde wet van 10 juli 2017.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/40250]

18 JUILLET 2018. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature à Votre Majesté vise une adaptation de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Par arrêt n° 238.274 du 22 mai 2017, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté royal du 22 février 2016 portant désignation en tant que membre du collège du service de conciliation fiscale pour une durée de cinq ans prenant cours le 1^{er} mai 2015, de deux membres appartenant au rôle linguistique français.

Par arrêté royal du 13 septembre 2017, les deux membres du rôle linguistique français ont été désignés en tant que membre du collège précité et ce, à partir du 1^{er} octobre 2017.

Le projet vise, en cas d'annulation par le Conseil d'Etat de la désignation d'un membre ou de plusieurs membres, à prolonger d'office la désignation de l'autre membre ou des autres membres qui n'a pas été annulée, jusqu'à la date de fin de désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres. Si la désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres qui a donné lieu à la prolongation d'office est annulée par le Conseil d'Etat, les prolongations d'office se terminent à la date de notification de l'arrêt en annulation.

Pour des raisons de stabilité et de cohérence, il convient de tendre au maximum vers une date commune de fin de mandat pour les membres du collège de sorte qu'un nouveau collège complet puisse être désigné.

Eu égard à la politique actuelle d'allongement de la carrière, la cessation de plein droit du mandat à l'âge de 65 ans est abrogée.

Du fait que le rapport annuel d'activité du service de conciliation fiscale, conformément à la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale, sera étoffé et doit également être présenté au contrôle parlementaire, la date limite de transmission de ce rapport au Ministre des Finances est postposée du 31 mars au 30 juin de l'année qui suit l'année de référence.

Par ailleurs, ce report permet d'aligner la procédure sur celle en vigueur pour la présentation du rapport d'activités du « Service des Décisions Anticipées en matières fiscales ».

Les autres dispositions de l'actuel article 13 de l'arrêté royal du 9 mai 2017 ne sont plus reproduites vu qu'elles sont déjà reprises à l'article 5 de la loi précitée du 10 juillet 2017.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 63.575/2 van 20 juni 2018 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)'

Op 24 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 juni 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Patrick Ronvaux, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Marianne Dony, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 juni 2018.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

Aanhef

Artikel 4 van het ontwerp wijzigt een bepaling van statutaire aard die haar rechtsgrond ontleent aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Voorts verleent artikel 5 van de wet van 10 juli 2017 'tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst' alleen maar rechtsgrond aan het ontwerp als het gelezen wordt in samenhang met artikel 108 van de Grondwet.

In de aanhef moet bijgevolg een nieuw eerste lid worden ingevoegd dat verwijst naar de artikelen 37, 107, tweede lid, en 108 van de Grondwet.

De griffier,
Béatrice Drapier

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

18 JULI 2018. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37, 107, tweede lid, en 108;

Gelet op de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), artikel 116, § 5;

Gelet op de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 september 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 23 januari 2018;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 107-2 van het Sectorcomité II-Financiën, gesloten op 8 mei 2018;

Gelet op het advies 63.575/2 van de Raad van State, gegeven op 20 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Conseil d'État, section de législation

Avis 63.575/2 du 20 juin 2018 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)'

Le 24 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 juin 2018. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Patrick Ronvaux, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Marianne Dony, assessseurs, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 juin 2018.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation suivante.

Préambule

L'article 4 du projet modifie une disposition à caractère statutaire, qui trouve son fondement juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Par ailleurs, l'article 5 de la loi du 10 juillet 2017 'renforçant le rôle du service de conciliation fiscale' ne procure un fondement légal au projet qu'en combinaison avec l'article 108 de la Constitution.

En conséquence, un alinéa 1^{er} nouveau sera inséré au préambule visant les articles 37, 107, alinéa 2, et 108 de la Constitution.

Le greffier,
Béatrice Drapier

Le président,
Pierre Vandernoot

18 JUILLET 2018. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37, 107, alinéa 2, et 108;

Vu la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), l'article 116, § 5;

Vu la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale, l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV);

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 29 septembre 2017;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction Publique, donné le 23 janvier 2018;

Vu le protocole de négociation n° 107-2 du Comité de Secteur II – Finances, conclu le 8 mai 2018;

Vu l'avis 63.575/2 du Conseil d'État, donné le 20 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Gelet op de vrijstelling van het verrichten van de regelgevingsimpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 1, 4^e, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“In afwijking van het tweede lid wordt, wanneer de aanduiding van een lid of meerdere leden werd vernietigd door de Raad van State, de aanduiding van het andere lid of de andere leden, die niet werd vernietigd, ambtshalve verlengd tot de einddatum van de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden.

Indien de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden die aanleiding gaf tot de ambtshalve verlenging vermeld in vorig lid, wordt vernietigd door de Raad van State, eindigen de ambtshalve verlengingen op de datum van de notificatie van dit nieuwe vernietigings-arrest.”;

2^o het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“Het college is uitsluitend samengesteld uit ambtenaren van niveau A van de Federale Overheidsdienst Financiën.”.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 3. In artikel 4, zevende lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “, een verandering van vakklasse” opgeheven.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “verandering van vakklasse,” opgeheven.

Art. 5. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. Het jaarverslag vermeld in artikel 5 van de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst wordt toegezonden aan de Minister van Financiën ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op dat waarop het verslag betrekking heeft.”.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 september 2017.

Art. 7. De minister bevoegd voor de Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2018.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque la désignation d'un membre ou de plusieurs membres a été annulée par le Conseil d'Etat, la désignation de l'autre membre ou des autres membres qui n'a pas été annulée est d'office prolongée jusqu'à la date de fin de désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres.

Si la désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres qui a donné lieu à la prolongation d'office prévue à l'alinéa précédent est annulée par le Conseil d'Etat, les prolongations d'office se terminent à la date de la notification de ce nouvel arrêt en annulation. »;

2^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le collège est exclusivement composé d'agents de niveau A du Service public fédéral Finances. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 4, alinéa 7 du même arrêté, les mots « , un changement de classe de métiers » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « au changement de classe de métiers » sont abrogés.

Art. 5. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Le rapport annuel visé à l'article 5 de la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale est adressé au Ministre des Finances au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle sur laquelle porte le rapport. ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 2017.

Art. 7. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Annexe 9

AR 21 décembre 2018

BELGISCH STAATSBLED — 31.12.2018 — MONITEUR BELGE

106619

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2018/15719]

21 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat aan Uw handtekening wordt voorgelegd bevat uitvoeringsmaatregelen van het Hoofdstuk 2. – Overdracht van de bevoegdheid inzake kwijtschelding van belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes, van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, hierna de wet van 29 maart 2018. Deze wet vloekt voort uit een parlementair initiatief en het Hoofdstuk 2 geeft uitvoering aan de aanbevelingen nrs. 63 en 64 van het verslag van 7 mei 2009 van de Parlementaire onderzoekscommissie naar de grote fiscale fraude-dossiers (DOC 52 0034/004).

De aanbeveling nr. 63 bepaalt dat "de bevoegdheid waarover de minister van Financiën krachtens artikel 9 van het Organiek Besluit van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen beschikt" zodanig moet georganiseerd worden "dat de tussenkomst van de minister voor de beslissingen tot kwijtschelding niet meer vereist is".

De aanbeveling nr. 64 van hetzelfde verslag regelt op zijn beurt het bijhouden van "een inventaris van de verzoeken om tussenbeide te komen, met toepassing van het genaderrecht, in een register dat wordt bezorgd aan het Rekenhof. Dat brengt op zijn beurt jaarlijks aan de Kamer van volksvertegenwoordigers verslag uit, met inachtneming van de beginselen van de persoonlijke levenssfeer en de anonimiteit van de belastingplichtigen".

Bovendien houdt de wet van 29 maart 2018 rekening met het verslag van het Rekenhof van januari 2014 over de fiscale maatregelen voor belastingplichtigen met betaalmoelijkheden.

1. Juridische grondslag en huidige geldigheid van artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831: goedkeuring van een nieuwe wettelijke basis beperkt tot drie soorten van belastingen

De afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State heeft in het arrest nr. 108.981 van 9 juli 2002 uitspraak gedaan over de juridische basis van artikel 9 van het besluit van de Regent van 18 maart 1831. Hierna wordt volgt een officieuze vertaling van een gedeelte van dat arrest.

Inzake inkomstenbelastingen machtigde "artikel 114 van de wet van 28 juni 1822 betreffende de personenbelasting (...) de fiscale administratie om beslissingen te nemen houdende een vermindering van fiscale sancties, ook wat betreft "verhogingen van rechten ten titel van boetes", heden ten dage gekwalificeerd als belastingverhogingen (...). In de mate dat artikel 114 van de reeds aangehaalde wet van 28 juni 1822 betrekking heeft op fiscale sancties, werd het niet geschrapt door de artikelen 110 en 112 van de Grondwet van 7 februari 1831, die het principe van de legaliteit inzake belastingen bekrachtigt; (...) de belastingverhoging heeft inderdaad het karakter van een administratieve sanctie, en niet van een belasting, (...) wanneer het besluit nr. 78 van 18 maart 1831 werd aangenomen, beschikte de administratie dus over de bevoegdheid om een transactie af te sluiten omtrent het bedrag van deze verhoging, en dus ook om het te verminderen. (...) Deze bevoegdheid erkend door artikel 114 van de voormelde wet van 28 juni 1822, kon ten uitvoer worden gelegd door de Regent, die de bevoegdheden van de Koning uitoefende en het kwam Hem meer bepaald toe, op basis van Zijn algemene bevoegdheid tot uitvoering van de wetten verleend door artikel 67 van de Grondwet van 7 februari 1831, en van Zijn bevoegdheid tot organisatie van de overheidsdiensten, voortvloeiende uit de artikelen 29 en 66, alinea 2, van de Grondwet van 7 februari 1831, om te verduidelijken welke autoriteit deze bevoegdheid toegewezen aan de uitvoerende macht door de wet mocht uitoefenen. Het is op basis van deze bevoegdheden dat de Regent, door artikel 9 van Zijn voormeld besluit nr. 78 van 18 maart 1831 aan te nemen, artikel 114 van de voormelde wet van 28 juni 1822 heeft toegepast, die er de wettelijke basis voor vormt".

En het arrest besluit dat de minister van Financiën altijd beschikt over de bevoegdheid om te oordelen over de verzoeken (bezwaarschriften) die de vermindering van belastingverhogingen tot voorwerp hebben, want "in dit geval is geen enkele afschaffing of vervanging van artikel 9 van het voormelde besluit van de Regent nr. 78 tussengekomen en de progressieve vervanging van de belastingen overeenkomstig de voormelde wet van 28 juni 1822 door nieuwe belastingen en de afschaffing van dezelfde wet zijn niet vergezeld geworden door de aanneming van normen die kracht van wet hebben of van andere hogere normen die onverenigbaar zijn met de toekenning aan de minister van Financiën (van een gratisbevoegdheid inzake fiscale sancties)".

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/15719]

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature contient les mesures d'exécution du Chapitre 2. – Transfert de la compétence relative à la remise d'accroissements d'impôts et d'amendes administratives fiscales, de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, ci-après la loi du 29 mars 2018. Ladite loi résulte d'une initiative parlementaire et son Chapitre 2 met en œuvre les recommandations n° 63 et 64 du rapport du 7 mai 2009 de la Commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale (DOC 52 0034/004).

La recommandation n° 63 stipule que "le pouvoir dont dispose le ministre des Finances en vertu de l'article 9 de l'arrêté du 18 mars 1831 organique de l'administration des Finances" doit être organisé de telle sorte "que l'intervention du ministre concernant des décisions de remises ne soit plus requise".

La recommandation n° 64 du même rapport prévoit quant à elle la tenue d'un "répertoire des demandes d'intervention en exercice du droit de grâce dans un registre transmis à la Cour des comptes. Cette dernière fera à son tour rapport annuellement à la Chambre des représentants dans le respect du principe de la vie privée et de l'anonymat des contribuables".

En outre, la loi du 29 mars 2018 tient compte du rapport de la Cour des Comptes de janvier 2014 relatif aux mesures fiscales en faveur des contribuables en difficulté de paiement.

1. Fondement juridique et validité actuelle de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 : adoption d'une nouvelle base légale limitée à trois groupes d'impôts

La section du contentieux administratif du Conseil d'Etat s'est prononcée par l'arrêt n° 108.981 du 9 juillet 2002 sur le fondement légal de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831.

En matière d'impôts sur les revenus, l'article 114 de la loi du 28 juin 1822 relative à la contribution personnelle habilitait l'administration fiscale à prendre des décisions comportant une réduction des sanctions fiscales, en ce compris à l'égard des "augmentations de droits à titre d'amendes", qualifiées aujourd'hui d'accroissements d'impôts. Dans la mesure où l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822 visait des sanctions fiscales, elle n'a pas été abrogée par les articles 110 et 112 de la Constitution du 7 février 1831, consacrant le principe de légalité en matière d'impôt; l'accroissement d'impôt revêt en effet la nature d'une sanction administrative, et non d'un impôt, lorsque l'arrêté n° 78 du 18 mars 1831 a été adopté, l'administration disposait donc du pouvoir de transiger sur le montant de cet accroissement, impliquant celui de le réduire. Ce pouvoir reconnu à l'administration par l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822 pouvait être mis en œuvre par le Régent, exerçant les pouvoirs du Roi et il Lui appartenait notamment, sur la base de Son pouvoir général d'exécution des lois conférée par l'article 67 de la Constitution du 7 février 1831, et de Son pouvoir d'organisation des services de l'Etat, résultant des articles 29 et 66, alinea 2, de la Constitution du 7 février 1831, de préciser quelle autorité pouvait exercer ce pouvoir dévolu au pouvoir exécutif par la loi. C'est sur la base de ces pouvoirs que le Régent, en adoptant l'article 9 de Son arrêté n° 78 précité du 18 mars 1831, a mis en œuvre l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822, qui en constitue le fondement légal.

Et l'arrêt précité de conclure que le ministre des Finances dispose toujours du pouvoir de statuer sur les requêtes (réclamations) ayant pour objet la remise d'accroissements d'impôts puisqu'en l'espèce aucune abrogation ou aucun remplacement de l'article 9 de l'arrêté du Régent n° 78 précité ne sont intervenus et le remplacement progressif des impôts prévus par la loi précitée du 28 juin 1822 par de nouveaux impôts et l'abrogation de la même loi n'ont pas été accompagnés de l'adoption de normes ayant force de loi ou d'autres normes supérieures incompatibles avec l'attribution au ministre des Finances (d'un pouvoir de grâce en matière de sanctions fiscales)".

Deze situatie is evenwel recent gewijzigd door artikel 3 van de wet van 29 maart 2018, met als doel de goedkeuring van een nieuwe wettelijke norm die toelaat om de ministeriële bevoegdheid tot kwijtschelding of vermindering van de belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes over te dragen aan de "Cel administratieve sancties" opgericht bij de fiscale bemiddelingsdienst maar enkel voor:

- de inkomstenbelastingen;
- de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen; en
- de diverse rechten en taken.

Dientengevolge blijft het Regentsbesluit van toepassing voor alle verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van proportionele en niet proportionele boetes inzake indirecte belastingen (met uitzondering van de diverse rechten en taken).

Volledigheidshalve wordt meegedeeld dat het ministeriële genade-recht door een dienstorder van 2 december 1991 werd "gedelegeerd" aan de directeur van de btw-administratie, van de registratie en van de domeinen, met de mogelijkheid om (hem) te subdelegeren aan de ambtenaren die hij aanduidt.

Anders gezegd betekent dit dat voor de fiscale boetes inzake btw, registratierechten en successierechten, de Minister van Financiën zijn bevoegdheden heeft gedelegeerd aan de administratie, maar dat hij een evocatierecht behoudt vermits het gaat om een delegatie en niet om een overdracht van bevoegdheden.

II. De kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes is het resultaat van een gratiebeslissing, namelijk los van elk fiscaal geschil

Sinds geruime tijd bestaat er een grote verwarring tussen, enerzijds, de verminderingen (in het Frans: réductions) van fiscale boetes en, anderzijds, de kwijtscheldingen of verminderingen (in het Frans: modérations) van fiscale boetes. Deze verwarring wordt nog groter door het gebruik van hetzelfde woord "vermindering" in het Nederlands om de Franse woorden "réduction" en "modération" te vertalen, daar de "modération" in feite een "remise partiële" of een gedeeltelijke kwijtschelding is.

De verminderingen (réductions) van fiscale boetes bestaan uit de toepassing van een lagere boete dan het wettelijke maximum (200 %) en zijn afhankelijk van de fiscale situatie en van het gedrag van de belastingplichtige: i) de aard en ernst van de inbreuk en ii) goede of slechte trouw.

De beslissing om een boete toe te passen hangt in eerste instantie af van de taxatieagent, maar het is de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen die, op basis van een door de belastingplichtige ingediend bezwaarschrift, nagaat of de schalen van de belastingverhogingen (anders gezegd, de proportionele boetes) en de administratieve boetes (anders gezegd, de niet proportionele boetes) vastgesteld krachtens de artikelen 444 en 445 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) en de artikelen 225, 226, en 229/1, van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 92, op een juiste wijze werden toegepast in functie van het gedrag dat door de belastingplichtige daadwerkelijk werd aangenomen.

Indien na een administratief bezwaarschrift het geschil aanhoudt, wordt het onderworpen aan het oordeel van de rechterlijke macht en zal de rechter met volheid van bevoegdheid oordelen, namelijk of hij zijn beoordeling in de plaats kan stellen van de bestreden directoriale beslissing. Rechter kan worden gesteld dat hij de macht heeft om de administratieve beslissing aan hem voorgelegd door de rechtsonderzoeker, te wijzigen.

De kwijtscheldingen en verminderingen (de gedeeltelijke kwijtscheldingen) van fiscale boetes zijn geenszins een tweede geschillenronde waarbij de belastingplichtige zou verzoeken om de administratieve sanctie die hij heeft opgelopen opnieuw te onderzoeken onder het motief dat zijn fiscale situatie onjuist beoordeeld werd door de administratieve overheid of door de rechter.

Integendeel, de verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van fiscale boetes die bij de CAS zullen worden ingediend, zijn eigenlijk genadeverzoeken. Belastingplichtige zal los van elk fiscaal geschil zijn persoonlijke of financiële toestand die hem niet of niet meer toelaat om de toegepaste fiscale boete te betalen, uiteenzetten.

Bijgevolg wordt hier niet meer de vraag of de fiscale boete terecht of onterecht werd toegepast, behandeld, daar deze vraag reeds definitief in een eerder stadium is beslecht ter gelegenheid van een administratieve of gerechtelijke beroep waarbij uitspraak werd gedaan over de eerder door de belastingplichtige gestelde vraag, namelijk de vermindering (reduction) (in voorkomend geval tot nul) van de proportionele of de niet proportionele fiscale boete.

De beslissing van de CAS die uitspraak zal doen over een gratieverzoek wijzigt dus geenszins de beslissing waarbij de belastingplichtige een fiscale boete heeft opgelopen; zij verleent eenvoudigweg om billijkheidsredenen (humanitaire, sociale, financiële, ...) een gehele of

deze situatie vient cependant de changer avec l'article 3 de la loi du 29 mars 2018, qui a pour objet l'adoption d'une norme légale nouvelle permettant de transférer le pouvoir ministériel de remise ou de modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives fiscales à la "Cellule sanctions administratives" créée au sein du service de conciliation fiscale mais uniquement pour :

- les impôts sur les revenus ;
- les taxes assimilées aux impôts sur les revenus ; et
- les droits et taxes divers.

Corrélativement, l'arrêté du Régent reste applicable pour toutes les requêtes en remise ou modération d'amendes proportionnelles ou non proportionnelles en matière d'impôts indirects (à l'exception des droits et taxes divers).

Dans un souci d'exhaustivité, il est mentionné que le droit de grâce ministériel a été délégué par un ordre de service daté du 2 décembre 1991 "au directeur de l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, avec faculté de (le) subdéléguer aux fonctionnaires qu'il désigne."

En clair, ceci signifie que pour les amendes fiscales en matière de T.V.A., de droits d'enregistrement et de droits de succession, le Ministre des Finances a délégué ses pouvoirs à l'administration mais conserve un droit d'évocation puisqu'il s'agit d'une délégation de pouvoirs et non d'un transfert de compétences.

II. La remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives est le résultat d'une décision gracieuse, c'est-à-dire rendue en dehors de tout litige fiscal

Il existe depuis très longtemps une large confusion entre, d'une part, les réductions d'amendes fiscales et, d'autre part, les remises ou modérations d'amendes fiscales. Cette confusion est encore accentuée par l'emploi en néerlandais du même mot "vermindering" pour traduire les mots français "réduction" et "modération", la modération étant en réalité une remise partielle ou une "gedeeltelijke kwijtschelding".

Les réductions d'amendes fiscales consistent en l'application d'une amende inférieure au maximum légal (200 %) et sont fonction de la situation fiscale du contribuable et de son comportement : i) nature et gravité de l'infraction commise et ii) bonne ou mauvaise foi.

La décision d'infliger une amende incombe en premier lieu au taxateur mais c'est le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus qui vérifie sur la base d'une réclamation introduite par le contribuable si les échelles des accroissements d'impôts (autrement dit, les amendes proportionnelles) et des amendes administratives (autrement dit, les amendes non proportionnelles) fixées en vertu des articles 444 et 445 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) et des articles 225, 226, en 229/1, de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92, ont été appliquées correctement en fonction du comportement adopté concrètement par le contribuable.

Si le litige persiste après réclamation administrative, il est soumis aux juridictions de l'ordre judiciaire et le juge tranchera avec une compétence de pleine juridiction, c'est-à-dire qu'il pourra substituer son appréciation à la décision directoriale attaquée devant lui. On dit en droit qu'il dispose d'un pouvoir de réformation de la décision administrative entreprise devant lui par le justiciable.

Les remises et modérations (les remises partielles) d'amendes fiscales ne constituent en rien un second round litigieux à l'occasion duquel le contribuable demanderait le réexamen de la sanction administrative qui lui a été infligée, au motif que sa situation fiscale aurait été mal appréciée par l'autorité administrative ou par le juge.

Au contraire, les demandes de remise ou de modération d'amendes fiscales qui seront introduites auprès de la CSA constitueront en réalité des recours gracieux. Le contribuable exposera en dehors de tout litige fiscal que sa situation personnelle ou financière ne lui permet pas ou plus d'acquitter l'amende fiscale qui lui a été infligée.

On ne discute dès lors plus la question de savoir si l'amende fiscale a été infligée à tort ou à raison, la question a été tranchée définitivement à un stade antérieur à l'occasion d'une décision administrative ou judiciaire statuant sur la demande formulée précédemment par le contribuable, de réduction (jusqu'à zéro le cas échéant) de l'amende fiscale proportionnelle ou non proportionnelle.

La décision de la CSA qui statue sur un recours en grâce ne réforme donc pas la décision qui a infligé une amende fiscale au contribuable, elle emporte simplement, pour des questions d'équité (humanitaire, sociale, financière, etc.), la dispense totale ou partielle de l'exécution de

gedeeltelijke ontheffing van de uitvoering van een aan de belastingplichtige opgelegde geldelijke sanctie. De fiscale sanctie, namelijk de belastingverhoging of de administratieve boete, blijft weliswaar op zich bestaan, maar de uitvoering ervan wordt niet meer door de fiscale administratie voortgezet.

In die zin sluit het genaderrecht in fiscale zaken nauw aan bij het gratierecht dat inzake strafzaken door artikel 110 van de Grondwet is toegekend aan de Koning, wat ontheffing verleent van de uitvoering van een deel van de gevangenisstraf waarvoor een rechtsonderhorige werd veroordeeld.

In de praktijk zal de motivering van de gratiebeslissing zich moeten baseren op een onderzoek van de persoonlijke en financiële situatie van de schuldenaar van de administratieve sanctie, gestoeld op argumenten van sociale, financiële, economische of humanitaire aard, evenals op zijn goede trouw.

Deze motivering, en het is belangrijk om dit aan te halen, zal door de betrokken burger of onderneming kunnen onderworpen worden aan het oordeel van de Raad van State, bij toepassing van artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Om dit punt af te sluiten, de doelgroep van de genadiers van de genademaatregelen, is deze die allerhande tegenslagen kent, namelijk elke natuurlijke persoon of rechtspersoon waarvan de financiële mogelijkheden om een opgelopen belastingverhoging of boete te betalen, sterk zijn achteruit gegaan en dit op een onvrijwillige wijze, bijvoorbeeld ingevolge een echtscheiding, een levensbedreigende ziekte, een falen, een verlies van werk of van een belangrijke cliënt, enz.

De argumenten die door de belastingplichtige naar voren zijn gebracht, zullen het voorwerp uitmaken van een grondig onderzoek uitgevoerd door de CAS. Op basis van een door deze cel opgesteld omstandig verslag zal door het College van de fiscale bemiddelingsdienst ter zake een beslissing genomen worden.

De wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen is hier uiteraard van toepassing voor de te nemen beslissingen over de gratieverzoeken inzake fiscale sancties.

III. Procedure te volgen voor de administratieve behandeling van een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering van een belastingverhoging of van een fiscale boete

Het besluit is opgesteld op basis van een logische vraagstelling: wie, wanneer, hoe en waar.

Wie kan een verzoekschrift indienen ?

Artikel 1 van het ontwerp van besluit bepaalt wie een verzoekschrift kan indienen. Dit artikel werd aangepast aan de opmerkingen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgenomen in punt 10 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018.

Uiteraard in eerste instantie de belastingsschuldige, maar eveneens ieder ander persoon die tot de betaling van de administratieve sanctie kan worden aangesproken.

Kunnen bijvoorbeeld eveneens een gratieverzoek indienen, de personen die wettelijk gehouden zijn tot een hoofdelijke betaling van de belastingsschuld van de belastingsschuldige: de rechthebbenden in het kader van een nalatenschap, de beherende vennoten in een gewone commanditaire vennootschap of in een commanditaire vennootschap op aandelen en de vennoten van een coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid of van een vennootschap onder firma.

Zijn daarentegen niet betrokken, de bestuurders die veroordeeld zijn door de Ondernemingsrechtbank tot hoofdelijke betaling (van de btw of) van de bedrijfsvoorheffing omdat deze hoofdelijke aansprakelijkheid zich beperkt tot de hoofdsom (de belasting) en niet tot de belastingverhogingen, noch tot de boetes.

Vanaf wanneer kan men een verzoekschrift indienen ?

Voor de belastingverhogingen en de fiscale boetes inzake inkomstenbelastingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen moet de beslissing om de administratieve sanctie toe te passen definitief zijn alvorens een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering kan worden ingediend, namelijk na uitputting van alle administratieve (bezuurschrift) en gerechtelijke (eerste aanleg, beroep en cassatie) rechtsmiddelen.

Voor de fiscale boetes inzake diverse rechten en taksen –waarvoor geen administratieve beroepsprocedure is ingesteld– kan een verzoekschrift om kwijtschelding slechts worden ingediend bij de CAS nadat de Adviseur-generaal dienschef van het betrokken Centrum Particulieren, KMO of Grote Ondernemingen reeds beslist heeft over een vermindering van de opgelegde boete.

Anders gezegd moet in dit laatste geval een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering dat gebaseerd is op de persoonlijke en financiële situatie van de belastingplichtige, steeds in de tijd worden voorafgegaan door een administratieve beslissing die uitspraak doet over een vroegere aanvraag om vermindering van de boete die op basis van zijn fiscale situatie aan de belastingplichtige werd opgelegd. De indiening van het verzoekschrift is in dit geval niet verbonden aan een vervaltermijn, maar is afhankelijk van de aanwezigheid van een kritieke persoonlijke of financiële situatie, daar de fiscale administratie reeds definitief uitspraak heeft gedaan over de boete in functie van de fiscale situatie van de belastingplichtige.

Voor de verzoeken om kwijtschelding of vermindering ingediend vóór 1 januari 2019, zal de CAS alle betrokkenen aanschrijven en hen op de hoogte brengen van de gewijzigde wettelijke en reglementaire bepalingen. Deze verzoeken zullen in de mate van het mogelijke prioritair door de CAS worden behandeld.

la sanction pécuniaire infligée au contribuable. Certes la sanction fiscale, c'est-à-dire l'accroissement d'impôts ou l'amende administrative, subsiste en tant que telle mais son exécution n'est plus poursuivie par l'administration fiscale.

En ce sens, le droit de grâce en matière fiscale se rapproche du droit de grâce reconnu à votre Majesté, en matière pénale, par l'article 110 de la Constitution, lequel emporte dispense d'exécuter une partie de la peine d'emprisonnement à laquelle un justiciable a été condamné.

En pratique, la motivation de la décision de grâce devra s'appuyer sur un examen de la situation personnelle et financière du redevable de la sanction administrative, étant fondée sur des arguments d'ordres sociaux, financiers, économiques ou humanitaires, ainsi que sur sa bonne foi.

Cette motivation et c'est important de le relever, pourra être soumise par le citoyen ou l'entreprise concernée à la censure du Conseil d'Etat, pour contrôle de sa légalité, par application de l'article 14, § 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Pour conclure sur ce point, le groupe cible des bénéficiaires des mesures de grâce fiscale est celui des "accidentés de la vie", c'est-à-dire toute personne physique ou morale dont la capacité financière à payer l'amende infligée s'est détériorée gravement et de manière involontaire, par exemple suite à un divorce, une maladie mettant en jeu son pronostic vital, une faillite, une perte d'emploi ou d'un client prépondérant, etc.

Les arguments avancés par le contribuable feront l'objet d'un examen approfondi par la CSA. Sur la base d'un rapport circonstancié rédigé par cette cellule, une décision sera prise par le Collège du service de conciliation fiscale.

La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est bien entendu d'application en l'espèce pour les décisions à prendre sur des recours gracieux en matière de sanctions fiscales.

III. Procédure à suivre pour le traitement administratif d'une requête en remise ou modération d'un accroissement d'impôt ou d'une amende fiscale

L'arrêté a été bâti sur la base d'un questionnaire logique : qui, quand, comment et où.

Qui peut introduire une requête ?

L'article 1^{er} du projet d'arrêté désigne celui qui peut introduire une requête. Cet article a été adapté conformément aux remarques de la section de législation du Conseil d'Etat figurant au point 10 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018.

Il s'agit, en premier lieu, du redevable bien entendu mais également de toute personne à l'égard de laquelle le paiement de la sanction administrative peut être réclamé.

Peuvent, par exemple, également introduire une demande en grâce, les personnes légalement tenues au paiement solidaire de la dette d'impôt du redevable : ayants-droits dans le cadre d'une succession, commandités dans une société en commandite simple ou par action et les associés d'une société coopérative à responsabilité illimitée ou d'une société en nom collectif.

Ne sont en revanche pas concernés, les dirigeants condamnés par le Tribunal de l'entreprise au paiement solidaire (de la T.V.A. ou) du précompte professionnel au motif que cette responsabilité solidaire se limite au principal (l'impôt), et pas aux accroissements d'impôts, ni aux amendes.

A partir de quand peut-on introduire une requête ?

Pour les accroissements d'impôts et les amendes fiscales en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la décision d'infliger la sanction administrative doit être définitive avant de pouvoir introduire une requête en remise ou modération, c'est-à-dire après épuisement de tous les recours administratifs (réclamation) et judiciaires (première instance, appel et cassation).

Pour les amendes fiscales en matière de droits et de taxes divers - pour lesquels aucun recours administratif obligatoire n'est organisé -, une requête en remise ne peut être introduite auprès de la CSA qu'après que le Conseiller général- chef du centre Particuliers, PME ou grandes entreprises compétent ait statué sur une demande de réduction de l'amende infligée.

Autrement dit et dans ce dernier cas, une requête en remise ou modération fondée sur la situation personnelle et financière du contribuable doit toujours être précédée dans le temps d'une décision administrative statuant sur une demande qui lui est antérieure, de réduction de l'amende infligée au contribuable sur la base de sa situation fiscale. L'introduction de la requête n'est pas affectée par un délai de déchéance mais dépend de l'apparition dans le chef du contribuable d'une situation personnelle ou financière critique, l'administration fiscale ayant statué définitivement sur l'amende en fonction de la situation fiscale du contribuable.

Pour les requêtes en remise ou en modération introduite avant le 1^{er} janvier 2019, la CSA s'adressera à toutes les personnes concernées et les informera des dispositions légales et réglementaires modifiées. Ces requêtes seront traitées prioritaires par la CSA dans la mesure où leur instruction est déjà terminée ou en cours.

Hoe en waar ?

Een schriftelijk verzoekschrift, gemotiveerd met de persoonlijke of financiële situatie van de belastingplichtige, moet bij de CAS worden ingediend per brief of e-mail. Zolang het College van de fiscale bemiddelingsdienst geen uitspraak heeft gedaan over het door de belastingsschuldige ingediende verzoekschrift, kan het verzoekschrift worden aangevuld.

IV. Onderzoek van de verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van een administratieve sanctie

Artikel 3 heeft betrekking op het onderzoek van de verzoekschriften en vereist geen commentaar over de hierin opgenomen bepalingen die al bij al gebruikelijk zijn. Het is evenwel nuttig om, in verhouding tot het gebruikelijke onderzoek dat eigen is aan de dienst zelf die het ingediende beroep heeft ontvangen, een specificiteit te vermelden doordat artikel 3, eerste lid, in fine, voorziet in de mogelijkheid om elk personeelslid van de FOD Financiën te betrekken bij het onderzoek van de verzoekschriften.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State stelt zich in punt 8.3 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 vragen over de rechtsgrond van artikel 3, eerste lid, van het aan de Raad voorgelegd ontwerp van besluit.

Teneinde zich een grondig en totaalbeeld te kunnen vormen van het in behandeling zijnde dossier, moeten de medewerkers van de CAS beroep kunnen doen op de kennis van de ambtenaren van de FOD Financiën die noodzakelijk kan zijn bij de behandeling van de voorgelegde verzoekschriften. Er zal niet systematisch beroep op hen worden gedaan, maar enkel wanneer zulks nuttig blijkt te zijn, bijvoorbeeld bij het nagaan van bepaalde verzachtende omstandigheden, zoals het nakomen van de fiscale verplichtingen door de belastingsschuldige voor bepaalde dossiers met een fraudeaspect, voor de behandeling van dossiers die slaan op verschillende belastingen (bijvoorbeeld btw en inkomstenbelastingen), of dossiers die een gezamenlijke inzet vergen van verschillende diensten (bijvoorbeeld invordering en taxatie).

De deelname van elk personeelslid van de FOD Financiën zoals aangegeven in de vorige alinea's is in dit besluit uitdrukkelijk voorzien ter voorkoming van elke eventuele, op andere reglementaire bepalingen gebaseerde betwisting over de geldigheid van de beslissingen waarbij op dergelijke samenwerking beroep werd gedaan. De CAS bij dewelke de verzoekschriften zullen moeten worden ingediend, is er namelijk niet toe gehouden om deze gratieverzoeken in alle omstandigheden alleen te onderzoeken en moet desgevallend beroep kunnen doen op de kennis van het fiscaal dossier van de verzoeker waarover de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit, van de Bijzondere Belastinginspectie, van de Invordering en de Invordering en van de Patrimoniumdocumentatie beschikken. Dit was trouwens ook al zo bij het onderzoek van gelijkaardige verzoeken ingediend krachtens artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831.

De mogelijkheid om eerder welke ambtenaar van de FOD Financiën te raadplegen bij het onderzoek van de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van een administratieve boete of belastingverhoging kan, voor zover dat nodig blijkt, op collegiale wijze worden georganiseerd. Een protocol tussen de verschillende algemene administraties zal daartoe worden opgesteld.

Op die manier zal de CAS beschikken over alle kennis die noodzakelijk is bij het onderzoek van de gratieverzoeken.

Voor het overige werd artikel 3 van het ontwerp van besluit aangepast aan de opmerkingen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgenomen onder de punten 12 en 13 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018.

V. Een genadebeslissing uitgevaardigd door het College van de fiscale bemiddelingsdienst

Artikel 6 van het besluit kent een functie van ordonnateur toe aan het College van de fiscale bemiddelingsdienst, waarna de Algemene Administratie van de Invordering en de Invordering de gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van de administratieve sanctie uitvoert.

V. Een juridictioneel beroep bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State bij toepassing van artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State (Gec.W RoS)

Het Hof van Beroep te Gent heeft op 7 januari 2014 een principieel arrest gevelend (nr. 2013/AR/502) over een eventuele toepassing van artikel 569, 32°, van het Gerechtelijk Wetboek (Ger.W) dat een gerechtelijk beroep mogelijk maakt tegen een ministeriële beslissing die een gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van een fiscale sanctie afwijst bij toepassing van artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831.

Na een grondig onderzoek over de kwestie heeft het Hof terecht besloten dat een beslissing van een rechter, die een fiscaal gratieverzoek afwijst, niet kan beschouwd worden als bepaald inzake een geschil betreffende de toepassing van een belastingwet.

Uit het principieel arrest uitgesproken door het Hof van Beroep te Gent, waarbij de bevoegdheid van de rechtelijke macht wordt geweerd, blijkt inderdaad dat het geschil dat voor de rechter werd gebracht, niet te beschouwen is als een geschil betreffende de toepassing van een belastingwet (artikel 569, 32°, van het Gerechtelijk Wetboek), maar een geschil betreffende de wettelijkheid van een administratieve beslissing over een kwijtschelding of een vermindering van een administratieve sanctie. Dergelijke geschillen behoren tot de bevoegdheid van de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Comment et où ?

Il faut introduire auprès de la CSA une requête écrite par lettre ou courriel, motivée par la situation personnelle ou financière du contribuable. Cette motivation peut être complétée tant que le collège de conciliation fiscale n'a pas statué sur la requête introduite par le redevable.

IV. Instruction des requêtes en remise ou modération d'une sanction administrative

L'article 3 est relatif à l'instruction des requêtes et ne nécessite pas de commentaires de ses dispositions qui sont somme toute classiques. Il y a lieu cependant de mentionner une spécificité par rapport au régime normal d'instruction qui est de nature interne au service saisi de la requête, en ce que l'article 3, alinéa 1^{er}, in fine prévoit la possibilité d'impliquer dans le cadre de l'instruction des requêtes, tout membre du personnel du SPF Finances.

La section de législation du Conseil d'Etat s'interroge au point 8.3 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 sur le fondement juridique de l'article 3, § 1^{er}, du projet d'arrêté soumis au Conseil.

Afin de pouvoir se former une vue approfondie de l'ensemble du dossier en instruction, les collaborateurs de la CSA doivent pouvoir faire appel aux connaissances de tout fonctionnaire du SPF Finances dont l'expertise pourrait s'avérer utile dans le cadre de l'instruction des requêtes introduites. Il ne sera pas systématiquement fait appel à eux, mais seulement quand cela s'avérera utile, par exemple pour la vérification de circonstances atténuantes invoquées par le redevable comme le fait d'avoir rempli toutes ses obligations fiscales ; pour certains dossiers comportant un volet fraude ; pour le traitement de dossiers relatifs à plusieurs impôts (par exemple : T.V.A. et impôts sur les revenus) ou pour les dossiers qui nécessitent l'intervention de plusieurs services (par exemple : recouvrement et taxation).

La participation de tout membre du personnel du SPF Finances comme indiquée aux alinéas précédents est prévue de manière expresse dans le présent arrêté afin de prévenir toute contestation éventuelle, fondée sur d'autres dispositions réglementaires, concernant la validité des décisions marquées par une telle collaboration. En effet, la CSA auprès de laquelle les requêtes devront être introduites, n'est pas appelée à instruire ces requêtes de manière exclusive en toutes circonstances et doit pouvoir faire appel à la connaissance du dossier fiscal du requérant, dont disposent les fonctionnaires des Administrations générales de la Fiscalité, de l'Inspection spéciale des Impôts, de la Perception et du Recouvrement et de la Documentation patrimoniale. C'était déjà le cas lors de l'examen de demandes similaires présentées en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Régent 18 mars 1831.

La possibilité de consulter tout fonctionnaire du SPF Finances lors de l'instruction d'une requête en remise ou modération d'une amende administrative ou d'un accroissement d'impôt peut, si nécessaire, être organisée collégialement. Un protocole entre les différentes administrations générales sera rédigé à cet effet.

De cette façon, la CSA disposera de toutes les données nécessaires à l'examen des requêtes en grâce.

Pour le surplus, l'article 3 du projet d'arrêté a été adapté conformément aux remarques de la section de législation du Conseil d'Etat figurant aux points 12 et 13 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018.

V. Décision gracieuse ordonnancée par le Collège du service de conciliation fiscale

L'article 6 de l'arrêté confie au Collège du service de conciliation fiscale une fonction d'ordonnateur, ensuite, l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement exécute la mesure de remise totale ou partielle de la sanction administrative.

VI. Recours juridictionnel auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat par application de l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat (LCCE)

La Cour d'appel de Gand a rendu un arrêt de principe le 7 janvier 2014 (n° 2013/AR/502) sur une éventuelle application de l'article 569, 32°, du Code judiciaire autorisant un recours judiciaire contre une décision ministérielle rejetant pour tout ou partie une requête en remise ou modération d'une sanction fiscale par application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831.

La Cour après un examen approfondi de la question, conclut qu'une décision rejetant une demande de grâce fiscale ne peut être considérée comme constitutive d'un litige relatif à l'application d'une loi d'impôt.

Il ressort en effet de l'arrêt de principe rendu par la Cour d'appel de Gand écartant la compétence du pouvoir judiciaire que le litige porté devant le juge n'est pas une contestation relative à l'application d'une loi d'impôt (article 569, 32°, du Code judiciaire), mais une contestation de la légalité d'une décision administrative accordant une remise ou une modération d'une sanction administrative, litige relevant de la compétence de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

Bijgevolg, indien er geen gerechtelijk beroep mogelijk is, kan er steeds een juridictioneel beroep ingediend worden bij de Raad van State bij toepassing van artikel 14, § 1, Gec.W RvS.

Artikel 5, derde lid, van het ontwerp van besluit voorgelegd aan de Raad van State bepaalde het volgende:

"Tegen deze administratieve beslissing kan geen gerechtelijk beroep worden ingesteld."

Deze bepaling werd ingelast teneinde iedere indiener van een gratieverzoek ervan op de hoogte te brengen dat de wet van 29 maart 2018 niet voorziet in een georganiseerd beroep zodat artikel 14, § 1, Gec.W RvS van toepassing is.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State merkt in punt 14 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 het volgende op:

"Het staat niet aan de uitvoerende macht om te bepalen welke beslissingen onderworpen worden aan de rechtsmacht van de Raad van State en welke aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken. Krachtens de artikelen 145 en 160 van de Grondwet is dat een aan de wetgever voorbehouden bevoegdheid. De betrokken bepalingen dienen derhalve weggelaten te worden uit het ontwerp van koninklijk besluit. De toelichting van de gemachtigde kan eventueel wel opgenomen worden in het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp is gevoegd."

Deze toelichting luidde als volgt:

"Het is juist omdat de wet niet voorziet in een georganiseerd beroep voor de Hoven en Rechtbanken dat artikel 14 van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 van toepassing is. De tekst van het besluit maakt enkel melding van het gebrek aan een georganiseerd gerechtelijk beroep, waardoor de afdeling bestuursrechtspraak bij verstek bevoegd wordt als rechter."

Krachtens artikel 14, § 1, eerste lid, 1^o, van voormelde wetten op de Raad van State, heeft de vernietigingsbevoegdheid van de Raad van State immers een algemeen karakter in die zin dat ze mede geldt voor alle eenzijdige bestuurshandelingen van de onderscheiden administratieve overheden, behalve indien de wet voorzien heeft in een bijzonder beroep voor een ander rechtscollege.

Aangezien dit niet het geval is, zal tegen de door de fiscale bemiddelingsdienst krachtens de artikelen 5 en 6 van de wet van 29 maart 2018 genomen beslissingen, een beroep kunnen ingesteld worden overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973.

Teneinde rekening te houden met de opmerking van de Raad van State werd artikel 5, derde lid, van het ontwerp van besluit geschrapt.

VII. Overgangsbepaling

Artikel 8 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit, voorziet in een overgangsbepaling voor wat betreft de gratieverzoeken ingediend vóór de inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 en van dit besluit.

Artikel 8 luidde als volgt:

"De artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst en de bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de verzoekschriften die overeenkomstig artikel 9 van het Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen werden ingediend vóór de inwerkingtreding van Hoofdstuk 2 van de voormelde wet van 29 maart 2018.

In afwijking van artikel 2 kan in het in het vorige lid bedoelde geval, de ontvangstmelding worden uitgereikt tot de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van bekendmaking van dit besluit."

Dit artikel wordt geschrapt teneinde rekening te houden met punt 15 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Er zijn ongeveer 650 gratieverzoeken hangende op het moment van de opmaak van onderhavig ontwerp van besluit.

Teneinde de rechtszekerheid van de indieners van die gratieverzoeken niet in het gedrang te brengen en in het kader van de algemene dienstverlening aan de burgers en de ondernemingen, zal de CAS alle betrokkenen aanschrijven en hen op de hoogte brengen van de gewijzigde wettelijke en reglementaire bepalingen.

VIII. Een jaarverslag in te dienen bij de Kamer van Volksoortegenwoordigers en de "geanonimiseerde" kopieën van de beslissingen genomen door het College van de fiscale bemiddelingsdienst

Een jaarverslag, met als bijlage de genomen en geanonimiseerde beslissingen, zal ten laatste op 30 juni van het jaar volgend op de betrokken periode via de Minister van Financiën aan de Kamer van volksvertegenwoordigers moeten worden voorgelegd.

Het eerste verslag van de CAS, dat van 2019, zal dus uiterlijk op 30 juni 2020 moeten worden voorgelegd.

IX. Andere opmerkingen van de Raad van State

Met betrekking tot de nog niet hiervoor in het verslag behandelde punten van het advies nummer 64.252/3 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, wordt het volgende geantwoord.

Donc s'il n'y a pas de recours judiciaire possible, il y a toujours un recours juridictionnel qui peut être porté devant le Conseil d'Etat par application de l'article 14, § 1^{er}, L.CCE.

L'article 5, alinéa 3, du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat disposait ce qui suit :

"Cette décision administrative n'est pas susceptible de recours judiciaire."

Cette disposition avait été insérée afin d'informer tout requérant d'une requête en grâce que la loi du 29 mars 2018 ne prévoit pas de recours organisé de sorte que l'article 14, § 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat s'applique.

La section de législation du Conseil d'Etat indique ce qui suit au point 14 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 :

"Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de déterminer quelles sont les décisions qui sont soumises à la juridiction du Conseil d'Etat et quelles sont celles qui sont soumises à la juridiction des cours et tribunaux. En vertu des articles 145 et 160 de la Constitution, il s'agit là d'une compétence réservée au législateur. On omettra dès lors les dispositions concernées du projet d'arrêté royal. Les explications du délégué peuvent éventuellement être inscrites dans le rapport au Roi joint au projet."

Ces explications étaient rédigées comme suit :

"C'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

En vertu de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat précitées, la compétence d'annulation du Conseil d'Etat a en effet un caractère général en ce sens qu'elle s'étend à tous les actes administratifs unilatéraux des diverses autorités administratives, sauf si la loi a prévu un recours spécial devant une autre juridiction.

Vu que ceci n'est pas le cas, un recours contre les décisions prises par le service de conciliation fiscale en vertu des articles 5 et 6 de la loi du 29 mars 2018, pourra être introduit conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat, l'article 5, paragraphe 3, du projet d'arrêté a été omis.

VII. Disposition transitoire

L'article 8 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat prévoyait une disposition transitoire concernant les requêtes en grâce introduites avant l'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 et du présent arrêté.

L'article 8 était rédigé comme suit :

"Les articles 2 à 8 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale et les dispositions de cet arrêté s'appliquent aux requêtes introduites conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des Finances, avant l'entrée en vigueur du Chapitre 2 de la loi précitée du 29 mars 2018.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, l'accusé de réception peut par dérogation à l'article 2 être délivré jusqu'au premier jour du deuxième mois suivant la date de publication de cet arrêté."

Cet article est supprimé afin de tenir compte du point 15 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'Etat.

Environ 650 requêtes en grâce sont pendantes au moment de la rédaction du présent projet d'arrêté.

Afin de ne pas compromettre la sécurité juridique des requérants de ces requêtes en grâce et dans le cadre du service général fourni aux citoyens et aux entreprises, la CSA s'adressera à toutes les personnes concernées et les informera des dispositions légales et réglementaires modifiées.

VIII. Rapport annuel à introduire auprès de la Chambre des Représentants et copies "anonymisées" des décisions prises par le Collège du service de conciliation fiscale

Un rapport annuel, avec en annexe les décisions prises et rendues anonymes, devra être soumis pour le 30 juin au plus tard de l'année qui suit la période concernée, par le Ministre des Finances, à la Chambre des représentants.

Le premier rapport de la CSA, celui de 2019, devra donc être soumis pour le 30 juin 2020 au plus tard.

IX. Autres remarques du Conseil d'Etat

Concernant les points de l'avis n° 64.252/3 de la section de législation du Conseil d'Etat qui n'ont pas encore été traités précédemment dans le rapport, il est répondu ce qui suit.

VORMVEREISTEN**1. Overlegprocedure Gemeenschappen en Gewesten**

In haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 stelt de afdeling Wetgeving van de Raad van State in punt 3 dat de geregelde aangelegenheid weliswaar behoort tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar dat met betrekking tot de gewestelijke belastingen waarvoor de dienst nog niet door de gewesten is overgenomen, een overlegverplichting geldt die krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, moet worden nageleefd.

Aangezien de aanvankelijke datum van inwerkingtreding van de maatregel vermeld in artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp, zijnde 1 november 2018, niet haalbaar is gebleken, zal de maatregel pas inwerking treden vanaf 1 januari 2019 en kan het inzonderheid enkel nog gaan om eventuele belastingverhogingen of boetes met betrekking tot:

- de onroerende voorheffing in Wallonië;
- de belastingen op spelen en weddenschappen, op automatische ontspanningstoestellen in Brussel;
- de verkeersbelasting en de belasting op de invertering in Brussel (tot 31.12.2019).

Wat betreft de onroerende voorheffing is artikel 444 WIB 92, bij gebrek aan aangifteverplichting, niet van toepassing, er kunnen m.a.w. nooit belastingverhogingen worden toegepast. De voorheffing wordt geheven op basis van het door de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie vastgestelde kadastraal inkomen en wordt rechtstreeks opgenomen in de gevestigde aanslag. Bij niet (tijdige) betaling zal de invorderingsprocedure worden opgestart en zullen nalatheidsinteressen worden aangerekend. De artikelen 445 WIB 92 en 229/1 KB/WIB 92 vinden in de praktijk evenmin toepassing.

De Cel administratieve sancties (CAS) beschikt ter zake dus over geen enkele bevoegdheid.

Specifieke sancties inzake de belasting op spelen en weddenschappen, en op automatische ontspanningstoestellen voorzien dat in geval van bedrog of verzuim een verhoging van 500 pct. kan worden toegepast (artikel 68 en 89 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (WGB)). In geval van schending van de sluiting of het verbod uitgesproken krachtens artikel 70 WGB, kan overeenkomstig artikel 71 van hetzelfde wetboek een boete van 250 EUR tot 12.500 EUR worden opgelegd. Beide sancties worden als strafrechtelijke sancties aangemerkt en vallen derhalve niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Wat betreft de verkeersbelasting en de belasting op de invertering werd de overname van de dienst van de belasting door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aanvankelijk voorzien voor 1 januari 2019, uitgesteld tot 1 januari 2020.

De sancties voor wat betreft de verkeersbelasting worden vastgesteld in de artikelen 40 en 41 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Krachtens artikel 40 van voormeld wetboek kan de belastingschuldige, bij gebrek aan aangifte binnen de voorgeschreven termijn of in geval van ontoereikendheid van de aangifte van ambtswege aangeslagen worden.

De ontdoken belasting wordt op het drievoudige gebracht wanneer zij een tiende van de oorspronkelijke belasting overschrijdt. De belasting van ambtswege vastgesteld, moet dadelijk worden betaald.

Deze sanctie wordt eveneens als een strafrechtelijke sanctie aangemerkt en valt derhalve niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Overeenkomstig artikel 41 van hetzelfde wetboek kan de rechtbank, wanneer de belasting niet is betaald, de nummerplaat van het voertuig verbod verklaren en de teruggeve ervan bevelen aan de Dienst van het Wegverkeer, momenteel de Dienst voor Inschrijving van Voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer.

Uit informatie van de diensten van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit (AAFisc) belast met de coördinatie van de toepassing van artikel 9 van het Regentsbesluit van 9 maart 1831, blijkt dat met betrekking tot eventuele boetes geheven op voormelde belastingen, nog nooit een gratisverzoek werd ingediend.

De andere belastingen waarvoor de dienst van de belasting nog niet naar de Gewesten werd overgeheveld (de successie- en registratierechten in Brussel en Wallonië en bepaalde rechten in Vlaanderen, de openingstaksen op de slijerijen van gegiste dranken in Brussel), vallen niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Gelet op wat voorafgaat, moet bij gebrek aan belangenconflict een overlegprocedure tussen de federale regering en de gewestregeringen niet worden georganiseerd.

Overeenkomstig artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten werd evenwel het advies van de Gewesten ingewonnen tijdens een Interministeriële Conferentie Financiën en Begroting, samengesteld uit de betrokken gewestelijke en federale ministers of hun vertegenwoordiger.

FORMALITES**1. Procédure de concertation avec les Communautés et Régions**

Dans son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018, la section de législation du Conseil d'Etat précise au point 3 que, bien que la matière réglée relève de la compétence de l'autorité fédérale, les impôts régionaux pour lesquels les régions n'assurent pas encore le service demeurent soumis à une obligation de concertation qui doit être remplie conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Étant donné que la date initiale d'entrée en vigueur de la mesure visée à l'article 9 du projet soumis au Conseil d'Etat, à savoir le 1^{er} novembre 2018, ne s'est pas avérée tenable, la mesure n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 2019 et ne pourra plus encore porter que sur d'éventuels accroissements d'impôts ou amendes en matière :

- de précompte immobilier en Wallonie;
- de taxes sur les jeux et paris et sur les appareils automatiques de divertissement à Bruxelles;
- la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation à Bruxelles (jusqu'au 31.12.2019).

En ce qui concerne le précompte immobilier, l'article 444 CIR 92 ne s'applique pas à défaut d'obligation déclarative, de sorte que des accroissements d'impôts ne peuvent jamais être appliqués. Le précompte est calculé sur la base du revenu cadastral déterminé par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale et est directement repris dans la cotisation établie. En cas de non-paiement ou de retard de paiement, la procédure de recouvrement sera engagée et des intérêts de retard seront réclamés. Les articles 445 CIR 92 et 229/1 AR/CIR 92 ne sont pas non plus d'application en pratique.

La Cellule sanctions administratives (CSA) ne dispose dès lors en la matière d'aucune compétence.

Des sanctions spécifiques en matière de taxe sur les jeux et paris et de taxe sur les appareils automatiques de divertissement prévoient qu'une majoration de 500 pct. peut être appliquée en cas de fraude ou d'omission (articles 68 et 89 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA)). En cas d'infraction de la fermeture ou de l'interdiction prononcée en vertu de l'article 70 CTA, une amende de 250 EUR à 12.500 EUR peut être infligée conformément à l'article 71 du même code. Ces deux sanctions sont considérées comme des sanctions pénales et ne relèvent donc pas du champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

En ce qui concerne la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation, la reprise du service de l'impôt par la Région de Bruxelles-Capitale, prévue initialement pour le 1^{er} janvier 2019, a été reportée au 1^{er} janvier 2020.

Les sanctions en matière de taxe de circulation sont définies aux articles 40 et 41 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Conformément à l'article 40 du Code précité, le redevable peut être taxé d'office à défaut de déclaration dans le délai prescrit ou en cas d'insuffisance de la déclaration.

La taxe éludée est portée au triple si elle dépasse le dixième de la taxe primitive. La taxe établie d'office est payable immédiatement.

Cette sanction est également considérée comme une sanction pénale et n'entre donc pas dans le champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

Conformément à l'article 41 du même code, le tribunal peut, à défaut de paiement de la taxe, prononcer la confiscation de la plaque d'immatriculation afférente au véhicule et ordonner sa restitution à l'Office de la circulation routière, actuellement la Direction de l'Immatriculation des Véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transports.

Des informations émanant des services de l'Administration générale de la Fiscalité (AGFisc) chargés de coordonner l'application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 9 mars 1831, il ressort qu'aucune demande de grâce n'a jamais été introduite à l'égard d'éventuelles amendes infligées aux taxes précitées.

Les autres taxes pour lesquelles le service de l'impôt n'a pas encore été transféré aux Régions (droits de succession et d'enregistrement à Bruxelles et en Wallonie et certains droits en Flandre, les taxes d'ouverture sur les débits de boissons fermentées à Bruxelles), ne relèvent pas du champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

Compte tenu de ce qui précède, la procédure formelle de concertation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux, ne doit pas être organisée à défaut de conflit d'intérêt.

Toutefois, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'avis des Régions a été sollicité lors d'une Conférence interministerielle des Finances et du Budget, composée des ministres régionaux et fédéraux concernés ou de leurs représentants.

Alle betrokken partijen hebben op 18 december 2018 een postief advies vertrekt.

II. Advies Gegevensbeschermingsautoriteit

In punt 4 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 stelt de afdeling Wetgeving van de Raad van State dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet worden ingewonnen om volgende redenen:

"Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichhoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit", te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking."

De voorafgaande raadpleging van de toezichhoudende autoriteit vermeld in artikel 36.4 van de verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016, waarnaar punt 4 van voormeld advies verwijst, betreft een toekomstige handeling voorgeschreven in het kader van een door het nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel.

De behandeling van een verzoek tot kwijtschelding of vermindering van een administratieve sanctie is evenwel geen nieuwe techniek gelet op het feit dat de ministeriële macht tot gratieverlening bestaat sedert 1831 en nu louter gedeeltelijk wordt doorgeschoven naar de fiscale bemiddelingsdienst. Daarbij komt nog dat ook nu reeds alle gevraagde applicaties intern gebruikt worden voor de behandeling van dergelijke dossiers. Er zijn bijgevolg geen hoge risico's die het nemen van verzachtende maatregelen vereisen, aangezien de gegevensverwerking reeds bestaat en de wettelijke noch reglementaire basis ervan niet wordt veranderd. De materiële taak zal niet langer door de bevoegde diensten van de AAFisc worden uitgevoerd, maar door de CAS, opgericht bij artikel 2 van de wet van 29 maart 2018 binnen de fiscale bemiddelingsdienst, die alhoewel autonoom, nog steeds ressorteert onder de FOD Financiën.

Uit inlichtingen ingewonnen bij de Dienst Privacy van de FOD Financiën is daarenboven het volgende gebleken.

Krachtens hoofdstuk 2, afdeling 4, van de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën in het kader van zijn opdrachten (BS 24.08.2012), "kan de FOD Financiën met het oog op, in het kader van zijn wettelijke opdrachten, enerzijds gericht controles uit te voeren op basis van fisico-indicatoren en anderzijds analyses uit te voeren op relationele gegevens afkomstig van verschillende administraties en/of diensten van de FOD Financiën, de overeenkomstig artikel 3 ingezamelde gegevens samenvoegen in een datawarehouse waardoor er processen van datamining en data-matching uitgevoerd worden, (...)."

De CAS ressorteert onder de fiscale bemiddelingsdienst en bijgevolg onder de FOD Financiën. Gelet op voormelde wetsbepaling is artikel 3, tweede lid, van onderhavig ontwerp van besluit overbodig en kan het worden geschrapt.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is, gelet op wat voorafgaat, dan ook niet vereist.

III. Regelgevingsimpactanalyse

Er werd rekening gehouden met het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State voor wat betreft de Regelgevingsimpactanalyse.

IV. Staatssteun

Artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) stelt: "Behoudens afwijkingen waarin de Verdragen voorzien, zijn steunmaatregelen van de staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de interne markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloedt."

Artikel 107, lid 2, VWEU specificeert wat verenigbaar is met de interne markt, bijvoorbeeld:

a) steunmaatregelen van sociale aard aan individuele verbruikers op voorwaarde dat deze toegepast worden zonder onderscheid naar oorsprong van de producten;

Toutes les parties concernées ont fourni le 18 décembre 2018 un avis positif.

II. Avis de l'Autorité de protection des données

Au point 4 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018, la section de législation du Conseil d'État précise que l'avis de l'Autorité de protection des données doit être sollicité pour les raisons suivantes :

"L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", combiné avec l'article 57, paragraphe 1^{er}, c, et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données", dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement."

La consultation préalable de l'autorité de contrôle visée à l'article 36.4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, auquel se réfère le point 4 de l'avis précité, concerne un acte futur prescrit par une mesure législative devant être adoptée par le parlement national, ou une mesure réglementaire fondée sur celle-ci.

Le traitement d'une demande de remise ou modération d'une sanction administrative n'est cependant pas une technique nouvelle, étant donné que le pouvoir ministériel de grâce existe depuis 1831 et qu'il est à l'avenir simplement transféré partiellement au service de conciliation fiscale. En outre, toutes les applications demandées sont déjà utilisées en interne pour le traitement de ce type de dossiers. Par conséquent, il n'y a pas de risques élevés qui nécessitent la prise de mesures particulières, puisque le traitement des données existe déjà et que sa base légale ou réglementaire n'est pas modifiée. La tâche matérielle ne sera plus assurée par les services compétents de l'AGFisc mais par la CSA, créée par l'article 2 de la loi du 29 mars 2018 au sein du service de conciliation fiscale qui, bien qu'autonome, relève toujours du SPF Finances.

De plus, les renseignements recueillis auprès du Service Privacy du SPF Finances ont révélé ce qui suit.

Conformément au chapitre 2, section 4, de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le SPF Finances dans le cadre de ses missions (MB 24.08.2012), "le SPF Finances peut, en vue de réaliser, dans le cadre de ses missions légales, les finalités d'une part de contrôles ciblés sur la base d'indicateurs de risque et d'autre part, d'analyses sur des données relationnelles provenant de différentes administrations et/ou services du Service Public Fédéral Finances, agréger les données collectées en application de l'article 3 dans un datawarehouse permettant de procéder à des opérations de datamining et de datamatching, (...)."

La CSA relève du service de conciliation fiscale et par conséquent du SPF Finances. Compte tenu de la disposition légale susmentionnée, l'article 3, paragraphe 2, de ce projet de décret est superflu et peut être supprimé.

L'avis de l'Autorité de protection des données n'est donc pas requis compte tenu de ce qui précède.

III. Analyse d'impact de la réglementation

Il a été tenu compte de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'État concernant l'analyse d'impact de la réglementation.

IV. Aide d'état

L'article 107, paragraphe 1^{er}, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que : "sauf dérogations prévues par les Traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions."

L'article 107, paragraphe 2, TFUE précise ce qui est compatible avec le marché intérieur, par exemple :

a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits;

b) Steunmaatregelen tot herstel van de schade veroorzaakt door natuurrampen of andere buitengewone gebeurtenissen

(...)

Door de momenteel bevoegde diensten van de AAFisc worden geen statistieken bijgehouden nopens het bedrag van de kwijtschelden of verminderde administratieve sancties, noch over de aard van de belastingplichtigen (natuurlijke personen/vennootschappen).

Het is dus onmogelijk om op dit moment met zekerheid te stellen dat het al dan niet "omvangrijke" bedragen zou betreffen. De redenen waarom gratie kan worden verleend staan los van de fiscaliteit. Het zal eerder moeten gaan om sociale, familiale, financiële, gezondheidsredenen.

Ook in geval ondernemingen beroep willen doen op het genaderecht, zal het in iedere geval moeten gaan om ondernemingen die zich ingevolge buitengewone omstandigheden in financiële moeilijkheden bevinden. Er wordt geen onderscheid gemaakt naar de aard van de onderneming, noch naar de plaats van vestiging, de maatregel geldt, net als artikel 9 van het Regeringsbesluit van 18 maart 1831, zowel voor binnenlandse als voor buitenlandse ondernemingen.

Gratie kan enkel worden verleend m.b.t. de fiscale administratieve sanctie en noot met betrekking tot de hoofdsom of de verschuldigde interesten.

Om te vermijden dat voor ondernemingen geval per geval zal moeten worden beoordeeld of een voorgenomen beslissing van de fiscale bemiddelingsdienst moet worden aangemeld bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 108, lid 3, van de VWEU – zoals vooropgesteld in punt 6 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, werd op 21 november 2018 een pre-notificatie ingediend bij de Europese Commissie.

De vraag werd gesteld of het verlenen van kwijtschelding of vermindering van administratieve boetes en belastingverhogingen overeenkomstig de wet van 29 maart 2018 en het ontwerp van uitvoeringsbesluit, als staatssteun in de zin van artikel 107 VWEU moet worden aangemerkt.

Na overleg op 5 december 2018 tussen de Permanente Vertegenwoordiging, de Europese Commissie en leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst, deelde het Directoraat-generaal Concurrentie, Staatssteun, op 13 december 2018 het volgende mede:

"On the basis of the information available, the competent services of the Directorate General for Competition would like to bring to your attention the following:

- The mere transfer of competences within the public administration under the envisaged draft Royal Decree in itself does not raise any State aid concerns.

- However, the granting of relief in relation to administrative or tax penalties to companies, that under normal circumstances would be obliged to pay those penalties, could potentially involve State aid.

- The power to grant the relief does not classify as an aid scheme because it lacks predefined, abstract criteria based on which the relief will be granted. As a result, the question whether State aid is involved (or not) and its compatibility with the internal market will have to be assessed on an individual, case-by-case basis.

- In light of the figures presented (pending requests), it appears that the relief potentially granted would be (far) below the "de minimis" threshold (see Commission Regulation 1407/2013 of 18 December 2013 on the application of Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union to the minimis aid, OJ L 352, 24.12.2013).

In order to comply with State aid rules the Belgian authorities could consider making the application of the grace measure conditional upon compliance with the de minimis Regulation. In that context, they would be expected to closely monitor the situation and keep track of the amount of relief granted. In any event, any case that would exceed the amounts set in the de minimis Regulation should be (pre-)notified to the Commission."

Met het oog op administratieve vereenvoudiging, zowel voor de Lidstaat als voor de diensten van de Commissie – die haar middelen moet kunnen richten op gevallen van steunverlening die van werkelijk belang zijn op communautair niveau – en in het belang van het "Midden- en Kleinbedrijf" heeft de Commissie, in 1992 een zogenaamde de minimis-regel ingevoerd waarbij een steurniveau in een absoluut bedrag wordt vastgesteld.

b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,

(...)

Les services actuellement compétents de l'AG Fisc ne tiennent pas de statistiques en ce qui concerne le montant des sanctions administratives remises ou réduites, ni quant à la nature des redevables (personnes physiques/sociétés).

Il est donc impossible à ce stade de dire avec certitude si les montants en question sont "substantiels" ou non. Les raisons pour lesquelles la grâce peut être accordée sont indépendantes de la fiscalité. Il devra plutôt s'agir de raisons sociales, familiales, financières, de santé.

Concernant les entreprises qui souhaitent se prévaloir du droit de grâce, il devra en tout état de cause s'agir d'entreprises en difficulté financière en raison de circonstances exceptionnelles. Aucune distinction n'est faite en fonction de la nature de l'entreprise ou du lieu d'établissement. La mesure s'applique, comme l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831, aussi bien aux entreprises nationales qu'étrangères.

La grâce ne peut être accordée qu'en ce qui concerne la sanction administrative et jamais en ce qui concerne le principal ou les intérêts dus.

Afin d'éviter la nécessité d'évaluer au cas par cas si une décision envisagée par le service de conciliation fiscale doit être notifiée à la Commission européenne conformément à l'article 108, paragraphe 3, du TFUE – comme prévu au point 6 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'Etat –, une notification préalable a été introduite le 21 novembre 2018 auprès de la Commission européenne.

La question a été posée si l'octroi d'une remise ou d'une modération d'amendes administratives ou d'accroissements d'impôt conformément à la loi du 29 mars 2018 peut être considéré comme une aide d'Etat au sens de l'article 107 TFUE.

Après concertation le 5 décembre 2018 entre la Représentation Permanente, la Commission Européenne et des Membres du College du service de conciliation fiscale, la Direction générale Concurrence Aide d'Etat, a communiqué le 13 décembre 2018 ceci :

"On the basis of the information available, the competent services of the Directorate General for Competition would like to bring to your attention the following:

- The mere transfer of competences within the public administration under the envisaged draft Royal Decree in itself does not raise any State aid concerns.

- However, the granting of relief in relation to administrative or tax penalties to companies, that under normal circumstances would be obliged to pay those penalties, could potentially involve State aid.

- The power to grant the relief does not classify as an aid scheme because it lacks predefined, abstract criteria based on which the relief will be granted. As a result, the question whether State aid is involved (or not) and its compatibility with the internal market will have to be assessed on an individual, case-by-case basis.

- In light of the figures presented (pending requests), it appears that the relief potentially granted would be (far) below the "de minimis" threshold (see Commission Regulation 1407/2013 of 18 December 2013 on the application of Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union to the minimis aid, OJ L 352, 24.12.2013).

In order to comply with State aid rules the Belgian authorities could consider making the application of the grace measure conditional upon compliance with the de minimis Regulation. In that context, they would be expected to closely monitor the situation and keep track of the amount of relief granted. In any event, any case that would exceed the amounts set in the de minimis Regulation should be (pre-)notified to the Commission."

Dans un souci de simplification administrative tant pour les États membres que pour les services de la Commission – qui doit pouvoir concentrer ses ressources sur les cas d'importance réelle au niveau communautaire – et dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises, la Commission a introduit en 1992 une règle dite de minimis qui fixe un seuil d'aide en montant absolu.

Het totale bedrag van de de-minimissteun die is verleend aan één onderneming, mag niet hoger zijn van 200.000 EUR over een periode van drie jaar. Dit plafond is van toepassing ongeacht de vorm van de steun en ongeacht het daarmee beoogde doel.

Het College van de fiscale bemiddelingsdienst zal er dus moeten over waken dat voormeld bedrag van 200.000 EUR niet wordt overschreden gedurende eenzelfde periode van drie jaar, het jaar van de beslissing tot kwijtschelding inbegrepen, ongeacht de jaren waarin de boetes en belastingverhogingen gevestigd werden.

Teneinde dit te garanderen werd in artikel 6 uitdrukkelijk vermeld dat onderhavig besluit onder de toepassing valt van de de-minimissteun zoals vervat in Verordening (EU) 1407/2013 van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun en de eventuele latere wijzigingen van deze verordening.

Tevens wordt in de aanhef van het besluit melding gemaakt van voormelde Europese Verordening.

RECHTSGROND

I. Aanhef en artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit

De afdeling Wetgeving van de Raad van State sielt in punt 8.1 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 dat de rechtsgrond voor het in werking stellen van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 (artikel 9 van het ontwerp van besluit) geboden wordt door artikel 15, § 2, van dezelfde wet. Ook van dat artikel zal derhalve melding moeten worden gemaakt in het tweede lid van de aanhef.

De aanvankelijk voorgestelde inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 op 1 november 2018 blijkt niet haalbaar. Er wordt dan ook voorgesteld om dit hoofdstuk in werking te laten treden op 1 januari 2019.

Deze datum van inwerkingtreding is expliciet opgenomen in artikel 15, § 2, van de wet van 29 maart 2018. Het advies van de Raad van State kan derhalve niet meer worden gevolgd.

Dit geeft eveneens tot gevolg dat artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit (dat de inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van voormelde wet regelde) moet worden geschrapt. Indien niet, zou het immers een louter overname zijn van het bepaalde in artikel 15, § 2, van de wet van 29 maart 2018.

De inwerkingtreding van het voorgelegd besluit zelf wordt eveneens vastgesteld op 1 januari 2019.

II. Artikel 3 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp van besluit bepaalde het volgende:

“Gedurende het onderzoek maakt de Cel administratieve sancties gebruik van alle informatietoepassingen die zij nuttig acht om een gemotiveerd advies uit te brengen bij het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).”

Gelet op het vermelde onder punt II van de “vormvereisten” hiervoor en teneinde rekening te houden met de opmerking van de Raad van State in voormeld advies, wordt deze bepaling geschrapt.

De wijzigingen aangebracht aan het ontwerp van besluit voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State vloeien voort uit het gevolg dat aan het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 werd gegeven. Het ontwerp ondergaat geen andere grondige wijzigingen en hoeft bijgevolg geen tweede maal aan voormelde afdeling van de Raad van State te worden voorgelegd.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

ADVIES 64.252/3 van 11 oktober 2018 over een ontwerp van koninklijk besluit “tot uitvoering van de Hoofdstukken 2 en 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst”

Op 11 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit “tot uitvoering van de Hoofdstukken 2 en 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst”.

Le montant total des aides de minimis octroyées à une même entreprise ne peut excéder 200 000 EUR sur une période de trois ans. Ce plafond s'applique quels que soient la forme et l'objectif des aides.

Le Collège du service de conciliation fiscale devra donc veiller à ce que le montant susmentionné de 200.000 EUR ne soit pas dépassé au cours d'une même période de trois ans, l'année de la décision y comprise et celles que soient les années au cours desquelles les amendes et les accroissements ont été effectivement infligés.

Afin de garantir ceci l'article 6 mentionne explicitement que le présent arrêté relève de l'application des aides de minimis telles que reprises dans le Règlement (UE) no 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et les éventuelles modifications ultérieures de ce règlement.

Au même temps il est fait mention du Règlement européen précité dans le préambule de l'arrêté.

FONDEMENT JURIDIQUE

I. Préambule et article 9 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'Etat indique au point 8.1 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 que le fondement juridique pour la mise en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 (article 9 de l'arrêté en projet) est fondé sur l'article 15, § 2, de la même loi. Cet article a donc été également mentionné dans le deuxième alinéa du préambule.

L'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018, initialement prévue pour le 1^{er} novembre 2018 ne s'est pas avérée réaliste. Il est donc proposé que ce chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Cette date d'entrée en vigueur est expressément prévue à l'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018. L'avis du Conseil d'Etat ne peut par conséquent plus être suivi.

Cela implique également que l'article 9 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat (qui prévoyait l'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi précitée) doit être supprimé. Dans le cas contraire, il s'agirait simplement d'une copie des dispositions de l'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018.

L'entrée en vigueur de l'arrêté soumis est également fixé au 1^{er} janvier 2019.

II. Article 3 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat

L'article 3, deuxième alinéa, du projet d'arrêté stipule ce qui suit :

“Pendant l'instruction, la Cellule sanctions administratives fait usage de toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles pour rendre un avis fondé au collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).”

Compte tenu des exigences formelles visées au point II des “Formalités” ci-avant et afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat dans l'avis précité, cette disposition est supprimée.

Les modifications apportées au projet d'arrêté soumis à la section de législation du Conseil d'Etat résultent de la suite donnée à l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018. Le projet ne subit pas d'autres modifications substantielles et ne doit donc pas être soumis une deuxième fois à la section susmentionnée du Conseil d'Etat.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

AVIS 64.252/3 du 11 octobre 2018 sur un projet d'arrêté royal “portant exécution des Chapitres 2 et 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale”

Le 11 septembre 2018, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal “portant exécution des Chapitres 2 et 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale”.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 2 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Peter Sourbron, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truijens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Dries Van Eeckhoutte, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jo Baert, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 oktober 2018.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegeespt op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking van het ontwerp

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 "tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst". (1)

Vormvereisten

3. Krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 "betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten" (hierna: bijzondere financieringswet), zorgt de Staat voor de dienst van de belasting "in overleg met het betrokken gewest" en tot het gewest de dienst van een belasting overmeemt.

Op de vraag of dit overleg heeft plaatsgehad, antwoordde de gemachtigde het volgende:

"Le champ d'application matériel de l'arrêté royal en projet concerne les accroissements d'impôts, les amendes proportionnelles et les amendes non proportionnelles infligées à titre de sanctions administratives lors de la commission d'une infraction aux dispositions du code des impôts sur les revenus, du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et du code des droits et taxes divers. L'article 5, § 3 de la loi spéciale de financement (LSF) concerne quant à lui uniquement les impôts régionaux "impropres" visés à l'article 3 LSF mais pas les impôts fédéraux, ni les impôts sur lesquels les régions peuvent établir des taxes additionnelles en vertu de l'article 5/1 LSF. Par ailleurs, en ce qui concerne les impôts régionaux, l'autorité fédérale reste compétente pour fixer et modifier toutes les règles relevant du droit fiscal formel, c'est-à-dire les règles de procédure, et ceci tant que le service de l'impôt relatif au groupe d'impôt concerné n'a pas été transféré à l'autorité régionale (voir article 5, §§ 3 et 4 LSF).

En cas de transfert du service de l'impôt (article 5, § 3 LSF) d'un groupe d'impôts visés à l'article 3 de la LSF, l'autorité régionale qui reprend le service des impôts transférés décide souverainement de continuer à appliquer ou pas l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831. En consultant la banque de données du SPF Justice "Legislation belge consolidée", vous constaterez que dans la foulée du transfert du service de l'impôt relatif aux droits d'enregistrement régionaux et des droits de succession le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande a abrogé l'arrêté du Régent en ce qui concerne l'application des impôts dont le service était auparavant assuré par le SPF Finances, lequel arrêté du régent reste par contre d'application pour les impôts régionaux localisés par l'article 5, § 2 LSF en régions wallonne et bruxelloise et dont le service n'est à ce jour toujours pas transféré.

Il n'y a dès lors pas matière à organiser une concertation avec les Régions."

Daarmee kan niet worden ingestemd. De geregelde aangelegenheid behoort weliswaar tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar met betrekking tot de gewestelijke belastingen waarvoor de dienst nog niet door de gewesten is overgenomen, geldt een overlegverplichting die moet worden nageleefd.

4. Lidens artikel 3, tweede lid, van het ontwerp mag de Cel administratieve sancties gebruik maken van "alle informatietoepassingen die zij nuttig acht" (2). Dat gebruik houdt een verwerking van persoonsgegevens in.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit" (3), te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet bijgevolg nog worden ingewonnen vooraleer het ontwerp doorgang kan vinden.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 2 octobre 2018. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Peter Sourbron, conseillers d'Etat, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesses, et Astrid Truijens, greffier.

Le rapport a été présenté par Dries Van Eeckhoutte, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jo Baert, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 octobre 2018.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée du projet

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de donner exécution au chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 "visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale" (1).

Formalités

3. En vertu de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 "relative au financement des Communautés et des Régions" (ci-après : loi spéciale de financement), l'Etat assure le service de l'impôt "en concertation avec [la région concernée]" et jusqu'à ce que celle-ci assure le service d'un impôt.

À la question de savoir si cette concertation a eu lieu, le délégué a donné la réponse suivante :

"Le champ d'application matériel de l'arrêté royal en projet concerne les accroissements d'impôts, les amendes proportionnelles et les amendes non proportionnelles infligées à titre de sanctions administratives lors de la commission d'une infraction aux dispositions du code des impôts sur les revenus, du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et du code des droits et taxes divers. L'article 5, § 3 de la loi spéciale de financement (LSF) concerne quant à lui uniquement les impôts régionaux "impropres" visés à l'article 3 LSF mais pas les impôts fédéraux, ni les impôts sur lesquels les régions peuvent établir des taxes additionnelles en vertu de l'article 5/1 LSF. Par ailleurs, en ce qui concerne les impôts régionaux, l'autorité fédérale reste compétente pour fixer et modifier toutes les règles relevant du droit fiscal formel, c'est-à-dire les règles de procédure, et ceci tant que le service de l'impôt relatif au groupe d'impôt concerné n'a pas été transféré à l'autorité régionale (voir article 5, §§ 3 et 4 LSF).

En cas de transfert du service de l'impôt (article 5, § 3 LSF) d'un groupe d'impôts visés à l'article 3 de la LSF, l'autorité régionale qui reprend le service des impôts transférés décide souverainement de continuer à appliquer ou pas l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831. En consultant la banque de données du SPF Justice "Legislation belge consolidée", vous constaterez que dans la foulée du transfert du service de l'impôt relatif aux droits d'enregistrement régionaux et des droits de succession le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande a abrogé l'arrêté du Régent en ce qui concerne l'application des impôts dont le service était auparavant assuré par le SPF Finances, lequel arrêté du régent reste par contre d'application pour les impôts régionaux localisés par l'article 5, § 2 LSF en régions wallonne et bruxelloise et dont le service n'est à ce jour toujours pas transféré.

Il n'y a dès lors pas matière à organiser une concertation avec les Régions."

On ne peut se rallier à ce point de vue. S'il est vrai que la matière réglée relève de la compétence de l'autorité fédérale, il n'en demeure pas moins qu'en ce qui concerne les impôts régionaux pour lesquels les régions n'assurent pas encore le service, une obligation de concertation, devant être respectée, s'applique.

4. Selon l'article 3, alinéa 2 du projet, la Cellule sanctions administratives peut faire usage de "toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles" (2). Cet usage implique un traitement de données à caractère personnel.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", combiné avec l'article 57, paragraphe 1^{er}, c), et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données" (3), dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement. Il s'impose par conséquent de recueillir encore l'avis de l'Autorité de protection des données avant que le projet puisse se concrétiser.

5. Uit het zevende lid van de aanhef blijkt dat de stellers van het ontwerp ervan uitgaan dat een regelgevingsimpactanalyse (RIA) niet vereist is, omdat het om "autoregulering van de federale overheid" in de zin van artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 "houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging" zou gaan.

De voorliggende ontworpen regeling is echter niet daartoe beperkt, zoals blijkt uit artikel 3 van het ontwerp (4).

Bijgevolg zal alsnog een RIA moeten worden opgesteld.

6. Met het te nemen koninklijk besluit wordt uitvoering gegeven aan de wet van 29 maart 2018, waarbij de fiscale bemiddelingsdienst de bevoegdheid krijgt om te beslissen over verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes – niet van de belastingsschuld zelf. Het is mogelijk dat het door de fiscale bemiddelingsdienst kwijtschelden aan ondernemingen van omvangrijke (5) bedragen kan worden beschouwd als staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: VWEU).

"Behoudens de afwijkingen waarin het Verdrag voorziet, zijn steunmaatregelen van de staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de interne markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloedt" (6).

Er zal echter geval per geval moeten worden beoordeeld of een voorgenomen beslissing van de fiscale bemiddelingsdienst moet worden aangemeld bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 108, lid 3, van de VWEU. Een aanmelding van dit ontwerp lijkt derhalve niet nodig.

7. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Rechtsgrond

8. De bepalingen vermeld in het tweede lid van de aanhef, namelijk hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018, bieden rechtsgrond voor de meeste bepalingen van het ontworpen besluit, maar volstaan niet als rechtsgrond voor alle onderdelen ervan. In dat verband zijn de volgende opmerkingen te maken.

8.1. De rechtsgrond voor het in werking stellen van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 (artikel 9 van het ontworpen besluit) wordt geboden door artikel 15, § 2, van dezelfde wet. Ook van dat artikel zal derhalve melding moeten worden gemaakt in het tweede lid van de aanhef.

8.2. Rechtsgrond voor artikel 4 van het ontworpen besluit, dat handelt over het ter beschikking van de Cel administratieve sancties stellen van personeelsleden van de FOD Financiën, kan worden gevonden in artikel 107, tweede lid, van de Grondwet. Aan die bepaling ontleent de Koning de bevoegdheid om het statuut van de ambtenaren bij het algemeen bestuur te regelen.

8.3. Artikel 3 van het ontworpen besluit strekt ertoe om de Cel administratieve sancties van de fiscale bemiddelingsdienst bepaalde onderzoeksbevoegdheden te verlenen. De Cel mag "alle inlichtingen inwinnen die hij nodig acht, alle betrokken personen horen en ter plaatse alle vaststellingen doen" (eerste lid). Bovendien mag de Cel "gebruik [maken] van alle informatietoepassingen die zij nuttig acht" (tweede lid).

Het is niet duidelijk wat daarvoor de rechtsgrond zou kunnen zijn. Het toekennen van dergelijke onderzoeksbevoegdheden komt in beginsel aan de wetgever zelf toe, vermits het uitoefenen ervan gepaard kan gaan met de inmenging in bepaalde individuele rechten. De betrokken bepalingen dienen derhalve uit het ontworpen besluit te worden weggelaten.

8.4. De overige rechtsgrondproblemen worden behandeld bij het onderzoek van de tekst.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

9. De aanhef dient in overeenstemming te worden gebracht met wat hiervoor is opgemerkt over de rechtsgrond van het ontworpen besluit.

5. Il ressort du septième alinéa du préambule que les auteurs du projet considèrent qu'une analyse d'impact de la réglementation (AIR) n'est pas requise, parce qu'il s'agit de l'"autoregulation de l'autorité fédérale" au sens de l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 "portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative".

Or, le régime en projet examiné n'est pas limité en ce sens, ainsi qu'il ressort de l'article 3 du projet (4).

Par conséquent, une AIR devra encore être effectuée.

6. L'arrêté royal envisagé donne exécution à la loi du 29 mars 2018, qui habilite le service de conciliation fiscale à statuer sur les demandes de remise ou de modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives – pas de la dette d'impôt elle-même. Il est possible que la remise de montants élevés (5) aux entreprises par le service de conciliation fiscale puisse être considérée comme une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après: TFUE) :

"Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (6)".

Il faudra toutefois évaluer au cas par cas si une décision envisagée par le service de conciliation fiscale doit être notifiée à la Commission européenne, conformément à l'article 108, paragraphe 3, du TFUE. Une notification du projet examiné ne semble dès lors pas nécessaire.

7. Si l'accomplissement des formalités susmentionnées devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

Fondement juridique

8. Les dispositions mentionnées au deuxième alinéa du préambule, à savoir le chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018, procurent un fondement juridique à la plupart des dispositions de l'arrêté en projet, mais ne suffisent pas à procurer un fondement juridique à toutes ses composantes. À cet égard, il y a lieu de formuler les observations suivantes.

8.1. L'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018 procure un fondement juridique à la mise en vigueur du chapitre 2 de la même loi (article 9 de l'arrêté en projet). Cet article devra dès lors également être mentionné au deuxième alinéa du préambule.

8.2. Le fondement juridique de l'article 4 de l'arrêté en projet, qui concerne la mise à disposition de membres du personnel du SPF Finances à la Cellule sanctions administratives, peut être trouvé dans l'article 107, alinéa 2, de la Constitution. Cette disposition confère au Roi le pouvoir de régler le statut des fonctionnaires de l'administration générale.

8.3. L'article 3 de l'arrêté en projet vise à accorder certains pouvoirs d'investigation à la Cellule sanctions administratives du service de conciliation fiscale. La Cellule peut "recueillir tous les renseignements qu'elle juge utiles, entendre toutes les personnes concernées et procéder à toutes les constatations sur place" (alinéa 1^{er}). En outre, la Cellule peut "faire usage de toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles" (alinéa 2).

On n'aperçoit pas clairement le fondement juridique qui pourrait être invoqué à cet effet. L'attribution de pareils pouvoirs d'investigation revient en principe au législateur lui-même, étant donné que leur exercice peut donner lieu à une ingérence dans certains droits individuels. Les dispositions concernées doivent par conséquent être distraites de l'arrêté en projet.

8.4. Les autres problèmes de fondement juridique seront traités lors de l'examen du texte.

Examen du texte

Préambule

9. Le préambule doit être mis en conformité avec les observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique de l'arrêté en projet.

Artikel 1

10. Om nadere toelichting gevraagd welke personen overeenkomstig artikel 1 van het ontwerp een verzoek tot kwijtschelding of vermindering kunnen indienen, stelde de gemachtigde voor om de ontworpen bepaling ("De belastingsschuldige, zijn echtgenoot op wiens goederen een administratieve sanctie kan worden ingevorderd, evenals elke persoon die hoofdelijk gehouden is tot de betaling van de sanctie, ...") in de volgende zin aan te passen: "De belastingplichtige evenals elke persoon die gehouden is tot de betaling van de sanctie, ...".

Vermits uiteraard ook de belastingplichtige zelf aangesproken kan worden om de sanctie te betalen, volstaat het om eenvoudigweg te schrijven: "Elke persoon die gehouden is tot de betaling van de verhoging of de boete (7), ...".

11. Aan de gemachtigde werd gevraagd of de woorden "voor zover tegen deze belastingverhoging of administratieve boete geen administratieve of gerechtelijke beroepsprocedure meer hangende is" aan het einde van artikel 1 van het ontwerp geen loutere overname is van het bepaalde in artikel 5 van de wet van 29 maart 2018.

De gemachtigde antwoordde:

"Actuellement et pour l'application de l'arrêté du Régent, une requête en remise ou modération d'accroissement d'impôt ou d'amende fiscale peut être introduite, même lorsque la cotisation d'impôt dont la sanction administrative est l'accessoire, n'est pas encore devenue définitive. Simplement, le Ministre ne prenait un arrêté de remise partielle ou totale ou rejetait la requête qu'après épuisement des voies de recours administratives et judiciaires (cassation comprise). Il s'agit donc d'une règle nouvelle de "recevabilité" qui est instaurée par l'article 1^{er} de l'arrêté en projet et qui ne fait nullement double emploi avec l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 qui traite du moment de l'exercice d'une compétence décisionnelle."

Met die uitleg kan worden ingestemd.

Artikel 3

12. Teneinde beter in overeenstemming te zijn met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, stelde men de tweede zin van artikel 3, eerste lid, van het ontwerp ("Elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën mag deelnemen aan het onderzoek van het verzoekschrift"), beter als volgt:

"Hierom verzocht, neemt elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën deel aan het onderzoek van het verzoekschrift."

De gemachtigde was het hiermee eens.

13. Om nadere toelichting gevraagd over artikel 3, derde lid, van het ontwerp ("Zolang er geen beslissing is genomen, kan de aanvrager worden gehoord of de motivering van zijn verzoekschrift vervolledigen."), antwoordde de gemachtigde het volgende:

"L'objectif poursuivi dans le projet d'arrêté est de permettre tant au contribuable de demander d'être entendu, qu'aux collaborateurs de la CSA d'entendre d'initiative le contribuable. C'est la pratique actuelle pour l'instruction des demandes de conciliation fiscale, elle permet bien souvent de faciliter et d'accélérer l'instruction d'une demande. Pour enlever toute ambiguïté au texte qu'emportent effectivement les mots 'd'initiative', nous proposons de remplacer in fine de l'article 3, alinéa 3, les mots : 'd'initiative ou sur demande du collaborateur' par 'sur sa demande ou celle du collaborateur'."

De tekst waar de gemachtigde naar verwijst, is niet de versie voorgelegd aan de Raad van State. Het blijkt om een vroegere versie te gaan die onder meer aan de inspecteur van financiën is voorgelegd.

Met de gemachtigde moet evenwel worden ingestemd dat het aan te bevelen is om in artikel 3, derde lid, duidelijkheidshalve te preciseren dat het horen van de aanvrager en het aanvullen van de motivering zowel kan gebeuren op initiatief van de aanvrager als op initiatief van een medewerker van de Cel administratieve sancties.

Artikel 5

14. Op de vraag waarom in artikel 5 van het ontwerp wordt bepaald dat het college van de fiscale bemiddelingsdienst beslissingen neemt "als administratieve overheid", waartegen "geen gerechtelijk beroep [kan] worden ingesteld", antwoordde de gemachtigde:

"Article 5, alinéa 3, c'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

Het staat niet aan de uitvoerende macht om te bepalen welke beslissingen onderworpen worden aan de rechtsmacht van de Raad van State en welke aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken. Krachtens de artikelen 145 en 160 van de Grondwet is dat een aan de wetgever voorbehouden bevoegdheid. De betrokken bepalingen dienen derhalve weggelaten te worden uit het ontwerp van koninklijk besluit. De toelichting van de gemachtigde kan eventueel wel opgenomen worden in het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp is gevoegd.

Article 1^{er}

10. Invité à préciser quelles personnes, conformément à l'article 1^{er} du projet, peuvent introduire une requête en remise ou modération, le délégué a proposé d'adapter la disposition en projet ("Le redevable, son conjoint sur les biens duquel une sanction administrative peut être mise en recouvrement, ainsi que toute personne tenue solidairement au paiement de cette sanction, ...") en ce sens : "Le contribuable, ainsi que toute personne tenue au paiement de cette sanction, ...".

Dès lors que, qu'il va de soi que le contribuable lui-même peut également être sollicité pour payer la sanction, il suffit simplement d'écrire : "Toute personne tenue au paiement de l'accroissement ou de l'amende (7), ...".

11. Il a été demandé au délégué si les mots "pour autant qu'aucune procédure administrative ou judiciaire ne soit encore en cours (...)" contre cet accroissement d'impôt ou amende administrative figurant à la fin de l'article 1^{er} du projet ne reproduisent pas purement et simplement l'article 5 de la loi du 29 mars 2018.

Le délégué a répondu comme suit :

"Actuellement et pour l'application de l'arrêté du Régent, une requête en remise ou modération d'accroissement d'impôt ou d'amende fiscale peut être introduite, même lorsque la cotisation d'impôt dont la sanction administrative est l'accessoire, n'est pas encore devenue définitive. Simplement, le Ministre ne prenait un arrêté de remise partielle ou totale ou rejetait la requête qu'après épuisement des voies de recours administratives et judiciaires (cassation comprise). Il s'agit donc d'une règle nouvelle de "recevabilité" qui est instaurée par l'article 1^{er} de l'arrêté en projet et qui ne fait nullement double emploi avec l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 qui traite du moment de l'exercice d'une compétence décisionnelle."

On peut se rallier à ces explications.

Article 3

12. Afin de mieux se conformer à l'intention des auteurs du projet, il vaudrait mieux rédiger la deuxième phrase de l'article 3, alinéa 1^{er}, du projet ("Tout membre du personnel du Service public fédéral Finances peut prendre part à l'instruction de la requête.") comme suit :

"Sollicité à cet effet, chaque membre du personnel du Service public fédéral Finances prend part à l'instruction de la requête."

Le délégué a marqué son accord sur ce point.

13. Invité à donner des précisions sur l'article 3, alinéa 3, du projet ("Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le demandeur peut être entendu ou compléter la motivation de sa requête."), le délégué a répondu ce qui suit :

"L'objectif poursuivi dans le projet d'arrêté est de permettre tant au contribuable de demander d'être entendu, qu'aux collaborateurs de la CSA d'entendre d'initiative le contribuable. C'est la pratique actuelle pour l'instruction des demandes de conciliation fiscale, elle permet bien souvent de faciliter et d'accélérer l'instruction d'une demande. Pour enlever toute ambiguïté au texte qu'emportent effectivement les mots 'd'initiative', nous proposons de remplacer in fine de l'article 3, alinéa 3, les mots : 'd'initiative ou sur demande du collaborateur' par 'sur sa demande ou celle du collaborateur'."

Le texte auquel fait référence le délégué n'est pas la version soumise à l'avis du Conseil d'Etat. Il s'agit d'une ancienne version qui a notamment été soumise à l'Inspecteur des Finances.

Il faut toutefois convenir avec le délégué que, dans un souci de clarté, il est recommandé de préciser à l'article 3, alinéa 3, que l'audition du demandeur et le complément de motivation peuvent intervenir tant à l'initiative du demandeur qu'à celle d'un collaborateur de la Cellule sanctions administratives.

Article 5

14. A la question de savoir pourquoi l'article 5 du projet prévoit que le collège du service de conciliation fiscale prend, "en tant qu'autorité administrative", des décisions "[qui ne sont] pas susceptible[s] de recours judiciaire", le délégué a donné la réponse suivante :

"Article 5, alinéa 3, c'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de déterminer quelles sont les décisions qui sont soumises à la juridiction du Conseil d'Etat et quelles sont celles qui sont soumises à la juridiction des cours et tribunaux. En vertu des articles 145 et 160 de la Constitution, il s'agit là d'une compétence réservée au législateur. On omettra dès lors les dispositions concernées du projet d'arrêté royal. Les explications du délégué peuvent éventuellement être inscrites dans le rapport au Roi joint au projet.

Artikel 8

15. Bij artikel 3 van de wet van 29 maart 2018 wordt artikel 9 van het "Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen" opgeheven (8) "wat de inkomstenbelastingen, de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de diverse rechten en taksen betreft". Gelet op artikel 9 van het ontworpen besluit zal die opheffing normaal ingaan op 1 november 2018.

In artikel 8 van het ontwerp wordt bepaald dat de vóór 1 november 2018 overeenkomstig artikel 9 van het regentsbesluit van 18 maart 1831 ingediende verzoekschriften zullen behandeld worden volgens de nieuwe regels opgenomen in de artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 maart 2018, terwijl de Koning in de wet niet gemachtigd wordt om de overgang tussen beide te regelen. De wet zelf bevat geen overgangsregeling, zodat de vóór 1 november 2018 overeenkomstig artikel 9 van het regentsbesluit van 18 maart 1831 tot de minister van financiën gerichte verzoekschriften op 1 november 2018 zonder voorwerp worden. Het staat de betrokkenen echter vrij om een nieuw verzoek in te dienen overeenkomstig de wet van 29 maart 2018.

Artikelen 9 en 10

16. Het is de vraag of de datum van inwerkingtreding op 1 november 2018, bepaald in de artikelen 9 en 10 van het ontwerp, nog wel kan worden gehandhaafd, gelet op de nabijheid ervan.

17. In artikel 9 van het ontwerp dienen de woorden "heeft uitwerking" vervangen te worden door de woorden "treedt in werking" (9).

De voorzitter
De Voorzitter

J. Baert
A. Truyens

21 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Verordening (EU) Nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimissteun;

Gelet op de Grondwet, artikelen 37, 107, tweede lid en 108;

Gelet op de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, hoofdstuk 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 28 augustus 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 11 juli 2018;

Gelet op het advies 64.252/3 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging.

Op de voordracht van de Minister van Financiën en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Elke persoon die gehouden is tot de betaling van de belastingverhoging of de administratieve boete, kan bij de "Cel administratieve sancties" van de fiscale bemiddelingsdienst een schriftelijk en gemotiveerd verzoek om kwijschelding of vermindering indienen tegen het bedrag van elke opgelegde belastingverhoging of administratieve boete zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, voor zover tegen deze belastingverhoging of administratieve boete geen administratieve of gerechtelijke beroepsprocedure meer hangende is, noch kan ingediend worden.

Article 8

15. L'article 3 de la loi du 29 mars 2018 abroge l'article 9 de l'Arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des finances" (8) "en ce qui concerne les impôts sur les revenus, les taxes assimilées aux impôts sur les revenus et les droits et taxes divers". Compte tenu de l'article 9 de l'arrêté en projet, cette abrogation entrera normalement en vigueur le 1^{er} novembre 2018.

L'article 8 du projet dispose que les requêtes introduites conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831, avant le 1^{er} novembre 2018, seront traitées suivant les nouvelles règles inscrites aux articles 2 à 8 de la loi du 29 mars 2018, alors que cette loi n'habilite pas le Roi à intervenir dans la transition entre les deux lois. La loi elle-même ne comporte pas de régime transitoire, de sorte que les requêtes adressées conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 au ministre des Finances, avant le 1^{er} novembre 2018, deviennent sans objet à cette date. Il est toutefois loisible aux personnes concernées d'introduire une nouvelle requête conformément à la loi du 29 mars 2018.

Articles 9 et 10

16. On peut se demander si la date d'entrée en vigueur au 1^{er} novembre 2018, fixée aux articles 9 et 10 du projet, peut encore être maintenue, compte tenu de sa proximité.

17. A l'article 9 du projet, on remplacera les mots "produit ses effets au" par les mots "entre en vigueur le" (9).

Le greffier
Le président

J. Baert
A. Truyens

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu la Constitution, les articles 37, 107, alinéa 2 et 108;

Vu la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, le chapitre 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 2018;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 28 août 2018;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 11 juillet 2018;

Vu l'avis 64.252/3 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation, réalisée conformément à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative.

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Toute personne tenue au paiement de l'accroissement ou de l'amende administrative peut introduire auprès de la "Cellule sanctions administratives" du service de conciliation fiscale une requête écrite et motivée en remise ou modération contre le montant de chaque accroissement d'impôt ou amende administrative visé par l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, pour autant qu'aucune procédure administrative ou judiciaire ne soit encore en cours ou ne puisse encore être introduite contre cet accroissement d'impôt ou amende administrative.

Art. 2. De verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van administratieve sancties maken het voorwerp uit van een ontvangstbewijs uitgereikt aan de aanvrager binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoekschrift.

Art. 3. Voor het onderzoek van een verzoekschrift kan de Cel administratieve sancties, bedoeld in artikel 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, binnen de FOD Financiën alle inlichtingen inwinnen die zij nodig acht. Elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën mag deelnemen aan het onderzoek van het verzoekschrift.

Zolang er geen beslissing is genomen, kan de aanvrager, op eigen initiatief of op initiatief van een medewerker van de Cel administratieve sancties worden gehoord of de motivering van zijn verzoekschrift vervolledigen.

Het onderzoek wordt afgesloten door een verslag gericht aan voormeld college en bevattende een voorstel van beslissing.

Art. 4. Uit de kandidatenlijst samengesteld op basis van de selectieprocedure georganiseerd overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), duidt de Minister van Financiën de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën aan die ter beschikking van de Cel administratieve sancties worden gesteld.

Art. 5. Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), doet als administratieve overheid in een gemotiveerde beslissing uitspraak over de argumenten die door de aanvrager ter staving van zijn verzoekschrift werden geformuleerd.

Binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van de beslissing wordt de aanvrager bij ter post aangetekende zending in kennis gesteld van de beslissing.

Art. 6. Dit besluit valt onder de toepassing van de de-minimissteun zoals vervat in Verordening (EU) 1407/2013 van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun en de eventuele latere wijzigingen van deze verordening.

Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) zal erover waken dat het plafond vermeld in de Verordening (EU) 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun, niet wordt overschreden.

Art. 7. Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) stelt het bedrag van de belastingverhoging of van de administratieve boete vast dat door haar beslissing wordt kwijtscholden en deelt dit ter uitvoering mee aan de administratie belast met de inning en de invordering van de belastingen.

Art. 8. Het jaarverslag en de kopieën bedoeld in artikel 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst worden ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op datgene waarop het verslag slaat door de Minister van Financiën aan de Kamer van volksvertegenwoordigers bezorgd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 10. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Art. 2. Les requêtes en remise ou modération de sanctions administratives font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de la réception de la requête.

Art. 3. Pour l'instruction d'une requête, la Cellule sanctions administratives visée à l'article 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale peut, au sein du SPF Finances, recueillir tous les renseignements qu'elle juge utiles, entendre toutes les personnes concernées et procéder à toutes les constatations sur place. Tout membre du personnel du Service public fédéral Finances peut prendre part à l'instruction de la requête.

Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le demandeur peut, à sa demande ou à celle d'un collaborateur de la Cellule sanctions administratives, être entendu ou compléter la motivation de sa requête.

L'instruction est clôturée par un rapport adressé au collège précité, comportant un projet de décision.

Art. 4. Le ministre des Finances désigne les membres du personnel du Service public fédéral Finances mis à disposition de la Cellule sanctions administratives parmi la liste des candidats retenus sur la base de la procédure de sélection organisée par application de l'article 4 de l'arrêté du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 5. Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) statue, en tant qu'autorité administrative, par une décision motivée sur les arguments formulés par le demandeur à l'appui de sa requête.

La décision est notifiée par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de la décision.

Art. 6. Cet arrêté relève de l'application des aides de minimis telles que reprises dans le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et les éventuelles modifications ultérieures de ce règlement.

Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) veillera à ce que le plafond visé au Règlement (UE) 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ne soit pas dépassé.

Art. 7. Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) fixe le montant de l'accroissement d'impôt ou de l'amende administrative remis par sa décision et communique celui-ci pour exécution à l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts.

Art. 8. Le rapport annuel et les copies visées à l'article 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale sont transmis par le ministre des Finances à la Chambre des représentants au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle sur laquelle porte le rapport.

Art. 9. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 10. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Nota

(1) Die wet is voortgevloeid uit een wetsvoorstel (Parl.St. Kamer 2015-16, nr. 54-1521/001). De afdeling Wetgeving is over dat wetsvoorstel, noch over de amendementen erbij om advies verzocht.

(2) Het is onduidelijk wat de precieze draagwijdte van die machtiging is. Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, verduidelijkt de gemachtigde dat meer specifiek de toegang tot interne databanken van de FOD Financiën wordt bedoeld. Die uitleg strookt niet met de draagwijdte van de ontworpen bepaling, die duidelijk ruimer is.

(3) De Commissie voor de persoonlijke levenssfeer is vanaf 25 mei 2018 opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie de artikelen 3 en 110 van de wet van 3 december 2017). De leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer oefenen evenwel de taken en de bevoegdheden van de Gegevensbeschermingsautoriteit uit tussen 25 mei 2018 en de dag waarop de leden van het directiecomité van de Gegevensbeschermingsautoriteit de eed afleggen en een verklaring ondertekenen dat er geen belangenconflicten zijn (artikel 114 van de wet van 3 december 2017).

(4) Zie evenwel de opmerkingen in verband met de rechtsgrond die bij artikel 3 worden gemaakt (opmerking 8.3).

(5) Krachtens artikel 3, lid 2, van verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, mag het totale bedrag aan de-minimissteun dat per lidstaat aan één onderneming wordt verleend, in de meeste gevallen niet hoger liggen dan 200.000 euro over een periode van drie belastingjaren.

(6) Zie ook de mededeling van de Europese Commissie betreffende het begrip "staatssteun" in de zin van artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (2016/C 262/01), Pb.C. 19 juli 2016, afl. 262, p. 36, nr. 5.4.3.

(7) Door "sanctie" te vervangen door "verhoging of boete" komt duidelijker tot uitdrukking wat daarmee wordt bedoeld.

(8) Er wordt in de wet bepaald dat die bepalingen niet meer van toepassing zijn, wat neerkomt op een opheffing.

(9) Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, p. 170-171 en formule F 4-5-3, te raadplegen op de interne site van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be)

Note

(1) Cette loi a découlé d'une proposition de loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-16, n° 54-1521/001). La section de législation n'a pas été saisie d'une demande d'avis sur cette proposition de loi, ni sur ses amendements.

(2) On n'aperçoit pas clairement la portée précise de cette délégation. Invité à apporter des éclaircissements à ce sujet, le délégué a précisé que c'est plus spécifiquement l'accès aux banques de données internes du SPF Finances qui est visé. Cette explication n'est pas compatible avec la portée de la disposition en projet, qui est clairement plus large.

(3) Au 25 mai 2018, l'Autorité de protection des données a succédé à la Commission pour la protection de la vie privée (voir les articles 3 et 110 de la loi du 3 décembre 2017). Les membres de la Commission de la protection de la vie privée exercent toutefois les missions et les compétences de l'Autorité de protection des données entre le 25 mai 2018 et la date à laquelle les membres du Comité de direction de l'Autorité de protection des données auront prêté serment et signé une déclaration d'absence de conflits d'intérêts (article 114 de la loi du 3 décembre 2017).

(4) Voir toutefois les observations relatives au fondement juridique formulées à l'article 3 (observation 8.3).

(5) En vertu de l'article 3, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le montant total des aides de minimis octroyées par l'Etat membre à une entreprise unique ne peut excéder, dans la plupart des cas, 200.000 euros sur une période de trois exercices fiscaux.

(6) Voir également la communication de la Commission européenne relative à la notion d'"aide d'Etat" visée à l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2016/C 262/01), J.O.C., 19 juillet 2016, liv. 262, p. 36, n° 5.4.3.

(7) La portée de la disposition apparaît plus clairement en remplaçant "sanction" par "accroissement ou amendé".

(8) La loi prévoit que ces dispositions ne sont plus d'application, ce qui revient à une abrogation.

(9) Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, pp. 170-171 et formule F 4-5-3, à consulter sur le site internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be)

FOD FINANCIËN

Fiscale Bemiddelingsdienst

JAARVERSLAG 2018

DEEL I : ALGEMEEN

1. INLEIDING

1.1 Algemeen

Bemiddeling op fiscaal gebied wordt mogelijk gemaakt door de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). Met de oprichting van de FBD beoogde de wetgever de voortdurend groeiende complexiteit van de fiscale wetgeving transparanter te maken en de administratie toegankelijker te maken. Ook is er de noodzaak om de belastingplichtigen akkoord te laten gaan met de belastingen waaraan ze onderworpen zijn.

De opdracht van de FBD bestaat er dus in:

- minnelijke schikkingen te bewerkstelligen in moeilijkheden met betrekking tot de toepassing van de fiscale wetten waarvoor de verschillende administraties van de FOD Financiën bevoegd zijn en waarvoor zij de dienst verzekeren, m.a.w. op constructieve wijze bijdragen tot het verminderen van de gerechtelijke geschillen;
- de inning van de fiscale schulden mogelijk te maken of te versnellen;
- aan de hand van problemen, vastgesteld in individuele dossiers, aanbevelingen te richten aan de Voorzitter van de FOD Financiën, teneinde globale oplossingen aan te brengen;
- hierover verslag uit te brengen aan de Minister van Financiën en aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Fiscale bemiddeling is op zich niet te vergelijken met de bemiddeling ingevoerd door de wet van 21 februari 2005 in deel VII van het Gerechtelijk wetboek. Fiscale bemiddeling berust op een heel andere specifieke wetgeving en dekt veel meer dan de bemiddeling bedoeld in de strikte betekenis van voormeld wetboek. Fiscale bemiddeling kan dan ook eerder gezien worden als een minnelijke geschillenoplossing. De fiscaal bemiddelaar is niet louter een derde die de partijen zal begeleiden naar het zoeken van een oplossing. Zijn rol beperkt zich niet tot een mondelinge tussenkomst. De FBD werkt met teams van experts, zoals we verder zullen merken. Elk van hen zal zelf mee zoeken naar die oplossing en suggesties aanreiken om tot resultaat te komen. Hij kan fungeren als tussenpersoon niet alleen tussen de partijen, maar tevens ook tussen verschillende diensten en zelfs de hiërarchie.

Dienstverlening staat hoog in het vaandel van de FBD. Door het verlenen van een correcte dienstverlening en informatieverstrekking aan de burger en de ondernemingen draagt de FBD ertoe bij om de fiscale procedures en wetgeving toegankelijker te maken en wordt getracht de taken van de plaatselijke diensten te verlichten.

1.2 De federale Ombudsman - samenwerkingsprotocol

Op 13 december 2016 ondertekende de FBD een samenwerkingsprotocol met de federale Ombudsman. De idee achter de aangenomen afspraken bestaat erin dat de FBD haar volle rol van "eerstedienst" verwerft in fiscale zaken, zodat het beroep op de federale Ombudsman als "tweedelijnsdienst" zich kan toespitsen op dossiers waarin de FBD niet voor een oplossing kon zorgen, hetzij door het niet slagen van de opgestarte bemiddeling, hetzij door de onmogelijkheid om in het dossier te kunnen bemiddelen, gelet op de wettelijke noodzaak tot onontvankelijk verklaren van het verzoek tot bemiddeling. Het afsluiten van het samenwerkingsprotocol laat toe om zorgzaam om te gaan met de belangen van de verzoekers,

duidelijkheid te creëren zowel voor hen als voor de betrokken ambtenaren, en om iedere vorm van dubbel gebruik te vermijden.

De contacten in het kader van de afsluiting van het samenwerkingsprotocol zorgen tevens voor een platform tot nauwer overleg tussen de diensten in bepaalde situaties waarmede zij in de praktijk worden geconfronteerd. Zowel de federale Ombudsman als de FBD behandelen immers, enerzijds, de hen voorgelegde verzoeken om tot een oplossing te komen voor de verzoekende burger in het voorliggend individueel dossier, doch treffen anderzijds maatregelen om dergelijke conflicten of misverstanden in de toekomst op algemene wijze maximaal te kunnen vermijden. Het protocol maakt het mogelijk om de ondervonden problemen, hetzij in de werking van de administratie, hetzij op het vlak van de toepasselijke wetgeving, gezamenlijk te onderzoeken en aan te kaarten bij de bevoegde instanties.

Zo werkte de FBD in 2018 nauw samen met de federale Ombudsman in een onderzoek met betrekking tot het innings- en invorderingsbeleid van de fiscale schulden (personenbelasting en onroerende voorheffing) door de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering van de FOD Financiën. De resultaten van dat onderzoek zijn terug te vinden in het verslag van de federale Ombudsman, Fiscale Schulden, de invorderingsstrategie van de FOD Financiën (www.federaleombudsman.be).

1.3 Specificiteit van het fiscaal bemiddelen

De FBD is uitgegroeid tot een “oplossingsdienst”, een dienst die aan dienstverlening in het kwadraat doet aan de belastingplichtige, dit zowel op het vlak van de vestiging van belastingen en rechten als van de invordering ervan. Daarbij moet niet altijd bemiddeld worden, doch het fiscaal bemiddelen blijft de kernactiviteit van de dienst.

Door de jaren heen hebben de fiscaal bemiddelaars hun eigen bemiddelingsaanpak gecreëerd, verfijnd en aan hun nieuwe collega's-bemiddelingsmedewerkers doorgegeven. Zo hebben de fiscaal bemiddelaars de weg geëffend naar informele verkennende bemiddelingsgesprekken, waarin de taak en opdracht van de fiscaal bemiddelaar, maar ook van de partijen en het verwachte verloop van het bemiddelingsproces worden toegelicht. Hierna worden een aantal aspecten meegegeven die er net voor zorgen dat de fiscale bemiddelingsaanpak succesvol is.

De meeste van deze succesfactoren blijken inherent te zijn aan het feit dat de bemiddelaar zelf een fiscaal ambtenaar is. Terzelfdertijd houdt dit ook de bedreiging in dat er hem misschien wel een gebrek aan neutraliteit zou kunnen worden verweten. Uiteindelijk is fiscale bemiddeling een bemiddeling door de overheid met diezelfde overheid als conflicterende partij. Maar de vlag “overheid” dekt hier natuurlijk meerdere ladingen. De fiscaal bemiddelaar is inderdaad vóór alles een fiscaal expert in de wettelijke, reglementaire en fiscaaltechnische aspecten van het onderliggende geschil en dit maakt hem inhoudelijk deskundig. Bij zijn aanwerving spelen zeker ook andere vaardigheden een rol. Hij heeft een helicopterview, een netwerk, is een evenwichtsbewaarder en kan “redelijkheid” nastreven.

De ambtenaren van de FOD Financiën die kandideren voor een functie van “fiscaal bemiddelaar”, worden aan de hand van hun curriculum vitae en een selectie-interview door een gevarieerd samengestelde selectiecommissie gescreend op, enerzijds, hun puur fiscaaltechnische kennis, maar anderzijds ook op een aantal generieke vaardigheden. Er wordt van hen een jarenlange ervaring verwacht in de fiscale materie waarin zij moeten bemiddelen, zowel op het vlak van de eerder theoretische benadering van de fiscaliteit, als van de daadwerkelijke ervaring op het terrein. Zo worden bijvoorbeeld geschillen inzake vennootschapsbelasting enkel aan deskundigen op dit vlak toevertrouwd en dit geldt ook voor alle andere materies (personenbelasting, btw, invordering, kadaster ...).

Er wordt evenwel evenveel aandacht besteed aan hun persoonlijke kwaliteiten, als aan hun vaardigheden en beroepshouding. Van een fiscaal bemiddelaar wordt immers verwacht dat hij zich snel in een dossier kan inleven, een open geest heeft, betrokken, empathisch, geduldig en voldoende stressbestendig is en daarnaast de communicatie en het bemiddelingsproces kan aanmoedigen en structureren. Maar boven alles wordt nagegaan of de fiscaal bemiddelaar zich voldoende kan “losmaken” van zijn administratie van oorsprong, vrij is van iedere beïnvloeding op dat vlak, de nodige ethiek als bemiddelaar kan waarborgen en uitdrukkelijk gemotiveerd is om oplossingsgericht te handelen. De fiscaal bemiddelaar moet niet “neutraal” zijn omwille van zijn origine, maar wel “neutraal” in de mate dat hij objectief is en vrij van iedere beïnvloeding, van zowel de verzoeker als van de overheidsdienst, die uiteindelijk zijn bezoldigingen betaalt. Eén van de garanties hiertoe is het feit dat hij is ondergebracht in een “autonome dienst” en geen enkele hiërarchische band heeft met welke algemene administratie ook binnen de FOD Financiën.

De fiscaaltechnische kennis is bovendien complementair aan de andere vaardigheden en de houding en ethiek van de bemiddelaar en deze vier essentiële aspecten houden elkaar onderling in evenwicht. Een “deskundige” fiscaal bemiddelaar is een bemiddelaar die zijn inhoudelijke deskundigheid ten volle inzet om een goed en onpartijdig bemiddelaar te zijn. De kennis van de onderliggende fiscale materie en de administratie in al zijn facetten, zorgt er wel voor dat de bemiddelaar niet afhankelijk is van de ene of andere partij en net vrij is van iedere beïnvloeding, neutraal kan zijn in zijn statuut en een meervoudige partijdigheid of gelijkwaardige betrokkenheid kan nastreven om samen met de onderhandelende partijen tot een duurzame oplossing te komen.

In de intussen 8 jaren dat er in België aan fiscale bemiddeling wordt gedaan, zijn meerdere succesfactoren gedefinieerd die er net voor zorgen dat, zoals hierna blijkt, globaal en gemiddeld in 70% van de gevallen tot een bemiddelde oplossing wordt gekomen. Er wordt dan ook in het bijzonder stilgestaan bij de succesfactoren eigen aan het feit dat de fiscale bemiddelaar een ambtenaar is van de FOD Financiën, met name het beschikken over een helicopterview, een netwerk, het fungeren als evenwichtsbewaarder en de mogelijkheid om “redelijkheid” na te streven.

De fiscaal bemiddelaar heeft een helicopterview

De fiscaal bemiddelaar heeft als ambtenaar van de FOD Financiën toegang tot de nodige databanken van die overheidsdienst zonder dat dit extra moet worden afgetoetst op het beroepsgeheim, laat staan dat dit enigszins kan worden geschonden. Hij kan zich aldus een perfect objectief beeld vormen van het dossier van de verzoeker om bemiddeling en weet vanuit die kennis als geen ander de onderhandelings-, bewegings- en bemiddelingsruimte te definiëren en ieders “waarheid” te ontsluiten. Want ook een conflict met de overheid is vaak het gevolg van een ketting aan interpuncties, waarvan net dit ene laatste feit de figuurlijke druppel is. Vanuit deze helicopterview qua zowel elementen van het dossier als van de verhouding en gedragingen van de partijen, heeft de fiscaal bemiddelaar een objectief beeld van het conflict en laat dit alles hem toe de optimale bemiddelingsstrategie uit te werken. De fiscaal bemiddelaar suggereert of stuurt aldus het beste bemiddelingsproces: individuele of gezamenlijke gesprekken of net beiden en dit succesief? Het laat hem bovendien toe zijn cruciale rol van evenwichtsbewaarder, zoals hierna beschreven, op te nemen.

Overbodig te stellen dat iedere partij immers vaak anders tegenover de zaak aankijkt, zijn eigen waarheid heeft en die op een bepaald ogenblik ook niet meer alleen kan nuanceren. Het komt de fiscaal bemiddelaar toe deze eigen waarheden – standpunten – te laten bestaan, naast mekaar te plaatsen, te verduidelijken en vanuit een adequaat bemiddelingsproces, gestoeld op de belangen van de partijen, een akkoord te faciliteren. Zijn creatieve aanpak staat hierbij centraal en zijn inhoudelijke deskundigheid wakkert deze creativiteit aan.

De fiscaal bemiddelaar heeft een volledig netwerk

Wanneer men bemiddelt, is het essentieel de partij te vinden die effectief de concessies kan doen. Binnen een overheidsapparaat is dit niet steeds eenvoudig. Het infocenter is de afzender van mijn aanslagbiljet in de personenbelasting, ik diende eerder mijn aangifte binnen bij de lokale taxatiedienst, maar zond mijn bezwaarschrift naar de adviseur-generaal vermeld op de keerzijde van het aanslagbiljet. Ik kreeg een ontvangstbewijs met vermelding van een contactpersoon. Maar is het wel die persoon die effectief over mijn bezwaar kan beslissen? Heeft hij met andere woorden wel carte blanche gekregen van degene die uiteindelijk het bezwaarschrift effectief zal en moet beslissen?

De fiscaal bemiddelaar kan in alle gevallen deze onduidelijkheden helpen oplossen en start, vanuit zijn doorgedreven kennis van de structuren van de administratie, zijn bemiddelingsproces met de juiste dienst of ambtenaar of betreft deze erbij. Hij kan, wanneer onduidelijke of voorbijgestreefde interpretaties van wettelijke of reglementaire bepalingen of rechtspraak worden vastgesteld, bovendien de hiërarchie (tot de centrale diensten van de betrokken algemene administratie) inschakelen om formele standpunten of principebeslissingen te betrachten of net gewijzigd of geactualiseerd te zien. Hij kan aldus een brug leggen tussen de bemiddelingstafel en de plaats waar de uiteindelijke besluiten worden genomen en desnoods deze dienst meenemen in het bemiddelingsproces. Hij heeft bovendien binnen zowel de FBD, als binnen de ganse FOD Financiën zijn netwerk, waarmee hij kan afstemmen, brainstormen en waardoor hij zelfs erkend wordt als een deskundige op dit vlak en ten volle “au sérieux” kan worden genomen, wat het bemiddelingsproces en de weg naar een duurzaam akkoord garandeert en stimuleert. Bovendien laat de polyvalente personeelssamenstelling van de FBD toe om alle aspecten van het geschil te bestrijden, zelfs diegene die er mede aan de basis van liggen, maar door een andere dienst worden beheerd (bijvoorbeeld de behandeling van een bezwaarschrift in de onroerende voorheffing – bevoegdheid voor de Algemene Administratie van de Fiscaliteit – noodzaakt een uitblijvend advies van de kadasterdiensten – beheerd door de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie). De FBD garandeert aldus door zijn intern netwerk een transversale aanpak van het dossier, over de grenzen van de algemene administraties heen.

De fiscaal bemiddelaar is een evenwichtsbewaarder

Conflicten met de overheid zitten doorgaans in een stevige juridische verpakking. Vaak is de juridische schil zo dik, dat het onderliggende conflict met het blote oog niet meer kan worden waargenomen (Dick Allewijn, *Met de overheid om tafel – Fair play aan beide kanten*, Sdu Uitgevers, 2013).

Conflicten met de overheid kennen doorgaans twee machtsonevenwichten. Het machtsonevenwicht op zich: een burger tornt op tegen een log overheidsorgaan, een machtige overheid in zijn ogen, gekenmerkt door meerdere ambtenaren, ieder in hun specialiteit goed gedocumenteerd en ondersteund. Een administratie die makkelijker de rechtspleging aankan en de kosten daartoe, in tegenstelling tot de burger, niet moet schuwen, zodat haar “beste alternatief zonder bemiddeld akkoord” doorgaans beter is dan dit van de burger.

Maar er is een tweede vaak voorkomend machtsonevenwicht en dit is de kennis van de onderliggende fiscale materie. Eén of meerdere ambtenaren die dagdagelijks, jarenlang en beroepshalve met de fiscale materie zijn betrokken tegenover een burger voor wie de fiscaliteit desgevallend niet veel meer is dan één maal per jaar zijn aangifte indienen en vervolgens de berekeningsnota nazien. En net omwille van zijn fiscale en inhoudelijke deskundigheid kan de fiscaal bemiddelaar alhier het kennisonewicht fundamenteel neutraliseren. Door de burger te informeren in mensentaal, nog voor de opstart van de eigenlijke bemiddelingsprocedure, maar evengoed tijdens de gezamenlijke of individuele gesprekken, kan hij het evenwicht herstellen wat een onmiskenbaar fundament is voor een goed akkoord. Een zogenaamde

“caucus”, dit is een bemiddelingsgesprek met één partij, is aldus een heel passend middel om het kennisonvenwicht in balans te brengen.

Het is de taak van de fiscaal bemiddelaar dit op een totaal objectieve wijze te doen, waarbij hij zowel de pro's als de contra's van een akkoord kan accentueren, maar evengoed de wetgeving als de rechtspraak kan toelichten. Zijn meervoudige partijdigheid of gelijkwaardige betrokkenheid mag en moet op dit vlak bewust overhellen naar de partij “belastingplichtige”, waardoor hij niet alleen de aspecten van de onderliggende betwisting krijgt toegelicht, doch evengoed de gevolgen van het akkoord of het niet-akkoord. Een hersteld evenwicht is pas een goede basis voor een later duurzaam bemiddeld akkoord. De bemiddelaar spoort in dit verband zo nodig de belastingplichtige aan de specifieke overtuigingsstukken aan te brengen en definieert die in voorkomend geval samen met de partij “fiscus”. Dit is niet alleen een cruciale rol, doch een beslissende succesfactor om, ofwel tot een akkoord te komen, ofwel er minstens voor te zorgen dat de divergerende standpunten van de partijen afdoende aan mekaar worden toegelicht. Soms leidt dit er zelfs toe dat de belasting uiteindelijk toch als correct opgelegd en rechtvaardig wordt ervaren. Het gebeurt bovendien ook dat er geen akkoord wordt gevonden, maar dat de fiscaal bemiddelaar heel zinnig werk heeft geleverd om de belastingplichtige meer inzicht te verschaffen in de onderliggende problematiek.

De fiscaal bemiddelaar kan daadwerkelijke voorstellen doen en “redelijkheid” nastreven

De fiscaal bemiddelaar is vanuit zijn inhoudelijke deskundigheid en expertise in de onderliggende materie, voorwerp van het geschil, goed geplaatst om in functie van de belangen van de partijen voorstellen te doen voor een oplossing van het geschil, in voorkomend geval gepaard gaande met alternatieve voorstellen, of de partijen te stimuleren deze zelf te formuleren en/of er hen in te begeleiden.

Van de fiscaal bemiddelaar wordt wel verwacht dat hij de fiscale wet, de reglementaire bepalingen en circulaire naleeft. Hij kan de interpretatie ervan wel sturen en in vraag stellen. Het staat hem bovendien uitdrukkelijk vrij om aanbevelingen te doen wanneer hij van oordeel is dat deze bepalingen of voorschriften een zekere discriminatie of verkeerde interpretatie inhouden, of wanneer er wordt vastgesteld dat bepaalde bestuurshandelingen of de bestuurlijke werking in strijd zijn met de principes van behoorlijk bestuur of met de wetten en verordeningen.

De fiscaal bemiddelaar waakt dan ook stipt over de naleving van deze beginselen van behoorlijk bestuur in de individuele dossiers waarvoor zijn bemiddeling wordt gevraagd en kan deze principes hanteren om een passende bemiddelde oplossing te betrachten.

Indien de toepassing van deze wettelijke bepalingen bovendien in uitzonderlijke gevallen al te onredelijke en onevenredige gevolgen heeft, kan hij alsnog voorstellen doen om tot een “redelijke” oplossing te komen of nog de beslissing ervan uit te stellen tot er een andere interpretatie kan worden aan gegeven of er rechtspraak komende is die een precedentswaarde heeft.

De fiscaal bemiddelaar streeft er steeds naar om door redelijke normen te hanteren, tegemoet te komen aan de belangen van de beide partijen en een duurzaam akkoord te bereiken, dat desnoods verder reikt dan het betreffende aanslagjaar.

Dat de fiscaal bemiddelaar een ambtenaar van de FOD Financiën is, inhoudelijk heel deskundig is en de specificiteit van de fiscale bemiddeling net inhoudt dat ze ingang vindt op verzoek van één enkele partij (met name de belastingplichtige), houdt evenwel een aantal risico's in die kunnen worden bestreden.

De fiscale bemiddeling start met het verzoek van slechts “één” partij

In tegenstelling tot de andere gevallen van bemiddeling, wordt de fiscale bemiddeling ingezet op verzoek van één partij, namelijk de partij “belastingplichtige”. Hij kan alleen en zonder medeweten van de partij “administratie” in het conflict, verzoeken om de fiscale bemiddeling.

In de andere gevallen van bemiddeling (familiezaken, burgerlijke en handelszaken ...) stappen de partijen in het conflict “samen” naar een bemiddelaar en kiezen zij er resoluut voor om “samen” de bemiddeling als alternatieve geschillenoplossing aan te wenden. De bemiddelaar neemt bovendien in deze gevallen van bij het eerste gesprek de twijfel bij de ene of andere partij weg, door in wat er wordt genoemd de “trajectbemiddeling” de overtuiging te krijgen dat er bewust en effectief voor de bemiddeling als wijze van geschillenoplossing wordt gekozen. Hij dringt evenwel zijn keuze niet op, wat inhoudt dat de bemiddeling als wijze van conflictoplossing uiterst vrijwillig blijft. Het is en blijft dus een gezamenlijke en welbewuste beslissing van de onderhandelaren om deze en geen andere (bijvoorbeeld de gerechtelijke) weg te kiezen voor de oplossing van hun conflict.

Dit houdt alvast een stevige basis in waarop de onderhandelaren kunnen stoelen om op een constructieve wijze met behulp van de bemiddelaar tot een duurzaam akkoord te komen. Een akkoord en een oplossing die van hen zijn en enkel door de bemiddelaar worden gefaciliteerd.

Inzake fiscale bemiddeling ligt het totaal anders. Enkel de partij “belastingplichtige” kan slechts om deze vorm van bemiddeling verzoeken en de partij “fiscus” moet dan maar mee in dit bemiddelingsproces, omdat de wet deze vorm van geschillenoplossing voorziet en deze door de administratie, zijn hiërarchie, effectief wordt gedragen. De vrijwilligheid is hier dus uitgehold aan de zijde van de fiscus. Is dit dan wel een goede basis om tot een goede bemiddelde oplossing te komen? In de praktijk lijkt dit alvast geen fundamenteel obstakel (meer) te zijn en is echte “dwang” om te bemiddelen zelden aan de orde. De overheid wil er tenslotte als onpartijdige, objectieve overheid zijn voor alle burgers. Ook een ambtenaar of een administratie wil niets liever dan een oplossing voor het conflict, is een escalierend conflict liever kwijt dan rijk en wil zijn dossier kunnen afsluiten. De administratie beseft dat het bemiddeld akkoord ook op lange termijn de compliance verhoogt en de fiscaal bemiddelaar als inhoudelijk deskundige de oplossing en het akkoord tussen de partijen in het conflict faciliteert, info aanbrengt, vertolkt en mee brainstormt om de oplossing te betrachten en zodoende soms zelfs een beetje indekt. De fiscaal bemiddelaar faciliteert aldus ook het leven van de partij fiscus.

Om het fiscaal bemiddelingsproces in die zin te optimaliseren, komt het de fiscaal bemiddelaar toe de nodige tijd te nemen om zijn taak aan de ambtenaar, die met de fiscale bemiddeling nog niet is vertrouwd, uitgebreid toe te lichten, hem daarbij te wijzen op zijn blijvende autonomie als onderhandelende partij in het conflict, doch ook op de vele voordelen die de bemiddeling voor hem biedt, onder meer qua aanbreng van voorstellen ten gronde, informatiebeheerder en -verzamelaar en mogelijkheid tot een aftoetsing van de visies van beide partijen, desnoods bij de gespecialiseerde cellen binnen de administratie, al dan niet vanuit het netwerk van de bemiddelaar. De “reputatie” van de fiscaal bemiddelaar vanuit zijn eerder gevoerde bemiddelingen, alsook van de FBD in het algemeen, moeten hem daarbij helpen.

Is de fiscaal bemiddelaar wel voldoende neutraal?

Zoals voorgesteld is de fiscaal bemiddelaar ondergebracht in een autonome dienst binnen de FOD Financiën die onder geen enkele algemene administratie ressorteert. Toch kent de fiscaal bemiddelaar vaak de ambtenaren waarmee hij moet bemiddelen of heeft hij ze in een eerdere bemiddeling reeds ontmoet. Zoals hiervoor gesteld, levert dit het grote voordeel op over een

netwerk te beschikken. Dat men ex-collega van één der partijen was of die ene partij uit eerdere bemiddelingen kent, betekent evenwel niet dat de onafhankelijkheid of onpartijdigheid van de fiscaal bemiddelaar moet worden betwijfeld. Iedere fiscaal bemiddelaar kiest bewust zelf voor een tewerkstelling bij de FBD en kan er ook snel weg indien hij ondervindt zich niet voldoende van zijn ex-administratie te kunnen losmaken. Maar terzelfdertijd heeft hij de ethiek als bemiddelaar en ambtenaar, wat inhoudt dat, indien hij zich omwille van een zekere vooringenomenheid of nog van een uitgesproken persoonlijke relatie met de partij binnen de administratie ook maar “vreest” zich niet voldoende onafhankelijk en onpartijdig te kunnen opstellen, hij in het betreffende conflict kan worden vervangen door een collega fiscaal bemiddelaar die deze garantie wel kan bieden. Soms worden zelfs twee fiscale bemiddelaars in een fiscale bemiddelingsprocedure betrokken. En uiteindelijk faciliteert de fiscaal bemiddelaar slechts een bemiddeld akkoord, waarover finaal alleen de onderhandelende partijen beslissen.

De fiscaal bemiddelaar mag zich niet inhoudelijk bemoeien

Een bedreiging waarover de fiscale bemiddelaar moet waken is dat hij wel degelijk constructieve voorstellen doet om een oplossing voor het conflict te betrachten, desnoods met alternatieven, doch zich daarbij niet gaat overbemoeien, laat staan aan een zekere schikkingsdwang zou lijden en de partijen kost wat kost tot een akkoord dwingt. Hij moet evenwel zijn rol van evenwichtsbewaarder en informatiebeheerder bewust opnemen. Maar toch moet hij de oplossing van het conflict vooralsnog bij de partijen laten en zich ontdoen van iedere schikkingsdwang. De bemiddelde oplossing moet er één van de partijen blijven, niet ene die door de bemiddelaar is opgelegd. De bemiddelaar mag ze slechts faciliteren doch moet de partijen wel degelijk responsabiliseren om mee naar een oplossing te zoeken en hun toestemming vragen bij belangrijke stappen in het kader van de oplossing van het geschil.

De tussenkomst van de fiscaal bemiddelaar moet er immers niet alleen toe leiden dat het conflict van de baan is, maar er ook voor zorgen dat de relatie tussen fiscus en burger niet fundamenteel is geschonden of, indien dit wel al het geval was, wordt hersteld. Want dit zal een belangrijke impact hebben op de compliance van de belastingplichtige. Een belastingplichtige betaalt immers veel makkelijker een belasting waarvan hij oordeelt dat ze hem “rechtvaardig” is opgelegd.

2. WETTELIJKE EN REGLEMENTAIRE BEPALINGEN

De wettelijke en reglementaire bepalingen die het statuut en de werking van de FBD regelen zijn de volgende:

- W 25 april 2017 houdende diverse bepalingen (IV) die de fiscale bemiddeling invoert (BS 8.5.2007, 3^{de} editie);
- KB 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2017 houdende diverse bepalingen (IV) dat de fiscale bemiddelingsdienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën opricht (BS 24.5.2007);
- MB 16 mei 2007 tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de fiscale bemiddelingsdienst (BS 15.6.2007, 3^{de} editie);
- Reglement van interne orde van de FBD (BS 7.5.2010);
- W 29 april 2013 tot wijziging van het WIB 92, teneinde de fiscale bemiddeling uit te breiden tot verzoeken tot ambtshalve ontheffing (BS 10.5.2013);
- W 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (BS 20.7.2017, 2^{de} editie);
- W 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (B.S. 13.4.2018);
- KB 21 december 2018 tot uitvoering van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (BS 31.12.2018, 1^{ste} editie).

Deze bepalingen zijn opgenomen in de bijlagen van dit verslag.

Overeenkomstig artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) onderzoekt de FBD de aanvragen tot bemiddeling in alle onafhankelijkheid. Deze statutaire en functionele onafhankelijkheid is essentieel opdat de tussenkomst van de FBD efficiënt zou zijn.

Artikel 6 van het KB van 9 mei 2007 bevestigt dat *“Binnen de grenzen van hun bevoegdheid, ontvangen de fiscaal bemiddelaars van geen enkele overheid instructies. Behoudens in geval van zware fout, kunnen zij niet van hun ambt worden ontheven wegens daden die zij stellen in het raam van hun ambtsvervulling.”*

Deze bepaling laat de fiscaal bemiddelaars dus toe om in alle onafhankelijkheid te handelen en hun taken te vervullen in alle vrijheid ten aanzien van de handelingen en van de werking van de algemene administraties waarvoor zij bevoegd zijn. Niettegenstaande de bemiddelaars onafhankelijk zijn, bepaalt het KB van 9 mei 2007 dat de dienst wordt opgericht binnen de FOD Financiën. De FBD is een autonome dienst die onder het administratief gezag van de Voorzitter van het Directiecomité van de FOD Financiën werd geplaatst, maar die over een onafhankelijke beslissingsmacht en meningsuiting beschikt ten aanzien van de overheid.

De artikelen 2 en 3 W 10 juli 2017 verlenen aan een ontvankelijk verklaarde bemiddelingsaanvraag een schorsende werking op de procedure die betrekking heeft op het geschil tussen de belastingplichtige en de fiscus. De draagkracht van deze maatregel zal hierna naargelang de aard van het geschil verder worden toegelicht.

De wet van 29 maart 2018 brengt, enerzijds, enkele verduidelijkingen aan aan de wet van 10 juli 2017 en breidt, anderzijds, de opdrachten van de FBD aanzienlijk uit met het verlenen van de bevoegdheid om te bemiddelen

- in geschillen op het vlak van de niet-fiscale schuldvorderingen;
- te beslissen over de verzoeken tot kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes op het vlak van de :
 - diverse taksen
 - inkomstenbelastingen
 - met de IB gelijkgestelde belastingen.

Deze laatste bepaling treedt pas in werking op 1 januari 2019 en zal dan ook uitvoerig worden toegelicht in het volgende jaarverslag van de FBD.

3. SAMENSTELLING

3.1 College

De samenstelling en werking van de FBD wordt geregeld door artikel 1 KB 9 mei 2007 waarin wordt bepaald dat de FBD onder de leiding wordt geplaatst van een College samengesteld uit ten minste drie en ten hoogste vijf leden, “fiscaal bemiddelaars” genoemd. De Minister wijst onder de leden van het College een Voorzitter aan.

Dit College, eventueel met uitzondering van de Voorzitter, is samengesteld uit een gelijk aantal leden die respectievelijk behoren tot de Nederlandse en de Franse taalrol.

In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt gesteld dat de fiscaal bemiddelaars worden aangeduid, na een oproep tot kandidaatstelling op basis van de functiebeschrijving en het competentieprofiel dat als bijlage bij het koninklijk besluit werd gevoegd. Ze worden aangeduid voor een termijn van vijf jaar, deze aanduiding is hernieuwbaar.

Artikel 3 stelt dat de Koning, na advies van het directiecomité, bij een in Ministerraad overlegd besluit een einde kan maken aan het mandaat van de fiscaal bemiddelaars:

- 1° op hun verzoek;
- 2° om ernstige redenen.

Het mandaat eindigt van rechtswege wanneer de fiscaal bemiddelaars de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Aanduiding van het College van fiscaal bemiddelaars vermeld in artikel 1 van KB 9 mei 2007:

- KB 7 december 2009 tot aanduiding van de leden van het College van leidinggevenden van de FBD (Geert Callaert, Paul De Rom, Charles Demarch, Yvan Dubuisson en Edouard Trzcinski) voor de periode van 1 januari 2010 tot 31 december 2014 (BS 1.2.2010);
- KB 16 januari 2011 tot benoeming van de nieuwe leden van het College (Charles Demarch, Yvan Dubuisson en Edouard Trzcinski), wiens benoeming werd vernietigd door de Raad van State (9.3.2011);
- KB 16 april 2015 tot benoeming van het nieuwe College voor de periode van 1 mei 2015 tot 30 april 2020 (M.-Christine Delbaer, Geert Callaert, Roland Rosoux en Pierre Goblet) (BS 17.6.2015, 2^{de} editie);
- MB 29 april 2015 aanduiding met ingang van 1 mei 2015 van mevrouw M.-Christine Delbaer als Voorzitter van het College van leidinggevenden van de FBD (BS 17.6.2015, 2^{de} editie);
- KB 13 september 2017 tot benoeming van de nieuwe leden van het College (Roland Rosoux en Pierre Goblet), wiens benoeming werd vernietigd door de Raad op 22 mei 2017 (BS 25.9.2017).

Deze benoemingen werden andermaal vernietigd door de Raad van State op 14 maart 2019 (arrest nr. 243.938).

3.2 Medewerkers

Overeenkomstig artikel 4 van het KB van 9 mei 2007, is de dienst samengesteld uit ten minste twintig personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau A of B en ten minste drie personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau C.

De kandidaten moeten een gunstige vermelding bekomen aan het einde van een selectieprocedure op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel. Uit de lijst van de op basis van de selectieprocedure weerhouden kandidaten, duidt de Minister van Financiën de personeelsleden aan, op voordracht van de fiscaal bemiddelaars. Deze aanduiding geldt voor vijf jaar en is hernieuwbaar.

Op verzoek van de fiscaal bemiddelaars, of op verzoek van het personeelslid, kan in uitzonderlijke omstandigheden van deze duur worden afgeweken bij behoorlijk gemotiveerde beslissing van de Minister van Financiën.

Op 31 december 2018 is het personeelsbestand van de FBD als volgt samengesteld:

- 6 medewerkers van niveau C die het secretariaat van de dienst waarnemen en managementondersteuning bieden;
- 44 medewerkers van de niveaus A en B die de bemiddelingsdossiers beheren.

Het secretariaat staat onder de leiding van de Voorzitter van de FBD. Naast de algemene, de administratieve en de logistieke ondersteuning van de dienst? staan de medewerkers van het secretariaat in voor de verwerking van de inkomende en uitgaande briefwisseling en het (telefonisch) onthaal.

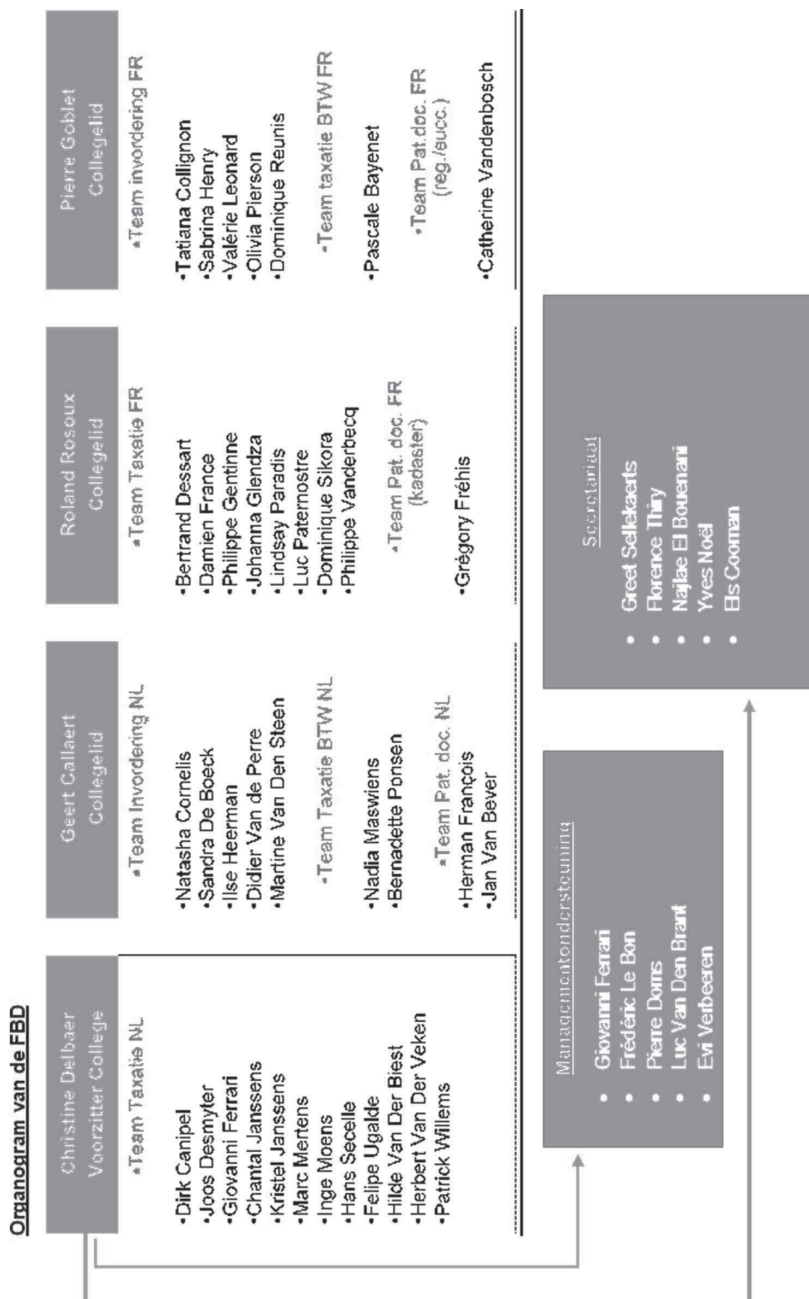
De FBD is iedere werkdag telefonisch te bereiken, alsook bij wijze van permanentie tijdens de eindejaarsperiode.

Alle medewerkers van de FBD zijn personeelsleden van de onderscheiden algemene administraties (AAFisc, AAIL, AAPD,...).

De bemiddelingsmedewerkers zijn gerekruteerd rekening houdende met hun ervaring en technische kennis binnen het fiscale domein waarin zij moeten bemiddelen, alsook met hun luister- en communicatievaardigheid en andere generieke competenties die de bemiddeling ten goede komen.

Overeenkomstig artikel 5 van het KB van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) worden ze ter beschikking gesteld van de FBD en behouden zij in hun administratie van oorsprong hun rechten op bevordering, verandering van vakklasse, verandering van graad en mutatie.

ORGANIGRAM



4. WERKING

4.1 Aanvragen en behandeling

Overeenkomstig artikel 9 van het KB van 9 mei 2007 kan *"iedere belanghebbende (...) een aanvraag tot bemiddeling indienen ofwel schriftelijk, per fax of per e-mail ofwel mondeling tijdens de permanentie georganiseerd door de dienst."*

Wat aanvragen over het kadastraal inkomen betreft, kon de aanvraag in het verleden theoretisch slechts indirect kan worden ingediend. Artikel 501*bis* WIB 92 voorzag immers dat de aanvrager zijn bemiddelingsaanvraag slechts via tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar kon indienen. In antwoord op de mondelinge parlementaire vraag nr. 4209, gesteld door mevrouw Carina Van Cauter op 20 mei 2015 (CRIV 54 COM 177, blz. 13 e.v.), antwoordde de Minister van Financiën ter zake dat, *"zolang de onderhandelingsfase loopt, ook de bezwaarindiener zelf het initiatief moet kunnen nemen om een beroep te doen op de FBD. Ik laat mijn administratie onderzoeken hoe wij dit het snelst gerealiseerd kunnen krijgen."*

Deze problematiek werd aangekaart in de algemene beleidsnota van de heer Minister van Financiën van 12 november 2015 (Kamer, DOC 54 1428/10) en geconcretiseerd in een wetsvoorstel ingediend door Mevrouw Van Cauter en de heer Van Biesen (Kamer, DOC54 1521/001).

Met Hoofdstuk 3 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst wordt een einde gesteld aan deze problematiek. Vanaf 1 juni 2018 is artikel 501*bis* WIB 92 aangepast, zodat ook de bezwaarindiener zelf rechtstreeks beroep kan doen op de FBD.

De FBD voert tevens de taken uit die voordien waren toevertrouwd aan de "Contactcel Invordering". Deze cel kwam tussen in geschillen tussen de belastingplichtige en de ontvanger van de directe belastingen of van de btw. Aanvragen, die betrekking hebben op een invorderingsprobleem en die aan de beleidscel van de Minister van Financiën of aan het Koninklijk Paleis worden gericht, worden vaak toegestuurd aan de FBD. Deze aanvragen worden op een specifieke wijze, in overleg met de beleidscel, behandeld.

Daarnaast wordt de FBD ook gecontacteerd in verband met diverse andere fiscale vragen, zonder dat er een blijvend geschil met een dienst binnen de FOD Financiën blijkt te zijn. Het gaat dan in hoofdzaak om vragen die betrekking hebben op de toepassing van één welbepaald onderdeel van de fiscale wetgeving, op de aflijning van de bevoegdheid van de FBD, over de persoonlijke fiscale situatie van de belastingplichtige, op de wijze waarop de belastingplichtige zich "in regel kan stellen" met de administratie, enz.

Dienstbaarheid behoort tot de vier basisvoorwaarden van de FOD Financiën. Dienstbaarheid staat bijzonder hoog in het vaandel van de FBD. Vanuit dat perspectief, verstrekt de FBD algemene of, indien mogelijk, concrete informatie aan de belastingplichtigen die op hem beroep doen of verwijst hen door naar de juiste dienst.

Uit het voorgaande volgt dat de FBD de dossiers onderverdeeld in 3 categorieën, namelijk: "Fiscale Bemiddeling", "Contactcel Invordering" en "Diversen". De ontvangen dossiers worden in de analyse en bespreking hierna dan ook aldus opgesplitst en meer uitvoerig toegelicht.

4.2 Betrokken domeinen

4.2.1 Algemeen

De FBD treedt enkel op in moeilijkheden met betrekking tot de toepassing van de fiscale wetten waarvoor de verschillende administraties van de FOD Financiën bevoegd zijn en waarvoor zij de dienst verzekeren.

De dienst van de belasting is een begrip dat gehanteerd wordt in de Bijzondere Financieringswet om te duiden op alles wat betrekking heeft op de vestiging, de geschilprocedures, de inning en invordering van de belasting. Een definitie van het begrip is terug te vinden in de parlementaire besprekingen die de 5de Staatshervorming voorafgaan.

“De dienst van de belasting omvat de vaststelling van de belastinggrondslag, de berekening van de belasting, de controle van de belastinggrondslag en van de belasting, de daarop betrekking hebbende betwistingen (zowel administratief als gerechtelijk), de inning en de invordering van de belastingen (met inbegrip van de kosten en de intresten).” (Kamer, verslag van de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, DOC 50 1183/007, blz. 160).

4.2.2 Federale materies

De artikelen 117 tot 130 W 25 april 2007 hebben verschillende wijzigingen aangebracht aan de fiscale wetboeken. Ze voorzien in de tussenkomst bij de aanvragen tot bemiddeling die specifiek vermeld zijn in de verschillende fiscale wetboeken.

I. Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

De FBD is bevoegd inzake de btw. De artikelen 117 en 118 W 25 april 2007 hebben de artikelen 84^{quater} (aanvraag tot bemiddeling in geval van een blijvend meningsverschil over de taxatie) en 85^{ter} (aanvraag tot bemiddeling inzake de invordering) ingevoegd in het Btw-Wetboek.

Op het vlak van taxatie is de aanvraag tot bemiddeling slechts mogelijk in het geval van een blijvend meningsverschil, dit wil zeggen na het ogenblik waarop de belastingplichtige alle discussiemogelijkheden met de taxatieambtenaar heeft uitgeput en tijdens het beroep ingesteld op basis van artikel 84 Btw-Wetboek bij de Minister van Financiën of de door hem gedelegeerde ambtenaar.

Teneinde te vermijden dat interferentie tussen de bemiddeling en het gerechtelijk beroep of de inwerkingstelling van een quasi-gerechtelijke procedure optreedt, en om te vermijden dat de administratieve overheid haar beslissing tot in het oneindige herziet, heeft artikel 84^{quater}, §2, Btw-Wetboek twee procedureregels ingevoerd, de ene met betrekking tot de ontvankelijkheid van de aanvraag tot bemiddeling, en de andere met betrekking tot de stopzetting van de tussenkomst van de FBD.

Zo is de aanvraag tot bemiddeling onontvankelijk indien, voorafgaandelijk aan deze aanvraag, de schuldenaar verzet heeft aangetekend tegen het dwangbevel met toepassing van artikel 85 Btw-Wetboek, ofwel een deskundige schatting met toepassing van artikel 59, §2, van hetzelfde wetboek gevorderd heeft om de normale waarde van de goederen en de diensten die het voorwerp uitmaken van het meningsverschil te bepalen, ofwel er reeds uitspraak werd gedaan over de betwisting door de Minister van Financiën of de door hem gedelegeerde ambtenaar.

Anderzijds, wanneer, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, de schuldenaar verzet aantekent tegen het dwangbevel, de deskundige schatting wordt gevorderd met toepassing van artikel 59, §2, Btw-Wetboek of er over de betwisting uitspraak werd gedaan, is de FBD ontheven van zijn bevoegdheid.

Artikel 84*quater*, §3, Btw-Wetboek staat de administratieve overheid uitdrukkelijk toe om in de mate dat zij het gerechtvaardigd acht, het bedrag van de in het dwangbevel gevestigde belasting of boeten naar beneden te herzien voor zover deze herziening geen vrijstelling of vermindering van belasting inhoudt. Daarentegen is het niet toegelaten om een aanvullende belasting te vestigen.

Op het vlak van de invordering laat artikel 85*ter* Btw-Wetboek, ingevoegd door artikel 118 W 25 april 2007, aan de schuldenaar toe om een aanvraag tot bemiddeling in te dienen in geval van betwisting met de ontvanger belast met de invordering van zijn fiscale schuld.

De schuldenaar kan eveneens de tussenkomst van de FBD vragen in geval er een betwisting ontstaat naar aanleiding van de toepassing van de wettelijke bepalingen inzake de vrijstelling van interesten of inzake het onbeperkt uitstel van de invordering.

II. Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

De FBD is bevoegd inzake alle belastingen die overeenkomstig artikel 1, §1, WIB 92 worden geheven, namelijk:

- 1° een belasting op het totale inkomen van rijksinwoners, personenbelasting geheten;
- 2° een belasting op het totale inkomen van binnenlandse vennootschappen, vennootschapsbelasting geheten;
- 3° een belasting op inkomsten van andere Belgische rechtspersonen dan vennootschappen, rechtspersonenbelasting geheten;
- 4° een belasting op inkomsten van niet-inwoners, belasting van niet-inwoners geheten.

Overeenkomstig artikel 1, §2, WIB 92 worden voormelde belastingen geheven door middel van voorheffingen, binnen de grenzen en onder de voorwaarden als bepaald in titel VI, hoofdstuk I, WIB 92. De FBD is tevens bevoegd inzake die voorheffingen: de onroerende voorheffing, de roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing.

De FBD is eveneens bevoegd inzake de vaststelling van het kadastraal inkomen overeenkomstig artikel 471 WIB 92.

De artikelen 119 tot 121 W 25 april 2007 hebben in het WIB 92 volgende artikelen ingevoegd:

- 376*quinquies* (aanvraag tot bemiddeling in geval een bezwaarschrift werd ingediend bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen);
- 399*bis* (aanvraag tot bemiddeling in geval van betwisting met de ontvanger belast met de invordering van een fiscale schuld);
- 501*bis* (aanvraag tot bemiddeling in geval van blijvende onenigheid omtrent het kadastraal inkomen).

Ingevolge de wet van 29 april 2013 wordt artikel 376*quinquies* WIB 92 gewijzigd teneinde de fiscale bemiddeling ook mogelijk te maken in geval van verzoeken om ambtshalve ontheffing.

Artikel 501*bis* WIB 92 werd gewijzigd door Hoofdstuk 3 van de wet van 29 maart 2018 zodat dat de bezwaarindiener, vanaf 1 juni 2018, rechtstreeks beroep kan doen op de FBD.

a) Bezwaarschrift en ambtshalve ontheffing

De belastingschuldige, alsmede zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd kan, in geval een geldig bezwaarschrift werd ingediend bij de bevoegde adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de FBD.

De aandacht wordt erop gevestigd dat een bezwaarschrift sedert W 10 juli 2017 ook geldig kan worden ingediend bij de FBD. Het is niet de bedoeling dat bezwaarschriften systematisch worden ingediend bij de FBD, maar als dit toch gebeurt, dan is het bezwaarschrift geldig ingediend en loopt de belastingplichtige niet het risico dat het doorzenden de tijdige indiening ervan in het gedrang brengt. De in aanmerking te nemen datum van ontvangst is in dat geval immers de datum van ontvangst door de FBD.

De FBD zal het bezwaarschrift onmiddellijk doorzenden aan de bevoegde adviseur-generaal en de bezwaarindiener hiervan in kennis stellen.

Hetzelfde geldt trouwens wanneer het bezwaarschrift werd ingediend bij een andere ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen dan de bevoegde adviseur-generaal van die administratie, of zelfs bij een ambtenaar belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen.

De adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent, overeenkomstig artikel 376 WIB 92 in bepaalde gevallen en onder bepaalde voorwaarden, ambtshalve ontheffing. Ook wanneer om de toepassing van artikel 376 WIB 92 wordt verzocht, kan een aanvraag tot bemiddeling bij de FBD worden ingediend.

Zoals inzake btw, voorziet artikel 376^{quinq}ies WIB 92 procedureregels om te vermijden dat interferentie tussen de bemiddeling en het gerechtelijk beroep optreedt en om te vermijden dat de adviseur-generaal zijn beslissing moet herzien. Complementair aan de administratieve bezwaarprocedure, wijzigt de bemiddeling niets aan de regels die deze procedure beheersen.

b) Invordering

Op het vlak van invordering laat artikel 399^{bis} WIB 92 aan de belastingschuldige, alsmede aan zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, toe om een aanvraag tot bemiddeling in te dienen in geval van betwisting met een ambtenaar belast met de inning en de invordering van zijn fiscale schuld.

De belastingschuldige, alsmede zijn echtgenoot, kan eveneens de tussenkomst van de FBD vragen in geval er een betwisting ontstaat naar aanleiding van de toepassing van de wettelijke bepalingen inzake de vrijstelling van interesten of inzake het onbeperkt uitstel van de invordering.

c) Kadastraal inkomen

Artikel 501^{bis} WIB 92 biedt aan de belastingplichtige die een geldig bezwaar heeft ingediend tegen het kadastraal inkomen dat hem werd betekend, de mogelijkheid om fiscale bemiddeling aan te vragen wanneer, na onderhandelingen, de onenigheid tussen hem en de administratie blijft bestaan.

Indien in de loop van de behandeling van het bezwaar tegen het kadastraal inkomen en na onderhandelingen tussen de onderzoekende ambtenaar en de bezwaarindiener onenigheid blijft bestaan, moet de ambtenaar onmiddellijk na die onderhandelingen en in aanwezigheid van de bezwaarindiener, aanvangen met het opstellen van een proces-verbaal van niet-akkoord. De bezwaarindiener moet daarbij ingelicht worden over de mogelijkheid om de tussenkomst van de FBD te vragen.

Wanneer de bezwaarindiener van de mogelijkheid om beroep te doen op de tussenkomst van de FBD geen gebruik wenst te maken, zal dat in het proces-verbaal van niet-akkoord worden vermeld.

Wenst hij wel de tussenkomst van de FBD, dan kan de bezwaarindiener daarom rechtstreeks verzoeken of deze wens kenbaar maken aan de onderzoekende ambtenaar. In dit laatste geval licht deze ambtenaar de FBD daarvan in.

Zodra het aldus rechtstreeks of door tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar geformuleerd verzoek om bemiddeling door de FBD ontvankelijk wordt verklaard, geldt een schorsing van de onderliggende bezwaarprocedure tot er een akkoord wordt bereikt tussen de partijen, er aan het bezwaar wordt verzaakt, of het blijvend niet-akkoord wordt opgenomen in een door het College van de FBD bekrachtigd bemiddelingsverslag. In dit laatste geval wordt alsnog een in artikel 501*bis*, §2, WIB 92 voorziene proces-verbaal opgesteld waarna een scheidsrechterlijke beslissing wordt gevorderd teneinde het kadastraal inkomen vast te stellen.

III. Wetboek van met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Overeenkomstig artikel 1 WIGB is de FBD bevoegd inzake de verkeersbelasting (en de belasting op de inverkeerstelling) op de autovoertuigen, de belasting op de spelen en de weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, alsook op de belasting (en de aanvullende belasting) op de deelname van de werknemers in de winst of in het kapitaal van de vennootschap.

De FBD is evenwel niet bevoegd wanneer een gewest zelf de “dienst van de belasting” waarneemt.

Artikel 123 W 25 april 2007 wijzigt artikel 2 WIGB, teneinde de toepassing van de artikelen 376*quinquies* en 399*bis*, WIB 92 op deze belastingen mogelijk te maken. De modaliteiten tot tussenkomst van de FBD inzake de inkomstenbelastingen wanneer een aanvraag tot bemiddeling is ingediend, in geval van administratief beroep en in geval van betwisting met de ambtenaar belast met de inning en invordering van zijn belastingschuld, zijn derhalve mutatis mutandis van toepassing op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

IV. Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

De FBD is bevoegd inzake de registratierechten¹, maar niet inzake de hypotheek- en griffierechten.

Artikel 124 W 25 april 2007 wijzigt artikel 219 van het W.Reg. en heeft in de eerste plaats tot doel in dat wetboek de mogelijkheid in te schrijven om beroep te doen op de FBD. Die

¹ De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en de invordering van de registratierechten de bemiddeling is uitgesloten. Tot op heden werd geen enkel dergelijk besluit getroffen.

bemiddeling kan gevraagd worden zolang het geschil tussen de belastingplichtige en de ontvanger der registratierechten zich nog in de informele fase bevindt.

Dit betekent met andere woorden dat de tussenkomst van de FBD kan gevraagd worden zolang de belastingplichtige geen verzet heeft gedaan tegen het in het kader van de betwisting uitgevaardigde dwangbevel. Dat verzet maakt immers een einde aan de administratieve fase van het geschil en legt het voor beslechting aan de rechterlijke macht voor.

Vooraleer beroep te kunnen doen op bemiddeling, moet de belastingplichtige evenwel gepoogd hebben om het geschil met de administratie op te lossen via op ernstige wijze gevoerde onderhandelingen. Er moet vooreerst een werkelijke moeilijkheid zijn en vervolgens moet die moeilijkheid zijn blijven bestaan na onderhandelingen met de administratie.

Indien de FBD vaststelt dat hij verzocht wordt om tussen te komen vooraleer de belastingplichtige ook maar enige moeite heeft gedaan om het geschil in samenspraak met de administratie op te lossen, kan de FBD weigeren om op het verzoek tot tussenkomst in te gaan.

Fiscale bemiddeling stopt wanneer de formele procedure van de controleschatting wordt ingesteld of wanneer het geschil voor beslechting aan de rechter wordt voorgelegd. Ook hier geldt als basisvoorwaarde voor een mogelijke tussenkomst van de FBD dat de 'dienst van de belasting' door de FOD Financiën moet worden waargenomen.

V. Wetboek der successierechten

De FBD is bevoegd inzake de successierechten². Artikel 125 W 25 april 2007 wijzigt artikel 141 van het W.Succ. waardoor een verzoek tot bemiddeling mogelijk wordt inzake de heffing of de invordering der successierechten.

Wat geldt voor de registratierechten i.v.m. de fiscale bemiddeling, geldt, mutatis mutandis, ook voor de successierechten.

VI. Wetboek diverse rechten en taksen

Artikel 126 W 25 april 2007 heeft artikel 202/4 van het Wetboek diverse rechten en taksen gewijzigd waardoor fiscale bemiddeling mogelijk wordt inzake de heffing of de invordering van diverse rechten en taksen.

De FBD is bevoegd inzake de rechten op geschriften en diverse taksen, zoals

- o taks op de beursverrichtingen;
- o taks op de aflevering van effecten aan toonder;
- o jaarlijkse taks op de verzekeringsverrichtingen;
- o jaarlijkse taks op de winstdeelnemingen;
- o aanplakkingstaks;
- o enz. (cf. Boek I en II van het Wetboek diverse rechten en taksen)³.

² De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden i.v.m. de heffing en de invordering van de successierechten de bemiddeling is uitgesloten. Tot op heden werd dergelijk besluit niet getroffen.

³ Ibidem.

De diverse rechten en taksen zijn geen gewestelijke belastingen. Voor het overige, wat geldt voor de registratierechten i.v.m. de fiscale bemiddeling, geldt ook, mutatis mutandis, voor de diverse rechten en taksen.

VII. Algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977

De artikelen 127 tot 130, W 25 april 2007 hebben in de AW D&A een nieuw Hoofdstuk XXIII^{bis} ingevoegd, dat de artikelen 219^{bis}, 219^{ter} en 219^{quater} omvat, zodat bemiddeling mogelijk wordt inzake beschikkingen waartegen een administratief beroep werd ingediend.

Ieder persoon die een regelmatig administratief beroep tegen een beschikking van de gewestelijk directeur of een ambtenaar met een gelijkwaardige graad instelt, kan een aanvraag tot bemiddeling betreffende die beschikking indienen bij de FBD.

Op het gebied van douane en accijnzen, kan niet enkel tegen beschikkingen met betrekking tot nationale belastingen en eigen middelen van de Europese Gemeenschap een administratief beroep wordt ingediend, maar ook beschikkingen die de persoon rechtstreeks en individueel raken en geen rechtstreeks verband houden met belastingen (bv. verlenen, weigeren, intrekken van allerlei vergunningen). De aanvraag tot bemiddeling wordt dus ingediend met inachtneming van de geldende nationale en communautaire wetgevingen. In het bijzonder wijzigt de bemiddeling niets aan de proceduremaatregelen van het administratief beroep voorzien in de Algemene wet inzake douane en accijnzen (artikelen 214 tot en met 219), de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek (artikelen 1385^{decies} en 1385^{undecies}) en het Communautair Douanewetboek (artikelen 243 tot en met 246).

Het administratief beroep kan op grond van artikel 213 Algemene AW D&A geen betrekking hebben op beschikkingen in verband met transacties waarbij de Administratie der douane en accijnzen overeenkomstig artikel 219 van dezelfde wet een dading sluit met de overtreder met het oog op het vermijden van een strafrechtelijke vervolging.

Zoals inzake btw, voorziet artikel 219^{ter} AW D&A procedureregels om te vermijden dat de bemiddeling met het gerechtelijk beroep interfereert of de procedure van het administratief beroep en de invordering van de fiscale schulden (nationale of eigen middelen van de Europese Gemeenschap) vertraagt. Zo is de aanvraag tot bemiddeling onontvankelijk wanneer de aanvrager voorafgaandelijk een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft aanhangig gemaakt of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 AW D&A een beslissing werd getroffen.

Daarentegen, wanneer, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, de belastingsschuldige een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft aanhangig gemaakt of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 een beslissing werd getroffen, is de FBD ontheven van zijn bevoegdheid.

Het verslag van de bemiddelaar heeft geen dwingend karakter tegenover de autoriteit die beslist over het administratief beroep, maar laat deze toe om het standpunt en de situatie van de belanghebbende beter te begrijpen. De Administratie neemt kennis van het bemiddelingsverslag en houdt er rekening mee in de motivering van de beslissing over het administratief beroep.

4.2.3 Gewestmateries

De Gewestmateries vallen buiten de bevoegdheid van de FBD, aangezien de 'dienst van de belasting' niet meer door de FOD Financiën verzekerd wordt. Dit is het geval voor:

- 1) de onroerende voorheffing in Vlaanderen en, vanaf 1 januari 2018, in Brussel;
- 2) de verkeersbelasting, de BIV en het Eurovignet in Vlaanderen en Wallonië, dat vanaf 1 april 2016 vervangen werd door de kilometerheffing. Deze is volledig gewestelijk, dus ook in Brussel;
- 3) de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, de belasting op de spelen en weddenschappen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken in Wallonië en vanaf 1 januari 2019 in Vlaanderen;
- 4) vanaf 1 januari 2015, de registratie- en successierechten in Vlaanderen met **uitzondering van** volgende rechten:
 - a) inzake successierechten:
 - o taks tot vergoeding van de successierechten (Boek II, W.Succ.);
 - o jaarlijkse taks op de collectieve beleggingsinstellingen, op de kredietinstellingen en op de verzekeringsondernemingen (Boek IIIbis W.Succ.);
 - o jaarlijkse taks op de coördinatiecentra (Boek III W.Succ.);
 - o attesten van erfopvolging.
 - b) inzake registratierechten:
 - o inbreng in een vennootschap, behalve inbreng door een natuurlijke persoon van een woning in een Belgische vennootschap;
 - o vestiging van een hypotheek op bepaalde schepen, in pandgeving van handelszaak, vestiging van landbouwvoorrecht, overdracht van hypotheek (art. 92², W.Reg.);
 - o huur, onderverhuring, overdracht van huur, recht van opstal, recht van erfpacht, overdracht van recht van opstal/erfpacht, jacht- en vispacht;
 - o openbare verkoop van lichamelijke roerende goederen;
 - o veroordelingsrecht op vonnissen en arresten;
 - o akten waarop enkel het algemeen vast recht van toepassing is;
 - o specifieke vaste rechten (handlichtingen, brieven van adeldom, naams- en voornaamswijziging);
 - o hypotheekrecht, geïnd door hypotheekbewaarder;
 - o griffierecht.

In deze materies, met uitzondering van de onder punt 4, a en b, hiervoor vermelde rechten, kan de FBD bijgevolg niet meer bemiddelen.

De 6^{de} Staatshervorming hevelt heel wat bevoegdheden inzake personenbelasting over naar de Gewesten. De FOD Financiën blijft evenwel de dienst van die belasting verzorgen. De FBD kan dus bij voortduur blijven bemiddelen in geschillen betreffende deze materie.

4.2.4 Lokale belastingen

Wat betreft de eventuele bevoegdheid van de FBD om te bemiddelen inzake geschillen m.b.t. de vestiging van lokale belastingen, werd na advies van de Centrale Rechtskundige Dienst van de FOD Financiën het volgende geconcludeerd.

Artikel 11 van het Vlaams Decreet van 30 mei 2008 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen bepaalt:

“Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van het huidige decreet, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat wetboek van toepassing op de provincie- en gemeentebelastingen, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen.”.

De FBD heeft ter zake geen geldig equivalent gevonden van toepassing in de andere Gewesten.

Titel VII, Hoofdstuk VII, Afdeling I, WIB 92 handelt over het administratief beroep. Inzonderheid artikel 376*quinquies*, §1, WIB 92 stelt dat, in geval een bezwaarschrift werd ingediend bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of wanneer om de toepassing van artikel 376 werd verzocht, de belastingschuldige, evenals zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling kan indienen bij de FBD bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Titel VII, Hoofdstuk VIII, WIB 92 handelt over de invordering van de belasting. Inzonderheid artikel 399*bis* WIB 92 stelt dat, in geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, de belastingschuldige of ieder ander persoon lastens wie een belasting of voorheffing kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling kan indienen bij de FBD bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Voormelde artikelen verwijzen dus naar de bezwaarprocedure bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen en naar de ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, maar niet naar respectievelijk de bezwaarprocedure bij het College van burgemeester en schepenen en de bestendige deputatie, noch naar respectievelijk de betwisting met de stadsontvanger en de provinciale ontvanger.

De provincie- en gemeentebelastingen behoren sinds de Lambermontwet van 2001 tot de bevoegdheid van het Vlaams Gewest. Tevens beschikken de lokale besturen over een eigen fiscale beslissingsbevoegdheid. De fiscale autonomie van de lokale besturen is grondwettelijk verankerd in de artikelen 41 en 162, van de Grondwet voor de gemeenten en artikel 170, §3, van de Grondwet voor de provincies.

Het Gewest dat bevoegd is voor de lokale belastingen kan geen verplichtingen opleggen aan de FBD die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort.

In haar advies nr. 43.776 van 11 december 2007 betreffende het ontwerp van decreet betreffende de vestiging, de invordering en de geschillenprocedure van provincie- en gemeentebelastingen stelde de Raad van State immers: *“het is evenwel in strijd met het beginsel van de wederzijdse autonomie van de federale staat, de gemeenschappen en de gewesten dat één van de overheden aan een andere overheid op eenzijdige wijze verplichtingen zou opleggen zodat het toepassingsgebied van de verplichting opgelegd bij artikel 6 van het ontwerp zal dienen te worden ingeperkt.”.*

Deze redenering dient eveneens te worden toegepast op het voormelde artikel 11 van het Vlaams decreet van 30 mei 2008. In fine van dat artikel wordt bovendien uitdrukkelijk gesteld: *“voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen.”*

Bijgevolg kan het bedoelde artikel 11 van het Vlaams Decreet niet zo gelezen worden dat belastingplichtigen voor de lokale belastingen een beroep kunnen doen op de federaal georganiseerde fiscale bemiddeling.

DEEL II : BEHANDELING VAN DE AANVRAGEN

1. FISCALE BEMIDDELING

Hierna wordt op een bondige wijze uiteengezet hoe een verzoek om fiscale bemiddeling op de FBD zal worden behandeld.

De FBD is heel toegankelijk. De aanvraag tot fiscale bemiddeling gebeurt op eenvoudig, kosteloos verzoek van de belastingplichtige, zijn boekhouder of mandataris en kan op verschillende wijzen worden ingediend:

- per e-mail;
- per brief;
- telefonisch;
- per fax;
- mondeling.

Voor alle aanvragen wordt door het secretariaat een dossier aangemaakt dat, in functie van de te behandelen materies, aan het bevoegd Collegelid wordt voorgelegd. Indien de aanvraag verschillende materies betreft zoals bijvoorbeeld inkomstenbelastingen en btw en, eventueel invorderingsproblematiek, zal een bijkomend dossier worden aangemaakt. Vervolgens zal het Collegelid het dossier aan een (of meerdere) bemiddelingsmedewerker(s) toewijzen. Op die manier zullen de aanvragen behandeld worden door een team bestaande uit medewerkers die expert zijn in de desbetreffende materie.

De aangeduide fiscaal bemiddelaar zal de aanvraag grondig doornemen en het dossier aanvullen, enerzijds op basis van de gegevens die terug te vinden zijn in de diverse administratieve applicaties van de FOD Financiën waartoe hij toegang heeft en, anderzijds, op basis van informele individuele gesprekken met de belastingplichtige en/of de aangeduide geschilambtenaar. Al dan niet in overleg met het bevoegd Collegelid en afhankelijk van de complexiteit van het geschil, zal een bemiddelingsstrategie worden uitgewerkt.

De medewerker informeert bij de betrokken geschilambtenaar naar de timing waarbinnen deze laatste het bezwaarschrift/verzoek om ambtshalve ontheffing kan onderzoeken en vraagt op de hoogte gehouden te worden van de verdere stappen die de geschilambtenaar zal ondernemen. Een verzoek om fiscale bemiddeling verleent immers geen prioriteit aan het bezwaardossier.

Afhankelijk van de situatie organiseert de bemiddelaar (informele) verkennende gesprekken met de betrokken partijen afzonderlijk, alvorens over te gaan tot een gezamenlijk overleg. Op die manier kan hij pogen om de achterliggende bekommernissen en belangen te achterhalen.

Wanneer de belastingplichtige in zijn bezwaarschrift heeft gevraagd om gehoord te worden, zal de hoorzitting veelal doorgaan in het bijzijn van de bemiddelaar. Dit werkt tijd- en kostenbesparend voor alle partijen. De bemiddelaar is onmiddellijk betrokken en kan, indien mogelijk, de partijen reeds de kans geven om hun standpunten te verduidelijken. De wet van 10 juli 2017 vult artikel 116, §3, W 25 april 2007 op dit punt aan zodat de bemiddelaar de toegang tot een hoorzitting niet meer kan geweigerd worden wanneer in het voorliggende geschil om bemiddeling werd verzocht.

Afhankelijk van de complexiteit van het voorliggend geschil kunnen meerdere individuele en gezamenlijke gesprekken worden georganiseerd.

De autonomie van de dienst maakt het mogelijk om snel en efficiënt te werken in een vertrouwelijke sfeer.

De procedure van behandeling van een aanvraag om fiscale bemiddeling wordt verduidelijkt in de artikelen 10 tot 12, KB 9 mei 2007.

Ontvangstbewijs

Artikel 10 KB 9 mei 2007 bepaalt dat de aanvragen tot bemiddeling het voorwerp uitmaken van een ontvangstbewijs, uitgereikt aan de aanvrager binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

Wanneer de aanvraag tot bemiddeling mondeling gebeurt, wordt zij op papier gezet door de FBD en wordt het ontvangstbewijs onmiddellijk uitgereikt.

Beslissing over ontvankelijkheid

Overeenkomstig artikel 11 KB 9 mei 2007, deelt de FBD de aanvrager, ten laatste binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag tot bemiddeling, zijn beslissing mee om de aanvraag al dan niet te behandelen of om ze aan een andere dienst door te zenden.

De beoordeling in hoeverre een bemiddelingsaanvraag ontvankelijk is, behoort tot de exclusieve bevoegdheid van de FBD. De weigering om een klacht te behandelen wordt gemotiveerd.

De FBD stelt de betrokken fiscale dienst in kennis van de aanvraag tot bemiddeling die hij voornemens is te behandelen.

Overeenkomstig artikel 116, §1, 2^{de} lid, W 25 april 2007 weigert de FBD een aanvraag tot bemiddeling te behandelen:

- 1° indien de aanvraag duidelijk ongegrond is;
- 2° indien de aanvrager duidelijk geen stappen bij de betrokken bevoegde administratieve overheid heeft ondernomen teneinde de standpunten met elkaar te verzoenen.

Een aanvraag is manifest ongegrond indien zij berust op ongefundeerde beschuldigingen of klachten met tergende of eerrovende bedoelingen.

Is een aanvraag onontvankelijk, dan probeert de FBD alsnog bijstand te verlenen door het verschaffen van diverse informatie, waardoor de burger op het goede spoor wordt gezet bij de verdere stappen die hij kan ondernemen of door de vraag aan een andere bemiddelaar (klachtendienst, federale Ombudsman, ...) of bevoegde dienst toe te zenden.

Een aanvraag kan als zodanig onontvankelijk zijn wanneer geen voorafgaande stappen werden ondernomen bij de bevoegde administratieve overheid. Door de aanvrager in de beslissing houdende onontvankelijkheid van zijn aanvraag in te lichten omtrent het ontbreken van deze formaliteit, zal hij in staat zijn hieraan te verhelpen.

De beslissing over de ontvankelijkheid is een belangrijk gegeven in het verder verloop van het bemiddelingsproces, aangezien deze beslissing de mogelijkheid tot het stellen van bepaalde handelingen in de procedure van toepassing op het geschil, tijdelijk zal schorsen.

Schorsende werking van een ontvankelijke bemiddelingsaanvraag - gevolgen op de afhandeling van het administratief geschil

a) Algemeen

De wet van 10 juli 2017 verleent aan een verzoek om fiscale bemiddeling een schorsende werking op het nemen van enige beslissing in de procedure met betrekking tot het geschil tussen belastingplichtige en de fiscus, op voorwaarde dat het verzoek om bemiddeling door de FBD ontvankelijk is verklaard. De schorsingstermijn vangt aan op de dag van die beslissing van ontvankelijkheid.

De wet is van toepassing vanaf 1 september 2017, dus m.a.w. op alle bemiddelingsaanvragen die op die datum ontvankelijk waren verklaard of vanaf die datum ontvankelijk verklaard werden of zullen worden. De inwerkingtreding moet immers worden beoordeeld in functie van het algemene rechtsbeginsel dat een nieuwe wet ook van toepassing is op toekomstige gevolgen van onder de vroegere wet ontstane toestanden, voor zover daarbij geen afbreuk wordt gedaan aan reeds onherroepelijk vastgestelde rechten. Concreet wil dit zeggen dat de schorsende werking van toepassing is op alle verzoeken die ingediend worden vanaf 1 september 2017 én op bemiddelingen die vóór die datum ontvankelijk werden verklaard maar nog niet werden afgesloten.

Wat betreft het administratief beroep inzake inkomstenbelastingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen geldt als bijkomende voorwaarde dat de termijn van 6 of 9 maanden vermeld in artikel 1385*undecies*, 2^{de} en 3^{de} lid, Ger.W. op die dag nog niet verstreken zijn.

De schorsende werking heeft geen invloed op de procedurewerkzaamheden. Dit betekent dat de bevoegde dienst het onderzoek van het administratieve geschil kan voortzetten. De schorsing houdt in dat de effectieve beslissing over het geschil door de betrokken geschilambtenaar, tijdelijk niet kan worden genomen.

De duur van de schorsing is afhankelijk van de aard van het geschil waarvoor om bemiddeling is verzocht:

- een geschil dat betrekking heeft op een georganiseerd beroep (bezwaar of ambtshalve ontheffing – artikelen 366 en 376 WIB 92);
- een invorderingsgeschil met de AAI;
- enige andere fiscale materie.

De schorsing wordt ten laatste beëindigd, hetzij na 4 maanden in geval van bezwaar of ambtshalve ontheffing, hetzij na 1 maand in geval van een geschil met het Team Invordering.

Hierna zal dieper worden ingegaan op de duur en de weerslag van de schorsende werking op de procedure naargelang de aard van het geschil.

b) *Schorsende werking in geval van administratief beroep (inkomstenbelastingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen)*

De schorsing wordt bepaald in artikel 116, § 1/1, W 25 april 2007 dat stelt:

“Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft een schorsende werking op het nemen van enige beslissing, behalve indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsingstermijn vangt aan vanaf de datum waarop de aanvraag tot fiscale bemiddeling ontvankelijk is verklaard.

De in het eerste lid vermelde schorsingstermijn wordt beëindigd op de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het College van fiscaal bemiddelaars, behoudens verzaking aan het administratief beroep of eerder akkoord tussen de betrokken partijen, en ten laatste één maand voor het verstrijken van de termijn vermeld in artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.”

Zodra het verzoek tot bemiddeling in het kader van het administratief beroep (inkomstenbelastingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen) ontvankelijk is verklaard, vangt de schorsingstermijn aan.

Zoals gezegd, heeft de schorsende werking geen weerslag op de procedurewerkzaamheden van de geschillendiensten, m.a.w. de termijnen voor bijvoorbeeld het versturen van een vraag om inlichtingen, oproep tot hoorzitting, een bericht van wijziging, enz. worden geenszins geschorst. De schorsing betekent wel dat in casu tijdelijk bepaalde handelingen niet kunnen worden gesteld, met name:

- 1° het nemen van een beslissing over een bezwaarschrift ingediend bij de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of over een verzoek om ambtshalve ontheffing;
- 2° het nemen van een beslissing over een bezwaarschrift ingediend bij de bevoegde ambtenaar belast met de vestiging van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Wanneer een bezwaarschrift of een verzoek tot ambtshalve ontheffing is ingediend en er wordt geen bemiddeling aangevraagd, moet de administratie daarover in principe een beslissing treffen binnen de 6 maanden (art. 1385undecies, 2^{de}, Ger.W.) of binnen de 9 maanden wanneer het bezwaar is gericht tegen een van ambtshalve gevestigde aanslag (art. 1385undecies, 3^{de} lid, Ger.W.). Zo niet kan belastingplichtige naar de rechtbank stappen zonder de administratieve beslissing nog langer af te wachten. In dat geval zal de administratie geen subsidiaire aanslag meer kunnen vestigen wanneer zij voor de rechtbank in het ongelijk zou worden gesteld (artikel 355 WIB 92).

Artikel 116, § 1/1, 2^{de} lid, W 25 april 2007 verlengt de wachttermijnen bedoeld in artikel 1385undecies, 2^{de} en 3^{de} lid, Ger.W. met 4 maanden wanneer het bemiddelingsverzoek ontvankelijk is verklaard.

Indien een bemiddelingsverzoek ingediend wordt *na* het verstrijken van die termijnen, kan dit verzoek nog steeds ontvankelijk worden verklaard, maar deze ontvankelijkverklaring zal geen schorsend effect meer hebben.

De schorsing wordt beëindigd, hetzij:

- wanneer belastingplichtige verzaakt aan het administratief beroep;
- wanneer de partijen een wederzijds akkoord bereiken;
- indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn;
- op de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het College van fiscaal bemiddelaars, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk V van Titel VII W 25 april 2007;
- en ten laatste 1 maand vóór het verstrijken van de termijnen vermeld in het nieuwe vierde lid van artikel 1385undecies Gerechtelijk Wetboek.

De schorsing vervalt dus o.a. wanneer het administratief beroep wordt afgesloten. Het spreekt voor zich dat de term “verzaking” waarvan sprake op de verzaking aan het administratief beroep slaat. Uit de parlementaire werkzaamheden voorafgaand aan de wet van 10 juli 2017 (DOC 54 0861/002) blijkt duidelijk dat de verzaking bedoeld in artikel 116, § 1/1, tweede lid, W 25 april 2007, enkel betrekking kan hebben op de verzaking aan het bezwaarschrift, dus m.a.w. aan het administratief beroep.

Het feit dat de bemiddelingsprocedure kan worden stopgezet op eenzijdig verzoek van belastingplichtige, kan op zich niet onmiddellijk een einde maken aan het schorsend effect aangezien de wens van belastingplichtige om de bemiddeling stop te zetten, in het bemiddelingsverslag zal opgenomen worden en de bemiddelingsprocedure pas zal worden afgesloten op de dag dat het verslag door het College van fiscaal bemiddelaars wordt goedgekeurd.

Het kan hoe dan ook nooit de bedoeling zijn dat het loutere feit dat de belastingplichtige eenzijdig de bemiddelingsprocedure wenst stop te zetten, een invloed zou kunnen hebben op de wettelijke en reglementaire bepalingen van toepassing op het administratief beroep en de administratie in de onmogelijkheid zou plaatsen om haar beslissing tijdig te nemen.

Teneinde alle twijfel hieromtrent weg te nemen, werd artikel 116, § 1/1, 2^{de} lid, W 25 april 2007 aangepast door artikel 13 W 29 maart 2018.

Door het verlengen met 4 maanden van de wachttermijnen vermeld in 1385undecies, 2^{de} en 3^{de} lid, Ger.W. zal de FBD de kans krijgen om gedurende minimum 3 maanden te bemiddelen, ook indien belastingplichtige zijn verzoek om bemiddeling pas indient bij het nakend verstrijken van voormelde wachttermijnen van 6 of 9 maanden. De mogelijkheid tot het nemen van een beslissing door de bevoegde adviseur-generaal vanaf de ontvankelijkheid wordt immers geschorst tot 1 maand vóór het verstrijken van die wachttermijnen.

Voorbeeld

Vestiging van de gewone aanslag: 11 september 2018
Bezwaarschrift: 8 november 2018

Bemiddelingsaanvraag: 5 januari 2019
Ontvangstmelding: 8 januari 2019
Beslissing ontvankelijkheid: 18 januari 2019

Aanvankelijke wachttermijn (art. 1385undecies, 2^{de}, lid Ger.W.): 8 mei 2019
Verlengde wachttermijn (art. 1385undecies, 4^{de}, lid Ger.W.): 8 september 2019

Aanvang van de schorsing: 18 januari 2019
Beëindiging schorsing: ten laatste 8 augustus 2019 (de bevoegde adviseur-generaal heeft dus nog 1 maand tijd om zijn beslissing over het geschil te treffen alvorens de rechtbank kan worden gevat).

c) Schorsende werking in geval van geschil met Team Invordering

De schorsing wordt bepaald in artikel 116, § 1/2, W 25 april 2007 dat stelt:

“§ 1/2. Indien de aanvraag tot bemiddeling betrekking heeft op een betwisting met de ontvanger belast met de invordering van de fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen, zijn alle middelen van tenuitvoerlegging bedoeld in Titel III van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek, gedurende maximum een maand geschorst en behouden de reeds gelegde beslagen hun bewarende werking, met uitzondering van de reeds gelegde beslagen onder derden die hun volle uitwerking behouden.

Het voorgaande geldt eveneens voor het uitvoerend beslag onder derden ingevoegd in uitvoering van artikel 300, §1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 85bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 6 van de

Domaniale wet van 22 december 1949 en het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 101 van het Algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken van 28 december 1950.”

Op het vlak van de bemiddeling inzake de invordering wordt in een schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging voorzien, weliswaar met bepaalde bijzondere regels. Deze schorsing geldt zowel voor de invordering van de vorderingen inzake de inkomstenbelastingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, waarvan de dienst van de belasting nog door de FOD Financiën wordt waargenomen, als voor de btw.

Concreet is het zo dat indien een verzoek om bemiddeling op het vlak van de invordering ontvankelijk wordt verklaard, het Team Invordering gedurende één maand vanaf die ontvankelijkverklaring geen enkel middel van tenuitvoerlegging meer kan instellen, noch de opgestarte procedure van rechtstreekse vervolgingen door een gerechtsdeurwaarder voortzetten, tenzij de rechten van de Schatkist effectief in gevaar verkeren.

Wanneer aldus op het ogenblik van de ontvankelijkverklaring van het verzoek om bemiddeling op het vlak van de invordering een uitvoerend beslag op roerende goederen is gelegd, kan de verkoping ervan niet doorgaan tot de fiscale bemiddeling op dit vlak is afgesloten, met name door de opmaak en verzending van een bemiddelingsverslag.

De wetgever beperkt in de gevallen dat dit verslag niet volgt binnen de maand vanaf de ontvankelijkverklaring van het verzoek om bemiddeling, de duur van de schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging tot deze maand. Dus gedurende maximaal één maand waarin op het vlak van de invordering een bemiddelde oplossing wordt betracht, kan geen enkel middel van tenuitvoerlegging worden aangewend, met inbegrip van een gemeenrechtelijk uitvoerend beslag onder derden of een fiscaalrechtelijk vereenvoudigd beslag onder derden, noch kan de procedure van rechtstreekse vervolgingen worden voortgezet. Ook al houdt de schorsing dus in dat er tijdens maximaal één maand geen nieuw uitvoerend beslag onder derden mag worden gelegd, wordt om praktische redenen evenwel in de wet voorzien dat een eerder (vóór de ontvankelijkverklaring) gelegd derdenbeslag gedurende die maand niet wordt opgeschort. De derde-beslagene (bijvoorbeeld de werkgever, de financiële instelling of de vakantiekas) moet dus ook tijdens die maand het voor beslag vatbare gedeelte zonder meer inhouden en aan de fiscus doorstorten.

De schorsing van de tenuitvoerlegging gedurende de bemiddelingsprocedure, weliswaar beperkt tot één maand, is voor alle duidelijkheid geen hinderpaal voor volgende maatregelen die onverkort blijven gelden: alle mogelijke maatregelen wanneer de rechten van de Schatkist in gevaar zijn, toezending van de herinneringsbrief in toepassing van artikel 298 WIB 92, mogelijkheid tot notificatie aan de notaris bij dreigende onroerende akte in toepassing van artikel 434 WIB 92 en artikel 93^{quater} van het Btw-Wetboek, inhoudingsplicht ten aanzien van aannemers met fiscale schulden (intussen ook uitgebreid tot de bewakings- en de vleessector; artikelen 403 e.v. WIB 92), opname van een belastingsschuld in een attest van erfopvolging door de notaris of andere ambtenaar, nemen van een inschrijving van de wettelijke hypotheek, aanwending van alle mogelijke teruggaven of belastingkredieten op de fiscale schulden in toepassing van artikel 334 van de Programmawet van 27.12.2004.

De beperkte schorsing van één maand geldt slechts voor geschillen inzake de betaalplannen en de opgestarte vervolgingen en dus enkel voor de middelen van tenuitvoerlegging. Inzake alle andere geschillen betreffende de innings- en invorderingsmaterie (bijvoorbeeld toekenning van moratoriuminteressen, ontheffing van vervolgingskosten, aanwending van belastingteruggave, aanrekening van nalatigheidsinteressen) geldt de algemene, en niet de tot één maand beperkte, schorsingstermijn.

De schorsing wordt voor het verstrijken van één maand vanaf de ontvankelijkverklaring steeds beëindigd bij het bereiken van een akkoord, bij de goedkeuring van het bemiddelingsverslag door het College van de FBD en sowieso indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsing van de middelen van tenuitvoerlegging geldt voor alle verzoeken die inzake dergelijke invorderingsgeschillen ontvankelijk worden verklaard vanaf 1 september 2017.

Voorbeeld

Een aanslag in de personenbelasting, waarvoor het aanslagbiljet werd verzonden op 11 september 2018.

Dwangbevel betekend op 6 december 2018.

Uitvoerend beslag op roerend goed gelegd op 14 december 2017.

Vereenvoudigd fiscaal derdenbeslag bij de werkgever van de belastingschuldige gelegd op 20 december 2018.

Verzoek om fiscale bemiddeling (belastingschuldige wil alsnog een haalbaar betaalplan en stopzetting vervolgingen) op 21 december 2018.

Ontvankelijkverklaring verzoek om bemiddeling (nadat de FBD heeft nagegaan of er een zekere bemiddelingsmarge voorhanden is) op 4 januari 2019.

Invloed van de ontvankelijkverklaring op de gedwongen maatregelen:

- De gerechtsdeurwaarder kan niet tot de oplading van de inbeslaggenomen roerende goederen overgaan, noch tot de verkoping ervan, vóór 4 februari 2019, tenzij eerder bemiddelingsverslag (of rechten van de Schatkist daadwerkelijk in gevaar).
- Het Team Invordering kan geen nieuwe maatregelen van tenuitvoerlegging instellen, waaronder ook geen nieuwe derdenbeslagen.
- Het reeds op 20 december 2018 gelegde vereenvoudigd fiscaal derdenbeslag wordt evenwel niet opgeschort (de werkgever derde-beslagene wordt zelfs niet van de aanvraag tot bemiddeling ingelicht zodat hij verder inhoudingen moet doen en deze aan het Team Invordering doorstorten).

De wettelijke schorsing, beperkt tot één maand, verhindert niet dat er in het kader van een verhoogd bemiddeld resultaat een langere periode van schorsing met de invorderingsambtenaar wordt overeengekomen.

d) Schorsende werking in geval van geschil in andere materies

De schorsing wordt bepaald in artikel 116, § 1/1, W 25 april 2007 dat stelt:

“Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft een schorsende werking op het nemen van enige beslissing, behalve indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsingstermijn vangt aan vanaf de datum waarop de aanvraag tot fiscale bemiddeling ontvankelijk is verklaard.

De in het eerste lid vermelde schorsingstermijn wordt beëindigd op de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het College van fiscaal bemiddelaars, behoudens verzaking of eerder akkoord tussen de betrokken partijen, (...).”

Voor de geschillen die niet kaderen in een georganiseerd administratief beroep (dus een bezwaarschrift of een verzoek om ambtshalve ontheffing) inzake de inkomstenbelastingen of

de federaal gebleven met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, of geen betrekking hebben op een geschil met een Team Invordering betreffende de betaling en/of de vervolgingen, geldt de schorsing onverkort van zodra het verzoek om bemiddeling ontvankelijk wordt verklaard tot aan de goedkeuring van het bemiddelingsverslag door het College van de FBD. Dit is het geval voor geschillen inzake taxatie btw, inzake successie- en registratierechten (Brussels Hoofdstedelijk en Waals Gewest en de federale registratierechten die niet naar het Vlaams Gewest zijn overgedragen), inzake diverse rechten en taksen, inzake de (her-) schatting van het kadastraal inkomen en inzake douane en accijnzen.

De schorsing wordt weliswaar steeds beëindigd bij het bereiken van een akkoord en sowieso indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn.

Voor de inwerkingtreding geldt hier de algemene regel, namelijk op alle ingediende verzoeken vanaf 1 september 2017 en de op die datum nog niet afgesloten bemiddelingsdossiers.

Samenwerkingsprotocol van 1 juli 2010

Op 1 juli 2010 werd een samenwerkingsprotocol tot organisatie van de relaties tussen de FBD en de algemene administraties van de FOD Financiën, bevoegd inzake fiscaliteit en patrimoniumdocumentatie, ondertekend.

In uitvoering van dat protocol duiden de administrateurs-generaal binnen hun centrale diensten, en ieder voor de algemene administratie waarvoor hij verantwoordelijk is, een contactpunt aan dat instaat voor de relaties met de FBD.

In het kader van de samenwerking tussen de FBD en de algemene administraties, bezorgt de FBD, bij voorkeur elektronisch, de volgende stukken aan de contactpunten en de bevoegde dienst die over de administratieve betwisting moet beslissen:

- een kopie van de bemiddelingsaanvraag;
- de beslissing die door de FBD wordt genomen met betrekking tot de ontvankelijkheid van de bemiddelingsaanvraag;
- stukken die niet in het administratieve dossier van de bevoegde dienst zitten;
- het document waarbij in onderlinge overeenstemming een redelijke termijn wordt vastgesteld binnen dewelke de bemiddelingsaanvraag moet worden behandeld;
- het bemiddelingsverslag.

In geval van een ontvankelijk verklaarde bemiddelingsaanvraag kan de FBD schriftelijk en in onderlinge overeenstemming met de bevoegde dienst die over de administratieve betwisting moet beslissen, een "redelijke termijn" vaststellen binnen dewelke die aanvraag in het licht van de principes van behoorlijk bestuur en de ter zake geldende procedureregels, moet worden behandeld.

Bemiddelingsverslag

Het bemiddelingsverslag vermeldt de standpunten van beide partijen omtrent het voorliggend fiscaal geschil.

Het verloop van de bemiddeling wordt bondig weergegeven waarbij erover gewaakt wordt het vertrouwelijk karakter van de gesprekken niet te schaden. Indien de bemiddelaar bepaalde suggesties heeft geformuleerd die aanleiding hebben gegeven tot een bemiddeld akkoord, zal dit in het bemiddelingsverslag worden vermeld. Er zal dus melding worden gemaakt van een wederzijds akkoord of van een blijvend niet-akkoord tussen de partijen. In bepaalde gevallen kan het verslag melding maken van een gedeeltelijk akkoord; in dat geval zullen een aantal

bemiddelingspunten het voorwerp uitmaken van een wederzijds akkoord, terwijl het geschil voor het overige zal blijven bestaan.

Het resultaat van de bemiddeling tussen de partijen wordt bijgevolg door de FBD in het bemiddelingsverslag opgenomen, behoudens in geval de bevoegde geschilambtenaar nog geen beslissing wenst te nemen omdat hij overleg moet plegen met zijn overste, of met de taxatiedienst die aan de basis ligt van de aanslag of nog, het bemiddelingsverslag wenst af te wachten alvorens een definitief standpunt in te nemen.

In deze gevallen zal dit eveneens in het verslag worden opgenomen.

Aspecten en argumenten die werden aangehaald tijdens de verkennende bemiddelingsgesprekken met de partijen afzonderlijk, zijn in principe vertrouwelijk en worden niet in het verslag opgenomen.

Na opmaak en goedkeuring van het verslag door het bevoegd Collegelid, wordt het dossier op de agenda van het College geplaatst.

Het College vergadert wekelijks, in principe op dinsdag, behalve in vakantieperiodes waarbij rekening moet gehouden worden met de aanwezigheid van de Collegeleden.

Eenmaal het bemiddelingsverslag door het College werd aangenomen, wordt het dossier aan het secretariaat overgemaakt. Het secretariaat zal het verslag dezelfde of de volgende dag naar de belastingplichtige per brief versturen.

Met de goedkeuring van het verslag door het College wordt de schorsingstermijn beëindigd.

Een afschrift van het bemiddelingsverslag wordt via elektronische weg bezorgd aan het contactpunt van de betrokken algemene administratie, in voorkomend geval ook aan het contactpunt van de AABBI, en aan de bevoegde dienst die over de administratieve betwisting moet beslissen. Indien nodig neemt de bevoegde dienst die over de administratieve betwisting moet beslissen, het verslag op in de daartoe bestemde fiscale gegevensbanken.

Het bemiddelingsverslag maakt deel uit van het fiscaal dossier.

De dienst die over de administratieve betwisting moet beslissen, treft na ontvangst van het bemiddelingsverslag zo spoedig mogelijk de beslissing. De FBD heeft dus geen beslissingsbevoegdheid. Dit betekent dat de FBD enkel probeert om de standpunten te verzoenen en dat het resultaat van de bemiddeling in een bemiddelingsverslag wordt opgenomen.

Hoe dan ook is het de administratieve overheid - en niet de FBD - die de uiteindelijke beslissing treft. Het spreekt voor zich dat de bevoegde dienst in de beslissing over het administratief beroep rekening moet houden met het bemiddelingsverslag. Die dienst is er evenwel niet door gebonden. Wanneer bepaalde grieven van het administratief geschil in het bemiddelingsverslag als gegrond worden aangemerkt, maar de bevoegde dienst daarentegen toch besluit tot een verwerping van die grieven, moet in die beslissing worden gemotiveerd waarom de beslissing afwijkt van het bemiddelingsverslag.

De opdracht van de FBD bestaat in het zoeken naar oplossingen voor de problemen die hem worden voorgelegd. Hierbij oefent de FBD een invloed-magistratuur uit, zonder dat hij evenwel beslissingen treft. In dit verband kan worden verwezen naar de bepalingen van artikel 116, §1, 4^{de} lid, W 25 april 2007: "*Tegen de bemiddelingsverslagen en de beslissingen betreffende de ontvankelijkheid kan geen administratief of een gerechtelijk beroep worden ingesteld.*".

Ontheven van bevoegdheid

Volledigheidshalve wordt opgemerkt dat de tussenkomst van de FBD niet steeds wordt beëindigd door een beslissing tot onontvankelijkheid van de bemiddelingsaanvraag of door een bemiddelingsverslag. Dit is met name het geval wanneer de FBD moet vaststellen dat hij ontheven is van zijn bevoegdheid.

Dit doet zich voor wanneer een einde wordt gesteld aan de opdracht van de FBD buiten diens wil om. De oorzaken hiervan worden opgesomd in verschillende fiscale bepalingen.

Volgende redenen kunnen de ontheffing van de bevoegdheid veroorzaken en bijgevolg tot de beëindiging van de bemiddeling leiden:

- de belastingplichtige trekt zijn aanvraag tot bemiddeling in;
- het geschil wordt voor de rechtbank aanhangig gemaakt;
- een controleschatting wordt gevorderd;
- de belastingaanslag waarvoor een uitstel werd gevraagd, wordt toch integraal betaald;
- de bevoegde dienst, doet, spijs de lopende bemiddelingsprocedure en tegen de regels in, uitspraak over het administratief geschil en ontslaat daardoor de FBD feitelijk van zijn opdracht;
- enz.

2. CONTACTCEL INVORDERING

De FBD heeft de taken overgenomen van de voormalige “Contactcel Invordering”, die tussenkwam in geschillen tussen de belastingplichtige en de Adviseur invordering – Ontvanger en die, op het vlak van de invordering, reeds gelijkaardige doelstellingen had als de FBD.

Inzonderheid inzake de invordering van directe belastingen en btw, bestond de taak van deze dienst eveneens in “het beantwoorden van verzoeken, klachten en andere vragen van de belastingschuldige in hun relaties met de administratie in de persoon van de Adviseur invordering – Ontvanger”.

De FBD helpt de burgers en de ontvangers hier bij het oplossen van problemen inzake inning en de invordering en probeert op die manier meningsverschillen tussen hen te voorkomen. Een aantal van de desbetreffende verzoeken zijn gelinkt aan een invorderingsprobleem dat wordt voorgelegd aan het Koninklijk Paleis of aan de beleidscel van de Minister van Financiën.

Deze aanvragen worden vervolgens toevertrouwd aan de FBD via de diensten van de Voorzitter van het Directiecomité en worden op de daartoe geëigende manier behandeld. In hoogst dringende gevallen (bijvoorbeeld nakende verkopeningen ingevolge uitvoerend beslag op roerende of onroerende goederen) zijn er rechtstreekse contacten tussen de medewerkers van de beleidscel van de Minister van Financiën en de bevoegde dossierbeheerder van de FBD.

In functie van de aard van het voorgelegde probleem en de evolutie ervan wordt een initieel dossier “Contactcel Invordering” soms geherkwalificeerd naar een dossier “Fiscale Bemiddeling”.

Het gaat bij dossiers die gekwalificeerd worden als “Contactcel Invordering” vaak om invorderingsproblemen of vragen om een tussenkomst, teneinde de terugbetaling van geblokkeerde belastinggelden te versnellen. Formeel gezien zijn dit geen eigenlijke fiscale bemiddelingsaanvragen, doch ze kaderen volledig in de dienstverlening aan de burgers, een opdracht van de FBD.

Vaak gaat het ook om dossiers van belastingplichtigen die aanzienlijke fiscale schulden hebben en die geen uitweg meer zien. In dergelijke gevallen wordt eerst nagegaan of dit al dan niet te wijten is aan structurele betaalproblemen.

Stelt de FBD vast dat het eerder gaat om tijdelijke financiële moeilijkheden, dan wordt de schuldenaar gewezen op de mogelijkheid tot het verkrijgen van betalingsfaciliteiten, eventueel gekoppeld aan een vraag om vrijstelling van nalatigheidsinteressen.

Wanneer de verzoekers echter kennelijk met een duurzame schuldenlast te kampen hebben, wordt de aandacht gevestigd op de mogelijkheid om een verzoek om onbeperkt uitstel van de invordering van de betrokken belastingen in te dienen. Indien evenwel uit het dossier blijkt dat de schuldenaar met een verscheidenheid aan schuldeisers kampt, zal hij meteen naar een collectieve procedure worden verwezen (bijvoorbeeld de procedure “wet betreffende de continuïteit van ondernemingen”, en de procedure van de collectieve schuldenregeling) waarin iedere schuldeiser toegevingen doet om tot een voor de schuldenaar passende oplossing te komen.

Voor elke mogelijkheid tot spreading of uitstel van betaling, alsook van enige andere gunstmaatregel op het vlak van de invordering (als de administratieve schuldenregeling – ASR), waarvoor de betrokken belastingschuldigen in principe in aanmerking kunnen komen, wordt door de FBD steeds duidelijk en gericht uiteengezet welke modaliteiten en/of

voorwaarden er moeten worden vervuld. Daarbij heeft de FBD steeds oog en respect voor de uitsluitende bevoegdheid van het Infocenter, de Adviseur invordering – Ontvanger van het bevoegde Team Invordering inzake het verlenen van betalingsfaciliteiten of uitstel van betaling. Of nog van de Adviseur-generaal – Gewestelijk directeur van het Regionaal Invorderingscentrum (RIC) indien dit in het kader van een ASR gebeurt.

De FBD kreeg in 2018 opnieuw een aanzienlijk aantal verzoeken van belastingplichtigen met betrekking tot belastingteruggaven die nog niet werden vereffend. In het geval van een dergelijk verzoek stelt de FBD een onderzoek in waarom de vereffening op zich laat wachten: hij contacteert in voorkomend geval de Cel Teruggaven van het Nationaal Inningscentrum van de AAI en probeert, indien mogelijk, de vereffening van de teruggave te versnellen en vraagt daartoe zelf stavingsstukken op.

De FBD streeft met zijn tussenkomst dus steeds naar een correcte dienstverlening en informatieverstrekking aan de burger. De dienst poogt tezelfdertijd de taken van de invorderings- en uitbetalingsdiensten te verlichten.

De Algemene Administratie van de Inning en de Invordering heeft op 1 september 2017 in de Vlaamse provinciehoofdsteden, alsook in Brussel, Charleroi, Luik, Bergen, Namen en Neufchâteau 11 infocenters opgericht, die voortaan uitsluitend bevoegd zijn voor onder meer het toestaan van betaalplannen voor aanslagen waarvoor nog geen vervolgingen zijn opgestart of waarvoor een eerdere afbetalingsregeling niet werd stopgezet.

Deze infocenters zijn geopend van 9u tot 12u en niet telefonisch bereikbaar. Ook in 2018 kreeg de FBD nog steeds een toestroom van belastingschuldigen die de juiste weg zochten naar het bekomen van een afbetalingsregeling. Belastingplichtigen kunnen zich niet langer richten tot hun vertrouwde “ontvangkantoor” en niet iedereen kent de weg naar het portaal MyMinfin (waarmee een afbetalingsregeling ook kan worden aangevraagd), kan deze tool hanteren, terwijl anderen daarbij op moeilijkheden stuiten (bijvoorbeeld onmogelijkheid de vragenlijst te openen via hun eigen software).

Nog anderen verwachten een snellere reactie op hun verzoek en gaan hopeloos op zoek naar een dienst die bij gebrek aan antwoord binnen enkele dagen toch een gevolg zou geven. Onder meer omdat gelet op de grote toestroom niet iedereen bij het Contactcenter terecht kon, kwam een gedeelte bij de FBD terecht. De FBD poogde deze mensen systematisch snel verder te helpen, door hen bijvoorbeeld een vragenlijst m.b.t. inkomsten of uitgaven te verstrekken of nog de bestaande strategie inzake de betaalplannen van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering te verduidelijken en de procedure om een betaalplan aan te vragen toe te lichten (voor betaalregelingen tot 6 maanden vanaf het ontstaan van de schuld, dringt zich geen opgave inzake de inkomsten/uitgaven/vermogen op, betaalplannen met een langere looptijd noodzaken dit wel).

Een opmerkelijke vaststelling hierbij is dat ook vele belastingschuldigen zich tot de FBD richten met het verzoek voor een afbetalingsregeling waartoe zij, gelet op de voorwaarden en het aantal verzochte maandelijkse betalingen, zelfs gewoon recht hebben. Met de Infocenters werd afgesproken hoe die aan hen kunnen worden doorgestuurd.

In 2018 was in het kader van de opdracht tot algemene dienstverlening nog steeds een bijzondere taak op het vlak van de toekenning van betaalplannen toebedeeld aan de FBD. Veel belastingschuldigen zijn nog onwetend over de striktere regels inzake de toekenning van betaalplannen door de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering. Vaak hadden zij begeleiding nodig bij het zoeken naar een oplossing voor hun betaalproblemen die hen niet toelieten om hun fiscale schuldvorderingen binnen de 12 maanden vanaf het ontstaan ervan te vereffenen. Zij werden aan de hand van hun specifieke situatie (grootte van de schuld, terugbetalingscapaciteit, al dan niet samengaan met andere niet-fiscale schulden) naar de

meest passende oplossing verwezen, hetzij binnen de administratie (Regionaal Invorderingscentrum) hetzij naar een collectieve insolventieprocedure (via OCMW of bijvoorbeeld DYZO voor ondernemers).

Indien de oplossing voor de belastingplichtige binnen de administratie lijkt te liggen, doch op zijn verzoek niet afdoende wordt bekomen, kan hij naderhand nog steeds een formeel verzoek om bemiddeling indienen, dat aldus wordt behandeld.

3. DIVERSEN

De FBD ontvangt tevens verscheidene vragen die als zodanig geen eigenlijke bemiddelingsaanvragen zijn, noch aanvragen van het type “Contactcel Invordering”, maar die zich situeren in andere sectoren dan de pure invordering van inkomstenbelastingen en btw.

Meer en meer stelt de FBD vast dat belastingplichtigen hun weg niet vinden naar de bevoegde dienst om een antwoord te bekomen op een specifieke vraag of een vraag omtrent hun fiscale toestand. De diensten blijken moeilijk toegankelijk te zijn. Ook het contactcenter van de FOD Financiën heeft het steeds moeilijker om de olopende hoeveelheid aanvragen te verwerken. Belastingplichtige zoekt een uitweg en komt op die manier systematisch bij de FBD terecht.

Zoals eerder gesteld, draagt de FBD dienstbaarheid hoog in het vaandel. Ook al behoort het niet tot zijn core business, toch zal de FBD vanuit dat perspectief, algemene of, indien mogelijk, concrete informatie verstrekken aan de belastingplichtigen die op hem beroep doen of hen doorverwijzen naar de juiste dienst. Vaak betreft het vragen om inlichtingen die onmiddellijk door de medewerkers van de FBD worden beantwoord en waarbij de burgers meteen op afdoende wijze telefonisch of per e-mail geïnformeerd worden over mogelijke oplossingen.

Wanneer uit de vraagstelling en/of tijdens het daaropvolgende onderhoud blijkt dat het *niet* gaat om een echte bemiddelingsaanvraag, omdat er bijvoorbeeld geen administratief geschil bestaat, dan wordt dergelijke tussenkomst van de FBD als een dossier “Diversen” behandeld. De FBD zal belastingplichtige dan in de mate van het mogelijke verduidelijking verschaffen en/of doorverwijzen naar de bevoegde administratie of dienst.

Dit zal met name het geval zijn wanneer iemand wenst te vernemen welke stappen hij moet ondernemen om zich op fiscaal en administratief vlak in regel te stellen of nog wanneer hij zich afvraagt of hij de gevorderde bedragen, voorheffingen en rechten, interesten en administratieve sancties nog kan betwisten.

De FBD neemt als neutrale en autonome dienst, doch volkomen binnen het kader van de door de FOD Financiën vooropgestelde waarden (inzonderheid “dienstbaarheid”), een belangrijke rol op zich betreffende de verduidelijking van de wetgeving en het doorverwijzen van de burger, belastingplichtige of belastingschuldige naar de meest efficiënte wijze om zijn “fiscaal” dossier opgelost te zien.

De FBD stelt alles in het werk om een oplossing te vinden. Deze gang van zaken wordt dan ook door de belastingplichtigen op prijs gesteld.

Hierna enkele voorbeelden van dossiers die onder de rubriek “Diversen” worden behandeld:

- vragen omtrent de te verwachten datum van ontvangst van het aanslagbiljet;
- waar en hoe een attest van “non activiteit” kan worden bekomen;
- vraag naar een attest “Certificate Tax Residence”;
- waar en hoe een attest m.b.t. een handicap kan worden bekomen;
- waar en hoe moet een aangifte RV ingediend worden;
- vragen omtrent de berekening van de aanslag en de redenen van de verhoging van het te betalen bedrag:
 - verschillende schuldenaars van de inkomsten en diverse soorten inkomsten zorgen veelal voor te weinig ingehouden BV;
 - verhoogde pensioenuitkering met als gevolg overschrijden van bepaalde maximumgrenzen en verlies van (een gedeelte van) de belastingvermindering;

- cumul van vervangingsinkomsten, pensioenen en andere beroepsinkomsten waardoor bepaalde belastingverminderingen worden afgebouwd;
- problemen vastgesteld bij het indienen of downloaden van documenten via Myminfin
- co-ouderschap:
 - voorwaarden en toepassing in de PB;
 - waarom niet in aanmerking genomen in de berekening van de BV;
- verzoek om een vereenvoudigd voorstel van aangifte en hoe reageren op dergelijk voorstel;
- vragen omtrent de splitsing van de belasting tussen echtgenoten;
- vragen omtrent de aftrek en de belastbaarheid van onderhoudsuitkeringen;
- vragen omtrent kinderen ten laste en de berekening van de nettobestaansmiddelen;
- vragen omtrent de keuze van de toekenning van bepaalde verminderingen in de BV;
- vragen omtrent vermeende dubbele belasting (niet verrekende negatieve inkomstenfiches);
- melding van adreswijzigingen;
- melding van het vertrek naar het buitenland en te ondernemen acties;
- problematiek van de fiscale regeling voor de toekenning van de verhoogde toeslag van de belastingvrije som voor gehandicapte kinderen ten laste versus de regeling inzake de verhoogde kinderbijslag voor gehandicapte kinderen;
- toepassing van de verhoging van de belastingvrije som met de toeslagen voor kinderen ten laste in geval van feitelijke samenwoning;
- vragen omtrent de redenen van de toekenning en het bedrag van opgelegde administratieve boetes;
- vragen omtrent het tijdstip van beoordeling voor het ten laste nemen van kinderen en/of andere personen;
- vragen om uitstel voor het indienen van de aangifte;
- enz.

DEEL III : BEHANDELDE ONDERWERPEN

Zoals hiervoor uiteengezet kan de FBD worden ingeschakeld in eender welk geschil met een algemene administratie van de FOD Financiën.

Hierna volgt een bondig overzicht van de aard van de onderwerpen per algemene administratie waarvoor in 2018 een beroep werd gedaan op de FBD. Ook zal dieper ingegaan worden op enkele thema's waaraan de FBD bijzondere aandacht wenst te besteden

1. FISCALE BEMIDDELING

1.1 Algemene Administratie van de Fiscaliteit Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie

1.1.1 Inkomstenbelastingen

Op het vlak van de AAFisc – en in een breder spectrum van de AABBI – kan eenvoudigweg worden gesteld dat de situaties zo verscheiden zijn als het aantal artikelen opgenomen in het WIB 92.

De complexiteit van ons belastingstelsel zorgt ervoor dat fouten gemaakt worden. Belastingplichtige vindt zijn weg niet meer in het aangifteformulier. Waar is de code voor zijn eigen woonhuis? Wanneer moet hij wat invullen? Op welke belastingverminderingen heeft hij recht? In welke mate? Moet hij zelf begrenzingen doorvoeren of gebeurt dat automatisch? Kan hij nog uitgaven in mindering brengen van zijn netto-inkomen? Hoe zit het met de toekenning van de belastingvrije sommen voor kinderen, ouders, enz. ten laste? Heeft hij recht op belastingkredieten? Kan een vergissing nog recht gezet worden? Wordt dan een boete of belastingverhoging toegekend? Jarenlang baseert hij zich op een bepaalde zienswijze, zonder enige opmerking. Kan dit zomaar veranderd worden? Hoe zit het met principes van behoorlijk bestuur en opgewekt vertrouwen? Enz.

Tallose vragen waarop belastingplichtige een antwoord zoekt.

Maar ook meer specifieke vragen komen aan bod, principiële problemen waarbij ook professionelen naar oplossingen zoeken. De FBD zal die problemen ten gronde aanpakken, zo nodig overleg plegen met de hiërarchie en trachten pragmatische oplossingen te bewerkstelligen.

1.1.1.1 Overzicht

Hierna wordt een niet limitatief overzicht gegeven van onderwerpen waarvoor in 2017 een beroep werd gedaan op de tussenkomst van de FBD.

A. Personenbelasting – Belasting van niet-inwoners/natuurlijke personen

- statuut van rijksinwoner of niet-inwoner (art. 2, §1, 1°, en 3 tot 178, WIB 92 versus art. 227, 1°, WIB 92);
- de aanvullende belasting in de BNI/Nat.Pers. (art. 245, 2°, en 466, WIB 92);

- toepassing 75%-regel bedoeld in artikel 243/1 WIB 92;
- dubbele belasting versus aanvullende belastingen;
- bewijs van effectieve fysieke aanwezigheid in het buitenland, inzonderheid het Groothertogdom Luxemburg (art. 228 WIB 92);
- toepassing van de 183 dagen-regeling, inzonderheid wat betreft het onderwerpen aan de personenbelasting of de BNI/Nat.Pers. (art. 228 WIB 92);
- toepassing van de dubbelbelastingverdragen (art. 155 WIB 92);
- toepassing van het stelsel van grensarbeiders;
- dubbele belasting in Belgisch-Nederlandse of in Belgisch-Franse context;
- belastbaarheid van Nederlandse pensioenen (AOW, andere) (art. 34 en 35, WIB 92);
- internrechtelijke kwalificatie van inkomsten van buitenlandse oorsprong;
- toepassing vrijstelling met progressievoorbehoud (art. 155, WIB 92);
- correcte toepassing van de diverse aanslagregimes in de belasting van niet-inwoners (art. 227, 228 en 232 tot 234, WIB 92);
- de aanvullende belasting in de BNI/Nat.Pers. (art. 466*bis* WIB 92);
- toepassing 75%-regel bedoeld in artikel 243/1 WIB 92;
- dubbele belasting versus aanvullende belastingen;
- begrip “wettelijke samenwoning” of gelijkaardig statuut naar buitenlands recht (art. 2, 2°, en 126, §2, WIB 92);
- statuut inwoner – niet-inwoner – vestiging van de woonplaats (artikel 2, § 1, 1°, 3^{de} lid, WIB 92);
- kinderen ten laste: domiciliëring, netto bestaansmiddelen (art. 2, 4°, en 136 tot 145, WIB 92);
- co-ouderschap en gelijkwaardige verdeling van de huisvesting van de kinderen (art. 132*bis* WIB 92);
- kinderen ten laste toepassing arrest Imfeld;
- tenlasteneming van ascendenten van minstens 65 jaar: voorwaarden (art. 132, 7°, en art. 136 tot 145, WIB 92);
- onvrijwillig karakter van de improductiviteit of de leegstand van een gebouw (art. 15 en 257, WIB 92);
- betwistingen betreffende de taxatie van onroerende goederen ten name van een vorige eigenaar (art. 90, 8° en 10°, 91, 93, 94 en 101, WIB 92);
- onroerend goed dat niet wordt bewoond omwille van beroeps- of sociale redenen (art. 12, §3, WIB 92);
- huurder leeft clause van het huurcontract niet na, inzonderheid wat betreft het uitoefenen van een beroepsactiviteit in het gehuurd onroerend goed (art. 7, §1, 2° en 13, WIB 92);
- verwerving van vruchtgebruik/naakte eigendom: waardering van het vruchtgebruik (art. 32, 2^{de} lid, 2°, en 36, WIB 92);
- einde van het vruchtgebruik: waardering van een onroerend goed (art. 360 WIB 92 en art. 199 tot 206, KB/WIB 92);
- problematiek m.b.t. opstalrecht (art. 32, 2de lid, 2°, WIB 92);
- waardebeoordeling belastbaar inkomen buitenlandse onroerende goederen;
- kwalificatie van de inkomsten (baten, bezoldigingen, divers, auteursrechten, enz.) (art. 23, §1, WIB 92);
- het bestaan van een voordeel van alle aard: voorwaarden, waardering (art. 36 WIB 92 en art. 18 KB/WIB 92);
- voordelen van alle aard ten name van werknemers en bedrijfsleiders (art. 36 WIB 92 en art. 18 KB/WIB 92);
- voordelen van alle aard/bezoldiging via R/C bedrijfsleider
- taxatie op basis van verkeerd opgestelde fiches;

- beroepskosten: voorwaarden van aftrekbaarheid, verhouding privé/beroep (art. 49 tot 66*bis*, WIB 92);
- nazicht van de bewijsmiddelen m.b.t. de ingebrachte beroepskosten (art. 49 WIB 92);
- afschrijving van beroepsmatige aangewende activa (gebouw, moto, auto, enz.) (art. 52, 6°, en 61 tot 64*bis*, WIB 92 en art. 36 tot 43, KB/WIB 92);
- beroepskosten: studiekosten (art. 49 en 53, 1°, WIB 92);
- beroepskosten: tweede verblijf in de nabijheid van de plaats van tewerkstelling (art. 49 WIB 92);
- meerwaarden op onroerende goederen: snelle verkoop van gronden en gebouwen (art. 90, 8° en 10°, en 93*bis*, WIB 92);
- speculatieve winst (art. 90, 1°, WIB 92);
- aftrek van onderhoudsuitkeringen betaald aan kinderen of ouders gevestigd in België of in het buitenland (art. 104, 1° lid, 1°, en 271, WIB 92 en art. 87, 4°, KB/WIB 92);
- onderhoudsuitkeringen en “mate van behoefte” van de onderhoudsgerechtigde (art. 104 WIB 92);
- onderhoudsuitkeringen toegekend in natura (art. 104 WIB 92);
- uitgaven die recht geven op een belastingvermindering (woonbonus, bouwsparen, langetermijnsparen, energiebesparende uitgaven, dienstencheques, enz.) (art. 145³⁷ tot 145⁴⁶, WIB 92);
- uitgaven met betrekking tot een hypothecaire lening – bezitter;
- hypothecair krediet – buitenland;
- giften aan buitenlandse instellingen (artikel 145³³ WIB 92);
- zelfstandige activiteit in bijberoep (art. 23, §1, en 27, WIB 92);
- opnulzetting van weerkerende verliezen (art. 49 en 53, 10°, WIB 92);
- buitenlandse inkomsten : belastbaar bedrag – belastingvermindering – progressievoorbehoud (artikel 155 en 156 WIB 92);
- afzonderlijk belastbare inkomsten: laatste vorige jaar waarin belastingplichtige een normale beroepswerkzaamheid heeft gehad (art. 171, 5°, WIB 92);
- Belasting op basis van een forfaitaire minimumwinst van 19.000 EUR bij niet-aangifte; of bij laattijdige overlegging van de aangifte (art. 342, §3, WIB 92 en art. 182 KB/WIB 92)

B. Vennootschapsbelasting – Rechtspersonenbelasting – Belasting van niet-inwoners/Vennootschappen

- belastbaarheid in de Ven.B of de RPB (art. 2, §1, 5°, a, 179 en 220, 2° en 3°, WIB 92);
- kapitaalverhoging met toepassing van art. 537 WIB 92;
- liquidatiereserve (art. 184*quater*, 219*quater* en 209, WIB 92) ;
- bijzondere liquidatiereserve (art. 541 WIB 92);
- aanleg van een voorziening voor een meningsverschil op het vlak van douanerechten, inzonderheid wat betreft de vaststelling van de invoerrechten;
- vrijstelling “Tax Shelter” (art. 194*ter* WIB 92);
- vrijstelling of belastbaarheid van federale of regionale subsidies (art. 24 en 183, WIB 92);
- beheerskosten: managementvergoedingen (art. 49 WIB 92);
- verkoop op plan/advies Commissie voor Boekhoudkundige Normen/ in resultaatneming;

- afzonderlijke aanslag op niet verantwoorde uitgaven (art. 219 en art. 223, 1°, en 233, WIB 92);
- gespreide belasting van meerwaarden (art. 47 WIB 92);
- zetelverplaatsing (art. 208, 209 en 210, §1, 4°, en 214bis, WIB 92);
-
- verworpen uitgaven: waardeverminderingen (art. 198, 7° en 207, WIB 92 en art. 74 KB/WIB 92);
- aanslag van abnormale en goedgunstige voordelen (art. 26, 79 en 207, WIB 92);
- aanslag ten name van een definitief vereffende vennootschap (art. 209 WIB 92);
- onderwaardering actief (artikel 24, 1^{ste} lid, 4°, en 183 WIB 92);
- Belasting op basis van een forfaitaire minimumwinst van 19.000 EUR bij niet-aangifte; of bij laattijdige overlegging van de aangifte (art. 342 WIB 92 en art. 182 KB/WIB 92);
- kwalificatie kleine vennootschap (artikel 15 Wetb.Ven).

C. Onroerende voorheffing

- proportionele vermindering van de onroerende voorheffing (artikel 257, 4°, WIB 92).

D. Roerende voorheffing

- aanslagvoet (art. 269 WIB 92);
- correctie van de aangifte.

E. Bedrijfsvoorheffing

- gedeeltelijke vrijstellingen van storting van bedrijfsvoorheffing (onderzoek & ontwikkeling, ploegenpremies, tax shelter, enz.) (art. 275¹ tot 275¹⁰, WIB 92);
- bedrijfsvoorheffing van toepassing op buitenlandse artiesten (art. 228, §2, 8° en §3, WIB 92);
- niet correcte inhouding aan de bron (foutieve aangifte, verkeerd percentage, enz.) toepassingsregels bijlage III KB/WIB 92).
- BV in geval van verkoop van in België gelegen onroerende goederen door een niet-inwoner (artikel 270, 5°, WIB 92).

F. Procedure

- vergissing in de aangifte (bijvoorbeeld ingevolge de schrapping van de code 100, ten onrechte vermelding in de code 106);
- naleving van eerder met de administratie afgesloten akkoorden;
- naleving van de principes van behoorlijk bestuur;
- verjaring van de aanslag (art. 353 tot 360 en 375, WIB 92 en art. 199 tot 206, KB/WIB 92);
- naleving van de rechten van verdediging;
- verzoek tot ambtshalve ontheffing (materiële vergissing, overmacht) (art. 376 WIB 92);
- motivering van de voorgenomen rechtzettingen (gebrekkige motivering) (art. 346 WIB 92);
- forfaitaire aanslag (winst of baten) bij gebrek aan aangifte (art. 342, §§ 2 en 3, WIB 92 en art. 182 KB/WIB 92);

- uitbreiding van de onderzoeks- en aanslagtermijn in geval van fraude (art. 333 e.v. en art. 354, 2^{de} lid, WIB 92);
- (laat)tijdigheid ingediend bezwaar;
- correcte toepassing van sancties (boetes en belastingverhogingen) (art. 444 e.v., WIB 92 en art. 225 tot 229, KB/WIB 92);
- al dan niet correcte toepassing van nalatigheidsinteressen (art. 414 tot 417, WIB 92).

1.1.1.2 *Regelmatig weerkerende onderwerpen of onderwerpen met een specifiek belang*

A. Vaststelling van de fiscale woonplaats – Bespreking van het gewijzigd artikel 2, §1, 1^o, 3^{de} lid, WIB 92

Artikel 5/1, §2, van de Bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (BFW) bepaalt dat voor de toepassing van de BFW, de personenbelasting geacht wordt te zijn gelokaliseerd daar waar de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar zijn fiscale woonplaats heeft gevestigd.

Dit artikel 5/1, §2, BFW werd ingevoerd door artikel 7 van de Bijzondere wet van 6 januari 2014 (BS 30.1.2014) en is van toepassing vanaf aanslagjaar 2015.

Artikel 8 van de Wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het WIB 92 heeft dus ook ten gevolge van de voornoemde wet van 6 januari 2014, het artikel 2, §1, 1^o, 3^{de} lid, WIB 92 gewijzigd. Vanaf aanslagjaar 2015 zijn “woonplaats” en “zetel van fortuin” niet langer evenwaardige alternatieve criteria, maar primeert voortaan het criterium “woonplaats”. Het criterium “zetel van fortuin” kan nog slechts ingeroepen worden als de belastingplichtige geen “woonplaats” heeft in België.

Ook in 2018 wordt de FBD nog systematisch geconfronteerd met bemiddelingsaanvragen van (gehuwde) buitenlanders die tijdelijk in België een beroepswerkzaamheid komen uitoefenen, en die ingeschreven zijn in het Belgisch Rijksregister, maar waarvan het gezin nog steeds in het thuisland is gevestigd. Daarom wordt de regelgeving hier nogmaals herhaald.

Tot en met het aanslagjaar 2014 werden deze personen op basis van de volgende elementen aangemerkt als rijksinwoners:

- De woonplaats of zetel van fortuin was in België gevestigd (beide criteria waren gelijkwaardig).
- De woonplaats of de zetel van fortuin werd geacht in België te zijn gevestigd indien er een inschrijving in het Rijksregister was (weerlegbaar vermoeden).

Het gegeven dat voor gehuwden wiens gezin in het buitenland was gevestigd, de belastingwoonplaats ook in het buitenland was gelegen, volstond echter niet om te besluiten dat betrokkene geen rijksinwoner zou zijn. Op basis van het wettelijk vermoeden werd immers ook nog vermoed dat hun zetel van fortuin in België gevestigd was. Dit had dan meestal tot gevolg dat deze buitenlandse werknemers werden aangemerkt als rijksinwoner en dus werden belast in de PB.

Vanaf aanslagjaar 2015 gebeurt de beoordeling van het begrip “rijksinwoner” op basis van volgende principes:

- De zetel van fortuin is enkel nog van belang wanneer de woonplaats van de belastingplichtige niet in België is gelegen en kan enkel op basis van feitelijke gegevens worden beoordeeld.

- Voor fiscaal alleenstaanden en gehuwden wiens gezin in België is gevestigd en die ingeschreven zijn in het Rijksregister, wordt geacht dat zij hun woonplaats in België hebben; hier speelt het onweerlegbaar vermoeden inzake de woonplaats van het gezin niet.
- Voor gehuwden met een in het buitenland gevestigd gezin wordt de belastingwoonplaats bepaald door de plaats waar het gezin is gevestigd (dit is een onweerlegbaar vermoeden); in tegenstelling tot vroeger wordt de zetel van fortuin niet meer geacht in België te zijn gevestigd, en ook de eventuele inschrijving in het Rijksregister door één van beide echtgenoten doet hieraan geen afbreuk meer.

Nochtans, vooraleer de administratie tot een herziening kan overgaan, d.i. een gemeenschappelijke aanslag in de BNI/Nat.Pers. in de plaats van een aanslag als alleenstaande in de PB, dienen door de betrokkenen volgende inlichtingen en documenten te worden voorgelegd:

- een attest van gezinssamenstelling afgeleverd door de bevolkingsdienst van de plaats waar het gezin is gevestigd;
- de huwelijksakte;
- attesten en/of aanslagbiljetten van eventueel buiten België ontvangen inkomsten;
- verblijfs- en identiteitsgegevens en beroepsinkomsten van de partner alsook aanslagbiljetten afgeleverd door de belastingautoriteiten van het thuisland;
- geboorteakten, verblijfs- en identiteitsgegevens en beroepsinkomsten van de kinderen.

De FBD kijkt er nauwlettend op toe dat in de door haar bemiddelde geschillendossiers het "gewijzigde" artikel 2, §1, 1°, 3^{de} lid, WIB 92 op een correcte manier wordt toegepast.

Toch wordt vastgesteld dat het in bepaalde landen (bv. Roemenië) problematisch is om geloofwaardige attesten of aanslagbiljetten te bekomen van de in het buitenland aangegeven inkomsten, hetgeen aanleiding geeft tot talloze bezwaarschriften en bemiddelingsdossiers. De FBD zal dan ook nagaan of enige oplossing hier mogelijk is.

B. Ten laste neming van ascendenten van 65 jaar of ouder

Principe

Wanneer verscheidene afzonderlijk belastbare belastingplichtigen deel uitmaken van hetzelfde gezin, worden de personen vermeld in artikel 136 WIB92, zoals de ascendenten van 65 jaar of ouder, die eveneens deel uitmaken van dat gezin, beschouwd als ten laste van de belastingplichtige die in feite aan het hoofd van het gezin staat.

Dit principe werd reeds zowel in het jaarverslag 2016 (deel 6, blz. 275), uiteengezet als in het jaarverslag 2017 (deel 3, blz. 47) en wordt voor een goede leesbaarheid hierna bondig herhaald:

"Artikel 132, eerste lid, 7°, WIB 92 kent met ingang van het aanslagjaar 2006 een toeslag toe van 1.740 EUR (niet geïndexeerd basisbedrag) op de belastingvrije som voor de ten laste neming van een ascendent of een zijverwant tot en met de tweede graad van 65 jaar of ouder (artikel 136, 2° en 3°, WIB 92).

Om ten laste van de belastingplichtige te zijn, moeten de ascendenten of zijverwanten tot en met de tweede graad van 65 jaar of ouder niet alleen deel uitmaken van het gezin, maar ook persoonlijk in het belastbare tijdperk geen bestaansmiddelen hebben gehad waarvan het nettobedrag 1.800 EUR (niet geïndexeerd bedrag) te boven gaat.

Voor het vaststellen van het nettobedrag van de bestaansmiddelen wordt geen rekening gehouden met de pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen als bedoeld in artikel 34 WIB 92, die zijn verkregen door de ascendenten of de zijverwanten tot en met de tweede graad van 65 jaar of ouder, tot beloop van 14.500 EUR (niet geïndexeerd bedrag) per jaar (cf. artikel 143, 3°, WIB 92).

Overeenkomstig de nrs. 136/6 tot 20, Com.IB 92 moeten de bedoelde personen, die 65 jaar of ouder zijn op 1 januari van het aanslagjaar, werkelijk en op bestendige wijze met de belastingplichtige samenwonen.

Aan de voorwaarde “deel uitmaken van het gezin” is voldaan wanneer:

- 1° de belastingplichtige in feite aan het hoofd van het gezin staat;*
- 2° de ascendenten werkelijk met de belastingplichtige samenwonen;*
- 3° de belastingplichtige tijdens het belastbare tijdperk werkelijk en regelmatig heeft bijgedragen in de kosten van voeding, kledij, geneeskundige verzorging en andere persoonlijke uitgaven van de ascendenten.*

Volgens de administratie moet het begrip “gezin” in zijn gewone betekenis worden verstaan en wijst op een huiselijk samenleven en –wonen, zonder tijdelijke onderbrekingen uit te sluiten. De vraag of een persoon deel uitmaakt van het gezin van de belastingplichtige moet geval per geval worden beoordeeld aan de hand van het geheel van de feitelijke omstandigheden.”

Aanbeveling van de FBD vermeld in het jaarverslag 2016 en 2017

De FBD heeft zowel in zijn jaarverslag van 2016 (blz. 275 tot 278) als in zijn jaarverslag van 2017 (blz. 47 tot 49) verwezen naar de volgende aanbeveling:

“Rekening houdend met wat voorafgaat, vraagt het College van de FBD dat de AAFisc haar administratief standpunt herzien in de zin dat er geen bijkomende voorwaarden aan de vigerende wetgeving worden toegevoegd.

Meer bepaald wordt er op aangedrongen dat:

- klaarheid wordt gebracht aan de fiscale betekenis van “het gezin” van de belastingplichtige, rekening houdend met de betekenis van het woord “gezin” en de mogelijke gezinsvormen;*
- een subsidiaire beoordeling van het criterium “hoofd van het gezin” wordt toegepast volgens objectieve criteria conform het arrest 57/2001 van 8 mei 2001 van het Grondwettelijk Hof en de circulaire AOIF 26/2002 dd. 20.11.2002, d.w.z. dat in eerste instantie de keuze bij de belastingplichtige berust. Naar de mening van de FBD is er immers geen rechtvaardiging te bedenken waarom de appreciatie van hetzelfde begrip anders zou zijn, al naargelang de fiscale maatregel, ondanks het feit dat de wettelijke context identiek is.*

Het positieve gevolg van dergelijke stellingname zou o.m. zijn dat:

- kan worden vermeden dat allerlei vragen, die diep ingrijpen in de persoonlijke levenssfeer, moeten gesteld worden;*
- het criterium “hulpbehoefendheid”, waarvan momenteel wordt vastgesteld dat het door bepaalde diensten als een formele wettelijke voorwaarde, quod non, wordt aangemerkt, niet meer moet worden geverifieerd;*
- het begrip “hoofd van het gezin” voor fiscale doeleinden op een consequente wijze wordt toegepast.”*

Wijziging van het standpunt van de Alegemene Administratie van de Fiscaliteit

Met verwijzing naar deze aanbeveling heeft de heer Volksvertegenwoordiger Johan Klaps op 8 december 2017 een parlementaire vraag gesteld aan de Minister van Financiën waarbij werd gevraagd of hij het er mee eens is dat dat de toevoeging van een voorwaarde van zorgbehoevendheid aan artikel 132, eerste lid, 7°, WIB 92 onwettelijk is.

Hierop heeft de Minister geantwoord dat de voorwaarde van “zorgbehoevendheid” van de ascendent inderdaad niet als dusdanig voorkomt in de wet (nr. 1978, QRVA 54, Bulletin 150) en preciseerde zijn antwoord als volgt .:

“Gelet evenwel dat het begrip zorgbehoevendheid geen objectief gegeven is, is het risico inderdaad niet denkbeeldig dat er lokale verschillen ontstaan in de interpretatie van dat begrip en dat komt de rechtszekerheid uiteraard niet ten goede. Voeg daaraan toe dat het al dan niet zorgbehoevend zijn in het dagdagelijkse leven ook snel kan wijzigen, dient geconcludeerd te worden dat het voor de ten laste neming van ascendenten uitsluitend van belang is om na te gaan of de voorwaarden zoals vermeld in de wet zelf vervuld zijn of niet.”.

Rekening houdend met dit antwoord van de Minister heeft de Algemene Administratie van de Fiscaliteit haar op dat vlak eerder ingenomen standpunt herzien, zodanig dat het criterium “zorgbehoevendheid” niet meer als een te vervullen voorwaarde moet worden beschouwd.

Wijze van behandeling van bezwaarschriften waarvoor een verzoek om fiscale bemiddeling werd ingediend in 2018

De meeste belastingplichtigen verwijzen in hun bezwaarschrift naar de officiële website van de FOD Financiën (<http://financien.belgium.be>), inzonderheid naar de volgende voorwaarden waaraan moet worden voldaan:

- De betrokken personen moeten deel uitmaken van het gezin van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar en minimum 65 jaar zijn.
- Hun nettobestaansmiddelen mogen 1.800 EUR (niet geïndexeerd bedrag) niet overschrijden.
- Zij mogen geen bezoldigingen ontvangen die de belastingplichtige inbrengt als beroepskosten.

Uit de contacten met de AAFisc heeft de FBD vastgesteld dat, bij de behandeling van dergelijke bezwaarschriften, de ambtenaren die het bezwaarschrift onderzoeken geen vragen meer stellen in verband met de zorgbehoevendheid, maar de belastingplichtigen wel verzoeken om aan te tonen dat zij aan het hoofd van het gezin staan.

Daarbij wordt verwezen naar het voormelde artikel 140 WIB 92 en wordt verduidelijkt dat de in de wet bedoelde belastingplichtige diegene is die de verantwoordelijkheid en de last van het gezin draagt en dus diegene is die het gezinshoofd is.

Tevens wordt verwezen naar de parlementaire besprekingen voorafgaand aan de wet van 6 juli 2004 tot wijziging van de artikelen 132 en 143 WIB 92 inzake de ten laste neming van bepaalde personen ouder dan 65 jaar.

Hieruit blijkt dat het de bedoeling van de wetgever was om de opvang van zorgafhankelijke familieleden in het gezin te stimuleren teneinde een oplossing te bieden voor de stijgende vraag naar opvangmogelijkheden voor hulpbehoevende bejaarden door het creëren van mogelijkheden om niet zelfredzame bejaarden op te vangen binnen de familiekring als

alternatief voor de opname in een verzorgingsinstelling waarvan de financiële toegankelijkheid vaak vrij hoog ligt (Kamer, doc. 51/1140-001, blz. 4).

Bijgevolg worden de belastingplichtigen verzocht om aan de hand van feitelijke gegevens en de nodige bewijsstukken aan te tonen dat zij werkelijk aan het hoofd van het gezin staan, de verantwoordelijkheid en de last van het gezin dragen en de wezenlijke beslissingen nemen.

Als voorbeeld wordt het volgende gegeven:

- U staat in voor het onderhoud van het huis en ging over tot aankopen van nieuwe meubels, het verbouwen van de woning, het aanleggen van de tuin, ...
- De rekeningen van het water, de elektriciteit, de verwarming, ..., stonden op uw naam
- U verzorgt de administratie voor uw ouders en bent hun contactpersoon t.o.v. anderen
- U betaalt facturen in naam van uw ouders (geneeskundige verzorging, kosten van voeding, kleding,...).

Als reactie op deze persoonlijke vragen over de feitelijke omstandigheden waarin zij leven, merken de belastingplichtigen vaak op dat zij de indruk hebben dat men hen ervan verdenkt misbruik te willen maken van een maatregel die bedoeld is om bejaarden te kunnen opnemen in hun gezin in plaats van hen in een rusthuis te laten opnemen.

Tevens wordt in een aantal gevallen het voorbeeld gegeven van twee broers die samenwonen en deel uitmaken van hetzelfde gezin en waar de administratie dan wel toelaat dat het de belastingplichtigen zelf zijn die kiezen wie aan het hoofd van het gezin staat.

Aanbeveling

De Fiscale Bemiddelingsdienst blijft bijgevolg zijn aanbeveling, op dit punt reeds geformuleerd in het jaarverslag 2016 (deel 6, blz. 278), aanhouden, namelijk:

- dat klaarheid wordt gebracht aan de fiscale betekenis van “het gezin” van de belastingplichtige, rekening houdend met de betekenis van het woord ‘gezin’ en de mogelijke gezinsvormen
- dat een subsidiaire beoordeling van het criterium ‘hoofd van het gezin’ wordt toegepast volgens “objectieve” criteria conform het arrest 57/2001 van 8 mei 2001 van het Arbitragehof en de circulaire AOIF 26/2002 dd. 20.11.2002, wat inhoudt dat in eerste instantie de keuze bij de belastingplichtige berust om aan te duiden wie het gezinshoofd is van het gezin.

Naar de mening van de Fiscale Bemiddelingsdienst is er immers geen rechtvaardiging te bedenken waarom de appreciatie van hetzelfde begrip anders zou zijn, al naargelang de fiscale maatregel, ondanks het feit dat de wettelijke context identiek is.

C. Aanvullende pensioenen van buitenlandse oorsprong

Net als de voorgaande jaren werd de Fiscale Bemiddelingsdienst in 2018 veelvuldig geconfronteerd met bezwaarschriften waarin sprake was van de problematiek van de internrechtelijke belastbaarheid van door Belgische inwoners verkregen uitkeringen van aanvullende pensioenen van buitenlandse oorsprong. Het gaat om pensioenen waarvan de opbouw met werkgeversbijdragen in het buitenland (meestal Nederland) plaatsvond en waarvoor België destijds geen “fiscale facilitatie” moest verlenen.

Het betreft een problematiek die reeds zeer lang aansleept.

Een inkomen van buitenlandse oorsprong waarvoor de heffingsbevoegdheid volgens het van toepassing zijnde Dubbelbelastingverdrag toekomt aan België, moet steeds worden gekwalificeerd volgens de bepalingen van ons intern recht.

In dit verband bepaalt de administratieve circulaire nr. Ci.RH.241/240.483 van 31.3.1969 onder meer dat aanvullende pensioenen die zijn opgebouwd in het buitenland en zijn samengesteld door stortingen verricht op een tijdstip dat de genietster niet de hoedanigheid van rijksinwoner had en zijn beroepsinkomsten niet in België belastbaar waren, moeten worden onderworpen aan het belastingstelsel dat voortvloeit uit het stelsel waaraan de samenstellende stortingen van de pensioenen of renten in België zouden onderworpen geweest zijn, indien de genietster op het ogenblik van die stortingen de hoedanigheid van rijksinwoner zou hebben gehad.

Vaak wordt door de belastingplichtigen betoogd dat die werkgeversbijdragen wettelijk gezien belastbaar zouden zijn geweest als voordeel van alle aard op het ogenblik van de storting, zodanig dat een latere belasting van de uitkeringen een aantasting van het principe “non bis in idem” uitmaakt.

Bovendien wordt dan verwezen naar jurisprudentie die stelt dat stortingen in het individuele en definitieve voordeel van een begunstigde (wanneer de storting van de bijdragen definitief verworven rechten doet ontstaan, ook al zijn deze maar uitoefenbaar op een later ogenblik) ertoe kunnen leiden dat de pensioenvoorziening als een individueel levensverzekeringscontract kan worden aangemerkt zodanig dat, indien er geen daadwerkelijk belastingvoordeel in België werd toegepast bij de opbouw, vrijstelling kan worden verleend op grond van artikel 39, § 2, 2° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92). In voorkomend geval is enkel nog sprake van een (gunstige) taxatie als lijfrente.

De belastingadministratie is het met deze argumentatie niet eens. Zij wijst erop dat ook in België de bijdragen voor een aanvullend pensioen in het kader van een pensioenfonds door de werkgever in het definitief en uitsluitend voordeel van de werknemer worden gestort (althans sinds de “Wet Colla” van 6.4.1995; daarvoor was er slechts uitzonderlijk sprake van verworven rechten in pensioenplannen). Daarbij werden die werkgeversbijdragen ook nooit belast als voordeel van alle aard, oorspronkelijk ten gevolge van een administratieve tolerantie, daarna – sinds de inwerkingtreding van de Wet op de Aanvullende Pensioenen vanaf 2004 – overeenkomstig een uitdrukkelijke wettelijke bepaling (art. 38, § 1, eerste lid, 18°, WIB 92).

Ook bestrijdt de administratie de mogelijke kwalificatie als individueel levensverzekeringscontract, zowel wat het aspect “individueel” betreft (het gaat volgens haar in het algemeen om een collectieve pensioentoezegging), als wat het aspect “levensverzekering” betreft. Hiervoor wordt onder meer verwezen naar definities uit de Wet op de Aanvullende Pensioenen. De temporele werking daarvan is op zich echter al een voorwerp van debat.

Als beweegreden om vast te houden aan haar zienswijze, verwijst de administratie onder andere naar de omstandigheid dat de pensioenopbouw bij Belgische pensioenfondsen in feite gelijkaardig loopt als bij buitenlandse pensioenfondsen, zodat een verschil in fiscale behandeling tussen beide niet verantwoord is.

Dit neemt niet weg dat, indien belastingplichtigen hun zaak bij een rechtbank aanhangig maken, de rechtspraak, hoewel niet eensluidend, toch in vele gevallen hun redenering bijtreedt. Er bestaat hierbij ook een strekking om de aanvullende pensioenen gedeeltelijk als belastbare beroepsinkomsten aan te merken, namelijk in de mate dat zij werden gefinancierd vanaf 2004 (inwerkingtreding van de Wet op de Aanvullende Pensioenen).

Die onzekerheid in de belastbaarheid ten gevolge van jurisprudentie heeft er op een gegeven moment zelfs toe geleid dat de Nederlandse belastingadministratie zich voor alle gevallen waarbij dergelijke aanvullende pensioenen aan Belgische inwoners werden uitgekeerd, de heffingsbevoegdheid opnieuw toe-eigende. Het Belgisch-Nederlandse Dubbelbelastingverdrag bevat immers een specifieke bepaling, waarbij de bronstaat (in casu Nederland) de uitkeringen toch mag belasten, indien deze meer dan 25.000 EUR per jaar bedragen, de opbouw ervan in de bronstaat werd gefacilieerd, en ze uiteindelijk niet voor minstens 90 % tegen het progressieve tarief worden belast in België. Voor vele betrokkenen (die de belastbaarheid in België van hun aanvullende pensioenen niet betwisten) leidde dit tot dubbele belasting.

Op initiatief van de toenmalige Minister van Financiën zijn de Belgische en Nederlandse belastingadministraties echter vrij snel tot een overeenkomst gekomen om die dubbele belasting ongedaan te maken of te vermijden (deze overeenkomst werd getekend op 5.3.2018 - Belgisch Staatsblad van 23.3.2018). De afspraken strekte er niet enkel toe om dubbele belasting te vermijden, maar tevens om te vermijden dat in geen van beide landen belasting wordt betaald. In die optiek wordt voortaan structureel informatie uitgewisseld tussen beide landen: Nederland levert jaarlijks een lijst aan van inwoners van België met een uit Nederland afkomstig aanvullend pensioen hoger dan 25.000 EUR bruto, terwijl België informatie aanreikt over het feit of dat pensioen al dan niet volledig belast werd in België. Indien dat niet het geval blijkt te zijn, zal Nederland in de regel overgaan tot belastingheffing over het volledige pensioen.

Hoewel deze overeenkomst een substantiële vooruitgang is, biedt zij geen definitieve oplossing voor het probleem:

- belastingplichtigen kunnen er nog steeds voor opteren om de internrechtelijke belastbaarheid in België voor de rechtbank te betwisten. Indien die rechtbank hun argumentatie volgt en ze, overeenkomstig voormelde overeenkomst vervolgens worden belast in Nederland, blijft toch de vaststelling dat de fiscale gevolgen aldaar vaak merkkelijk milder zullen zijn;
- de overeenkomst heeft slechts uitwerking wanneer de betreffende pensioeninkomsten meer bedragen dan 25.000 EUR bruto;
- de voorliggende problematiek beperkt zich niet tot pensioenen van Nederlandse oorsprong. Hoewel het merendeel van de geschillen hierop betrekking heeft, zijn in meerdere gevallen ook pensioenen, die in andere landen werden opgebouwd, het voorwerp van betwisting. Er wordt zelfs gesteld dat de redenering, waarmee de internrechtelijke belastbaarheid van de aanvullende pensioenen wordt aangevochten, in feite ook kan worden toegepast voor puur Belgische aanvullende pensioenen.

Vrij recent heeft overleg tussen de bevoegde centrale diensten, in samenspraak met vertegenwoordigers van de Beleidscl van de toenmalige Minister van Financiën, nog uitgewezen dat het administratieve standpunt gehandhaafd blijft. Een en ander zou ook in een nog te verschijnen administratieve instructie worden bevestigd. Het standpunt van belastbaarheid was impliciet ook in voormelde overeenkomst vervat.

Zoals gezegd, wordt de Fiscale Bemiddelingsdienst vaak verzocht om tussen te komen in bezwaarschriften, ingediend door belastingplichtigen die de internrechtelijke belastbaarheid van hun aanvullende pensioenen van buitenlandse oorsprong betwisten. De bewegingsruimte van de dienst in dergelijke dossiers is echter zeer beperkt. Aangezien de belastbaarheid ervan zowel door de centrale administratie als door de Minister van Financiën wordt bevestigd, kan niet van de betrokken geschil behandelende ambtenaren worden verwacht dat zij de grieven van de belastingplichtigen ter zake inwilligen.

De onzekerheid, met name ten gevolge van de discrepantie tussen rechtspraak en administratief standpunt, houdt in die omstandigheden dus aan. Zelfs in de veronderstelling dat de betreffende aanvullende pensioenen door de rechtspraak eensluidend als belastbaar zouden worden aangemerkt in de mate dat ze werden opgebouwd vanaf 2004, zal de huidige discussie zich bij ongewijzigde omstandigheden nog vele jaren voortslepen. De budgettaire impact is bovendien substantieel, gelet op het grote aantal (potentiële) betrokkenen en de in het geding zijnde inkomsten.

In het licht van het voorgaande acht de Fiscale Bemiddelingsdienst het ten eerste aangewezen dat een wetgevend initiatief, in de mate van het mogelijke, aan de voorliggende problematiek zou remediëren. Dergelijk initiatief streeft er dan uiteraard best naar om een coherente aanpak te verzekeren die ook zekerheid biedt inzake het belastingregime van de aanvullende pensioenen, voor zover die in het (verre) verleden werden opgebouwd. Een gedeeltelijke internrechtelijke belastbaarheid is hoe dan ook nauwelijks te verzoenen met de voormelde Belgisch-Nederlandse overeenkomst van 5.3.2018 en de eraan ten grondslag liggende bepalingen uit het Belgisch-Nederlandse Dubbelbelastingverdrag.

1.1.2 Belasting over de toegevoegde waarde

De tussenkomst van de FBD kan inzake btw worden ingeroepen ingeval van een blijvend meningsverschil tussen belastingplichtigen en de federale belastingadministratie over de taxatie en dit zolang de procedure zich in een administratieve fase bevindt. Het blijvend meningsverschil komt tot uiting door de betekening aan de schuldenaar van een proces-verbaal van inregelstelling dat is goedgekeurd door de daartoe bevoegde ambtenaar. Doch ook bij grieven ingevolge een fiscale controle die aanleiding heeft gegeven tot de opstelling van een regularisatieopgave kan de belastingplichtige zich wenden tot de FBD.

Een verzoek tot tussenkomst zal evenwel onontvankelijk worden verklaard wanneer (art. 84^{quater}, § 2, Btw-Wetboek):

- de schuldenaar van de belasting vooraf verzet heeft aangetekend tegen een dwangbevel (*dus dan geen administratieve fase meer*);
- de deskundige schatting werd gevorderd;
- er reeds definitief uitspraak werd gedaan over de betwisting.

De FBD ontvangt regelmatig verzoeken om kwijtschelding of vermindering van boeten of vrijstelling van interesten. De bevoegdheid van de FBD is op dat vlak evenwel beperkt. Immers, bij toepassing van artikel 9 van het besluit van de Regent van 18 maart 1831 kan de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde een vermindering of kwijtschelding van boeten toestaan wanneer de betrokken belastingplichtige of zijn gevolmachtigde hem hierom middels een gemotiveerd schrijven verzoekt. Het verlenen van een eventuele vrijstelling van interesten behoort daarentegen tot de bevoegdheid van de Centrumdirecteur van het Regionaal Invorderingscentrum van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de btw-plichtige aan wie rechtstreeks een gemotiveerd verzoekschrift kan worden gericht. Aangezien zij uitsluitend bevoegd zijn om te oordelen over deze gunstmaatregel, kan de FBD bij de behandeling van dergelijke dossiers in principe geen meerwaarde bieden. De tussenkomst beperkt zich in zo'n gevallen dan ook tot het meedelen van de juiste contactgegevens van de uitsluitend bevoegde ambtenaar. Slechts in uitzonderlijke gevallen (bijvoorbeeld verkeerd toegepaste schalen) is een tussenkomst van de FBD op zijn plaats.

1.1.2.1 Overzicht

Hierna wordt inzake btw een niet limitatief overzicht gegeven van onderwerpen waarvoor in 2018 een beroep werd gedaan op de tussenkomst van de FBD :

- Btw-regularisaties in het voordeel van de aangever (rooster 62 periodieke btw-aangifte) – bewijs en voorwaarden
- Belastbaarheid van verstrekken privélessen/advies op zelfstandige basis - gevolgen recht op aftrek
- Toepassing verlaagd btw-tarief van 6% bij (verbouwings)werken aan oudere woningen
- Verkoop gebouw met registratierechten - gevolgen recht op aftrek van makelaars- en notariskosten
- Aankoopfacturen – voorwaarden recht op aftrek
- Recht op aftrek overeenkomstig artikel 45, § 1 *quinquies*, van het Btw-Wetboek
- Belastbaarheid inkomsten die voortvloeien uit lidgelden
- (Historische) btw-aftrek advocaten
- Toepassing 5- of 15-jarige herzieningstermijn
- Managementprestaties – bewijs bestemming prestaties (art. 45, § 1, Btw-Wetboek)
- Btw-bouwaangifte – vaststelling beroepsgebruik en mate van recht op aftrek

- Toepassing btw-vrijstelling bij levering personenwagen (art. 39*bis*, eerste lid, 1°, Btw-Wetboek, KB nr. 52 van 29 december 1992) – bewijs
- Taxatie geldsom uitgekeerd ingevolge dading tussen betrokken partijen
- Tijdstip verkrijging hoedanigheid belastingplichtige – gevolgen recht op aftrek
- Omzetberekening op basis van aankoopfacturen van dranken en gemiddelde winstmarge
- Kwalificatie statuut belastingplichtige en gevolgen op de mate van btw-aftrek
- Btw-tarief maaltijden: levering of dienst
- Herziening aftrek bij stopzetting activiteit.

1.1.2.2 *Regelmatig weerkerende onderwerpen of onderwerpen met een specifiek belang*

A. Bedrieglijk opzet of oogmerk te schaden – uitbreiding verjaringstermijn

In het kader van een fiscaal bemiddelingsverzoek betreffende een betwiste btw-taxatie werd de aandacht van de FBD gevestigd op de toepassing van de verlengde verjaringstermijn.

In voorgelegd geval verrichtte de administratie in 2015 een nazicht van de btw-bouwaangifte van bouwheer X. Ingevolge dit nazicht werd geoordeeld dat op bepaalde aankoopfacturen van de jaren 2011 en 2012 verkeerdelijk het verlaagd btw-tarief van 6% in plaats van 21% werd toegepast.

De administratie verzond, overeenkomstig artikel 84*ter*, van het Btw-Wetboek, in 2015 een schriftelijke kennisgeving naar bouwheer X teneinde de verjaringstermijn uit te breiden van drie naar zeven jaar.

Vervolgens werd bij middel van een correctieopgave, op de facturen die ten onrechte met het verlaagd btw-tarief werden uitgereikt, 15% btw ingevorderd lastens bouwheer X die als medecontractant van de schuldenaar overeenkomstig artikel 51*bis*, § 1, 1°, van het Btw-Wetboek met deze tegenover de Staat hoofdelijk gehouden was tot voldoening van de belasting. Een proportionele geldboete gelijk aan het dubbel van de verschuldigde belasting werd berekend overeenkomstig artikel 70, § 1, van het Btw-Wetboek.

Bij gebrek aan een minnelijk akkoord werden de fiscale overtredingen door de administratie opgenomen in een proces-verbaal dat in 2016 naar bouwheer X werd verzonden.

Tijdens het verder onderzoek omtrent de al dan niet correcte toepassing van het verlaagd btw-tarief, werd ook de door de administratie aangewende uitbreiding van de verjaringstermijn, overeenkomstig de artikelen 81*bis*, § 1, 2e lid, 4° en 84*ter*, van het Btw-Wetboek, in de voorgelegde context nader bekeken. De vastgestelde inbreuken hadden immers betrekking op de jaren 2011 en 2012 en de vordering tot voldoening van de belasting voor deze jaren zou, overeenkomstig artikel 81*bis*, § 1, 1° lid, van het Btw-Wetboek, zonder uitbreiding, verjaren op 31/12/14 respectievelijk 31/12/15. Door de toepassing van voormelde wettelijke bepalingen ging de administratie ervan uit dat de overtredingen in hoofde van bouwheer X werden begaan met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden en was zij gehouden de betrokkene voorafgaandelijk schriftelijk en nauwkeurig in kennis te stellen van de vermoedens van belastingontduiking die tegen hem bestonden in de betreffende periode en dit op straffe van nietigheid van de rechtzetting zoals artikel 84*ter* van het Btw-Wetboek voorschrijft.

In onderhavig geval meende de FBD dat bezwaarlijk van bedrieglijk opzet of oogmerk om te schaden kon worden gesproken. Mocht dit toch het oordeel van de administratie zijn en blijven

dan stelde zich de vraag of de door de administratie verzonden kennisgeving wel of niet voldeed aan de in artikel 84^{ter} van het Btw-Wetboek, vermelde voorwaarden om aldus onbetwistbaar een uitbreiding van de verjaringstermijn te kunnen verantwoorden. Het antwoord op deze vraag zou de wettelijkheid, en dus geldigheid, van de taxatie opgenomen in voormeld proces-verbaal beïnvloeden. De FBD bracht deze problematiek onder de aandacht van de administratie die een bijkomend onderzoek instelde.

Na dit onderzoek en ingevolge de besprekingen met de FBD besliste de administratie dat, ondanks de blijvende overtuiging dat in voorgelegd dossier verkeerdelijk toepassing werd gemaakt van het verlaagd tarief, de betreffende vordering diende te worden doorgehaald. Er kon onvoldoende worden aangetoond dat de overtredingen werden begaan met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden en de uitbreiding van de verjaringstermijn tot zeven jaar kon bijgevolg niet worden gehandhaafd.

B. Intentie uitoefenen economische activiteit - aanvangspunt recht op aftrek

Mevrouw X is sinds eind 2016 voor btw-doeleinden geïdentificeerd voor de economische activiteit van vakantieverblijven en andere accommodatie voor kort verblijf. Eind 2017 ruilde zij de vrijstellingsregeling voor kleine ondernemingen in voor de normale btw-regeling met indiening van periodieke btw-aangiften.

De administratie stelde tijdens een nazicht van de boekhouding en de btw-aangiften vast dat mevrouw X in rooster 62 van de aangifte van het 4e kwartaal 2017 een rechtzetting in haar voordeel had doorgevoerd. Volgens de gegeven verklaringen en blijkens de voorgelegde verantwoordingsstukken vond dit bedrag zijn oorsprong in een herziening a rato van 14/15 van het recht op aftrek van bedrijfsmiddelen, deels van aankopen tijdens de periode waarin de betrokkene onderworpen was aan de vrijstellingsregeling voor kleine ondernemingen en deels van facturen vóór de aanvang van de economische activiteit in 2016.

Op basis van feitelijke elementen oordeelde de administratie dat vóór 2016 de intentie om een Bed & Breakfast (B&B) uit te baten onvoldoende bewezen was. Immers, de stedenbouwkundige aanvraag voor het slopen en herbouwen van een particuliere woning maakte geen melding van enige uitbating van een B&B en de voorgelegde bouwplannen vermeldten evenmin een uitbating van gastenkamers. In de tijdens de btw-controle voorgelegde en in het bouwdoossier opgenomen facturen was er steeds sprake van een particuliere woning en werd het btw-nummer van de medecontractant niet vermeld. Bovendien had mevrouw X tijdens een rondleiding ter plaatse verteld dat een eventueel privaat gebruik van de niet gebruikte ruimtes mogelijk was. Vanaf 2016 was de intentie om een economische activiteit te starten en meer bepaald een B&B uit te baten voor de administratie aannemelijker, onder andere omdat dan een gewijzigd bouwplan werd opgemaakt met vermelding van gastenkamers en B&B.

Vermits er dus van bij de start van de bouwwerken in 2013 volgens de administratie geen sprake was van enige btw-activiteit of B&B-uitbating met gastenkamers of enige intentie daartoe, konden deze werken dus niet beschouwd worden als voorbereidende werkzaamheden voor toekomstige belastbare handelingen teneinde het recht op aftrek vanaf dan te rechtvaardigen. Aangezien de plannen wijzigden begin 2016 aanvaardde de administratie wel, bij wijze van tolerantie, de teruggaaf van de aftrekbare btw op facturen vanaf dat moment ten belope van 14/15.

Mevrouw X kon zich niet verzoenen met het standpunt van de administratie, temeer omdat zij kon aantonen dat zij zich in 2013 had ingeschreven voor een opleiding "uitbater kleinschalige logies" en in 2014 haar getuigschrift behaalde. Zij bleef benadrukken dat het te slopen onroerend goed werd aangekocht met het oog op een B&B-uitbating en in de eerste

bouwplannen zelfs melding werd gemaakt van twee afzonderlijke ingangen en traphallen wat voor louter particuliere woningen niet gebruikelijk is.

Tijdens een vergadering met alle betrokken partijen en de FBD kon worden vastgesteld dat alle contacten tussen de administratie en mevrouw X steeds correct waren verlopen doch dat een onverzoenbaar meningsverschil bleef bestaan met betrekking tot het tijdstip waarop mevrouw X de hoedanigheid van belastingplichtige kreeg aangemeten en dus de voorbereidende werkzaamheden van de B&B-activiteit werkelijk een aanvang hadden genomen. Dat tijdstip had een invloed op het recht op aftrek en de herzieningen in het voordeel van mevrouw X.

Mevrouw X kon de administratie uiteindelijk op basis van een eindwerk van 2013-2014 dat zij in het kader van een opleiding had gemaakt, overtuigen dat zij steeds de bedoeling had gehad om op de betreffende locatie twee gastenkamers uit te baten. De correctieopgave werd in die zin aangepast en door mevrouw X voor akkoord ondertekend.

C. Verkoop gebouw onder stelsel registratierechten – recht op aftrek

Vennootschap Y is een belastingplichtige handelaar in auto's en lichte bestelwagens en concessiehouder van een bepaald automerk. Ingevolge een reorganisatie bij het automerk werd beslist om de concessie stop te zetten en het gebouw waar de concessie werd uitgebaat te verkopen.

Tijdens een controle van de boekhouding stelde de administratie vast dat de verkoop van het gebouw gebeurde onder het stelsel van de registratierechten en niet in de periodieke btw-aangifte van vennootschap Y werd opgenomen. Er werden in dit kader wel drie facturen in de boekhouding aangetroffen, twee betreffende makelaars die bemiddelden bij de verkoop van het gebouw en één van de notaris ingevolge het verlijden van de authentieke akte. Met verwijzing naar artikel 45 van het Btw-Wetboek en naar de beslissing E.T. 19.385 van 24/03/1975, oordeelde de administratie dat de btw-aftrek op voormelde facturen onterecht was. Een correctieopgave werd opgesteld en naar vennootschap Y verzonden.

De visie van de administratie werd door vennootschap Y niet aanvaard. Laatstgenoemde argumenteerde dat er btw-technisch geen rechtstreeks en onmiddellijk verband was tussen de makelaarskosten en de verkoop van het gebouw, maar wel tussen de gemaakte kosten en de uitoefening van een economische activiteit in het geheel en bijgevolg het recht op aftrek verantwoord was.

De aangehaalde grieven konden de visie van de administratie niet wijzigen en er werd lastens vennootschap Y een proces-verbaal opgesteld waarna een verzoek om fiscale bemiddeling volgde vanwege vennootschap Y.

Tijdens een overleg met alle betrokken partijen en de FBD werden de verschillende standpunten verder toegelicht meer bepaald met betrekking tot de centrale vraag, namelijk: werden de betreffende bemiddelingskosten opgenomen of verrekend in de prijs van het verkochte gebouw of maakten zij deel uit van de algemene onkosten die werden opgenomen in de prijs van de geleverde goederen of verstrekte diensten in het kader van de uitoefening van de economische activiteit van vennootschap Y.

Voor geen van de partijen volstonden de opgeworpen argumenten om het eigen standpunt bij te stellen. Na overleg met de Centrale Diensten besliste vennootschap Y om te berusten in het standpunt van de administratie.

D. Toepassing verlaagd tarief voor verbouwingswerken aan privéwoning

De heer en mevrouw X hebben verbouwingswerken laten verrichten aan hun privéwoning. Tijdens het nazicht van de bouwaangifte komt de controlerende ambtenaar tot het besluit dat niet het verlaagd tarief van 6% van toepassing is, maar wel het normale tarief van 21%. Volgens de fiscale administratie zijn de werken immers van die aard dat ze niet kunnen worden beschouwd als handelingen die de omvorming, renovatie, rehabilitatie of verbetering van een privéwoning tot voorwerp hebben, zodat er na de werken niet langer sprake is van een verbouwing/renovatie maar van een gelijkstelling met een nieuwbouw. Ondanks de door de bouwheren en hun architect aangebrachte argumenten tegen het standpunt van de fiscale administratie wordt de toepassing van het verlaagd tarief verworpen en wordt de nog verschuldigde btw, berekend op basis van het tarief van 21%, gevorderd.

De fiscale administratie wijst de heer en mevrouw X op de beschikbare rechtsmiddelen, waaronder de mogelijkheid om een administratief bezwaarschrift in te dienen bij de centrumdirecteur, het inschakelen van de FBD en het indienen van een verzoek om kwijtschelding van de boeten.

De heer X informeert bij de FBD naar de slaagkansen van een bemiddeling. Omdat hij vreest dat het inschakelen van de FBD bij een definitieve afwijzing van een bezwaar tegen de vordering een negatieve invloed zou kunnen hebben op de beslissing over een verzoek om kwijtschelding van de boete, aarzelt hij. Uiteindelijk wordt de bemiddelingsprocedure toch opgestart.

Tijdens een vergadering met de fiscale administratie in aanwezigheid van de FBD krijgen de heer en mevrouw X de kans om in hun woning zelf de bouwwerken toe te lichten. Op basis hiervan evalueert de fiscale administratie de situatie opnieuw en komt zij tot het besluit dat het tarief van 6% wegens verbouwingswerken kan worden aanvaard, zodat de vordering volledig vervalt.

E. Conflictueuze controle

Na een controle op de toepassing van de btw-wetgeving en -reglementering wordt een proces verbaal opgesteld waarin diverse overtredingen op de uitoefening van het recht op aftrek worden vastgesteld. De accountant kan zich in het geheel niet akkoord verklaren met de vordering en doet beroep op de FBD.

Tijdens de bemiddelingsvergadering met de accountant en met een medewerker van de bevoegde afdeling expertise van de fiscale administratie komt tot uiting dat de fiscale controle moeilijk is verlopen en geleid heeft tot een conflict tussen de belastingplichtige en de controleambtenaar. Een serene afhandeling van het controledossier bleek als gevolg daarvan niet meer mogelijk. De fiscale administratie werd bereid gevonden om het dossier te herbekijken. Op basis van de resultaten van dit onderzoek werd de vordering aangepast.

F. Fiscale bemiddeling leidt tot dading

Tijdens een fiscale controle naar aanleiding van de stopzetting als btw-belastingplichtige stelt de fiscale administratie vast dat aan de bvba X voor in België verrichte werken in onroerende staat facturen zouden zijn uitgereikt met toepassing van de verlegging van de heffing van de verschuldigde btw. In de desbetreffende btw-aangiften blijkt de aldus verschuldigde btw niet te zijn opgenomen. De belastingplichtige diende immers uitsluitend nihilaangiften in. Van zodra bleek dat de activiteit in België niet rendabel zou worden, werd ze stopgezet.

De bvba X ontkent evenwel de facturen ooit te hebben ontvangen, aangezien deze geadresseerd waren aan de Nederlandse verwante onderneming BV Y. Niettemin vordert de fiscale administratie van de bvba X niet alleen de – overigens voor aftrek vatbare – btw maar ook de voor de overtreding opgelegde boete. Het op de facturen vermelde btw-identificatienummer blijkt immers toe te behoren aan deze Belgische onderneming.

Aangezien het de dienstverrichter is die een vergissing heeft begaan door een niet correct btw-nummer te vermelden, begrijpt de bvba X niet waarom zij de btw en de boete zou moeten betalen en richt zij zich tot de FBD. De belastingplichtige en haar fiscale raadgever betwisten niet dat er een vergissing werd begaan waarbij verschuldigde btw ten onrechte niet werd aangegeven maar wel dat de bvba X als schuldenaar en overtreder wordt aangeduid. Zij zien zich eerder als slachtoffer en merken op dat, van zodra de vergissing werd ontdekt, de medecontractant daarover werd ingelicht.

Ondanks de argumenten van de belastingplichtige blijft de fiscale administratie van oordeel dat de vermelding van het btw-identificatienummer een voldoende aanwijzing is voor de betrokkenheid van de bvba X.

Omdat beide partijen bij hun standpunt blijven wordt een dadingsovereenkomst voorgesteld waarin enerzijds het bedrag van de verschuldigde btw gecompenseerd wordt met het bedrag van de voor aftrek vatbare btw en anderzijds de boete wordt herleid tot de helft. De belastingplichtige is hiertoe bereid, omdat zij zich de kosten en de onzekerheid wil besparen die een rechtszaak met zich meebrengt. De fiscale administratie stelt een dadingsovereenkomst op die door beide partijen wordt goedgekeurd en voor akkoord ondertekend.

1.2 Algemene Administratie van de Inning en de Invordering

De W 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst voert, vanuit het belang van de bemiddeling voor de invordering, een terminologische aanpassing uit zowel aan artikel 399*bis* WIB 92, als aan artikel 85*ter* Btw-Wetboek. Waar overeenkomstig deze wettelijke bepalingen, de FBD tot dan bevoegd was ingeval van een betwisting met “de ontvanger belast met de invordering”, is fiscale bemiddeling voortaan wettelijk mogelijk bij iedere betwisting met “een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering”.

Op het vlak van de invordering van de inkomstenbelastingen en de btw blijft de core business van de FBD het helpen zoeken naar oplossingen voor betaalproblemen van belastingschuldigen, die aldus vervolgingen met dito kosten willen vermijden. Dit werd sedert 2017 in het bijzonder versterkt door de invorderingsstrategie van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering die door het invoeren van een mogelijkheid tot administratieve schuldenregeling (ASR) in 2018 werd genuanceerd. De betaling van de belastingen binnen de 12 maanden vanaf het ontstaan van de belastingschuld staat daarbij nog als principe voorop. In het kader van deze problematiek en in het licht van het antwoord dat de Minister van Financiën verstrekke op de parlementaire vraag van Volksvertegenwoordiger C. Van Cauter d.d. 1 februari 2017 (zie Jaarverslag FBD 2016, pag. 13), zocht de FBD ook in 2018 passende oplossingen voor de belastingschuldigen, enerzijds rekening houdende met de financiële en sociale toestand van de verzoeker om bemiddeling, maar anderzijds ook steeds met het oog op de finale betaling van de fiscale schuld.

Niettegenstaande veel van de verzoeken op het vlak van de invordering zijn onder te brengen onder de noemer “betaalplannen”, zijn er heel wat nuances in de behandeling van dergelijke verzoeken en is de creativiteit van de fiscale bemiddelaars terzake de sleutel tot een gunstige

bemiddeling. Vooraleer contact te nemen met de bevoegde invorderingsdienst onderzoekt de FBD steeds het verzoek en vormt zich aan de hand van de beschikbare toepassingen een totaalbeeld over het dossier. Om een passende betaalregeling te vinden en teneinde zowel de belangen van de belastingschuldige als van de Schatkist te verzoenen, worden meerdere pistes en oplossingen bewandeld en gesuggereerd.

Volgende ideeën worden daarbij geregeld gebruikt om alsnog een dergelijke win-win-oplossing te bekomen:

- betaalplan met verhoogde aflossingen in maanden van vakantiegeld en eindejaarstoelage;
- betaalplan met verhoogde aflossingen zodra andere schulden zijn vereffend;
- aanbieden zekere garantie om langere betaalregeling mogelijk te maken;
- betaalplan dat rekening houdt met komende doch voorzienbare fiscale teruggaven;
- aanpassing betalingsmodaliteiten (betaaldata – bedragen), wegens niet haalbaar.

Indien een volledige betaling niet mogelijk blijkt binnen de vooropgestelde termijn van 12 maanden vanaf het ontstaan van de vordering, adviseert de FBD na analyse en in de gevallen dat ze deze regeling passend oordeelt, de zogenaamde administratieve regeling (ASR). Het verlenen van deze gunstmaatregel behoort evenwel tot de bevoegdheid van de Adviseur-generaal – Gewestelijk directeur van het Regionaal Invorderingscentrum. Deze gunstmaatregel houdt niet enkel een betaalregeling van meer dan 12 maanden in, doch kan gepaard gaan met begeleidende maatregelen als vrijstelling van nalatigheidsinteressen en zelfs onbeperkt uitstel van de invordering.

De FBD probeert steeds oog te hebben voor een totaaloplossing, die dus ook soms niet-fiscale schuldvorderingen omvat, waarvoor de dienst trouwens ook vanaf 1 juni 2018 “officieel” bevoegd werd.

Het betreft inzonderheid zogenaamde penale boeten maar ook terugvorderingen van bedragen die door overheidsinstellingen (als RVA) ten onrechte werden uitbetaald.

In het kader van de betaalplannen is bovendien ook in 2018 overleg gepleegd met de federale Ombudsman die in dit verband, en vanuit de hen door de belastingplichtigen voorgelegde vragen, in september 2016 een bijzonder onderzoek is gestart omtrent de invorderingsstrategie van de FOD Financiën. De FBD stelde zowel zijn ervaring terzake als de eventuele individuele dossiers daartoe aan de federale Ombudsman ter beschikking en nam deel aan het met verschillende andere vertegenwoordigers (Centrale diensten Algemene Administratie van de Inning en de Invordering en POD Maatschappelijke Integratie) georganiseerde rondetafelgesprek.

Benevens de algemene problematiek van de betaalplannen, kwam de FBD ook tussen inzake menig andere betwisting op het vlak van de invordering, waaronder:

- beperking effecten bij beslag op vergoedingen die niet zijn beschermd door artikel 1409 Ger.W. (bv. facturen door een zelfstandige), met idealiter btw ervan niet vatten om zodoende te kunnen storten aan de btw rekening-courant;
- vermijden cumul van middelen van tenuitvoerlegging via zowel rechtstreekse (via gerechtsdeurwaarder) als onrechtstreekse vervolgingen (vereenvoudigde fiscale derdenbeslagen);
- vermijden vervolgingen in geval van ingediend bezwaar (bezwaar soms nog niet bekend door Team Invordering; bespoedigen vaststelling onmiddellijk verschuldigd gedeelte en daarvoor een betaalregeling uitwerken);
- vermijden cumul van inhoudingen ingevolge derdenbeslagen en terzelfdertijd eis tot vrijwillige afbetalingen;

- invordering lastens echtgenoten in functie van het huwelijksvermogensstelsel;
- verjaring van fiscale schuldvorderingen;
- toekenning van moratoriuminteressen;
- verduidelijking bij aanrekening betalingen, waarvan deels op vervolgingskosten en nalatigheidsinteressen;
- opschorten gedwongen invordering in functie van toch heel eminente aanwendbare fiscale teruggaven (onthefing van de betreffende initiële aanslag of teruggaven betreffende ander aanslagjaar);
- discussies over aanwendungen en details van verschuldigde sommen;
- onverschuldigde betalingen;
- alsnog opschorten van een geplande openbare verkoping;
- opschorten loonbeslag na uitgewerkte betaalregeling;
- procedure collectieve schuldenregeling – nieuwe aanslag – opschorting uitvoerend beslag onder derden – uitwerken tijdelijke betaalregeling;
- procedure onderling overleg met buitenlandse administratie – opschorting procedure gerechtsdeurwaarder;
- toelichting bij aard van de schulden waarop belastingteruggave werd aangewend (+ wettelijke grondslag en reden van deze aanwending);
- vervolgingen bij erfgenamen – gehoudenheid;
- hervatten afbetalingsregeling die door misverstand niet correct werd nageleefd;
- deblokken situatie in kader attesten of akten van erfopvolging.

Ter illustratie volgen hierna enkele casussen waarin de FBD tijdens het jaar 2018 inzake de invordering concreet bemiddelde en die tekenend zijn voor de oplossingsgerichtheid van de dienst.

Daarbij wordt verder vastgesteld dat het voor belastingplichtigen niet eenvoudig is om uit te zoeken welke diensten bevoegd zijn wanneer het een complex dossier betreft (invorderingsbijstand voor buitenlandse staten, aanwending teruggaves). De FBD neemt hierin dan ook vaak een begeleidende rol op en zorgt voor de communicatie en een snelle afhandeling van het probleem inzake de fiscale of niet-fiscale invordering.

A. Niet-fiscale invordering – cross-border boete – betwisting

Een dame wordt aangeschreven voor een betaling van een Nederlandse cross-border boete uit 2013, waarvan zij niet eerder op de hoogte werd gesteld. Zij neemt telefonisch contact op met het Kantoor Niet-Fiscale Invordering (NFI), dat doorverwijst naar de bevoegde dienst in Nederland, op wiens verzoek de invordering gebeurt. Verzoekster beweert dat ze onvoldoende inlichtingen verkrijgt. Er wordt derdenbeslag gelegd bij haar werkgever. Zij meent dat zij de bedoelde overtreding niet begaan heeft en vraagt of de vordering niet verjaard is.

De FBD legt uit dat bij een niet akkoord over de onderliggende niet-fiscale schuld, het Kantoor NFI hiervoor niet kan tussenkomen. Vermits verzoekster inmiddels in Nederland administratief beroep heeft ingediend, worden de bewijsstukken hierover opgevraagd en overgemaakt aan het Kantoor NFI. Op basis hiervan wordt dit kantoor bereid gevonden het derdenbeslag tijdelijk te schorsen tot er een definitieve beslissing komt van de bevoegde dienst in Nederland.

B. Niet-fiscale invordering – ten onrechte aangewende teruggave personenbelasting op penale boete van overleden echtgenote

Een weduwnaar heeft recht op een teruggave in de personenbelasting, die wordt aangewend op een nog openstaande penale boete op naam van zijn overleden echtgenote.

De FBD meent dat er niet meer mag worden aangewend op de penale boete omdat een straf niet meer kan uitgevoerd worden vanaf het ogenblik dat een natuurlijke persoon overlijdt. Hierover wordt er door de FBD bijkomend advies gevraagd aan de centrale juridische dienst van de betrokken algemene administratie. Deze bevestigt dat er na het overlijden geen aanwending op de penale boete via wettelijke schuldvergelijking kan gebeuren. De schuldvordering is immers tenietgegaan door het overlijden.

Ondanks het feit dat het Kantoor NFI zich niet aansluit bij dit standpunt, wordt de Adviseur Invordering bereid gevonden om over te gaan tot terugbetaling van het aangewende bedrag.

C. Internationale bijstand – ten onrechte aanwending teruggave

Er wordt een teruggave in de personenbelasting aangewend op een openstaande btw-schuld, welke wordt ingevorderd op verzoek van de Luxemburgse autoriteiten. Betrokkene is niet akkoord met deze inhouding en meent dat hij onterecht wordt aangesproken voor de btw-schuld.

De FBD contacteert de betrokken diensten. Vermits de Belgische FOD Financiën niet kan tussenkomen in het onderliggende geschil, raadt de FBD hem aan zelf contact op te nemen met de Luxemburgse autoriteiten.

De Dienst Transversale Invordering van de Belgische Algemene Administratie van de Inning en de Invordering brengt de FBD op de hoogte dat de Luxemburgse autoriteiten bevestigd hebben dat er een akkoord is en dat het invorderingsdossier in België zonder meer mag worden afgesloten.

Met het oog op de terugbetaling van de inhouding contacteert de FBD de Dienst Inning Mechelen, die bevestigt dat het bedrag van de betreffende inhouding kan worden terugbetaald omdat het nog niet is overgemaakt aan Luxemburg. De FBD komt nog tussen voor de mededeling van het juiste rekeningnummer.

D. Betalingsfaciliteiten na voldoen aan de lopende fiscale verplichtingen

Een vennootschap wordt geconfronteerd met een weigering van betalingsfaciliteiten voor een bijzondere rekening inzake btw. Het Infocenter weigert betalingsfaciliteiten te verlenen ingeval het niet voldoet aan de lopende fiscale verplichtingen.

De FBD neemt contact op met zowel het Infocenter als het Team Invordering om de mogelijkheid tot een bemiddelde oplossing af te toetsen. Vervolgens kan de FBD bekomen dat de vennootschap een periode van drie weken krijgt om te voldoen aan de lopende fiscale verplichtingen inzake bedrijfsvoorheffing en btw. Indien aan deze voorwaarde voldaan is, kan er vervolgens een betaalplan toegekend worden voor de bijzondere rekening inzake btw.

Na de toegekende termijn van opschorting stelt de FBD vast dat er aan de voorwaarden voldaan werd. Na overleg met het Team Invordering wordt het oorspronkelijk gevraagde betaalplan alsnog toegekend aan de vennootschap.

E. Begeleiden naar onbeperkt uitstel van de invordering – opschorting vervolgingen

De FBD wordt telefonisch gecontacteerd met de nodige urgentie. Immers, het Team Invordering zal eerstdaags overgaan tot oplading en verkoop van de inbeslaggenomen roerende goederen van belastingschuldige. Na een kort telefonisch overleg wordt er door de FBD onmiddellijk contact opgenomen met het Team Invordering.

Op basis van alle beschikbare informatie besluit de FBD, in samenspraak met het Team Invordering, dat belastingschuldige in aanmerking komt om een aanvraag in te dienen tot het bekomen van een onbeperkt uitstel van de invordering. De geplande openbare verkoop wordt in het kader hiervan reeds opgeschort.

De FBD stelt vervolgens vast dat belastingschuldige het nodige gedaan heeft om deze aanvraag in te dienen én dat er een positief gevolg gegeven werd aan zijn aanvraag. De gunst van het onbeperkt uitstel van de invordering wordt toegekend op voorwaarde dat er vijftig maandelijkse betalingen uitgevoerd worden ter volledige aanzuivering van de openstaande niet-fiscale schuld.

1.3 Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie

1.3.1 Administratie Rechtszekerheid

De Administratie Rechtszekerheid zorgt hoofdzakelijk voor de heffing en de inning van de successie- en registratierechten. Aangezien de dienst van de belasting voor de geregionaliseerde belastingen werd overgedragen aan het Vlaams Gewest, is de Administratie Rechtszekerheid nog voornamelijk actief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het Waals Gewest.

1.3.1.1 Registratierechten

Een wetenschapper heeft een vermindering van de belastbare grondslag genoten maar heeft de verbintenis, om de vestiging van zijn hoofdverblijfplaats in het aangekochte goed te behouden gedurende een periode van minstens vijf jaar, niet nageleefd. In geval van niet-naleving van deze verbintenis, is hij, behalve in geval van overmacht, gehouden tot de betaling van bijkomende rechten. Na de tussenkomst van de FBD heeft de administratie op basis van de voorgelegde stukken kunnen oordelen dat de eenmalige kans die de wetenschapper heeft gehad om in Engeland een baan te krijgen in zijn specifiek vakgebied, een geval van overmacht was.

1.3.1.2 Successierechten

De zaakvoerder van een bvba overlijdt. De administratie meent dat zijn aandelen in zijn vennootschap ondergewaardeerd zijn maar weigert het expertiseverslag waarop zij zich baseert, mee te delen. De FBD stelt de dienst, die de schattingen van de niet-beursgenoteerde effecten centraliseert, in kennis van de argumenten van de erfgenamen. Op basis van deze bewijskrachtige stukken wordt de waarde die de erfgenamen hebben aangegeven, aanvaard.

1.3.2 Administratie Opmetingen en Waarderingen

1.3.2.1 Vaststelling van het kadastraal inkomen

De bemiddeling op dit vlak verliep grosso modo zoals de vorige jaren.

De FBD ervaart in haar contacten met de onderzoekende ambtenaren doorgaans een positieve samenwerking met zin voor realiteit.

Wanneer het kadastraal inkomen van nieuw gebouwde of gewijzigde onroerende goederen moet worden geschat of herschat moet dit evenwel nog steeds gebeuren door rechtstreeks gebruik te maken van de huurwaarden vastgesteld op 1 januari 1975 of door vergelijking met gelijkaardige gebouwde percelen waarvan het kadastraal inkomen definitief is (artikel 477, §1, WIB 92).

Hierna volgen enkele items die afgelopen jaar in de fiscale bemiddeling op dit vlak aan bod kwamen.

- Een eigenaar is niet akkoord met de herschatting van het KI van zijn huis in verschillende entiteiten waaraan KI's worden toegekend. Hij betwist de benadering ervan en besluit dat slechts één KI aan zijn eigendom mag worden toegekend. De vigerende identificatieregels van de administratie die door de diensten moeten worden toegepast zijn duidelijk: iedere afzonderlijke entiteit dient te worden geschat. De medewerker van de FBD bezoekt het pand in casu en informeert de bezwaarindiener van deze schattingsmethode die door de administratie uniform wordt toegepast. De bezwaarindiener gaat na deze toelichting akkoord met het schattingsprincipe.
- Er is bezwaar tegen een verhoging van het KI van een eigendom waarop zowel een nog af te breken als een nieuwe nog niet afgewerkte villa staat. Na plaatsbezoek stelt de medewerker van de FBD voor het KI van dit perceel te wijzigen en het KI een voorlopig statuut te geven. Dit voorstel wordt door beide partijen aanvaard.
- Een eigenaar is niet akkoord met het KI toegekend aan een nieuwe kleine rijwoning. Deze woning is een passiefhuis zonder centrale verwarming. Een passiefhuis is een energiezuinige woning gericht op een goed winter- en zomercomfort. De warmteverliezen zijn ook door een doorgedreven isolatie beperkt. Deze woning voldoet aan de normen van lage-energiewoningen tot passiefwoningen. De bezwaarindiener legt vooral de nadruk op het verschil in huurwaarde tussen een passiefwoning met of zonder centrale verwarming. Voor de administratie worden deze nieuwe woongelegenheden geschat met alle comfort m.a.w. met de aanwezigheid van centrale verwarming. Tijdens de onderhandelingen wordt door de bezwaarindiener de expliciete vraag gesteld of er bij het bepalen van het KI een onderscheid wordt gemaakt tussen passiefhuizen met of zonder centrale verwarming. Het standpunt van de administratie is daarin zeer duidelijk: er wordt geen onderscheid gemaakt.

Door de bezwaarindiener wordt ook opgemerkt dat de buitenmuren bij passiefwoningen dikker (door de isolatie) zijn dan bij een traditioneel gebouwde woning. Dit heeft een invloed op de nuttige oppervlakte, een parameter bij het bepalen van het kadastraal inkomen. De administratie neemt het volgende standpunt in: buitenmuren van passiefhuizen zijn gemiddeld 45 tot 50 cm dik tegenover ongeveer 35 cm bij traditionele gebouwde woningen, zodat het oppervlakteverschil te miniem is om in beschouwing te nemen.

Samen met de onderzoekende ambtenaar kan de medewerker van de FBD niet anders dan vaststellen dat deze schattingswijze uniform wordt toegepast. De bezwaarindiener doet na toelichting terzake afstand van zijn bezwaar.

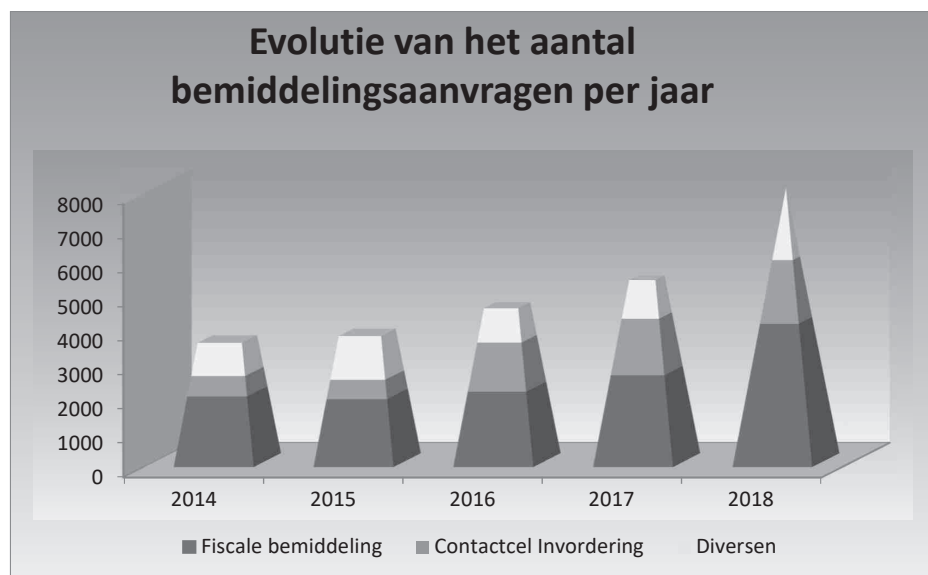
1.3.2.2. Vaststelling verkoopwaarde inzake registratie- en successierechten

De FBD wordt geregeld geconfronteerd met belastingplichtigen die meer uitleg en een grotere transparantie op dit vlak verwachten van de administratie. De belastingplichtige ontvangt weinig informatie over de door de administratie geselecteerde vergelijkingspunten en heeft vooral geen zekerheid dat deze vergelijkingspunten, waarvan de werkelijke staat op het moment van de transactie zowel door de administratie als door de belastingplichtige niet gekend is, een correcte weergave is van de onroerende markt. De FBD verzoekt alsdan de administratie om bijkomende toelichting te geven betreffende de gehanteerde vergelijkingspunten en/of meer vergelijkingspunten aan de belastingplichtige te verstrekken. De FBD verzoekt tevens geregeld aan de administratie waarom de door de belastingplichtige aangebrachte vergelijkingspunten niet kunnen worden in aanmerking genomen, alsook om de waarde te verduidelijken die naar aanleiding van een bezoek van het onroerend goed werd toegekend.

DEEL IV : STATISTIEKEN

1. ALGEMEEN

1.1. Evolutie gedurende de laatste 5 jaar



1.2. Nieuwe dossiers

In 2018 ontving de Fiscale Bemiddelingsdienst 7.971 nieuwe dossiers. Deze kunnen worden onderverdeeld in drie categorieën:

- 4.091 dossiers "Fiscale Bemiddeling";
- 1.811 dossiers "Contactcel Invordering";
- 2.069 dossiers "Diversen".

Ten opzichte van 2017 steeg het aantal dossiers met 2.637 of een stijging van 49 %. De stijging kan als volgt worden opgesplitst: bemiddelingsaanvragen +1.471, dossiers contactcel +197 en dossiers diversen +969.

Deze nieuwe dossiers worden bij de 1.715 dossiers gevoegd die nog in behandeling waren eind 2017. Dit brengt het totaal aantal te behandelen dossiers tijdens het jaar 2018 op 9.686.

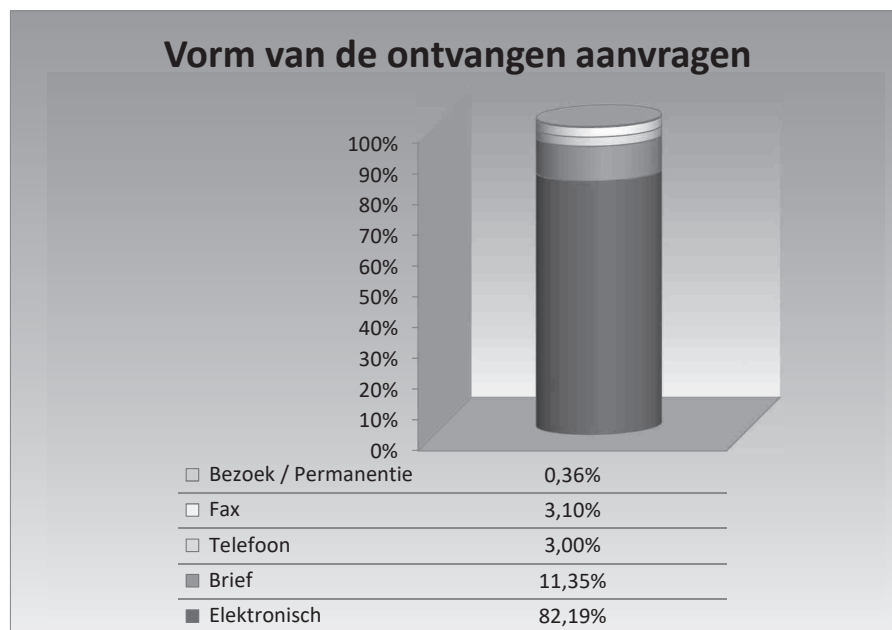
1.3. Wijze van indiening

De vele dagelijkse telefonische oproepen, los van de indiening van een verzoek tot bemiddeling, worden niet geregistreerd. Toch moet hier worden opgemerkt dat uit de telefonische contacten blijkt dat de hulpbehoevende burger meer dan ooit nood heeft aan duidelijke informatie en aan een rechtstreeks antwoord op zijn persoonlijke fiscale vragen.

Aanvragen om bemiddeling kunnen op verschillende wijze worden ingediend:

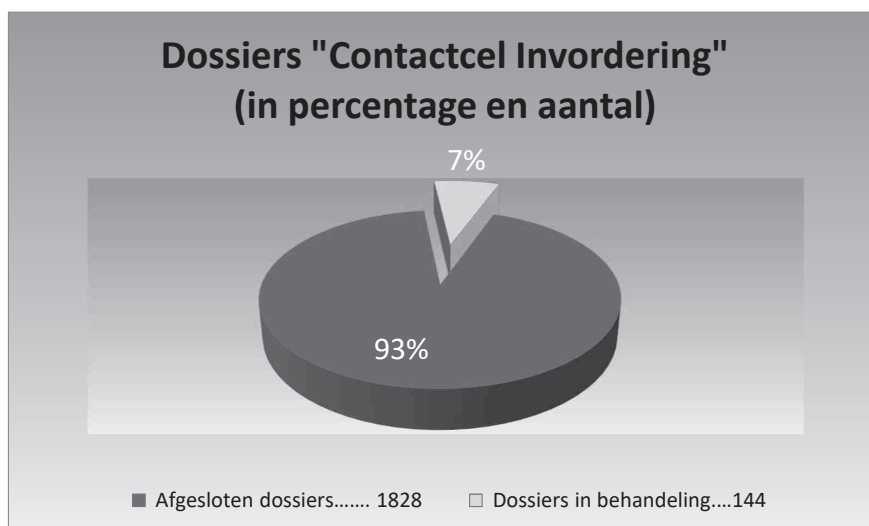
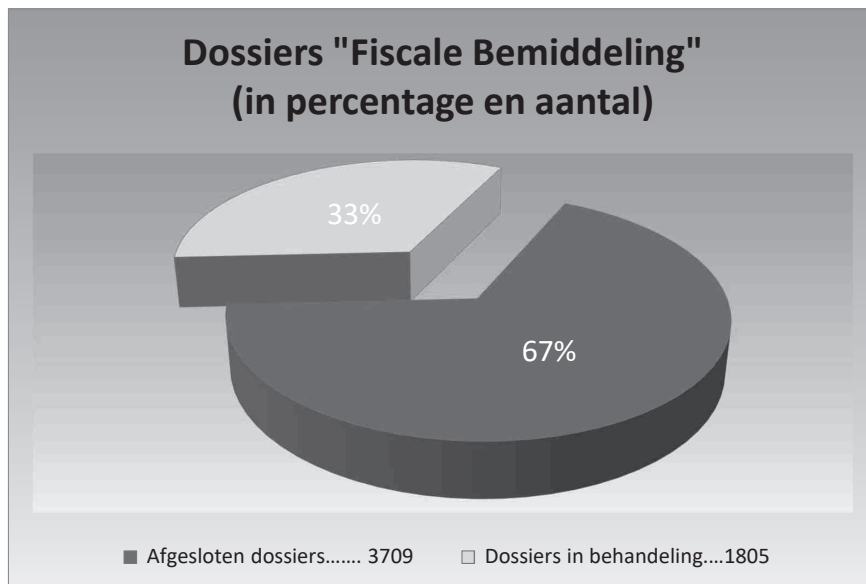
- elektronisch;
- schriftelijk;
- telefonisch;
- per fax;
- mondeling.

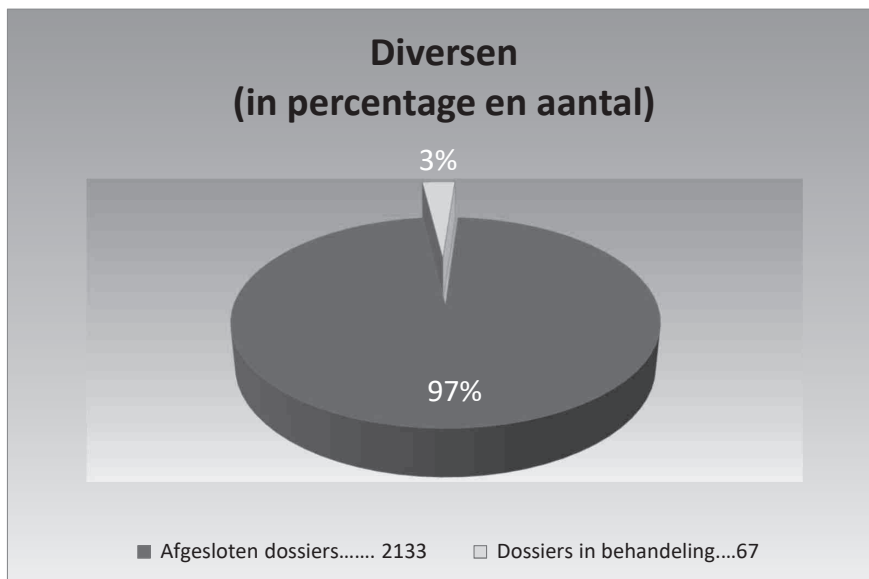
Voor het jaar 2018 ziet het overzicht er als volgt uit.



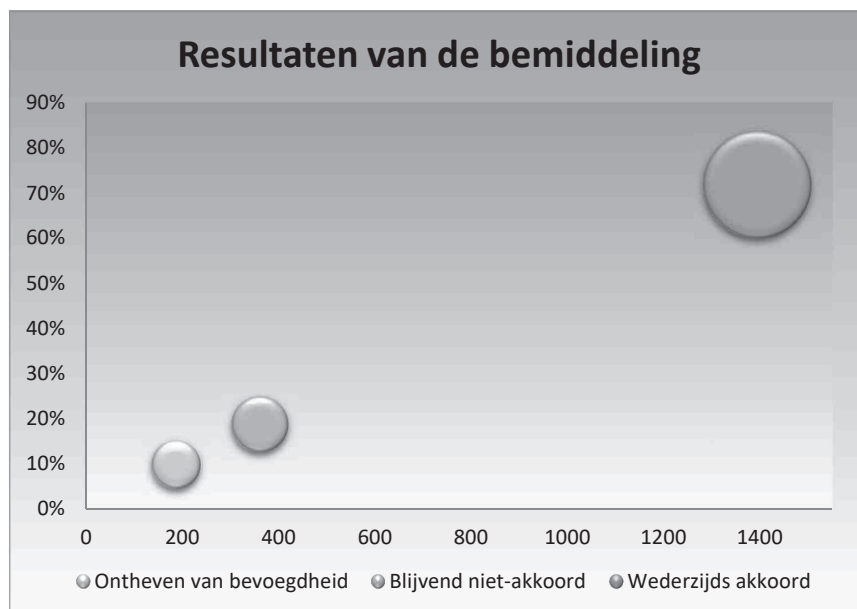
1.4. Uitsplitsing

Hieronder volgt de uitsplitsing per categorie van het aantal afgehandelde en het aantal nog in behandeling zijnde dossiers op 31 december 2018.



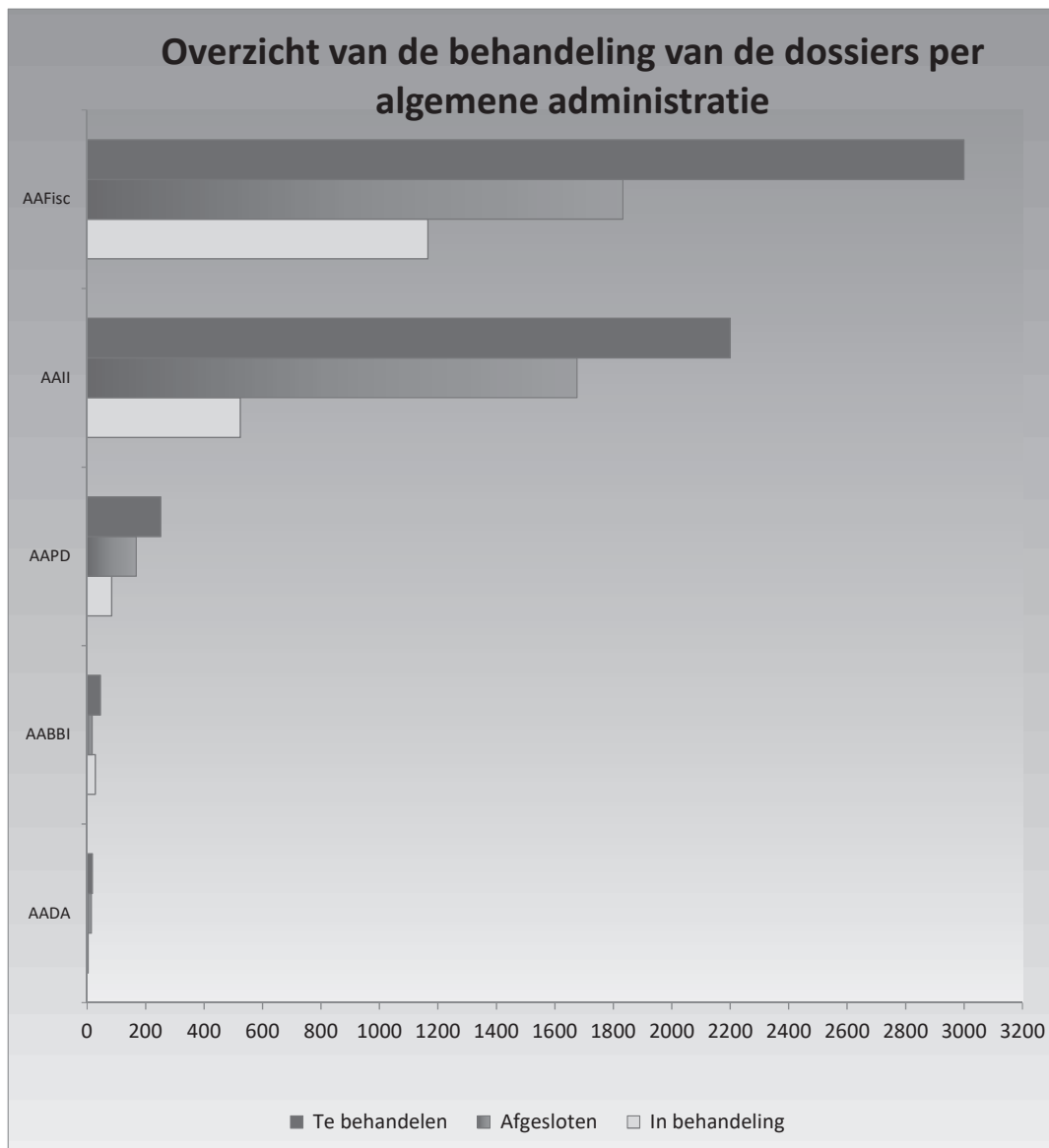


1.5. Resultaten



1.6. Dossiers “Fiscale Bemiddeling” – Algemeen overzicht per administratie en per taalrol

Globaal overzicht van de behandeling van de dossiers “Fiscale Bemiddeling” (gedetailleerde cijfers)							
	Totaal	Betrokken algemene administratie	Aantal aanvragen		Verdeling op basis van de taal van de aanvrager		
					Nederlands + Duits	Frans	(in %)
Dossiers te behandelen	5514 (100 %)	AAFisc	2999	54,38 %	1504 + 9	1486	50/50
		AAll	2200	39,90 %	1199 + 3	998	55/45
		AAPD	252	4,57 %	76	176	30/70
		AABBI	45	0,82 %	23	22	51/49
		AAD&A	18	0,33 %	3+1	14	22/88
Afgesloten dossiers	3709 (67 %)	AAFisc	1833	49,42 %	935 + 5	893	51/49
		AAll	1676	45,19 %	1059 +2	615	63/37
		AAPD	168	4,53 %	64	104	38/62
		AABBI	17	0,46 %	7	10	41/59
		AAD&A	15	0,40 %	2 + 1	12	20/80
Dossiers in behandeling op 31/12/2018	1805 (33 %)	AAFisc	1166	64,60 %	569 + 4	593	49/51
		AAll	524	29,03 %	140 +1	383	27/73
		AAPD	84	4,65 %	12	72	14/86
		AABBI	28	1,55 %	16	12	57/43
		AAD&A	3	0,17 %	1	2	33/67



2. PER ADMINISTRATIE

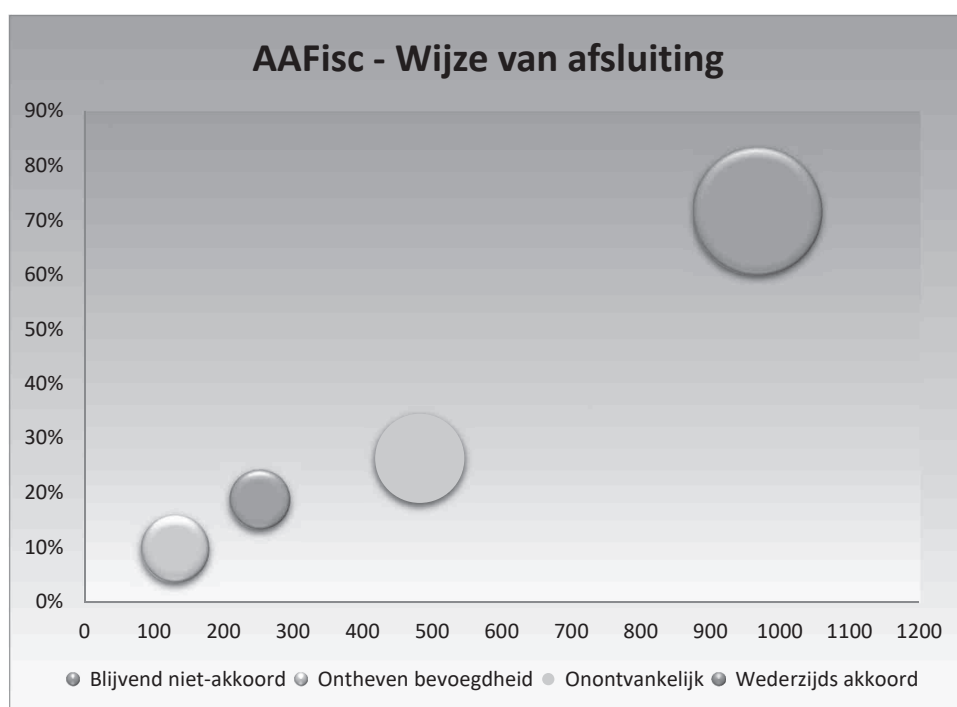
2.1. Algemene Administratie van de Fiscaliteit

AAFisc – Uitsplitsing van de afgesloten dossiers “Fiscale Bemiddeling”							
		Aantal afgesloten dossiers					
		1833					
		Ontvankelijke aanvragen		Onontvankelijke aanvragen			
		1351 (73,70 %)		482 (26,30 %)			
Type van beslissing		Nederlands + Duits	Frans	Nederlands + Duits	Frans		Reden
Wederzijds akkoord	71,65 %	511 + 2	455	71	164	48,65 %	Geen bezwaar/ verzoek ingediend
				42	19	12,68 %	FBD onbevoegd
Ontheven van bevoegdheid	9,62 %	59	71	68 + 1	71	29,11 %	Bezwaar/verzoek werd reeds beslist
Blijvend niet-akkoord	18,73 %	168 + 1	84	15 + 1	21	7,69 %	Geen blijvend geschil
				0	3	0,62 %	Manifest ongegrond
				1	5	1,25 %	Vordering in rechte

De reden “geen bezwaarschrift of verzoek tot ambtshalve ontheffing werd ingediend” blijft de belangrijkste categorie van de onontvankelijke dossiers vertegenwoordigen. Belastingplichtigen verwachten dat ze reeds vóór het instellen van een dergelijk administratief beroep, hun geschil met de fiscus kunnen bemiddeld zien.

De categorie “bezwaar/verzoek tot ambtshalve ontheffing werd reeds beslist” is de op één na belangrijkste. Soms gaat het over reeds effectief afgesloten bezwaarschriften op het ogenblik dat om bemiddeling wordt verzocht.

De categorie “FBD onbevoegd” betreft materies waarvoor de FOD Financiën niet meer bevoegd is, zoals de onroerende voorheffing in het Vlaamse Gewest en Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de verkeersbelasting in het Vlaamse Gewest en Waalse Gewest.



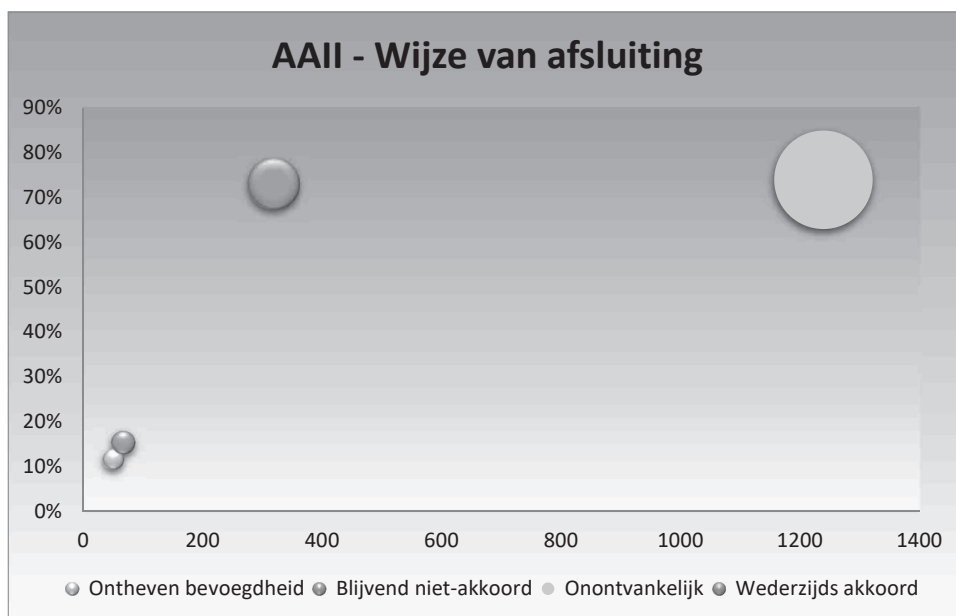
2.2. Algemene Administratie van de Inning en de Invordering

AAII – Uitsplitsing van de afgesloten dossiers “Fiscale Bemiddeling”							
		Aantal afgesloten dossiers					
		1676					
		Ontvankelijke aanvragen		Onontvankelijke aanvragen			
		437 (26,07 %)		1239 (73,93 %)			
Type van beslissing		Nederlands + Duits	Frans	Nederlands + Duits	Frans		Reden
Wederzijds akkoord	73,00 %	255	64	50	311	29,14 %	FBD onbevoegd
				649 + 2	200	68,68 %	Geen geschil met de ontvanger
Ontheven van bevoegdheid	11,67 %	33	18	13	13	2,10 %	Manifest ongegrond
Blijvend niet-akkoord	15,33 %	59	8	0	1	0,08 %	Vordering in rechte

In het overgrote deel van de onontvankelijke dossiers is er geen geschil met het Team Invordering en/of het Infocenter.

We stellen vast dat vele belastingschuldigen zich tot de FBD blijven richten vooraleer het probleem aan te kaarten bij de bevoegde invorderingsdienst (Team Invordering of doorgaans Infocenter).

In die gevallen vervult de FBD zijn rol van dienstverlener. Het verzoek wordt niet enkel onontvankelijk verklaard. Aan de verzoeker wordt ook steeds de weg gewezen naar de bevoegde invorderingsdienst.

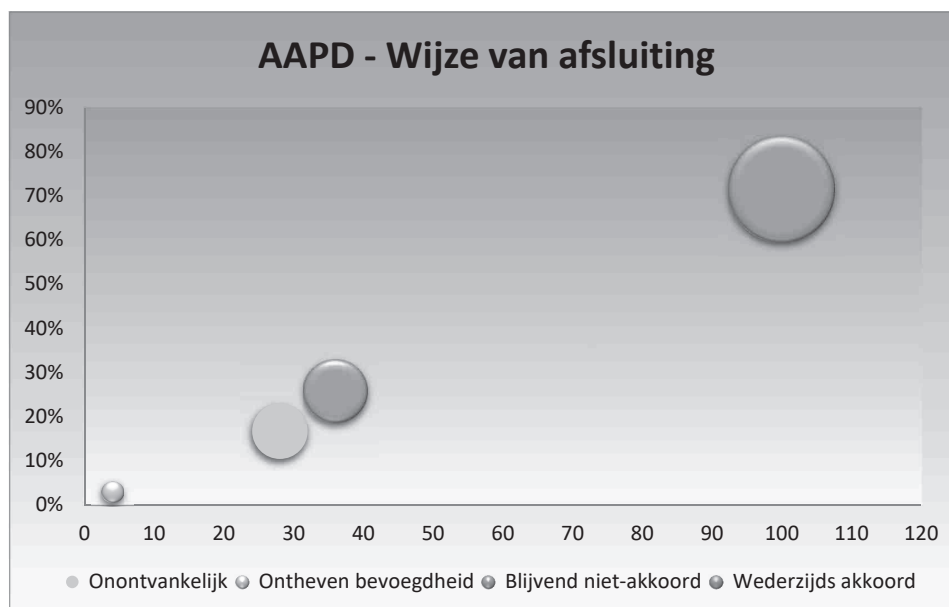


2.3. Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie

AAPD – Uitsplitsing van de afgesloten dossiers “Fiscale Bemiddeling”							
		Aantal afgesloten dossiers					
		168					
		Ontvankelijke aanvragen		Onontvankelijke aanvragen			
		140 (83,33 %)		28 (16,67 %)			
Type van beslissing		Nederlands	Frans	Nederlands	Frans		Reden
Wederzijds akkoord	71,43 %	45	55	5	5	35,71 %	FBD onbevoegd
				2	10	42,87 %	Geen blijvend geschil
Ontheven van bevoegdheid	2,86 %	3	1	0	3	10,71 %	Geen bezwaar ingediend
				3	0	10,71 %	PV van niet-akkoord reeds opgesteld
Blijvend niet-akkoord	25,71 %	6	30				

Het aantal onontvankelijke dossiers in deze materie blijft eerder beperkt.

De onontvankelijkheid is doorgaans te wijten aan het feit dat er geen blijvend geschil is of omdat de FBD onbevoegd is. De overdracht van de dienst van de belasting inzake registratie- en successierechten naar het Vlaamse Gewest zorgt er nog steeds voor dat de FBD zich in een aantal dossiers onbevoegd dient te verklaren.



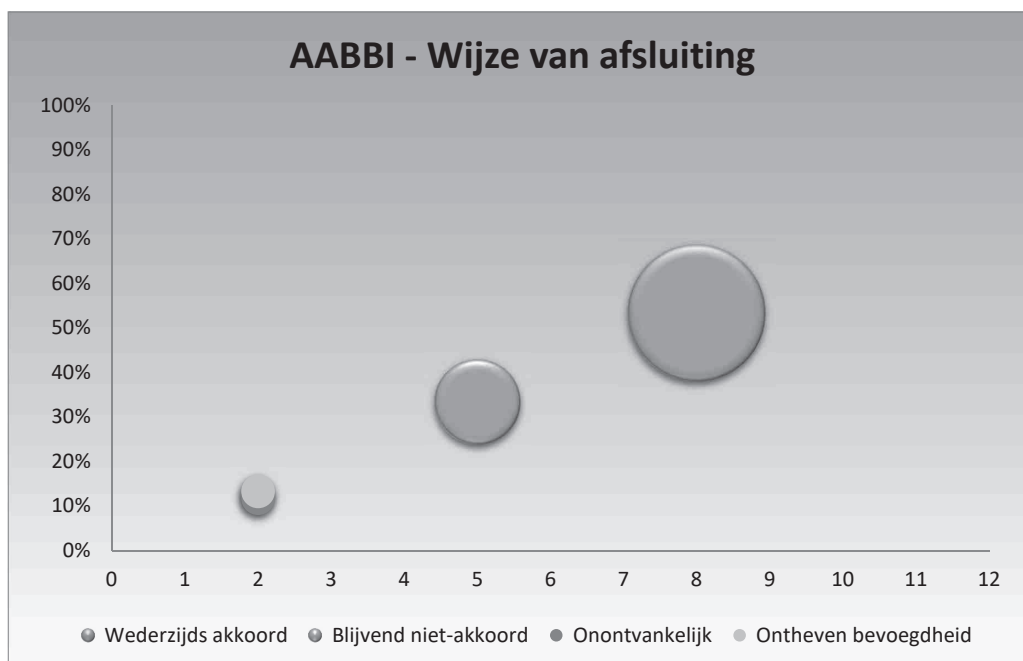
2.4. Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie

AABBI – Uitsplitsing van de afgesloten dossiers “Fiscale Bemiddeling”							
		Aantal afgesloten dossiers					
		17					
		Ontvankelijke aanvragen		Onontvankelijke aanvragen			
		15 (88,24 %)		2 (11,76 %)			
Type van beslissing		Nederlands	Frans	Nederlands	Frans		Reden
Wederzijds akkoord	53,34 %	0	8	2	0	100 %	Geen bezwaar ingediend
Ontheven van bevoegdheid	13,33 %	0	2				
Blijvend niet-akkoord	33,33 %	5	0				

De AABBI is belast met de gestructureerde strijd tegen de fraude voor alle belastingen, rechten en taksen waarvan de vestiging, de inning en de invordering aan de FOD Financiën zijn toevertrouwd.

Het betreft ter zake het onderzoeken van fraudedossiers met complexe materies en gevallen waarbij aanslagen vaak in moeilijke situaties worden gevestigd.

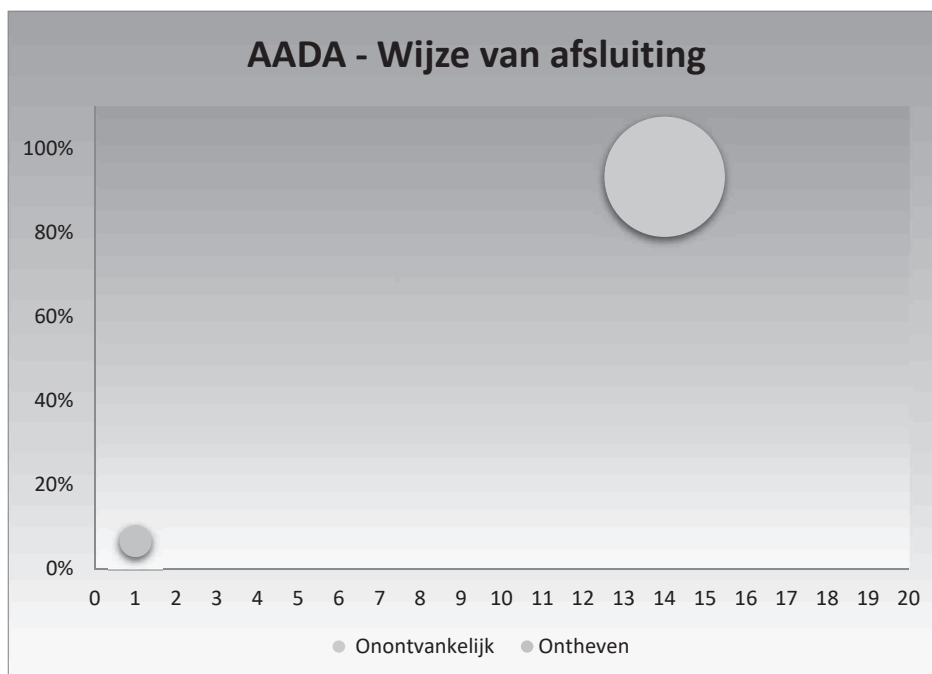
Het is dan ook niet ongewoon dat in deze situatie de tussenkomst van de bemiddeling zelden wordt gevraagd. Het is immers niet evident om in een vertrouwelijke sfeer in dergelijke (fraude)dossiers te bemiddelen tussen de BBI-ambtenaren en de betrokken belastingplichtigen.



2.5. Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen

AAD&A – Uitsplitsing van de afgesloten dossiers “Fiscale Bemiddeling”							
		Aantal afgesloten dossiers					
		15					
		Ontvankelijke aanvragen		Onontvankelijke aanvragen			
		1 (6,67 %)		14 (93,33 %)			
Type van beslissing		Nederlands	Frans	Nederlands + Duits	Frans		Reden
Wederzijds akkoord	0 %	0	0	1	11	85,71 %	FBD onbevoegd
Ontheven van bevoegdheid	100 %	1	0	0 + 1	1	14,29 %	Bezwaar reeds beslist
Blijvend niet-akkoord	0 %	0	0				

Zoals reeds toegelicht in de vorige jaarverslagen, is het toepassingsgebied van de fiscale bemiddeling inzake de douane- en accijnzen-materie wettelijk heel beperkt, wat het geringe aantal dossiers op dit vlak verklaart.



LIJST VAN DE GEBRUIKTE AFKORTINGEN

AABBI	Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie
AAD&A	Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen
AAFisc	Algemene Administratie van de Fiscaliteit
AAII	Algemene Administratie van de Inning en de Invordering
AAPD	Algemene Administratie Patrimoniumdocumentatie
AW D&A	Algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977
BFW	Bijzondere wet betreffende financiering van de Gemeenschappen en Gewesten
BIV	belasting op inverterstelling
BNI	belasting van niet-inwoners
BNI/nat. pers.	belasting van niet-inwoners betreffende natuurlijke personen
BNI/Ven	belasting van niet-inwoners betreffende vennootschappen
btw	belasting over de toegevoegde waarde
Btw-Wetboek	Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde
BV	bedrijfsvoorheffing
bv.	bijvoorbeeld
Cass.	Hof van Cassatie
Com.IB 92	commentaar op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992
cvoha aansprakelijkheid	coöperatieve vennootschap met onbeperkte hoofdelijke aansprakelijkheid
DBV	dubbelbelastingverdrag
enz.	en zo voort
EUR	Euro
FBD	Fiscale Bemiddelingsdienst
FOD	Federale Overheidsdienst
Ger. W	Gerechtelijk Wetboek
KB	het koninklijk besluit van ...

KB/WIB 92 Wetboek	het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het van de inkomstenbelastingen 1992
KI	Kadastraal inkomen
MB	Ministerieel besluit
OCMW	Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn
OV	onroerende voorheffing
PB	personenbelasting
PW	(van de) Programmawet van ...
RPB	rechtspersonenbelasting
RV	roerende voorheffing
VenB	vennootschapsbelasting
VIES	VAT Information Exchange System
vzw	vereniging zonder winstoogmerk
W	(van de) wet van ...
W.Reg.	Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten
W.Succ.	Wetboek der successierechten
W.Ven	Wetboek van Vennootschappen
WIGB belastingen	Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde
WIB 92	Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

BIJLAGEN

Bijlage 1

W 25 april 2007

MONITEUR BELGE — 08.05.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

25103

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
F. 2007 — 1848 [2007/201376]
25 AVRIL 2007. — Loi portant des dispositions diverses (IV) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Simplification administrative

CHAPITRE V. — Conciliation en matière fiscale

Section 1^{re}. — Le service de conciliation fiscale

Art. 116. § 1^{er}. Le service de conciliation fiscale examine les demandes de conciliation dont il est saisi dans le cadre du présent chapitre en toute objectivité, impartialité et indépendance et dans le respect de la loi; il tend à concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation.

Le service de conciliation fiscale refuse de traiter une demande de conciliation :

1^o si la demande est manifestement non fondée;

2^o si le demandeur n'a manifestement pas accompli de démarches auprès de l'autorité administrative compétente concernée en vue de concilier les points de vue.

L'introduction et l'examen d'une demande de conciliation n'ont aucun effet suspensif ni interruptif.

Les rapports de conciliation et les décisions relatives à la recevabilité ne sont susceptibles d'aucun recours administratif ou judiciaire.

§ 2. Le service de conciliation fiscale peut également adresser des recommandations au président du comité de direction du Service public fédéral Finances, notamment en ce qui concerne des actes ou des fonctionnements administratifs non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements.

§ 3. Dans l'exécution de ses missions, le service de conciliation fiscale peut :

1^o recueillir toutes les informations qu'il estime nécessaires;

2^o entendre toutes les personnes concernées;

3^o et effectuer toutes les constatations sur place.

§ 4. Le service de conciliation fiscale exerce ses missions prévues au présent chapitre sans préjudice des compétences des médiateurs fédéraux visées dans la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

§ 5. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

— crée le service dénommé « service de conciliation fiscale » auprès du Service public fédéral Finances et détermine ses modalités de fonctionnement;

— nomme, après avis du comité de direction, les dirigeants du service précité;

— détermine les modalités d'application du présent chapitre.

Section 2. — Modification du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
N. 2007 — 1848 [2007/201376]
25 APRIL 2007. — Wet houdende diverse bepalingen (IV) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Administratieve vereenvoudiging

HOOFDSTUK V. — Bemiddeling op fiscaal gebied

Afdeling 1. — De fiscale bemiddelingsdienst

Art. 116. § 1. De fiscale bemiddelingsdienst onderzoekt de hem in het raam van dit hoofdstuk voorgelegde aanvragen tot bemiddeling, in alle objectiviteit, onpartijdigheid en onafhankelijkheid en met inachtneming van de wet; hij streeft ernaar de standpunten van de partijen te verzoenen en zendt hen een bemiddelingsverslag.

De fiscale bemiddelingsdienst weigert een aanvraag tot bemiddeling te behandelen :

1^o indien de aanvraag duidelijk ongegrond is;

2^o indien de aanvrager duidelijk geen stappen bij de betrokken bevoegde administratieve overheid heeft ondernomen teneinde de standpunten met elkaar te verzoenen.

De indiening en het onderzoek van een aanvraag tot bemiddeling hebben geen enkele schorsende of stuitende werking.

Tegen de bemiddelingsverslagen en de beslissingen betreffende de ontvankelijkheid kan geen administratief of een gerechtelijk beroep worden ingesteld.

§ 2. De fiscale bemiddelingsdienst kan ook aanbevelingen richten aan de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, in het bijzonder met betrekking tot bestuurshandelingen of de bestuurlijke werking die in strijd zijn met de principes van behoorlijk bestuur en de wetten en verordeningen.

§ 3. In de uitvoering van zijn opdrachten kan de fiscale bemiddelingsdienst :

1^o alle inlichtingen inwinnen die hij nodig acht;

2^o alle betrokken personen horen;

3^o en ter plaatse alle vaststellingen doen.

§ 4. De fiscale bemiddelingsdienst oefent zijn in dit hoofdstuk omschreven opdracht uit zonder afbreuk te doen aan de bij de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen bedoelde bevoegdheden van de federale ombudsmannen.

§ 5. De Koning, bij een in een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

— richt de dienst met als naam « fiscale bemiddelingsdienst » op bij de Federale Overheidsdienst Financiën en bepaalt de werkingswijze ervan;

— benoemt, na advies van het directiecomité, de bestuurders van de bovenvermelde dienst;

— bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — Wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 117. Un article 84*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée :

« Art. 84*quater*. § 1^{er}. En cas de désaccord persistant relatif à la taxation portée devant le ministre des Finances ou le fonctionnaire délégué par lui, le redevable de la taxe peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

§ 2. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le redevable de la taxe a introduit au préalable une opposition à contrainte, lorsqu'une expertise a été requise en application de l'article 59, § 2, ou lorsqu'il a déjà été statué sur la contestation.

Lorsque le redevable de la taxe introduit une opposition à contrainte, lorsqu'une expertise en application de l'article 59, § 2, est requise ou lorsqu'il a déjà été statué sur la contestation, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence.

§ 3. Suite au rapport de conciliation, la décision administrative peut rectifier le montant de la dette fiscale pour autant qu'il n'en résulte pas d'exemption ou de modération d'impôt. Il n'est cependant pas permis d'exiger un supplément d'impôt. ».

Art. 118. Un article 85*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 85*ter*. En cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale, le redevable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Section 3. — Modification du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 119. Un article 376*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le Code des impôts sur les revenus 1992 :

« Art. 376*quinquies*. § 1^{er}. En cas de réclamation introduite auprès du directeur des contributions, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

§ 2. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le redevable a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation.

Lorsque le redevable a introduit une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Art. 120. Un article 399*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 399*bis*. En cas de conflit avec le receveur chargé du recouvrement de sa dette fiscale, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Art. 121. Un article 501*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 501*bis*. § 1^{er}. Si, au cours du traitement de la réclamation et après échange de vues, le désaccord persiste, le réclamant peut introduire, par l'intermédiaire de l'agent enquêteur, une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Lorsque le procès-verbal de désaccord, rédigé en vue de requérir la décision arbitrale visée au § 2 a été signifié au contribuable avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence.

Art. 117. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 84*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 84*quater*. § 1. Ingeval een blijvend meningsverschil over de taxatie gebracht wordt voor de minister van Financiën of de door hem gemachtigde ambtenaar, kan de schuldenaar van de belasting een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

§ 2. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk indien de schuldenaar van de belasting vooraf verzet heeft aangetekend tegen het dwangbevel, wanneer de deskundige schatting gevorderd werd met toepassing van artikel 59, § 2, of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over de betwisting.

Wanneer de schuldenaar van de belasting verzet aantekent tegen het dwangbevel, wanneer de deskundige schatting gevorderd is met toepassing van artikel 59, § 2, of wanneer over de betwisting uitspraak werd gedaan, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid.

§ 3. Ingevolge het bemiddelingsverslag kan de administratieve beslissing het bedrag van de fiscale schuld aanpassen, voor zover dit geen vrijstelling of vermindering van belasting inhoudt. Het is evenwel niet toegelaten een aanvullende belasting te vestigen. ».

Art. 118. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 85*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 85*ter*. In geval van betwisting met de ontvanger die belast is met de invordering van zijn fiscale schuld, kan de belastingschuldige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Afdeling 3. — Wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 119. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt een artikel 376*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 376*quinquies*. § 1. Ingeval een bezwaarschrift werd ingediend bij de directeur der belastingen, kan de belastingschuldige, evenals zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

§ 2. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk wanneer de belastingschuldige vooraf een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar.

Wanneer de belastingschuldige een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid. ».

Art. 120. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 399*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 399*bis*. In geval van betwisting met de ontvanger belast met de invordering van zijn fiscale schuld, kan de belastingschuldige, evenals zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Art. 121. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 501*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 501*bis*. — § 1. Indien in de loop van de behandeling van het bezwaar en na onderhandelingen de onenigheid blijft bestaan, kan de bezwaarindiener, via de tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar, een aanvraag om bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Wanneer het proces-verbaal van niet-akkoord, dat opgesteld is met het oog op het vorderen van de scheidsrechterlijke beslissing bedoeld in § 2 aan de belastingplichtige werd betekend vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid.

§ 2. Si, malgré la conciliation éventuelle, l'agent enquêteur et le réclamant ne peuvent s'accorder sur le montant du revenu cadastral à attribuer à l'immeuble, un procès-verbal de désaccord est dressé et l'agent enquêteur et le réclamant ont la faculté de requérir un arbitrage pour fixer le revenu cadastral en question. ».

Art. 122. Dans le même Code, le premier alinéa de l'article 502 est abrogé.

*Section 4. — Modification
du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

Art. 123. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les mots « 399bis, » sont insérés entre les mots « 398 » et « 409 ».

Section 5. — Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, au Code des droits de succession et au Code des droits et taxes divers

Sous-section 1^{re}. — Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 124. A l'article 219 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par l'article 66 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;

b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2^o les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Dans le cas où la difficulté concerne la valeur vénale d'un bien qui est soumis à l'expertise visée à l'article 189, la conciliation du service de conciliation fiscale ne peut plus être demandée ou se poursuivre à ce sujet dès lors que la demande d'expertise de contrôle est notifiée. Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits d'enregistrement pour lesquelles la conciliation du service de conciliation fiscale est exclue. »;

3^o dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 4, les mots « ou par le fonctionnaire délégué par lui » sont insérés entre les mots « Le ministre des Finances » et le mot « conclut ».

Sous-section 2. — Modifications du Code des droits de succession

Art. 125. A l'article 141 du Code des droits de succession, modifié par les articles 96 de la loi du 4 août 1986 et 73 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;

b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2^o les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

§ 2. Indien de onderzoekende ambtenaar en de bezwaarindieners, ondanks de eventuele bemiddeling, geen akkoord bereiken over het kadastraal inkomen dat aan het onroerend goed moet worden toegerekend, wordt een proces-verbaal van niet-akkoord opgesteld en hebben de onderzoekende ambtenaar en de bezwaarindieners de mogelijkheid een scheidsrechtelijke beslissing te vorderen teneinde het bedoelde kadastraal inkomen vast te stellen. ».

Art. 122. In hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid van artikel 502 opgeheven.

*Afdeling 4. — Wijziging van het Wetboek
van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 123. In artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de woorden « 399bis, » ingevoegd tussen de woorden « 398 » en de woorden « 409 ».

Afdeling 5. — Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, aan het Wetboek der successierechten en aan het Wetboek diverse rechten en taken

Onderafdeling 1. — Wijzigingen aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 124. In artikel 219 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen door artikel 66 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden :

a) na het woord « heffing » de woorden « of de invordering » ingevoegd;

b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de minister van Financiën » en het woord « opgelost »;

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen, met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Ingeval de moeilijkheid de verkoopwaarde betreft van een goed dat aan de in artikel 189 bedoelde schatting is onderworpen, kan de bemiddeling van de fiscale bemiddelingsdienst daarover niet meer gevraagd of worden voortgezet zodra de vordering tot controleschatting is ingesteld. De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de registratierechten bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. »;

3^o in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « of de door hem gedelegeerde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De minister van Financiën » en de woorden « gaat dadingen met de belastingplichtigen aan ».

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van het Wetboek der successierechten

Art. 125. In artikel 141 van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij de artikelen 96 van de wet van 4 augustus 1986 en 73 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden :

a) na het woord « heffing » de woorden « of de invordering » ingevoegd;

b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « komt de minister van Financiën » en het woord « toe »;

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Dans le cas où la difficulté concerne la valeur vénale d'un bien qui est soumis à l'expertise visée à l'article 111, la conciliation du service de conciliation fiscale ne peut plus être demandée ou se poursuivre à ce sujet dès lors que la demande d'expertise de contrôle est notifiée. Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits de succession pour lesquelles la conciliation du service de conciliation fiscale est exclue. »;

3° dans l'alinéa 2 qui devient l'alinéa 4, les mots « ou le fonctionnaire délégué par lui » sont insérés entre les mots « Le ministre des Finances » et le mot « conclut ».

Sous-section 3. — Modifications du Code des droits et taxes divers

Art. 126. A l'article 2024 du Code des droits et taxes divers, modifié par les articles 75 de la loi du 4 août 1986 et 83 de la loi du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er} :

a) les mots « ou au recouvrement » sont insérés après le mot « perception »;

b) les mots « ou au fonctionnaire délégué par lui » sont ajoutés après les mots « le ministre des Finances »;

2° les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Si après échanges de vues, le désaccord avec le ministre ou le fonctionnaire délégué par lui persiste sur une difficulté visée à l'alinéa 1^{er}, le contribuable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Le Roi peut déterminer les difficultés relatives à la perception et au recouvrement des droits et taxes divers pour lesquelles l'intervention du service de conciliation fiscale est exclue. ».

Section 6. — Modifications de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Art. 127. Il est inséré dans la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977, un nouveau chapitre XXIIIbis, comprenant les articles 219bis à 219quater et rédigé comme suit :

« Chapitre XXIIIbis. - Conciliation fiscale ».

Art. 128. Un article 219bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219bis. Toute personne qui, conformément aux dispositions des articles 211 à 219, exerce régulièrement un recours administratif contre une décision peut introduire une demande de conciliation concernant cette décision auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV). ».

Art. 129. Un article 219ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219ter. La demande de conciliation est irrecevable lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise, en application de l'article 219, sur le recours administratif, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Lorsque le requérant a introduit au préalable une action auprès du tribunal de première instance ou lorsqu'une décision a été prise, en application de l'article 219, sur le recours administratif, avant la notification du rapport de conciliation, le service de conciliation fiscale est déchargé de sa compétence. ».

Art. 130. Un article 219quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 219quater. — L'introduction d'une demande de conciliation ne suspend pas l'exécution de la décision contestée. ».

Section 7. — Disposition commune

Art. 131. Le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent chapitre.

Ingeval de moeilijkheid de verkoopwaarde betreft van een goed dat aan de in artikel 111 bedoelde schatting is onderworpen, kan de bemiddeling van de fiscale bemiddelingsdienst daarover niet meer gevraagd of voortgezet worden van zodra de vordering tot controle-schatting is ingesteld. De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de successierechten bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. »;

3° in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « De minister van Financiën » en de woorden « gaat de transacties met de belastingplichtigen aan ».

Onderafdeling 3. — Wijzigingen van het Wetboek diverse rechten en taksen

Art. 126. In artikel 2024 van het Wetboek diverse rechten en taksen, gewijzigd bij artikelen 75 van de wet van 4 augustus 1986 en 83 van de wet van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden :

a) de woorden « het innen » vervangen door de woorden « de heffing of de invordering »;

b) de woorden « of de door hem gemachtigde ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « de minister van Financiën » en het woord « opgelost »;

2° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Indien, na onderhandelingen met de minister of met de door hem gemachtigde ambtenaar geen akkoord wordt bereikt over een moeilijkheid als bedoeld in het eerste lid, kan de belastingplichtige een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

De Koning kan bepalen voor welke moeilijkheden in verband met de heffing en invordering van de diverse rechten en taksen bemiddeling door de fiscale bemiddelingsdienst is uitgesloten. ».

Afdeling 6. — Wijzigingen van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977

Art. 127. In de Algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977 wordt een nieuw hoofdstuk XXIIIbis ingevoegd, dat de artikelen 219bis tot 219quater omvat, luidende :

« Hoofdstuk XXIIIbis. - Fiscale bemiddeling ».

Art. 128. In dezelfde wet wordt een artikel 219bis ingevoegd, luidende :

« Art. 219bis. Iedere persoon die, overeenkomstig de artikelen 211 tot en met 219, een regelmatig administratief beroep tegen een beschikking instelt, kan een aanvraag tot bemiddeling betreffende die beschikking indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV). ».

Art. 129. In dezelfde wet wordt een artikel 219ter ingevoegd, luidende :

« Art. 219ter. De aanvraag tot bemiddeling is onontvankelijk wanneer de aanvrager vooraf een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 een beslissing werd getroffen.

Wanneer de belastingsschuldige een vordering bij de rechtbank van eerste aanleg heeft ingesteld of wanneer over het administratief beroep bij toepassing van artikel 219 een beslissing werd getroffen, vóór de kennisgeving van het bemiddelingsverslag, is de fiscale bemiddelingsdienst ontheven van zijn bevoegdheid. ».

Art. 130. In dezelfde wet wordt een artikel 219quater ingevoegd, luidende :

« Art. 219quater. — De aanvraag tot bemiddeling schort de tenuitvoerlegging van de aangevochten beschikking niet. ».

Afdeling 7. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 131. De bepalingen van dit hoofdstuk treden in werking op de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad, te bepalen datum.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,

D. REYNERS

La Vice-Première Ministre

et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,

M. VERWILGHEN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

La Ministre des Classes moyennes,

Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Intégration sociale,

C. DUPONT

Le Ministre de la Mobilité,

R. LANDUYT

Le Ministre de l'Environnement,

B. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

Le Secrétaire d'Etat pour la Modernisation des Finances

et la Lutte contre la Fraude fiscale,

H. JAMAR

Le Secrétaire d'Etat pour la Simplification administrative,

V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,

D. REYNERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting

en Consumentenzaken,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

De Minister van Economie en Energie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Middenstand,

Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,

C. DUPONT

De Minister van Mobiliteit,

R. LANDUYT

De Minister van Leefmilieu,

B. TOBBACK

De Minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

De Staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën

en de Strijd tegen de Fiscale Fraude,

H. JAMAR

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,

V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

MONITEUR BELGE — 08.05.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

25151

Note

(1) Documents de la Chambre des représentants :
51-2873 - 2006/2007 :
001 : Projet de loi.
002 : Amendements.
003 : Addendum.
004 à 008 : Amendements.
009 : Addendum.
010 à 013 : Rapports.
014 : Amendements.
015 : Rapport.
016 : Amendements.
017 : Avis du Conseil d'Etat.
018 à 021 : Rapports.
022 : Texte adopté par les commissions.
023 : Amendements.
024 : Rapport complémentaire.
025 : Texte adopté par les commissions.
026 : Amendements.
027 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Nota

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
51-2873 - 2006/2007 :
001 : Wetsontwerp.
002 : Amendementen.
003 : Addendum.
004 tot 008 : Amendementen.
009 : Addendum.
010 tot 013 : Verslagen.
014 : Amendementen.
015 : Verslag.
016 : Amendementen.
017 : Advies van de Raad van State.
018 tot 021 : Verslagen.
022 : Tekst aangenomen door de commissies.
023 : Amendementen.
024 : Aanvullend verslag.
025 : Tekst aangenomen door de commissies.
026 : Amendementen.
027 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Compte rendu intégral : 15 mars 2007.
Documents du Sénat :
3-2121 - 2006/2007 :
N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
N° 2 : Amendements.
N°s 3 à 6 : Rapports.
N° 7 : Décision de ne pas amender.
Annales du Sénat : 12 avril 2007.

Integraal verslag : 15 maart 2007.
Stukken van de Senaat :
3-2121 - 2006/2007 :
Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.
Nr. 2 : Amendementen.
Nrs. 3 tot 6 : Verslagen.
Nr. 7 : Beslissing om niet te amenderen.
Handelingen van de Senaat : 12 april 2007.

Bijlage 2

KB 9 mei 2007

27944

MONITEUR BELGE — 24.05.2007 — BELGISCH STAATSBAD

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2110

[C — 2007/03250]

9 MAI 2007. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), notamment les articles 116, § 5 et 131;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2007,

Vu l'accord de notre Ministre de la Fonction publique du 25 janvier 2007;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget du 26 janvier 2007;

Vu le protocole de négociations du 18 avril 2007 du Comité Secteur II Finances;

Vu l'avis n° 42.589/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, et de Notre Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Création du service de conciliation fiscale et désignation de ses membres*

Article 1^{er}. Un service de conciliation fiscale, ci-après appelé « le service », est créé au sein du Service public fédéral Finances et placé sous la direction d'un collège composé d'au moins trois et d'au plus cinq membres, ci-après appelés « conciliateurs fiscaux ».

Le Ministre des Finances désigne le Président parmi les membres du collège.

Ce collège se compose d'un nombre égal de membres appartenant respectivement aux rôles linguistiques français et néerlandais, le Président éventuellement excepté.

Art. 2. Les conciliateurs fiscaux sont désignés, après un appel aux candidats effectué sur base de la description de fonction et du profil de compétence joints en annexe.

Les conciliateurs fiscaux sont désignés pour une période de cinq ans, cette désignation est renouvelable.

Ils exercent leur mandat à plein temps.

La première composition du collège se fera exclusivement avec des agents de niveau 1 (A) du Service public fédéral des Finances.

Art. 3. Le Roi peut, après avis du comité de direction, mettre fin au mandat des conciliateurs fiscaux par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

- 1) à leur demande;
- 2) pour des motifs graves.

Le mandat prend fin de plein droit lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans.

Art. 4. Le service est composé d'au moins vingt membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau A ou B et d'au moins trois membres du personnel, titulaires d'un emploi de niveau C.

En vue de la désignation de ces membres du personnel, un appel aux candidats est lancé dans toutes les administrations et services du Service public fédéral Finances.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2007 — 2110

[C — 2007/03250]

9 MEI 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), inzonderheid op de artikelen 116, § 5 en 131;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenaren-zaken van 25 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 26 januari 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 18 april 2007 van het Sectorcomité II-Financiën;

Gelet op het advies nr 42.589/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, en van Onze Staatssecretaris voor de Modernisering van Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting van de fiscale bemiddelingsdienst en aanwijzing van zijn leden*

Artikel 1. Bij de federale Overheidsdienst Financiën wordt een fiscale bemiddelingsdienst, hierna « de dienst » genoemd, opgericht en onder de leiding geplaatst van een college samengesteld uit ten minste drie en ten hoogste vijf leden, hierna « fiscaal bemiddelaars » genoemd.

De Minister van Financiën wijst onder de leden van het college een Voorzitter aan.

Dit college, eventueel met uitzondering van de Voorzitter, is samengesteld uit een gelijk aantal leden die respectievelijk behoren tot de Nederlandse en de Franse taalrol.

Art. 2. De fiscaal bemiddelaars worden aangeduid, na een oproep tot kandidaatstelling op basis van de functiebeschrijving en het competentieprofiel in bijlage.

De fiscaal bemiddelaars worden aangeduid voor een termijn van vijf jaar, deze aanduiding is hernieuwbaar.

Zij oefenen hun mandaat voltijds uit.

De eerste samenstelling van het college zal uitsluitend bestaan uit ambtenaren van niveau 1 (A) van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Art. 3. De Koning kan, na advies van het directiecomité, bij in Ministerraad overlegd besluit een einde maken aan het mandaat van de fiscaal bemiddelaars :

- 1) op hun verzoek;
- 2) om ernstige redenen.

Het mandaat eindigt van rechtswege wanneer zij de leeftijd van 65 jaar bereiken.

Art. 4. De dienst is samengesteld uit ten minste twintig personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau A of B en ten minste drie personeelsleden die titularis zijn van een betrekking van niveau C.

Met het oog op de aanduiding van deze personeelsleden wordt in al de administraties en diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën een oproep tot de kandidaten gericht.

Pour pouvoir être désignés, les candidats doivent obtenir une mention favorable à la fin d'une procédure de sélection établie sur base d'une description de la fonction et d'un profil de compétences.

Cette procédure de sélection est fixée par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances désigne les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, parmi la liste des candidats retenus sur base de la procédure de sélection susvisée, sur proposition des conciliateurs fiscaux.

Cette désignation est valable pour cinq ans. Elle est renouvelable. A la demande des conciliateurs fiscaux, ou à la demande du membre du personnel, il peut être dérogé à cette durée dans des circonstances exceptionnelles, par décision dûment motivée du Ministre des Finances.

Une mutation, un changement de grade, un changement de classe de métiers ou une promotion dans l'administration d'origine ne peut être considérée comme une circonstance exceptionnelle visée à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les membres du personnel du Service public fédéral Finances, visés aux articles 2 et 4, sont mis à disposition du service et gardent dans leur administration d'origine leur droits à la promotion, au changement de grade, au changement de classe de métiers et à la mutation.

CHAPITRE II. — Fonctionnement du service de conciliation fiscale

Art. 6. Dans les limites de leurs attributions, les conciliateurs fiscaux ne reçoivent d'instructions d'aucune autorité.

Sauf le cas de faute grave, ils ne peuvent être relevés de leur charge, en raison d'actes qu'ils accomplissent dans le cadre de leurs fonctions.

Art. 7. Les conciliateurs fiscaux arrêtent un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par le Ministre des Finances et publié au *Moniteur belge*.

Art. 8. Sans préjudice des délégations qu'ils s'accordent par décision collégiale, les conciliateurs fiscaux agissent en tant que collège.

Les décisions sont adoptées à la majorité du quorum des membres du collège, chaque membre ayant une voix et le quorum étant déterminé par le règlement d'ordre intérieur. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Art. 9. Toute personne intéressée peut introduire une demande de conciliation soit par écrit, par télécopie ou par courrier électronique soit oralement lors des permanences organisées par le service.

Art. 10. Les demandes de conciliation font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

Lorsque la demande de conciliation est introduite oralement, elle est consignée par le service. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'accusé de réception est délivré immédiatement.

Art. 11. Le service informe le demandeur au plus tard dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande de conciliation de sa décision de traiter ou non cette demande ou de la transmission de celle-ci à un autre médiateur. Le refus de traiter une demande de conciliation est motivé.

Le service informe le service fiscal concerné de la demande de conciliation qu'il compte instruire.

Art. 12. Le rapport de conciliation est notifié au demandeur et au service fiscal concerné.

Art. 13. Le service adresse annuellement, au plus tard le 31 mars, un rapport de ses activités au Ministre des Finances par l'intermédiaire du Président du SPF Finances. Ces rapports peuvent contenir des recommandations jugées utiles que le service a déjà adressées au Président du SPF Finances et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des demandeurs et des membres du personnel du SPF Finances ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par le Ministre des Finances.

Om te kunnen worden aangeduid, moeten de kandidaten een gunstige vermelding bekomen aan het einde van een selectieprocedure op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel.

Deze selectieprocedure wordt vastgesteld door de Minister van Financiën.

Uit de lijst van de op basis van voormelde selectieprocedure weerhouden kandidaten, duidt de Minister van Financiën de personeelsleden aan bedoeld in het eerste lid, op voordracht van de fiscaal bemiddelaars.

De aanduiding geldt voor vijf jaar. Zij is hernieuwbaar. Op verzoek van de fiscaal bemiddelaars, of op verzoek van het personeelslid kan, in uitzonderlijke omstandigheden van deze duur worden afgeweken bij behoorlijk gemotiveerde beslissing van de Minister van Financiën.

Een mutatie, een verandering van graad, een verandering van vakklasse of een bevordering in de administratie van oorsprong kan evenwel niet worden beschouwd als een uitzonderlijke omstandigheid bedoeld in het vorige lid.

Art. 5. De personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën, bedoeld in de artikelen 2 en 4, worden ter beschikking gesteld van de dienst en behouden in hun administratie van oorsprong hun rechten op bevordering, verandering van vakklasse, verandering van graad en op mutatie.

HOOFDSTUK II. — Werking van de fiscale bemiddelingsdienst

Art. 6. Binnen de grenzen van hun bevoegdheid, ontvangen de fiscaal bemiddelaars van geen enkele overheid instructies.

Behoudens in geval van zware fout, kunnen zij niet van hun ambt worden ontheven wegens daden die zij stellen in het raam van hun ambtsvervulling.

Art. 7. De fiscaal bemiddelaars stellen een reglement van interne orde op. Dit reglement wordt goedgekeurd door de Minister van Financiën en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Onverminderd de delegaties die de ze elkaar bij collegiale beslissing verlenen, treden de fiscaal bemiddelaars op als college.

De beslissingen worden genomen door een meerderheid van het quorum van de leden van het college, elk lid beschikkend over één stem en het quorum zoals bepaald door het reglement van interne orde. In geval van pariteit van stemmen, is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Art. 9. Iedere belanghebbende kan een aanvraag tot bemiddeling indienen ofwel schriftelijk, per fax of per e-mail ofwel mondeling tijdens de permanentie georganiseerd door de dienst.

Art. 10. De aanvragen tot bemiddeling maken het voorwerp uit van een ontvangstbewijs uitgereikt aan de aanvrager binnen een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

Wanneer de bemiddeling mondeling aangevraagd wordt, wordt zij op papier gezet door de dienst. In afwijking van het eerste lid wordt het ontvangstbewijs onmiddellijk uitgereikt.

Art. 11. De dienst deelt de aanvrager ten laatste binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag tot bemiddeling haar beslissing mee om deze aanvraag al dan niet te behandelen of ze aan een andere ombudsman door te zenden. De weigering om een klacht te behandelen wordt gemotiveerd.

De dienst fiscaal bemiddelaar stelt de betrokken fiscale dienst in kennis van de aanvraag tot bemiddeling die zij voornemens is te behandelen.

Art. 12. Het bemiddelingsverslag wordt aan de aanvrager en de betrokken fiscale dienst ter kennis gebracht.

Art. 13. Elk jaar en uiterlijk op 31 maart richt de dienst een verslag over haar activiteiten aan de Minister van Financiën door tussenkomst van de voorzitter van de FOD Financiën. Deze verslagen kunnen nuttig geachte aanbevelingen bevatten die de dienst heeft gericht aan de voorzitter van de FOD Financiën en vermelden de eventuele moeilijkheden die ze ondervindt bij de uitoefening van haar ambt.

De identiteit van de aanvrager en van de personeelsleden van de FOD Financiën mag niet worden vermeld in deze verslagen.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Minister van Financiën.

Art. 14. Les dispositions du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} mai 2007.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6^e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur Belge*.

Art. 15. Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNERS

Le Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances
et à la Lutte contre la fraude fiscale,
H. JAMAR

Annexe à l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

Description de la fonction et du profil de compétences
des membres du Collège du service de conciliation fiscale
Objectifs de la fonction et du service de conciliation fiscale

Le service de conciliation fiscale examine les demandes de conciliation dont il est saisi dans le cadre de la présente loi en toute objectivité, impartialité et en toute indépendance et ce dans le respect de la loi; il tend à concilier les points de vue des parties et leur adresse un rapport de conciliation. Le service de conciliation fiscale peut également adresser des recommandations au Président du SPF Finances dont il dépend, notamment en ce qui concerne des actes ou des fonctionnements administratifs non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements.

Il sera dirigé par un collège et travaillera en toute indépendance hiérarchique aussi bien pour l'établissement des rapports de conciliation en matière fiscale (impôts des personnes physiques, impôts des sociétés, D&A, TVA, droit d'enregistrement, cadastre,...) que pour la formulation de recommandation au Président du SPF Finances.

Contexte de la fonction

Les membres du Collège du service de conciliation fiscale gèrent une équipe de collaborateurs d'au moins 23 personnes. Les membres du Collège sont désignés pour une période de 5 ans (renouvelable).

Outre l'expertise fiscale qu'ils possèdent et qu'ils veilleront à actualiser, ils participeront pleinement à la création du service, la sélection du personnel, la gestion quotidienne et la réalisation des objectifs du service de conciliation fiscale. Ils veilleront à identifier les facteurs clés de succès pour garantir le fonctionnement optimal du service.

Missions, résultats et responsabilités

Les membres du Collège auront pour principales missions, résultats et responsabilités, les points suivants :

- Atteindre les objectifs déterminés de manière efficace et efficiente
- Diriger, motiver, évaluer et développer les collaborateurs directs

— Rédiger un rapport de manière autonome sur les dossiers soumis à la procédure de conciliation

— Gérer et organiser le travail de manière à ce que les rapports de conciliation soient rendus dans les plus brefs délais

— Rédiger annuellement un rapport de ses activités

— Formuler des recommandations au Président du SPF Finances en ce qui concerne des points non conformes aux principes de bonne administration et aux lois et règlements

Art. 14. De bepalingen van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) en dit besluit treden in werking op 1 mei 2007.

In afwijking van het vorige lid kan de aanvraag tot bemiddeling slechts worden ingediend, met ingang van de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. Onze Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Staatssecretaris voor de Modernisering van Financiën
en de Strijd tegen de fiscale fraude,
H. JAMAR

Bijlage bij het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

Beschrijving van de functie en het competentieprofiel

van de leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst

Doelstellingen van de functie en van de fiscale bemiddelingsdienst

De fiscale bemiddelingsdienst onderzoekt in alle objectiviteit, onpartijdig, volledig, onafhankelijk en met inachtneming van de wet, de bemiddelingsverzoeken die aan de dienst worden voorgelegd in het kader van de onderhavige wet; hij streeft ernaar de standpunten van de partijen te verzoenen en stuurt hen een bemiddelingsverslag. De fiscale bemiddelingsdienst kan eveneens aanbevelingen doen aan de Voorzitter van de FOD Financiën, waarvan de dienst afhangt, met name wat betreft bestuurshandelingen of de werking van de Administratie die niet conform de beginselen van behoorlijk bestuur en de wetten en reglementen zijn.

De dienst zal worden geleid door een college en zal volledig onafhankelijk van de hiërarchie werken, zowel voor het opstellen van de bemiddelingsverslagen inzake belastingen (personenbelasting, vennootschapsbelasting, D&A, BTW, registratierechten, kadaster,...) als voor het formuleren van aanbevelingen aan de Voorzitter van de FOD Financiën.

Context van de functie

De leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst beheren een team medewerkers bestaande uit ten minste 23 personen. De leden van het College worden aangewezen voor een periode van vijf jaar (verlengbaar).

Zij dienen de fiscale expertise waarover zij beschikken, up-to-date te houden. Daarnaast zullen zij volop meewerken aan de oprichting van de dienst, de selectie van het personeel, het dagelijks beheer en de verwezenlijking van de doelstellingen van de fiscale bemiddelingsdienst. Zij zullen ervoor zorgen de sleutelsuccesfactoren te bepalen om de optimale werking van de dienst te garanderen.

Opdrachten, resultaten en verantwoordelijkheden

De voornaamste opdrachten, resultaten en verantwoordelijkheden van de leden van het College zijn :

— De vastgelegde doelstellingen doelmatig en efficiënt bereiken

— De directe medewerkers leiden, motiveren, evalueren en tot ontplooiing laten komen

— Autonom een verslag opstellen over de dossiers die aan de bemiddelingsprocedure worden onderworpen

— Het werk zodanig beheren en organiseren dat de bemiddelingsverslagen zo snel mogelijk worden afgeleverd

— Jaarlijks een activiteitenverslag opstellen

— Aanbevelingen doen aan de Voorzitter van de FOD Financiën wat betreft punten die niet conform de beginselen van behoorlijk bestuur en de wetten en reglementen zijn

- Prendre les dispositions nécessaires afin de garantir un traitement approprié des demandes
- Assurer une gestion performante de la connaissance pour toutes les matières relevant de leur compétence
- Créer, organiser et développer les interactions avec les autres services, piliers et entités du SPF Finances
- Collaborer au développement et à l'organisation d'une politique active de communication envers les citoyens, notamment par l'organisation de permanences
- Etablir les synergies et la coopération avec les institutions nationales et ou internationales (UE, OCDE,...), les SPF (Economie, Affaires étrangères, Emploi,...) et tous les services des Finances qui intéressent le service de conciliation fiscale

- Assurer un service de qualité pour tous les citoyens et opérateurs économiques
- Collaborer avec les différents responsables (N-1, N-2, DG,...) et experts du SPF Finances dans le but de traiter les dossiers soumis.

Compétences

Compétences techniques et spécifiques de la fonction

- Diplôme de 2^e cycle de l'enseignement universitaire ou de niveau universitaire ou titulaire d'un grade de niveau 1 (A)
- Avoir 5 ans d'expérience en matière fiscale
- Avoir une expérience approfondie dans le traitement juridique et pratique de dossiers complexes au niveau fiscal
- Savoir également négocier au niveau social et économique
- Connaissance approfondie de la législation fiscale belge
- Connaissance des principes de base de la fiscalité européenne et internationale

- Connaissance du fonctionnement et de la structure des services publics fédéraux
- Savoir fonctionner dans un environnement multilingue
- Compétences génériques et managériales
- Avoir le sens des responsabilités et être proactif
- Etre capable d'analyser des données de façon critique et d'évaluer l'information
- Etre capable de développer une vision et d'intégrer des données de divers contenus, de générer des solutions alternatives et d'élaborer des conclusions cohérentes
- Avoir de l'impact, être capable de mener un processus de conciliation
- Faire preuve de pensée novatrice, créative et flexible
- Etre capable de définir et de réaliser des objectifs de façon proactive
- Etre capable de travailler en équipe au sein du Collège
- Savoir encadrer, motiver et développer ses collaborateurs
- Etre capable de diriger des équipes
- Etre en mesure de collaborer et de travailler au sein d'un réseau
- Très bons sens de l'écoute
- Très bons sens de la communication écrite et verbale
- Etre orienté citoyen, client et résultat
- Etre loyal et intègre

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNERS

Le Secrétaire d'Etat à la Modernisation des Finances
et à la Lutte contre la fraude fiscale,
H. JAMAR

- De nodige schikkingen treffen om een gepaste verwerking van de aanvragen te waarborgen
- De kennis inzake alle materies die tot hun bevoegdheid behoren, performant beheren
- De interacties met de andere diensten, pijlers en entiteiten van de FOD Financiën op stapel zetten, organiseren en ontwikkelen
- Meewerken aan de ontwikkeling en organisatie van een actief communicatiebeleid ten aanzien van de burgers, met name door de organisatie van een permanentie
- De synergieën en de samenwerking op touw zetten met de nationale en/of internationale instellingen (EU, OESO,...), de FODs (Economie, Buitenlandse Zaken, Werkgelegenheid,...) en met alle diensten van Financiën die van belang zijn voor de fiscale bemiddelingsdienst

- Zorgen voor een kwaliteitsvolle dienstverlening aan alle burgers en deelnemers aan het economische leven
- Samenwerken met de verschillende functionarissen (N-1, N-2, DG,...) en experts van de FOD Financiën met het oog op de behandeling van de voorgelegde dossiers.

Competenties

Technische en specifieke competenties van de functie

- Diploma van de 2e cyclus van het universitair onderwijs of van universitair niveau of bekleed zijn met een graad van niveau 1 (A)
- 5 jaar ervaring hebben in fiscale aangelegenheden
- Grondige ervaring hebben in de juridische en praktische behandeling van complexe dossiers op fiscaal vlak
- Ook op sociaal en economisch vlak kunnen onderhandelen
- Grondige kennis van de Belgische fiscale wetgeving
- Kennis van de grondbeginselen van de Europese en internationale fiscaliteit

- Kennis van de werking en de structuur van de federale overheidsdiensten
- Kunnen functioneren in een meertalige omgeving
- Algemene en managementcompetenties
- Verantwoordelijkheidszin hebben en proactief zijn
- Gegevens op kritische wijze kunnen analyseren en informatie kunnen beoordelen
- Een visie kunnen ontwikkelen en inhoudelijk verschillende gegevens kunnen integreren, alternatieve oplossingen kunnen bedenken en coherente conclusies kunnen uitwerken
- Invloed uitoefenen, een bemiddelingsproces kunnen leiden
- Blijk geven van innovatief, creatief en flexibel denken
- Doelstellingen proactief kunnen definiëren en verwezenlijken
- In team kunnen werken binnen het College
- Zijn medewerkers kunnen begeleiden, motiveren en tot ont-plooiing laten komen
- Teams kunnen leiden
- In staat zijn om samen te werken en binnen een netwerk te werken
- Een zeer goede luistervaardigheid bezitten
- Uitmendend kunnen communiceren, zowel schriftelijk als mondeling
- Burger-, klant- en resultaatgericht zijn
- Loyaal en integer zijn

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNERS

De Staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën
en de Strijd tegen de fiscale fraude,
H. JAMAR

Bijlage 3

MB 16 mei 2007

MONITEUR BELGE — 15.06.2007 — Ed. 3 — BELGISCH STAATSBAD

32649

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 2468 [C — 2007/03315]

16 MAI 2007. — Arrêté ministériel fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale

Le Ministre des Finances,

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;
Vu l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Vu le protocole des négociations du 18 avril 2007 du Comité de secteur II Finances;

Vu l'avis n° 42.586/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les candidats à une fonction au sein du service de conciliation fiscale doivent avoir les compétences et les aptitudes fixées dans la description de fonction et le profil de compétences afférents à cette fonction.

§ 2 La description de fonction et le profil de compétences afférents à la fonction à conférer au sein du service de conciliation fiscale sont déterminés par les conciliateurs fiscaux en collaboration avec le Service d'encadrement Personnel et Organisation.

Art. 2. Une commission de sélection est constituée. Elle se compose de :

— par rôle linguistique, un membre du collège chargé de la direction du service de conciliation fiscale;

— par rôle linguistique, un titulaire d'une fonction de management –1 ou d'une fonction de management –2 d'une entité fiscale;

— par rôle linguistique, un membre du personnel du Service d'encadrement Personnel et Organisation désigné par le Directeur du Service d'encadrement Personnel et Organisation.

La commission de sélection ne peut valablement procéder à l'audition des candidats et à la délibération que pour autant que la majorité des membres soit présente et que deux d'entre eux au moins soient du rôle linguistique du candidat.

Art. 3. La procédure de sélection contient les étapes suivantes :

1° un appel aux candidats est effectué au moyen d'un mode de publicité adéquat;

2° sur base des dossiers introduits (curriculum vitae standardisés) une épreuve orale devant la commission susmentionnée est organisée.

Cette partie a pour but d'évaluer les compétences spécifiques à la fonction de chaque candidat, énumérées dans la description de fonction et le profil de compétences correspondant et de donner à chacun des candidats une des mentions suivantes : « favorable » ou « défavorable ».

Les candidats qui ont obtenu la mention « favorable » sont classés.

3° Les candidats sont informés de la mention et, le cas échéant, du classement qui leur a été attribué.

4° La liste des candidats ayant obtenu la mention « favorable » et leur classement, sont communiqués aux conciliateurs fiscaux ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 2468 [C — 2007/03315]

16 MEI 2007. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de fiscale bemiddelingsdienst

De Minister van Financien,

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financien, gegeven op 22 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 25 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van van 18 april 2007 het Sectorcomité II-Financien;

Gelet op het advies nr. 42.586/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluit :

Artikel 1. § 1. De kandidaten voor een functie binnen de fiscale bemiddelingsdienst moeten de competenties en de bekwaamheden hebben zoals die zijn vastgelegd in de functiebeschrijving en het competentieprofiel betreffende deze functie.

§ 2 De functiebeschrijving en het competentieprofiel betreffende de functie die binnen de fiscale bemiddelingsdienst te bevestigen is, wordt bepaald door de fiscaal bemiddelaars, in samenwerking met de Stafdienst Personeel en Organisatie.

Art. 2. Een selectiecommissie wordt opgericht. Zij is samengesteld uit :

— per taalrol, een lid van het college belast met de leiding van de fiscale bemiddelingsdienst;

— per taalrol, een houder van de managementfunctie –1 of van een managementfunctie –2 van een fiscale entiteit;

— per taalrol, een personeelslid van de Stafdienst Personeel en Organisatie aangeduid door de Directeur van de Stafdienst Personeel en Organisatie.

De selectiecommissie kan slechts op geldige wijze overgaan tot het horen van de kandidaten en tot de deliberatie voor zover de meerderheid van de leden aanwezig is en minstens twee van de leden tot de taalrol van de kandidaat behoren.

Art. 3. De selectieprocedure bestaat uit de volgende stappen :

1° een oproep tot de kandidaten door middel van een gepast publiciteitsmiddel;

2° op basis van de ingediende dossiers (gestandaardiseerd curriculum vitae) wordt een mondelinge proef georganiseerd door de bovengenoemde commissie.

Dit gedeelte heeft tot doel de functiespecifieke competenties van elke kandidaat, opgesomd in de desbetreffende functiebeschrijving en competentieprofiel, te evalueren en aan elke kandidaat één van de volgende vermeldingen toe te kennen : « gunstig » of « ongunstig ».

De kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben bekomen, worden gerangschikt.

3° De kandidaten worden ingelicht over de vermelding evenals, in voorkomend geval, over de rangschikking die hen is toegekend.

4° De lijst met kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben bekomen en hun rangschikking, worden meegedeeld aan de fiscaal bemiddelaars.

Art. 4. § 1^{er} Lorsqu'une désignation doit avoir lieu, il est fait appel, par priorité, aux candidats ayant obtenu la mention « favorable » lors d'une sélection antérieure.

§ 2 Une nouvelle sélection ne sera organisée qu'en l'absence de candidat ayant obtenu la mention « favorable » lors d'une sélection antérieure et, au moins, tous les cinq ans.

Art. 5. Cet arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Bruxelles, le 16 mai 2007.

D. REYNERS

Art. 4. § 1 Wanneer een nieuwe aanduiding dient te gebeuren, wordt er bij voorrang beroep gedaan op de kandidaten die de vermelding « gunstig » hebben verkregen tijdens een voorafgaande selectie.

§ 2 Er wordt slechts een nieuwe selectie georganiseerd bij gebrek aan kandidaten die tijdens een voorafgaande selectie de vermelding « gunstig » hebben gekregen en ten minste elke vijf jaar.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Brussel, 16 mei 2007.

D. REYNERS

Bijlage 4

Reglement van interne orde

BELGISCH STAATSBLADE — 07.05.2010 — MONITEUR BELGE

25645

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2010/03293]

Reglement interne orde Fiscale Bemiddelingsdienst

Het College,

Gelet op artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV);

Stelt het Reglement van interne orde van de Fiscale Bemiddelingsdienst vast :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1. de wet van 25 april 2007 : de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) die de fiscale bemiddeling invoert;

2. het koninklijk besluit van 9 mei 2007 : het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) dat de fiscale bemiddelingsdienst bij de Federale Overheidsdienst Financiën opricht;

3. het ministerieel besluit van 16 mei 2007 : het ministerieel besluit van 16 mei 2007 tot vaststelling van de selectieprocedure voor de ambtenaren van de fiscale bemiddelingsdienst;

4. het College : het College bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007;

5. de FBD : de fiscale bemiddelingsdienst opgericht bij de Federale Overheidsdienst Financiën bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007.

HOOFDSTUK 2. — Het College

Art. 2. Het College vergadert op initiatief van de voorzitter of op verzoek van minimaal twee van zijn leden.

Art. 3. Het College vergadert op het adres van de FBD; de voorzitter kan echter beslissen om op een andere plaats te vergaderen.

Art. 4. De voorzitter stelt de dagorde van de vergaderingen op. De leden hebben het recht een punt te laten opnemen op de agenda. Ieder niet op de agenda voorzien punt kan slechts behandeld worden mits instemming van de meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 5. De oproepingen gaan uit van de voorzitter; de dagorde der zitting en, in voorkomend geval, bondige nota's van de op de dagorde ingeschreven punten worden er aangehecht; zij moeten de leden van het College uiterlijk twee volle werkdagen vóór de vergadering bereiken tenzij in behoorlijk gemotiveerde dringende gevallen, waarvan de beoordeling aan de voorzitter wordt gelaten. Eens de oproeping verzonden, worden alle bescheiden of dossiers betreffende de erin opgenomen aangelegenheden ter beschikking van de leden gehouden.

Art. 6. De oproepingen en de dagorde van de vergaderingen worden in het Nederlands en in het Frans opgesteld; de notulen worden opgemaakt in de taal van het dossier.

Art. 7. Het secretariaat van het College wordt verricht door één of meer door de voorzitter, onder de personeelsleden van de FBD, aangeduide secretarissen.

Art. 8. § 1. Het College kan geldig vergaderen, beraadslagen en stemmen wanneer de meerderheid van zijn leden, waaronder minstens één lid van iedere taalrol, aanwezig of vertegenwoordigd is.

§ 2. Een lid, dat verhinderd is om aan de vergadering deel te nemen, kan volmacht geven aan een ander lid van het College, maar een lid kan slechts één ander lid vertegenwoordigen. Het mandaat moet schriftelijk worden gegeven.

§ 3. De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. Bij ontstentenis van een consensus worden de beslissingen genomen bij eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Voor de berekening van de stemmen worden de onthoudingen niet in aanmerking genomen.

§ 4. Alle leden zijn ertoe gehouden de beslissingen en afspraken binnen het College collegiaal en loyaal uit te voeren en te verdedigen.

§ 5. Het lid van het College dat een vergadering niet kan bijwonen, kan zijn opmerkingen of adviezen schriftelijk of mondeling meedelen aan de voorzitter, die ze ter kennis van de andere leden brengt vooraleer de beraadslaging over de beoogde punten aan te vatten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2010/03293]

Règlement d'ordre intérieur Service de Conciliation fiscale

Le Collège,

Vu l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

Arrête le Règlement d'ordre intérieur du Service de Conciliation fiscale :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

1. la loi du 25 avril 2007 : la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), en ce qu'elle fixe le cadre de la conciliation fiscale;

2. l'arrêté royal du 9 mai 2007 : l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), en ce qu'il concerne la création du service de conciliation fiscale au sein du Service public fédéral Finances;

3. l'arrêté ministériel du 16 mai 2007 : l'arrêté ministériel du 16 mai 2007 fixant la procédure de sélection des agents du service de conciliation fiscale;

4. le Collège : le Collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007;

5. le SCF : le service de conciliation fiscale créé au sein du Service public fédéral Finances par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007.

CHAPITRE 2. — Le Collège

Art. 2. Le Collège se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'au moins deux de ses membres.

Art. 3. Le Collège se réunit à l'adresse du SCF; le président a toutefois la faculté de fixer un autre lieu de réunion.

Art. 4. Le président établit l'ordre du jour des réunions. Les membres ont le droit de faire figurer un point à l'ordre du jour. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut être traité qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

Art. 5. Les convocations émanent du président; elles sont accompagnées de l'ordre du jour de la séance et, le cas échéant, de notes succinctes exposant les points portés à l'ordre du jour; elles doivent parvenir aux membres du Collège au plus tard deux jours ouvrables francs avant la réunion sauf en cas d'urgence dûment motivée, dont l'appréciation est laissée au président. A partir de l'envoi de la convocation, tous documents ou dossiers relatifs aux questions qui y sont inscrites sont tenus à la disposition des membres.

Art. 6. Les convocations et les ordres du jour des réunions du Collège sont rédigés en français et en néerlandais; les procès-verbaux sont rédigés dans la langue du dossier.

Art. 7. Le secrétariat du Collège est assuré par un ou plusieurs secrétaires désignés par le président parmi les membres du personnel du SCF.

Art. 8. § 1^{er}. Le Collège peut valablement se réunir, délibérer et voter si la majorité de ses membres, comprenant au moins un membre de chaque rôle linguistique, est présente ou représentée.

§ 2. Un membre empêché d'assister à la réunion peut donner mandat à un autre membre du Collège, mais un membre ne peut représenter qu'un seul autre membre. Le mandat doit être donné par écrit.

§ 3. Les décisions sont de préférence prises par consensus. A défaut d'un consensus, les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Pour le calcul des voix, les abstentions ne sont pas prises en compte.

§ 4. Tous les membres sont tenus d'exécuter et de défendre collectivement et loyalement les décisions et engagements pris au sein du Collège.

§ 5. Le membre du Collège qui ne peut participer à une réunion peut communiquer par écrit ou oralement ses remarques ou avis au président, qui les porte à la connaissance des autres membres avant le début de la discussion sur les points visés.

25646

BELGISCH STAATSBAD — 07.05.2010 — MONITEUR BELGE

Art. 9. § 1. Een exemplaar van het ontwerp van de notulen wordt toegezonden aan de leden.

De notulen worden op de volgende vergadering van het College besproken en goedgekeurd.

§ 2. De notulen van de vergaderingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris, na goedkeuring door de leden van het College.

Art. 10. De voorzitter kan in functie van de dagorde elke persoon uitnodigen van wie hij de aanwezigheid noodzakelijk acht.

Art. 11. De beslissingen en de bemiddelingsverslagen worden ondertekend door de voorzitter en het lid van het College verantwoordelijk voor het betreffende dossier of door de voorzitter en een ander lid van het College wanneer de voorzitter zelf dossierverantwoordelijke is. Het College kan, voor de materies die het bepaalt, een delegatie van handtekening verlenen aan één of aan verscheidene van zijn leden.

HOOFDSTUK 3. — De voorzitter

Art. 12. De voorzitter zit het College voor. Hij verzekert de dagelijkse werking van de FBD in samenwerking met de andere leden van het College. In geval van afwezigheid of van verhinderd van de voorzitter, duidt hij een vervanger aan.

Art. 13. De voorzitter vertegenwoordigt de dienst tegenover de autoriteiten en derden.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen

Art. 14. Het reglement van interne orde kan bij volstreekte meerderheid van de leden van het College worden gewijzigd.

HOOFDSTUK 5. — Inwerkingtreding

Art. 15. Dit reglement van interne orde treedt in werking de dag dat het door de Minister van Financiën wordt goedgekeurd.

Art. 9. § 1^{er}. Un exemplaire du projet de procès-verbal est communiqué aux membres.

Les procès-verbaux sont discutés et approuvés à la prochaine réunion du Collège.

§ 2. Les procès-verbaux des séances sont signés par le président et le secrétaire, après approbation par les membres du Collège.

Art. 10. En fonction de l'ordre du jour, le président peut inviter toute personne dont il estime la présence utile.

Art. 11. Les décisions et les rapports de conciliation sont signés par le président et le membre du Collège responsable pour le dossier concerné ou par le président et un autre membre du Collège lorsque le président est lui-même responsable du dossier. Le Collège peut accorder une délégation de signature pour les matières qu'il désigne, à un ou plusieurs de ses membres.

CHAPITRE 3. — Le président

Art. 12. Le président préside le Collège. Il assure la gestion journalière du SCF avec la collaboration des autres membres du Collège. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il désigne un suppléant.

Art. 13. Le président représente le service à l'égard des autorités et des tiers.

CHAPITRE 4. — Modifications

Art. 14. Le règlement d'ordre intérieur peut être modifié à la majorité absolue des membres du Collège.

CHAPITRE 5. — Entrée en vigueur

Art. 15. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le jour de son approbation par le Ministre des Finances.

Bijlage 5

W 29 april 2013

26996

MONITEUR BELGE — 10.05.2013 — BELGISCH STAATSBAD

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03150]

29 AVRIL 2013. — Loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre la conciliation fiscale aux demandes de dégrèvement d'office (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 376^{quinqüies} du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots "ou, lorsque l'application de l'article 376 a été demandée" sont insérés entre les mots "directeur des contributions" et les mots ", le redevable";
- 2° dans le § 2, les mots "ou sur l'application de l'article 376" sont chaque fois insérés après les mots "lorsqu'il a déjà été statué sur la réclamation".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Note

(1) Documents de la Chambre des représentants :
53-2358 – 2011/2012 :
N° 1 : Proposition de loi de MM. De Potter, Devlies, Coëme et Destrebecq, Mmes Lanjri et Slegers et MM. Van den Bergh, Vercamer et Waterschoot.

53-2358 – 2012/2013 :

N° 2 : Addendum.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 14 mars 2013.

Documents du Sénat :

5-2011 – 2012/2013 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2013/03150]

29 APRIL 2013. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de fiscale bemiddeling uit te breiden tot verzoeken tot ambtshalve ontheffing (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 376^{quinqüies} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij wet van 25 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden "of wanneer om de toepassing van artikel 376 werd verzocht" ingevoegd tussen de woorden "directeur der belastingen" en de woorden "kan de";
- 2° in § 2 worden de woorden "of over de toepassing van artikel 376" telkens ingevoegd na de woorden "wanneer reeds uitspraak werd gedaan over het bezwaar".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
53-2358 – 2011/2012 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren De Potter, Devlies, Coëme en Destrebecq, de dames Lanjri en Slegers en de heren Van den Bergh, Vercamer en Waterschoot.

53-2358 – 2012/2013 :

Nr. 2 : Addendum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 14 maart 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2011 – 2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

Bijlage 6

W 10 juli 2017

74108

MONITEUR BELGE — 20.07.2017 — Ed. 2 — BELGISCH STAATSBLAD

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/30563]

10 JUILLET 2017. — Loi renforçant le rôle
du service de conciliation fiscale (1)PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui
suit :CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale***Article 1^{er}.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la
Constitution.

CHAPITRE 2

*Effet suspensif de la demande de conciliation fiscale***Art. 2.** A l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des
dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :1^o au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;2^o entre les paragraphes 1^{er} et 2, sont insérés les para-
graphes 1^{er}/1 et 1^{er}/2, rédigés comme suit :"§ 1^{er}/1. Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet
suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits du Trésor sont
en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à
laquelle la demande de conciliation fiscale a été déclarée recevable.Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de
l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des concilia-
teurs fiscaux, sauf désistement ou accord préalable des parties concer-
nées, et au plus tard un mois avant l'expiration du délai visé à
l'article 1385undecies, alinéa 4, du Code judiciaire.§ 1^{er}/2. Si la demande de conciliation est relative à un conflit avec le
receveur chargé du recouvrement des créances fiscales ou non fiscales,
tous les moyens d'exécution visés dans le Titre III de la cinquième
partie du Code Judiciaire, sont suspendus pendant un mois au
maximum et les saisies déjà pratiquées gardent leur caractère conser-
vatoire, à l'exception des saisies arrêts entre les mains d'un tiers déjà
pratiquées dont le plein effet est maintenu.Ce qui précède vaut également pour la saisie-arrest exécution entre les
mains d'un tiers inscrite en exécution de l'article 300, § 1^{er}, du Code des
impôts sur les revenus 1992, pour la saisie-arrest-exécution entre les
mains d'un tiers inscrite à l'article 85bis du Code de la taxe sur la valeur
ajoutée, pour la saisie-arrest-exécution entre les mains d'un tiers inscrite
à l'article 6 de la loi domaniale du 22 décembre 1949 et pour la
saisie-arrest-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 101 du
Règlement général sur les frais de justice en matière répressive du
28 décembre 1950."**Art. 3.** L'article 1385undecies du Code judiciaire, inséré par la loi du
23 mars 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :"Le délai de six mois visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé
comme prévu à l'alinéa 3, est prolongé de quatre mois au maximum
lorsque le contribuable a introduit une demande de conciliation
déclarée recevable auprès du service de conciliation fiscale visé à
l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions
diverses (IV)."CHAPITRE 3. — *Droit d'assister à l'audition***Art. 4.** Dans l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des
dispositions diverses (IV), le paragraphe 3 est complété par un alinéa
rédigé comme suit :"A cette fin, le service de conciliation fiscale peut assister à l'audition
organisée dans le cadre du traitement du litige pour lequel une
demande de conciliation est introduite, bien que ce droit d'être entendu
ne soit pas explicitement prévu dans la loi."CHAPITRE 4. — *Rapport annuel***Art. 5.** Le Ministre des Finances adresse chaque année à la Chambre
des représentants un rapport portant sur l'application de l'article 116 de
la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).L'identité des demandeurs d'une conciliation et des membres du
personnel du Service public fédéral Finances ne peut être mentionnée
dans le rapport. Ces rapports peuvent contenir des recommandations
jugées utiles que le service de conciliation fiscale a adressées au
président du Service public fédéral Finances et exposent les éventuelles
difficultés que le service de conciliation fiscale rencontre dans l'exercice
de ses fonctions.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/30563]

10 JULI 2017. — Wet tot versterking van de rol
van de fiscale bemiddelingsdienst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij
bekrachtigen hetgeen volgt :HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in
artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

*Schorsend effect van een aanvraag tot fiscale bemiddeling***Art. 2.** In artikel 116, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse
bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht :1^o in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;2^o tussen de paragrafen 1 en 2 worden de paragrafen 1/1 en 1/2 inge-
voegd, luidende :"§ 1/1. Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft
een schorsende werking op het nemen van enige beslissing, behalve
indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsingstermijn
vangt aan vanaf de datum waarop de aanvraag tot fiscale bemiddeling
ontvankelijk is verklaard.De in het eerste lid bedoelde schorsingstermijn wordt beëindigd op
de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het
College van fiscaal bemiddelaars, behoudens verzaking of eerder
akkoord tussen de betrokken partijen, en ten laatste één maand voor het
verstrijken van de in artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechte-
lijk Wetboek bedoelde termijn.§ 1/2. Indien de aanvraag tot bemiddeling betrekking heeft op een
betwisting met de ontvanger belast met de invordering van de fiscale of
niet-fiscale schuldvorderingen, zijn alle middelen van tenuitvoerleg-
ging bedoeld in Titel III van het vijfde deel van het Gerechtelijk
Wetboek, gedurende maximum een maand geschorst en behouden de
reeds gelegde beslagen hun bewarende werking, met uitzondering van
de reeds gelegde beslagen onder derden die hun volle uitwerking
behouden.Het voorgaande geldt eveneens voor het uitvoerend beslag onder
derden ingevoegd in uitvoering van artikel 300, § 1, van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992, het uitvoerend beslag onder derden
vervat in artikel 85bis van het Wetboek van de belasting over de
toegevoegde waarde, het uitvoerend beslag onder derden vervat in
artikel 6 van de domaniale wet van 22 december 1949 en het uitvoerend
beslag onder derden vervat in artikel 101 van het algemeen reglement
op de gerechtskosten in strafzaken van 28 december 1950."**Art. 3.** Artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd
bij de wet van 23 maart 1999, wordt aangevuld met een lid, luidende :"De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden, desgeval-
lend verlengd als bepaald in het derde lid, wordt met maximum vier
maanden verlengd wanneer de belastingplichtige een ontvankelijk
verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft ingediend bij de fiscale
bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van
25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."HOOFDSTUK 3. — *Recht om de hoorzitting bij te wonen***Art. 4.** In artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse
bepalingen (IV), wordt paragraaf 3 aangevuld met een lid, luidende :"Daartoe kan de fiscale bemiddelingsdienst de hoorzitting bijwonen
die wordt georganiseerd in het kader van de behandeling van het
geschil waarvoor een aanvraag tot bemiddeling is ingediend, ongeacht
of dit hoorrecht uitdrukkelijk in de wet is bepaald."HOOFDSTUK 4. — *Jaarverslag***Art. 5.** De Minister van Financiën zendt elk jaar een verslag over de
toepassing van artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende
diverse bepalingen (IV) naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.De identiteit van de aanvragers om bemiddeling en van de perso-
neelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën mag niet in het
verslag worden vermeld. Deze verslagen kunnen nuttig geachte
aanbevelingen bevatten die de fiscale bemiddelingsdienst heeft gericht
aan de voorzitter van de Federale Overheidsdienst Financiën en
vermelden de eventuele moeilijkheden die de fiscale bemiddelings-
dienst ondervindt bij de uitoefening van zijn ambt.

Le rapport est publié par la Chambre des représentants.

CHAPITRE 5. — *Droit d'introduire une réclamation valable auprès du service de conciliation fiscale*

Art. 6. Dans l'article 366 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 3 août 2016, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

"Lorsque la réclamation est adressée à un fonctionnaire de l'administration chargé de l'établissement des impôts sur les revenus autre que celui visé à l'alinéa 1^{er}, à un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, ou au Service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire ou ce service.

Le fonctionnaire ou le service visés à l'alinéa 2 transmet la réclamation immédiatement au conseiller général visé à l'alinéa 1^{er} et en informe le réclamant."

CHAPITRE 6. — *Adaptation à l'évolution de l'organisation et des structures de l'Administration générale de la perception et du recouvrement*

Art. 7. L'article 399bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 399bis. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle un impôt ou un précompte peut être mis en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

Art. 8. L'article 85ter du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 85ter. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle la taxe peut être mise en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : K54-0607
Compte rendu intégral : 29 juin 2017

Het verslag wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers openbaar gemaakt.

HOOFDSTUK 5. — *Recht om een geldig bezwaarschrift in te dienen bij de fiscale bemiddelingsdienst*

Art. 6. In artikel 366 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 3 augustus 2016, worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

"Wanneer het bezwaarschrift is gericht aan een andere ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen dan deze bedoeld in het eerste lid, aan een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen of aan de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), blijft het bewaarschrift geldig ingediend vanaf de datum van ontvangst door die ambtenaar of die dienst.

De in het tweede lid bedoelde ambtenaar of bedoelde dienst zendt het bezwaarschrift onmiddellijk door aan de in het eerste lid bedoelde adviseur-generaal en stelt de bezwaarindieners hiervan in kennis."

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing aan de evolutie in de organisatie en structuren van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering*

Art. 7. Artikel 399bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 399bis. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, kan de belastingsschuldige of ieder ander persoon lastens wie een belasting of voorheffing kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

Art. 8. Artikel 85ter van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 85ter. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering, kan de belastingsschuldige of ieder ander persoon lastens wie de belasting kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

Art. 9. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 10 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : K54-0607
Integraal verslag : 29 juni 2017

Bijlage 7

W 29 maart 2018

33474

BELGISCH STAATSBAD — 13.04.2018 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2018/11492]

29 MAART 2018. — Wet tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Overdracht van de bevoegdheid inzake kwijtschelding van belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes

Art. 2. Er wordt bij de fiscale bemiddelingsdienst, bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), een "Cel administratieve sancties" opgericht, belast met de opdracht bedoeld in artikel 5.

Voorzeggende cel wordt onder de leiding geplaatst van het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Art. 3. Artikel 9 van het Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen is niet van toepassing wat de inkomstenbelastingen, de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de diverse rechten en taksen betreft.

Art. 4. Artikel 20 van het Wetboek diverse rechten en taksen, hersteld bij de wet van 19 december 2006, wordt opgeheven.

Art. 5. Onverminderd de toepassing van in de specifieke wetten voorziene bepalingen, beslist de fiscale bemiddelingsdienst, bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes bedoeld in de artikelen 444 en 445 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes bedoeld in artikel 2, derde lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van de proportionele en niet-proportionele boetes bedoeld in het Wetboek diverse rechten en taksen, voor zover die belastingverhogingen en administratieve boetes niet meer onderhevig zijn aan enig administratief en rechterlijk beroep en zij niet zijn opgelegd ingevolge inbreuken die via de administratieve weg zijn geregeld in het kader van het overleg, ingevoerd door de wet van 20 september 2012 tot instelling van het "una via"-principe in de vervolging van overtredingen van de fiscale wetgeving en tot verhoging van de fiscale penale boetes.

Art. 6. De beslissingen over de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes gericht aan de fiscale bemiddelingsdienst worden genomen door een meerderheid van het quorum van de leden van het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), elk lid beschikkend over één stem en het quorum zoals bepaald door het reglement van interne orde. In geval van pariteit van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. De minister bevoegd voor Financiën richt elk jaar een verslag over de toepassing van dit hoofdstuk aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Een kopie van de beslissingen genomen ter uitvoering van dit hoofdstuk wordt op anonieme wijze, onder naleving van de bepalingen inzake het beroepsgeheim, samen met het jaarverslag aan de Kamer van volksvertegenwoordigers bezorgd.

De identiteit van de verzoeker om kwijtschelding of vermindering van een belastingverhoging of administratieve boete en van de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën mag niet in het verslag worden vermeld.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2018/11492]

29 MARS 2018. — Loi visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Transfert de la compétence relative à la remise d'accroissements d'impôts et d'amendes administratives fiscales

Art. 2. Une "Cellule sanctions administratives" chargée des missions visées à l'article 5 est créée au sein du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

La cellule précitée est placée sous la direction du collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007, portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 3. L'article 9 de l'Arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des finances ne s'applique pas en ce qui concerne les impôts sur les revenus, les taxes assimilées aux impôts sur les revenus et les droits et taxes divers.

Art. 4. L'article 20 du Code des droits et taxes divers, rétabli par la loi du 19 décembre 2006, est abrogé.

Art. 5. Sans préjudice de l'application des dispositions prévues par des lois particulières, le service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) statue sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives visés aux articles 444 et 445 du Code des impôts sur les revenus 1992, sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives visés à l'article 2, alinéa 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et sur les demandes ayant pour objet la remise ou la modération des amendes proportionnelles et non proportionnelles visées au Code des droits et taxes divers, pour autant que ces accroissements d'impôts et ces amendes administratives ne sont plus susceptibles d'un quelconque recours administratif et judiciaire et qu'ils n'ont pas été infligés suite à des infractions qui sont réglées par la voie administrative dans le cadre de la concertation mise en place par la loi du 20 septembre 2012 instaurant le principe "una via" dans le cadre de la poursuite des infractions à la législation fiscale et majorant les amendes pénales fiscales.

Art. 6. Les décisions sur les demandes adressées au service de conciliation fiscale et ayant pour objet la remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives sont adoptées à la majorité du quorum des membres du collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), chaque membre disposant d'une voix et le quorum étant déterminé par le règlement d'ordre intérieur. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions adresse chaque année à la Chambre des représentants un rapport portant sur l'application de ce chapitre.

Une copie anonymisée des décisions prises en exécution de ce chapitre est transmise à la Chambre des représentants, dans le respect des dispositions en matière de secret professionnel, avec le rapport annuel.

L'identité du demandeur d'une remise ou d'une modération d'un accroissement d'impôt ou d'une amende administrative, pas plus que celle de membres du personnel du Service public fédéral Finances, ne peut être mentionnée dans le rapport.

Enkel het verslag bedoeld in het eerste lid wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers openbaar gemaakt.

Art. 8. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de bepalingen van dit hoofdstuk worden toegepast.

HOOFDSTUK 3. — Uitbreiding van de mogelijkheid tot het indienen van een aanvraag tot fiscale bemiddeling in geval van betwisting van een kadastraal inkomen

Art. 9. In artikel 501bis, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de woorden „, via de tussenkomst van de onderzoekende ambtenaar,“ opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Bevoegdheid van de fiscale bemiddelingsdienst inzake niet-fiscale schuldvorderingen

Art. 10. In geval van een betwisting met een ambtenaar van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen, kan de schuldenaar een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Art. 11. Artikel 10 is niet van toepassing in geval van inning of invordering van sommen verschuldigd in het kader van de toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

HOOFDSTUK 5. — Aanpassing aan de evolutie in de organisatie en structuren van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering

Art. 12. In artikel 116, § 1/2, eerste lid, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, worden de woorden „met de ontvanger belast met de invordering van“ vervangen door de woorden „met een ambtenaar van de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van“.

HOOFDSTUK 6. — Schorsend effect van een bemiddelingsaanvraag

Art. 13. In artikel 116, § 1/1, tweede lid, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, worden de woorden „aan het administratief beroep“ ingevoegd tussen de woorden „behoudens verzaking“ en de woorden „of eerder akkoord“.

Art. 14. Artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 juli 2017, wordt vervangen als volgt:

„De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden, desgevallend verlengd als bepaald in het derde lid, wordt met vier maanden verlengd wanneer een door belastingplichtige ingediende aanvraag tot bemiddeling binnen de in het tweede en derde lid vermelde termijnen ontvankelijk werd verklaard door de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).“

HOOFDSTUK 7. — Inwerkingtreding

Art. 15. § 1. Deze wet treedt in werking op de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding bepaald wordt bij de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. Hoofdstuk 2 treedt in werking op een datum die de Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en uiterlijk op 1 januari 2019.

§ 3. Hoofdstukken 3 en 4 treden in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

§ 4. Hoofdstukken 5 en 6 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Gegeven te Brussel, 29 maart 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-1521

Integraal verslag: 15 maart 2018.

Seul le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est rendu public par la Chambre des représentants.

Art. 8. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE 3. — Extension de la possibilité d'introduire une demande de conciliation fiscale en cas de contestation d'un revenu cadastral

Art. 9. Dans l'article 501bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007, les mots „, par l'intermédiaire de l'agent enquêteur,“ sont abrogés.

CHAPITRE 4. — Compétence du service de conciliation fiscale en matière de créances non fiscales

Art. 10. En cas de conflit avec un agent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances non fiscales, le redevable peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 11. L'article 10 n'est pas d'application en cas de perception ou de recouvrement des sommes dues dans le cadre de l'application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.

CHAPITRE 5. — Adaptation à l'évolution de l'organisation et des structures de l'Administration Générale de la Perception et du Recouvrement

Art. 12. Dans l'article 116, § 1^{er}/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), inséré par la loi du 10 juillet 2017, les mots „avec le receveur chargé du recouvrement des“ sont remplacés par les mots „avec un agent de l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des“.

CHAPITRE 6. — Effet suspensif d'une demande de conciliation

Art. 13. Dans l'article 116, § 1^{er}/1, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), inséré par la loi du 10 juillet 2017, les mots „du recours administratif“ sont insérés entre les mots „sauf désistement“ et les mots „ou accord préalable“.

Art. 14. L'article 1385undecies, alinéa 4, du Code Judiciaire, inséré par la loi du 10 juillet 2017, est remplacé comme suit:

„Le délai de six mois visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé comme prévu à l'alinéa 3, est prolongé de quatre mois, lorsqu'une demande de conciliation introduite par le contribuable est déclarée recevable dans les délais mentionnés aux alinéas 2 et 3 par le service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).“

CHAPITRE 7. — Entrée en vigueur

Art. 15. § 1^{er}. Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les paragraphes 2 à 4, la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Le chapitre 2 entre en vigueur à une date déterminée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et au plus tard le 1^{er} janvier 2019.

§ 3. Les chapitres 3 et 4 entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 4. Les chapitres 5 et 6 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2017.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-1521

Compte rendu intégral : 15 mars 2018.

Bijlage 8

KB 18 juli 2018

BELGISCH STAATSBAD — 31.07.2018 — MONITEUR BELGE

60141

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2018/40250]

18 JULI 2018. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt een aanpassing van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Bij arrest nr. 238.274 van 22 mei 2017 heeft de Raad van State het koninklijk besluit van 22 februari 2016 houdende aanduiding als lid van het college van de fiscale bemiddelingsdienst voor een termijn van vijf jaar ingaande op 1 mei 2015, van de twee leden behorende tot de Franse taalrol, vernietigd.

Bij koninklijk besluit van 13 september 2017 werden twee leden van de Franse taalrol aangeduid als lid van voormeld college met ingang van 1 oktober 2017.

Dit ontwerp beoogt bij vernietiging van de aanduiding van een lid of meerdere leden door de Raad van State, de aanduiding van het andere lid of de andere leden, die niet werd vernietigd, ambtshalve te verlengen tot de einddatum van de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden. Indien de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden die aanleiding gaf tot de ambtshalve verlenging wordt vernietigd door de Raad van State, eindigen de ambtshalve verlengingen op de datum van de notificatie van het vernietigingsarrest.

Om redenen van stabiliteit en coherentie is het aangewezen om er maximaal naar te streven dat de mandaten van het college op dezelfde datum eindigen, zodat een voltallig nieuw college kan worden aangeduid.

In het licht van de huidige politiek van langer werken, wordt ook de leeftijdsgrens van 65 jaar waarop het mandaat van rechtswege eindigt, opgeheven.

Daar het jaarlijks verslag omtrent de activiteiten van de fiscale bemiddelingsdienst ingevolge de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, uitgebreider zal zijn en bijkomend dient te worden voorgelegd aan de parlementaire controle, wordt de uiterste datum voor overmaking van dit verslag aan de Minister van Financiën verschoven van 31 maart naar 30 juni van het jaar volgend op het referentiejaar.

Deze verschuiving laat bovendien toe dat de procedure in overeenstemming wordt gebracht met deze die geldt voor de indiening van het verslag omtrent de werkzaamheden van de dienst “voorafgaande beslissingen in fiscale zaken”.

De overige bepalingen van het huidige artikel 13 van het koninklijk besluit van 9 mei 2017 werden niet hernomen aangezien deze werden opgenomen in artikel 5 van voormelde wet van 10 juli 2017.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/40250]

18 JUILLET 2018. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature à Votre Majesté vise une adaptation de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Par arrêt n° 238.274 du 22 mai 2017, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté royal du 22 février 2016 portant désignation en tant que membre du collège du service de conciliation fiscale pour une durée de cinq ans prenant cours le 1^{er} mai 2015, de deux membres appartenant au rôle linguistique français.

Par arrêté royal du 13 septembre 2017, les deux membres du rôle linguistique français ont été désignés en tant que membre du collège précité et ce, à partir du 1^{er} octobre 2017.

Le projet vise, en cas d'annulation par le Conseil d'Etat de la désignation d'un membre ou de plusieurs membres, à prolonger d'office la désignation de l'autre membre ou des autres membres qui n'ont pas été annulés, jusqu'à la date de fin de désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres. Si la désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres qui a donné lieu à la prolongation d'office est annulée par le Conseil d'Etat, les prolongations d'office se terminent à la date de notification de l'arrêt en annulation.

Pour des raisons de stabilité et de cohérence, il convient de tendre au maximum vers une date commune de fin de mandat pour les membres du collège de sorte qu'un nouveau collège complet puisse être désigné.

Eu égard à la politique actuelle d'allongement de la carrière, la cessation de plein droit du mandat à l'âge de 65 ans est abrogée.

Du fait que le rapport annuel d'activité du service de conciliation fiscale, conformément à la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale, sera étoffé et doit également être présenté au contrôle parlementaire, la date limite de transmission de ce rapport au Ministre des Finances est postposée du 31 mars au 30 juin de l'année qui suit l'année de référence.

Par ailleurs, ce report permet d'aligner la procédure sur celle en vigueur pour la présentation du rapport d'activités du « Service des Décisions Anticipées en matières fiscales ».

Les autres dispositions de l'actuel article 13 de l'arrêté royal du 9 mai 2017 ne sont plus reproduites vu qu'elles sont déjà reprises à l'article 5 de la loi précitée du 10 juillet 2017.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 63.575/2 van 20 juni 2018 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)'

Op 24 mei 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 juni 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Patrick Ronvaux, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Marianne Dony, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 juni 2018.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van desteller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

Aanhel

Artikel 4 van het ontwerp wijzigt een bepaling van statutaire aard die haar rechtsgrond ontleent aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet.

Voorts verleent artikel 5 van de wet van 10 juli 2017 'tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst' alleen maar rechtsgrond aan het ontwerp als het gelezen wordt in samenhang met artikel 108 van de Grondwet.

In de aanhef moet bijgevolg een nieuw eerste lid worden ingevoegd dat verwijst naar de artikelen 37, 107, tweede lid, en 108 van de Grondwet.

De griffier,
Béatrice Drapier

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

18 JULI 2018. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37, 107, tweede lid, en 108;

Gelet op de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), artikel 116, § 5;

Gelet op de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 september 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtorenzaken, d.d. 23 januari 2018;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 107-2 van het Sectorcomité II-Financiën, gesloten op 8 mei 2018;

Gelet op het advies 63.575/2 van de Raad van State, gegeven op 20 juni 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Conseil d'État, section de législation

Avis 63.575/2 du 20 juin 2018 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)'

Le 24 mai 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 juin 2018. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Patrick Ronvaux, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Marianne Dony, assesseurs, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 juin 2018.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation suivante.

Préambule

L'article 4 du projet modifie une disposition à caractère statutaire, qui trouve son fondement juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution.

Par ailleurs, l'article 5 de la loi du 10 juillet 2017 'renforçant le rôle du service de conciliation fiscale' ne procure un fondement légal au projet qu'en combinaison avec l'article 108 de la Constitution.

En conséquence, un alinéa 1^{er} nouveau sera inséré au préambule visant les articles 37, 107, alinéa 2, et 108 de la Constitution.

Le greffier,
Béatrice Drapier

Le président,
Pierre Vandernoot

18 JUILLET 2018. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37, 107, alinéa 2, et 108;

Vu la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), l'article 116, § 5;

Vu la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale, l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV);

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 29 septembre 2017;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction Publique, donné le 23 janvier 2018;

Vu le protocole de négociation n° 107-2 du Comité de Secteur II – Finances, conclu le 8 mai 2018;

Vu l'avis 63.575/2 du Conseil d'État, donné le 20 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Gelet op de vrijstelling van het verrichten van de regelgevingsimpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 1, 4^e, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“In afwijking van het tweede lid wordt, wanneer de aanduiding van een lid of meerdere leden werd vernietigd door de Raad van State, de aanduiding van het andere lid of de andere leden, die niet werd vernietigd, ambtshalve verlengd tot de einddatum van de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden.

Indien de aanduiding van het nieuwe lid of de nieuwe leden die aanleiding gaf tot de ambtshalve verlenging vermeld in vorig lid, wordt vernietigd door de Raad van State, eindigen de ambtshalve verlengingen op de datum van de notificatie van dit nieuwe vernietigings-arrest.”;

2^o het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“Het college is uitsluitend samengesteld uit ambtenaren van niveau A van de Federale Overheidsdienst Financiën.”.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 3. In artikel 4, zevende lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “, een verandering van vakklasse” opgeheven.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “verandering van vakklasse,” opgeheven.

Art. 5. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 13. Het jaarverslag vermeld in artikel 5 van de wet van 10 juli 2017 tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst wordt toegezonden aan de Minister van Financiën ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op dat waarop het verslag betrekking heeft.”.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 september 2017.

Art. 7. De minister bevoegd voor de Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2018.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque la désignation d'un membre ou de plusieurs membres a été annulée par le Conseil d'Etat, la désignation de l'autre membre ou des autres membres qui n'a pas été annulée est d'office prolongée jusqu'à la date de fin de désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres.

Si la désignation du nouveau membre ou des nouveaux membres qui a donné lieu à la prolongation d'office prévue à l'alinéa précédent est annulée par le Conseil d'Etat, les prolongations d'office se terminent à la date de la notification de ce nouvel arrêt en annulation. »;

2^o l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le collège est exclusivement composé d'agents de niveau A du Service public fédéral Finances. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 4, alinéa 7 du même arrêté, les mots « , un changement de classe de métiers » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « au changement de classe de métiers » sont abrogés.

Art. 5. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Le rapport annuel visé à l'article 5 de la loi du 10 juillet 2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale est adressé au Ministre des Finances au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle sur laquelle porte le rapport. ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 2017.

Art. 7. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Bijlage 9

KB 21 december 2018

BELGISCH STAATSBLED — 31.12.2018 — MONITEUR BELGE

106619

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2018/15719]

21 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat aan Uw handtekening wordt voorgelegd bevat uitvoeringsmaatregelen van het Hoofdstuk 2. – Overdracht van de bevoegdheid inzake kwijtschelding van belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes, van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, hierna de wet van 29 maart 2018. Deze wet vloeit voort uit een parlementair initiatief en het Hoofdstuk 2 geeft uitwerking aan de aanbevelingen nrs. 63 en 64 van het verslag van 7 mei 2009 van de Parlementaire onderzoekscommissie naar de grote fiscale fraude-dossiers (DOC 52 0034/004).

De aanbeveling nr. 63 bepaalt dat "de bevoegdheid waarover de minister van Financiën krachtens artikel 9 van het Organiek Besluit van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen beschikt" zodanig moet georganiseerd worden "dat de tussenkomst van de minister voor de beslissingen tot kwijtschelding niet meer vereist is".

De aanbeveling nr. 64 van hetzelfde verslag regelt op zijn beurt het bijhouden van "een inventaris van de verzoeken om tussenbeide te komen, met toepassing van het genaderrecht, in een register dat wordt bezorgd aan het Rekenhof. Dat brengt op zijn beurt jaarlijks aan de Kamer van volksvertegenwoordigers verslag uit, met inachtneming van de beginselen van de persoonlijke levenssfeer en de anonimiteit van de belastingplichtigen".

Bovendien houdt de wet van 29 maart 2018 rekening met het verslag van het Rekenhof van januari 2014 over de fiscale maatregelen voor belastingplichtigen met betaalmoelijkheden.

1. Juridische grondslag en huidige geldigheid van artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831: goedkeuring van een nieuwe wettelijke basis beperkt tot drie soorten van belastingen

De afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State heeft in het arrest nr. 108.981 van 9 juli 2002 uitspraak gedaan over de juridische basis van artikel 9 van het besluit van de Regent van 18 maart 1831. Hierna wordt volgt een officieuze vertaling van een gedeelte van dat arrest.

Inzake inkomstenbelastingen machtigde "artikel 114 van de wet van 28 juni 1822 betreffende de personenbelasting (...) de fiscale administratie om beslissingen te nemen houdende een vermindering van fiscale sancties, ook wat betreft "verhogingen van rechten ten titel van boetes", heden ten dage gekwalificeerd als belastingverhogingen (...). In de mate dat artikel 114 van de reeds aangehaalde wet van 28 juni 1822 betrekking heeft op fiscale sancties, werd het niet geschrapt door de artikelen 110 en 112 van de Grondwet van 7 februari 1831, die het principe van de legaliteit inzake belastingen bekrachtigt; (...) de belastingverhoging heeft inderdaad het karakter van een administratieve sanctie, en niet van een belasting, (...) wanneer het besluit nr. 78 van 18 maart 1831 werd aangenomen, beschikte de administratie dus over de bevoegdheid om een transactie af te sluiten omtrent het bedrag van deze verhoging, en dus ook om het te verminderen. (...) Deze bevoegdheid erkend door artikel 114 van de voormelde wet van 28 juni 1822, kon ten uitvoer worden gelegd door de Regent, die de bevoegdheden van de Koning uitoefende en het kwam. Hem meer bepaald toe, op basis van Zijn algemene bevoegdheid tot uitvoering van de wetten verleend door artikel 67 van de Grondwet van 7 februari 1831, en van Zijn bevoegdheid tot organisatie van de overheidsdiensten, voortvloeiende uit de artikelen 29 en 66, alinea 2, van de Grondwet van 7 februari 1831, om te verduidelijken welke autoriteit deze bevoegdheid toegewezen aan de uitvoerende macht door de wet mocht uitoefenen. Het is op basis van deze bevoegdheden dat de Regent, door artikel 9 van Zijn voormeld besluit nr. 78 van 18 maart 1831 aan te nemen, artikel 114 van de voormelde wet van 28 juni 1822 heeft toegepast, die er de wettelijke basis voor vormt".

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2018/15719]

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature contient les mesures d'exécution du Chapitre 2. – Transfert de la compétence relative à la remise d'accroissements d'impôts et d'amendes administratives fiscales, de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, ci-après la loi du 29 mars 2018. Ladite loi résulte d'une initiative parlementaire et son Chapitre 2 met en œuvre les recommandations n^{os} 63 et 64 du rapport du 7 mai 2009 de la Commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale (DOC 52 0034/004).

La recommandation n^o 63 stipule que "le pouvoir dont dispose le ministre des Finances en vertu de l'article 9 de l'arrêté du 18 mars 1831 organique de l'administration des Finances" doit être organisé de telle sorte "que l'intervention du ministre concernant des décisions de remises ne soit plus requise".

La recommandation n^o 64 du même rapport prévoit quant à elle la tenue d'un "répertoire des demandes d'intervention en exercice du droit de grâce dans un registre transmis à la Cour des comptes. Cette dernière fera à son tour rapport annuellement à la Chambre des représentants dans le respect du principe de la vie privée et de l'anonymat des contribuables".

En outre, la loi du 29 mars 2018 tient compte du rapport de la Cour des Comptes de janvier 2014 relatif aux mesures fiscales en faveur des contribuables en difficulté de paiement.

1. Fondement juridique et validité actuelle de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 : adoption d'une nouvelle base légale limitée à trois groupes d'impôts

La section du contentieux administratif du Conseil d'Etat s'est prononcée par l'arrêt n^o 108.981 du 9 juillet 2002 sur le fondement légal de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831.

En matière d'impôts sur les revenus, l'article 114 de la loi du 28 juin 1822 relative à la contribution personnelle habilitait l'administration fiscale à prendre des décisions comportant une réduction des sanctions fiscales, en ce compris à l'égard des "augmentations de droits à titre d'amendes", qualifiées aujourd'hui d'accroissements d'impôts. Dans la mesure où l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822 visait des sanctions fiscales, elle n'a pas été abrogée par les articles 110 et 112 de la Constitution du 7 février 1831, consacrant le principe de légalité en matière d'impôt; l'accroissement d'impôt revêt en effet la nature d'une sanction administrative, et non d'un impôt, lorsque l'arrêté n^o 78 du 18 mars 1831 a été adopté, l'administration disposait donc du pouvoir de transiger sur le montant de cet accroissement, impliquant celui de le réduire. Ce pouvoir reconnu à l'administration par l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822 pouvait être mis en œuvre par le Régent, exerçant les pouvoirs du Roi et il Lui appartenait notamment, sur la base de Son pouvoir général d'exécution des lois conféré par l'article 67 de la Constitution du 7 février 1831, et de Son pouvoir d'organisation des services de l'Etat, résultant des articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution du 7 février 1831, de préciser quelle autorité pouvait exercer ce pouvoir dévolu au pouvoir exécutif par la loi. C'est sur la base de ces pouvoirs que le Régent, en adoptant l'article 9 de Son arrêté n^o 78 précité du 18 mars 1831, a mis en œuvre l'article 114 de la loi précitée du 28 juin 1822, qui en constitue le fondement légal.

En het arrest besluit dat de minister van Financiën altijd beschikt over de bevoegdheid om te oordelen over de verzoeken (bezwaarschriften) die de vermindering van belastingverhogingen tot voorwerp hebben, want "in dit geval is geen enkele afschaffing of vervanging van artikel 9 van het voormelde besluit van de Regent nr. 78 tussengekomen en de progressieve vervanging van de belastingen overeenkomstig de voormelde wet van 28 juni 1822 door nieuwe belastingen en de afschaffing van dezelfde wet zijn niet vergezeld geworden door de aanneming van normen die kracht van wet hebben of van andere hogere normen die onvermijdelijk zijn met de toekenning aan de minister van Financiën (van een gratiebevoegdheid inzake fiscale sancties)".

Deze situatie is evenwel recent gewijzigd door artikel 3 van de wet van 29 maart 2018, met als doel de goedkeuring van een nieuwe wettelijke norm die toelaat om de ministeriële bevoegdheid tot kwijtschelding of vermindering van de belastingverhogingen en fiscale administratieve boetes over te dragen aan de "Cel administratieve sancties" opgericht bij de fiscale bemiddelingsdienst maar enkel voor:

- de inkomstenbelastingen;
- de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;
- en
- de diverse rechten en taken.

Dientengevolge blijft het Regentsbesluit van toepassing voor alle verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van proportionele en niet proportionele boetes inzake indirecte belastingen (met uitzondering van de diverse rechten en taken).

Volledigheidshalve wordt meegedeeld dat het ministeriële genade-recht door een dienstorder van 2 december 1991 werd "gedelegeerd" aan de directeur van de biw-administratie, van de registratie en van de domeinen, met de mogelijkheid om (hem) te subdelegeren aan de ambtenaren die hij aanduidt."

Anders gezegd betekent dit dat voor de fiscale boetes inzake biw, registratierechten en successierechten, de Minister van Financiën zijn bevoegdheden heeft gedelegeerd aan de administratie, maar dat hij een evocatie-recht behoudt vermits het gaat om een delegatie en niet om een overdracht van bevoegdheden.

II. De kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes is het resultaat van een gratiebeslissing, namelijk los van elk fiscaal geschil

Sinds geruime tijd bestaat er een grote verwarring tussen, enerzijds, de verminderingen (in het Frans: réductions) van fiscale boetes en, anderzijds, de kwijtscheldingen of verminderingen (in het Frans: modérations) van fiscale boetes. Deze verwarring wordt nog groter door het gebruik van hetzelfde woord "vermindering" in het Nederlands om de Franse woorden "réduction" en "modération" te vertalen, daar de "modération" in feite een "remise partielle" of een gedeeltelijke kwijtschelding is.

De verminderingen (réductions) van fiscale boetes bestaan uit de toepassing van een lagere boete dan het wettelijke maximum (200 %) en zijn afhankelijk van de fiscale situatie en van het gedrag van de belastingplichtige: i) de aard en ernst van de inbreuk en ii) goede of slechte trouw.

De beslissing om een boete toe te passen hangt in eerste instantie af van de taxatie-generaal, maar het is de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen die, op basis van een door de belastingplichtige ingediend bezwaarschrift, nagaat of de schalen van de belastingverhogingen (anders gezegd, de proportionele boetes) en de administratieve boetes (anders gezegd, de niet proportionele boetes) vastgesteld krachtens de artikelen 444 en 445 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) en de artikelen 225, 226, en 229/1, van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 92, op een juiste wijze werden toegepast in functie van het gedrag dat door de belastingplichtige daadwerkelijk werd aangenomen.

Indien na een administratief bezwaarschrift het geschil aanhoudt, wordt het onderworpen aan het oordeel van de rechterlijke macht en zal de rechter met volheid van bevoegdheid oordelen, namelijk of hij zijn beoordeling in de plaats kan stellen van de bestreden directoriale beslissing. Rechter kan worden gesteld dat hij de macht heeft om de administratieve beslissing aan hem voorgelegd door de rechtsonderhorige, te wijzigen.

De kwijtscheldingen en verminderingen (de gedeeltelijke kwijtscheldingen) van fiscale boetes zijn geenszins een tweede geschillenronde waarbij de belastingplichtige zou verzoeken om de administratieve sanctie die hij heeft opgelopen opnieuw te onderzoeken onder het motief dat zijn fiscale situatie onjuist beoordeeld werd door de administratieve overheid of door de rechter.

Integendeel, de verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van fiscale boetes die bij de CAS zullen worden ingediend, zijn eigenlijk genadeverzoeken. Belastingplichtige zal los van elk fiscaal geschil zijn persoonlijke of financiële toestand die hem niet of niet meer toelaat om de toegepaste fiscale boete te betalen, uiteenzetten.

Bijgevolg wordt hier niet meer de vraag of de fiscale boete terecht of onterecht werd toegepast, behandeld, daar deze vraag reeds definitief in een eerder stadium is beslecht ter gelegenheid van een administratieve of gerechtelijke beroep waarbij uitspraak werd gedaan over de eerder door de belastingplichtige gestelde vraag, namelijk de vermindering (réduction) (in voorkomend geval tot nul) van de proportionele of de niet proportionele fiscale boete.

De beslissing van de CAS die uitspraak zal doen over een gratieverzoek wijzigt dus geenszins de beslissing waarbij de belastingplichtige een fiscale boete heeft opgelopen; zij verleent eenvoudigweg om billijkheidsredenen (humanitaire, sociale, financiële, ...) een gehele of

Et l'arrêt précité de conclure que le ministre des Finances dispose toujours du pouvoir de statuer sur les requêtes (réclamations) ayant pour objet la remise d'accroissements d'impôts puisqu'en l'espèce aucune abrogation ou aucun remplacement de l'article 9 de l'arrêté du Régent n° 78 précité ne sont intervenus et le remplacement progressif des impôts prévus par la loi précitée du 28 juin 1822 par de nouveaux impôts et l'abrogation de la même loi n'ont pas été accompagnés de l'adoption de normes ayant force de loi ou d'autres normes supérieures incompatibles avec l'attribution au ministre des Finances (d'un pouvoir de grâce en matière de sanctions fiscales)".

Cette situation vient cependant de changer avec l'article 3 de la loi du 29 mars 2018, qui a pour objet l'adoption d'une norme légale nouvelle permettant de transférer le pouvoir ministériel de remise ou de modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives fiscales à la "Cellule sanctions administratives" créée au sein du service de conciliation fiscale mais uniquement pour :

- les impôts sur les revenus ;
- les taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;
- et
- les droits et taxes divers.

Corrélativement, l'arrêt du Régent reste applicable pour toutes les requêtes en remise ou modération d'amendes proportionnelles ou non proportionnelles en matière d'impôts indirects (à l'exception des droits et taxes divers).

Dans un souci d'exhaustivité, il est mentionné que le droit de grâce ministériel a été délégué par un ordre de service daté du 2 décembre 1991 "au directeur de l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, avec faculté de (le) subdéléguer aux fonctionnaires qu'il désigne."

En clair, ceci signifie que pour les amendes fiscales en matière de T.V.A., de droits d'enregistrement et de droits de succession, le Ministre des Finances a délégué ses pouvoirs à l'administration mais conserve un droit d'évocation puisqu'il s'agit d'une délégation de pouvoirs et non d'un transfert de compétences.

II. La remise ou la modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives est le résultat d'une décision gracieuse, c'est-à-dire rendue en dehors de tout litige fiscal

Il existe depuis très longtemps une large confusion entre, d'une part, les réductions d'amendes fiscales et, d'autre part, les remises ou modérations d'amendes fiscales. Cette confusion est encore accentuée par l'emploi en néerlandais du même mot "vermindering" pour traduire les mots français "réduction" et "modération", la modération étant en réalité une remise partielle ou une "g gedeeltelijke kwijtschelding".

Les réductions d'amendes fiscales consistent en l'application d'une amende inférieure au maximum légal (200 %) et sont fonction de la situation fiscale du contribuable et de son comportement : i) nature et gravité de l'infraction commise et ii) bonne ou mauvaise foi.

La décision d'infliger une amende incombe en premier lieu au taxateur mais c'est le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus qui vérifie sur la base d'une réclamation introduite par le contribuable si les échelles des accroissements d'impôts (autrement dit, les amendes proportionnelles) et des amendes administratives (autrement dit, les amendes non proportionnelles) fixées en vertu des articles 444 et 445 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) et des articles 225, 226, en 229/1, de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92, ont été appliquées correctement en fonction du comportement adopté concrètement par le contribuable.

Si le litige persiste après réclamation administrative, il est soumis aux juridictions de l'ordre judiciaire et le juge tranchera avec une compétence de pleine juridiction, c'est-à-dire qu'il pourra substituer son appréciation à la décision directoriale attaquée devant lui. On dit en droit qu'il dispose d'un pouvoir de réformation de la décision administrative entreprise devant lui par le justiciable.

Les remises et modérations (les remises partielles) d'amendes fiscales ne constituent en rien un second round litigieux à l'occasion duquel le contribuable demanderait le réexamen de la sanction administrative qui lui a été infligée, au motif que sa situation fiscale aurait été mal appréciée par l'autorité administrative ou par le juge.

Au contraire, les demandes de remise ou de modération d'amendes fiscales qui seront introduites auprès de la CSA constitueront en réalité des recours gracieux. Le contribuable exposera en dehors de tout litige fiscal que sa situation personnelle ou financière ne lui permet pas ou plus d'acquiescer l'amende fiscale qui lui a été infligée.

On ne discute dès lors plus la question de savoir si l'amende fiscale a été infligée à tort ou à raison, la question a été tranchée définitivement à un stade antérieur à l'occasion d'une décision administrative ou judiciaire statuant sur la demande formulée précédemment par le contribuable, de réduction (jusqu'à zéro le cas échéant) de l'amende fiscale proportionnelle ou non proportionnelle.

La décision de la CSA qui statue sur un recours en grâce ne réforme donc pas la décision qui a infligé une amende fiscale au contribuable, elle emporte simplement, pour des questions d'équité (humanitaire, sociale, financière, etc.), la dispense totale ou partielle de l'exécution de

gedeeltelijke ontheffing van de uitvoering van een aan de belastingplichtige opgelegde geldelijke sanctie. De fiscale sanctie, namelijk de belastingverhoging of de administratieve boete, blijft weliswaar op zich bestaan, maar de uitvoering ervan wordt niet meer door de fiscale administratie voortgezet.

In die zin sluit het genaderrecht in fiscale zaken nauw aan bij het gratierecht dat inzake strafzaken door artikel 110 van de Grondwet is toegekend aan de Koning, wat ontheffing verleent van de uitvoering van een deel van de gevangenisstraf waarvoor een rechtsonderhorige werd veroordeeld.

In de praktijk zal de motivering van de gratiebeslissing zich moeten baseren op een onderzoek van de persoonlijke en financiële situatie van de schuldenaar van de administratieve sanctie, gestoeld op argumenten van sociale, financiële, economische of humanitaire aard, evenals op zijn goede trouw.

Deze motivering, en het is belangrijk om dit aan te halen, zal door de betrokken burger of onderneming kunnen onderworpen worden aan het oordeel van de Raad van State, bij toepassing van artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Om dit punt af te sluiten, de doelgroep van de genietters van de genademaatregelen, is deze die allerhande tegenslagen kent, namelijk elke natuurlijke persoon of rechtspersoon waarvan de financiële mogelijkheden om een opgelopen belastingverhoging of boete te betalen, sterk zijn achteruit gegaan en dit op een onvrijwillige wijze, bijvoorbeeld ingevolge een echtscheiding, een levensbedreigende ziekte, een falen, een verlies van werk of van een belangrijke cliënt, enz.

De argumenten die door de belastingplichtige naar voren zijn gebracht, zullen het voorwerp uitmaken van een grondig onderzoek uitgevoerd door de CAS. Op basis van een door deze cel opgesteld omstandig verslag zal door het College van de fiscale bemiddelingsdienst ter zake een beslissing genomen worden.

De wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen is hier uiteraard van toepassing voor de te nemen beslissingen over de gratieverzoeken inzake fiscale sancties.

III. Procedure te volgen voor de administratieve behandeling van een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering van een belastingverhoging of van een fiscale boete

Het besluit is opgesteld op basis van een logische vraagstelling: wie, wanneer, hoe en waar.

Wie kan een verzoekschrift indienen ?

Artikel 1 van het ontwerp van besluit bepaalt wie een verzoekschrift kan indienen. Dit artikel werd aangepast aan de opmerkingen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgenomen in punt 10 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018.

Uiteraard in eerste instantie de belastingsschuldige, maar eveneens ieder ander persoon die tot de betaling van de administratieve sanctie kan worden aangesproken.

Kunnen bijvoorbeeld eveneens een gratieverzoek indienen, de personen die wettelijk gehouden zijn tot een hoofdelijke betaling van de belastingsschuld van de belastingsschuldige: de rechthebbenden in het kader van een nalatenschap, de beherende vennoten in een gewone commanditaire vennootschap of in een commanditaire vennootschap op aandelen en de vennoten van een coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid of van een vennootschap onder firma.

Zijn daarentegen niet betrokken, de bestuurders die veroordeeld zijn door de Ondernemingsrechtbank tot hoofdelijke betaling (van de btw of) van de bedrijfsvoorheffing omdat deze hoofdelijke aansprakelijkheid zich beperkt tot de hoofdsom (de belasting) en niet tot de belastingverhogingen, noch tot de boetes.

Vanaf wanneer kan men een verzoekschrift indienen ?

Voor de belastingverhogingen en de fiscale boetes inzake inkomstenbelastingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen moet de beslissing om de administratieve sanctie toe te passen definitief zijn alvorens een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering kan worden ingediend, namelijk na uitputting van alle administratieve (bezwaarschrift) en gerechtelijke (eerste aanleg, beroep en cassatie) rechtsmiddelen.

Voor de fiscale boetes inzake diverse rechten en taksen –waarvoor geen administratieve beroepsprocedure is ingesteld– kan een verzoekschrift om kwijtschelding slechts worden ingediend bij de CAS nadat de Adviseur-generaal dienschef van het betrokken Centrum Particulieren, KMO of Grote Ondernemingen reeds beslist heeft over een vermindering van de opgelegde boete.

Anders gezegd moet in dit laatste geval een verzoekschrift om kwijtschelding of vermindering dat gebaseerd is op de persoonlijke en financiële situatie van de belastingplichtige, steeds in de tijd worden voorafgegaan door een administratieve beslissing die uitspraak doet over een vroegere aanvraag om vermindering van de boete die op basis van zijn fiscale situatie aan de belastingplichtige werd opgelegd. De indiening van het verzoekschrift is in dit geval niet verbonden aan een vervaltijd, maar is afhankelijk van de aanwezigheid van een kritieke persoonlijke of financiële situatie, daar de fiscale administratie reeds definitief uitspraak heeft gedaan over de boete in functie van de fiscale situatie van de belastingplichtige.

Voor de verzoeken om kwijtschelding of vermindering ingediend vóór 1 januari 2019, zal de CAS alle betrokkenen aanschrijven en hen op de hoogte brengen van de gewijzigde wettelijke en reglementaire bepalingen. Deze verzoeken zullen in de mate van het mogelijke prioritair door de CAS worden behandeld.

la sanction pécuniaire infligée au contribuable. Certes la sanction fiscale, c'est-à-dire l'accroissement d'impôts ou l'amende administrative, subsiste en tant que telle mais son exécution n'est plus poursuivie par l'administration fiscale.

En ce sens, le droit de grâce en matière fiscale se rapproche du droit de grâce reconnu à votre Majesté, en matière pénale, par l'article 110 de la Constitution, lequel emporte dispense d'exécuter une partie de la peine d'emprisonnement à laquelle un justiciable a été condamné.

En pratique, la motivation de la décision de grâce devra s'appuyer sur un examen de la situation personnelle et financière du redevable de la sanction administrative, étant fondée sur des arguments d'ordres sociaux, financiers, économiques ou humanitaires, ainsi que sur sa bonne foi.

Cette motivation et c'est important de le relever, pourra être soumise par le citoyen ou l'entreprise concerné à la censure du Conseil d'Etat, pour contrôle de sa légalité, par application de l'article 14, § 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Pour conclure sur ce point, le groupe cible des bénéficiaires des mesures de grâce fiscale est celui des "accidentés de la vie", c'est-à-dire toute personne physique ou morale dont la capacité financière à payer l'amende infligée s'est détériorée gravement et de manière involontaire, par exemple suite à un divorce, une maladie mettant en jeu son pronostic vital, une faillite, une perte d'emploi ou d'un client prépondérant, etc.

Les arguments avancés par le contribuable feront l'objet d'un examen approfondi par la CSA. Sur la base d'un rapport circonstancié rédigé par cette cellule, une décision sera prise par le Collège du service de conciliation fiscale.

La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est bien entendu d'application en l'espèce pour les décisions à prendre sur des recours gracieux en matière de sanctions fiscales.

III. Procédure à suivre pour le traitement administratif d'une requête en remise ou modération d'un accroissement d'impôt ou d'une amende fiscale

L'arrêté a été bâti sur la base d'un questionnaire logique : qui, quand, comment et où.

Qui peut introduire une requête ?

L'article 1^{er} du projet d'arrêté désigne celui qui peut introduire une requête. Cet article a été adapté conformément aux remarques de la section de législation du Conseil d'Etat figurant au point 10 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018.

Il s'agit, en premier lieu, du redevable bien entendu mais également de toute personne à l'égard de laquelle le paiement de la sanction administrative peut être réclamé.

Peuvent, par exemple, également introduire une demande en grâce, les personnes légalement tenues au paiement solidaire de la dette d'impôt du redevable : ayants-droits dans le cadre d'une succession, commandités dans une société en commandite simple ou par action et les associés d'une société coopérative à responsabilité illimitée ou d'une société en nom collectif.

Ne sont en revanche pas concernés, les dirigeants condamnés par le Tribunal de l'entreprise au paiement solidaire (de la T.V.A. ou) du précompte professionnel au motif que cette responsabilité solidaire se limite au principal (l'impôt), et pas aux accroissements d'impôts, ni aux amendes.

A partir de quand peut-on introduire une requête ?

Pour les accroissements d'impôts et les amendes fiscales en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la décision d'infliger la sanction administrative doit être définitive avant de pouvoir introduire une requête en remise ou modération, c'est-à-dire après épuisement de tous les recours administratifs (réclamation) et judiciaires (première instance, appel et cassation).

Pour les amendes fiscales en matière de droits et de taxes divers - pour lesquels aucun recours administratif obligatoire n'est organisé -, une requête en remise ne peut être introduite auprès de la CSA qu'après que le Conseiller général- chef du centre Particuliers, PME ou grandes entreprises compétent ait statué sur une demande de réduction de l'amende infligée.

Autrement dit et dans ce dernier cas, une requête en remise ou modération fondée sur la situation personnelle et financière du contribuable doit toujours être précédée dans le temps d'une décision administrative statuant sur une demande qui lui est antérieure, de réduction de l'amende infligée au contribuable sur la base de sa situation fiscale. L'introduction de la requête n'est pas affectée par un délai de déchéance mais dépend de l'apparition dans le chef du contribuable d'une situation personnelle ou financière critique, l'administration fiscale ayant statué définitivement sur l'amende en fonction de la situation fiscale du contribuable.

Pour les requêtes en remise ou en modération introduite avant le 1^{er} janvier 2019, la CSA s'adressera à toutes les personnes concernées et les informera des dispositions légales et réglementaires modifiées. Ces requêtes seront traitées prioritairement par la CSA dans la mesure où leur instruction est déjà terminée ou en cours.

Hoe en waar ?

Een schriftelijk verzoekschrift, gemotiveerd met de persoonlijke of financiële situatie van de belastingplichtige, moet bij de CAS worden ingediend per brief of e-mail. Zolang het College van de fiscale bemiddelingsdienst geen uitspraak heeft gedaan over het door de belastingsschuldige ingediende verzoekschrift, kan het verzoekschrift worden aangevuld.

IV. Onderzoek van de verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van een administratieve sanctie

Artikel 3 heeft betrekking op het onderzoek van de verzoekschriften en vereist geen commentaar over de hierin opgenomen bepalingen die al bij al gebruikelijk zijn. Het is evenwel nuttig om, in verhouding tot het gebruikelijke onderzoek dat eigen is aan de dienst zelf die het ingestelde beroep heeft ontvangen, een specificiteit te vermelden doordat artikel 3, eerste lid, in fine, voorziet in de mogelijkheid om elk personeelslid van de FOD Financiën te betrekken bij het onderzoek van de verzoekschriften.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State stelt zich in punt 8.3 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 vragen over de rechtsgrond van artikel 3, eerste lid, van het aan de Raad voorgelegd ontwerp van besluit.

Teneinde zich een grondig en totaalbeeld te kunnen vormen van het in behandeling zijnde dossier, moeten de medewerkers van de CAS beroep kunnen doen op de kennis van de ambtenaren van de FOD Financiën die noodzakelijk kan zijn bij de behandeling van de voorgelegde verzoekschriften. Er zal niet systematisch beroep op hen worden gedaan, maar enkel wanneer zulks nuttig blijkt te zijn, bijvoorbeeld bij het nagaan van bepaalde verzachtende omstandigheden, zoals het nakomen van de fiscale verplichtingen door de belastingsschuldige voor bepaalde dossiers met een fraudeaspect, voor de behandeling van dossiers die slaan op verschillende belastingen (bijvoorbeeld btw en inkomstenbelastingen), of dossiers die een gezamenlijke inzet vergen van verschillende diensten (bijvoorbeeld invordering en taxatie).

De deelname van elk personeelslid van de FOD Financiën zoals aangegeven in de vorige alinea's is in dit besluit uitdrukkelijk voorzien ter voorkoming van elke eventuele, op andere reglementaire bepalingen gebaseerde betwisting over de geldigheid van de beslissingen waarbij op dergelijke samenwerking beroep werd gedaan. De CAS bij dewelke de verzoekschriften zullen moeten worden ingediend, is er namelijk niet toe gehouden om deze gratieverzoeken in alle omstandigheden alleen te onderzoeken en moet desgevallend beroep kunnen doen op de kennis van het fiscaal dossier van de verzoeker waarover de ambtenaren van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit, van de Bijzondere Belastinginspectie, van de Inning en de Invordering en van de Patrimoniumdocumentatie beschikken. Dit was trouwens ook al zo bij het onderzoek van gelijkaardige verzoeken ingediend krachtens artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831.

De mogelijkheid om eerder welke ambtenaar van de FOD Financiën te raadplegen bij het onderzoek van de verzoeken om kwijtschelding of vermindering van een administratieve boete of belastingverhoging kan, voor zover dat nodig blijkt, op collegiale wijze worden georganiseerd. Een protocol tussen de verschillende algemene administraties zal daartoe worden opgesteld.

Op die manier zal de CAS beschikken over alle kennis die noodzakelijk is bij het onderzoek van de gratieverzoeken.

Voor het overige werd artikel 3 van het ontwerp van besluit aangepast aan de opmerkingen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgenomen onder de punten 12 en 13 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018.

V. Een genadebeslissing uitgevaardigd door het College van de fiscale bemiddelingsdienst

Artikel 6 van het besluit kent een functie van ordonnateur toe aan het College van de fiscale bemiddelingsdienst, waarna de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering de gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van de administratieve sanctie uitvoert.

V. Een juridictioneel beroep bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State bij toepassing van artikel 14, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State (Gec.W RoS)

Het Hof van Beroep te Gent heeft op 7 januari 2014 een principieel arrest gevelend (nr. 2013/AR/502) over een eventuele toepassing van artikel 569, 32°, van het Gerechtelijk Wetboek (Ger.W) dat een gerechtelijk beroep mogelijk maakt tegen een ministeriële beslissing die een gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van een fiscale sanctie afwijst bij toepassing van artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831.

Na een grondig onderzoek over de kwestie heeft het Hof terecht besloten dat een beslissing van een rechter, die een fiscaal gratieverzoek afwijst, niet kan beschouwd worden als bepalend inzake een geschil betreffende de toepassing van een belastingwet.

Uit het principieel arrest uitgesproken door het Hof van Beroep te Gent, waarbij de bevoegdheid van de rechtelijke macht wordt geweerd, blijkt inderdaad dat het geschil dat voor de rechter werd gebracht, niet te beschouwen is als een geschil betreffende de toepassing van een belastingwet (artikel 569, 32°, van het Gerechtelijk Wetboek), maar een geschil betreffende de wettelijkheid van een administratieve beslissing over een kwijtschelding of een vermindering van een administratieve sanctie. Dergelijke geschillen behoren tot de bevoegdheid van de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Comment et où ?

Il faut introduire auprès de la CSA une requête écrite par lettre ou courriel, motivée par la situation personnelle ou financière du contribuable. Cette motivation peut être complétée tant que le collège de conciliation fiscale n'a pas statué sur la requête introduite par le redevable.

IV. Instruction des requêtes en remise ou modération d'une sanction administrative

L'article 3 est relatif à l'instruction des requêtes et ne nécessite pas de commentaires de ses dispositions qui sont somme toute classiques. Il y a lieu cependant de mentionner une spécificité par rapport au régime normal d'instruction qui est de nature interne au service saisi de la requête, en ce que l'article 3, alinéa 1^{er}, in fine prévoit la possibilité d'impliquer dans le cadre de l'instruction des requêtes, tout membre du personnel du SPF Finances.

La section de législation du Conseil d'Etat s'interroge au point 8.3 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 sur le fondement juridique de l'article 3, § 1^{er}, du projet d'arrêté soumis au Conseil.

Afin de pouvoir se former une vue approfondie de l'ensemble du dossier en instruction, les collaborateurs de la CSA doivent pouvoir faire appel aux connaissances de tout fonctionnaire du SPF Finances dont l'expertise pourrait s'avérer utile dans le cadre de l'instruction des requêtes introduites. Il ne sera pas systématiquement fait appel à eux, mais seulement quand cela s'avérera utile, par exemple pour la vérification de circonstances atténuantes invoquées par le redevable comme le fait d'avoir rempli toutes ses obligations fiscales ; pour certains dossiers comportant un volet fraude ; pour le traitement de dossiers relatifs à plusieurs impôts (par exemple : T.V.A. et impôts sur les revenus) ou pour les dossiers qui nécessitent l'intervention de plusieurs services (par exemple : recouvrement et taxation).

La participation de tout membre du personnel du SPF Finances comme indiquée aux alinéas précédents est prévue de manière expresse dans le présent arrêté afin de prévenir toute contestation éventuelle, fondée sur d'autres dispositions réglementaires, concernant la validité des décisions marquées par une telle collaboration. En effet, la CSA auprès de laquelle les requêtes devront être introduites, n'est pas appelée à instruire ces requêtes de manière exclusive en toutes circonstances et doit pouvoir faire appel à la connaissance du dossier fiscal du requérant, dont disposent les fonctionnaires des Administrations générales de la Fiscalité, de l'Inspection spéciale des Impôts, de la Perception et du Recouvrement et de la Documentation patrimoniale. C'était déjà le cas lors de l'examen de demandes similaires présentées en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Régent 18 mars 1831.

La possibilité de consulter tout fonctionnaire du SPF Finances lors de l'instruction d'une requête en remise ou modération d'une amende administrative ou d'un accroissement d'impôt peut, si nécessaire, être organisée collégialement. Un protocole entre les différentes administrations générales sera rédigé à cet effet.

De cette façon, la CSA disposera de toutes les données nécessaires à l'examen des requêtes en grâce.

Pour le surplus, l'article 3 du projet d'arrêté a été adapté conformément aux remarques de la section de législation du Conseil d'Etat figurant aux points 12 et 13 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018.

V. Décision gracieuse ordonnancée par le Collège du service de conciliation fiscale

L'article 6 de l'arrêté confie au Collège du service de conciliation fiscale une fonction d'ordonnateur; ensuite, l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement exécute la mesure de remise totale ou partielle de la sanction administrative.

VI. Recours juridictionnel auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat par application de l'article 14, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat (LCCE)

La Cour d'appel de Gand a rendu un arrêt de principe le 7 janvier 2014 (n° 2013/AR/502) sur une éventuelle application de l'article 569, 32°, du Code judiciaire autorisant un recours judiciaire contre une décision ministérielle rejetant pour tout ou partie une requête en remise ou modération d'une sanction fiscale par application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831.

La Cour après un examen approfondi de la question, conclut qu'une décision rejetant une demande de grâce fiscale ne peut être considérée comme constitutive d'un litige relatif à l'application d'une loi d'impôt.

Il ressort en effet de l'arrêt de principe rendu par la Cour d'appel de Gand écartant la compétence du pouvoir judiciaire que le litige porté devant le juge n'est pas une contestation relative à l'application d'une loi d'impôt (article 569, 32°, du Code judiciaire), mais une contestation de la légalité d'une décision administrative accordant une remise ou une modération d'une sanction administrative, litige relevant de la compétence de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

Bijgevolg, indien er geen gerechtelijk beroep mogelijk is, kan er steeds een juridictioneel beroep ingediend worden bij de Raad van State bij toepassing van artikel 14, § 1, Gec.W RvS.

Artikel 5, derde lid, van het ontwerp van besluit voorgelegd aan de Raad van State bepaalde het volgende:

"Tegen deze administratieve beslissing kan geen gerechtelijk beroep worden ingesteld."

Deze bepaling werd ingelast teneinde iedere indiener van een gratieverzoek ervan op de hoogte te brengen dat de wet van 29 maart 2018 niet voorziet in een georganiseerd beroep zodat artikel 14, § 1, Gec.W RvS van toepassing is.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State merkt in punt 14 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 het volgende op:

"Het staat niet aan de uitvoerende macht om te bepalen welke beslissingen onderworpen worden aan de rechtsmacht van de Raad van State en welke aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken. Krachtens de artikelen 145 en 160 van de Grondwet is dat een aan de wetgever voorbehouden bevoegdheid. De betrokken bepalingen dienen derhalve weggelaten te worden uit het ontwerp van koninklijk besluit. De toelichting van de gemachtigde kan eventueel wel opgenomen worden in het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp is gevoegd."

Deze toelichting luidde als volgt:

"Het is juist omdat de wet niet voorziet in een georganiseerd beroep voor de Hoven en Rechtbanken dat artikel 14 van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 van toepassing is. De tekst van het besluit maakt enkel melding van het gebrek aan een georganiseerd gerechtelijk beroep, waardoor de afdeling bestuursrechtspraak bij verstek bevoegd wordt als rechter."

Krachtens artikel 14, § 1, eerste lid, 1°, van voormelde wetten op de Raad van State, heeft de vernietigingsbevoegdheid van de Raad van State immers een algemeen karakter in die zin dat ze mede geldt voor alle eenzijdige bestuurshandelingen van de onderscheiden administratieve overheden, behalve indien de wet voorzien heeft in een bijzonder beroep voor een ander rechtscollege.

Aangezien dit niet het geval is, zal tegen de door de fiscale bemiddelingsdienst krachtens de artikelen 5 en 6 van de wet van 29 maart 2018 genomen beslissingen, een beroep kunnen ingesteld worden overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973.

Teneinde rekening te houden met de opmerking van de Raad van State werd artikel 5, derde lid, van het ontwerp van besluit geschrapt.

VII. Overgangsbepaling

Artikel 8 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit, voorzorg in een overgangsbepaling voor wat betreft de gratieverzoeken ingediend vóór de inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 en van dit besluit.

Artikel 8 luidde als volgt:

"De artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst en de bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de verzoekschriften die overeenkomstig artikel 9 van het Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen werden ingediend vóór de inwerkingtreding van Hoofdstuk 2 van de voormelde wet van 29 maart 2018.

In afwijking van artikel 2 kan in het in het vorige lid bedoelde geval, de ontvangstmelding worden uitgereikt tot de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van bekendmaking van dit besluit."

Dit artikel wordt geschrapt teneinde rekening te houden met punt 15 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Er zijn ongeveer 650 gratieverzoeken hangende op het moment van de opmaak van onderhavig ontwerp van besluit.

Teneinde de rechtszekerheid van de indieners van die gratieverzoeken niet in het gedrang te brengen en in het kader van de algemene dienstverlening aan de burgers en de ondernemingen, zal de CAS alle betrokkenen aanschrijven en hen op de hoogte brengen van de gewijzigde wettelijke en reglementaire bepalingen.

VIII. Een jaarverslag in te dienen bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de "geanonimiseerde" kopieën van de beslissingen genomen door het College van de fiscale bemiddelingsdienst

Een jaarverslag, met als bijlage de genomen en geanonimiseerde beslissingen, zal ten laatste op 30 juni van het jaar volgend op de betrokken periode via de Minister van Financiën aan de Kamer van volksvertegenwoordigers moeten worden voorgelegd.

Het eerste verslag van de CAS, dat van 2019, zal dus uiterlijk op 30 juni 2020 moeten worden voorgelegd.

IX. Andere opmerkingen van de Raad van State

Met betrekking tot de nog niet hiervoor in het verslag behandelde punten van het advies nummer 64.252/3 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, wordt het volgende geantwoord.

Donc s'il n'y a pas de recours judiciaire possible, il y a toujours un recours juridictionnel qui peut être porté devant le Conseil d'Etat par application de l'article 14, § 1^{er}, L.CCE.

L'article 5, alinéa 3, du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat disposait ce qui suit :

"Cette décision administrative n'est pas susceptible de recours judiciaire."

Cette disposition avait été insérée afin d'informer tout requérant d'une requête en grâce que la loi du 29 mars 2018 ne prévoit pas de recours organisé de sorte que l'article 14, § 1^{er} des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat s'applique.

La section de législation du Conseil d'Etat indique ce qui suit au point 14 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 :

"Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de déterminer quelles sont les décisions qui sont soumises à la juridiction du Conseil d'Etat et quelles sont celles qui sont soumises à la juridiction des cours et tribunaux. En vertu des articles 145 et 160 de la Constitution, il s'agit là d'une compétence réservée au législateur. On omettra dès lors les dispositions concernées du projet d'arrêté royal. Les explications du délégué peuvent éventuellement être inscrites dans le rapport au Roi joint au projet."

Ces explications étaient rédigées comme suit :

"C'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

En vertu de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat précitées, la compétence d'annulation du Conseil d'Etat a en effet un caractère général en ce sens qu'elle s'étend à tous les actes administratifs unilatéraux des diverses autorités administratives, sauf si la loi a prévu un recours spécial devant une autre juridiction.

Vu que ceci n'est pas le cas, un recours contre les décisions prises par le service de conciliation fiscale en vertu des articles 5 et 6 de la loi du 29 mars 2018, pourra être introduit conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat, l'article 5, paragraphe 3, du projet d'arrêté a été omis.

VII. Disposition transitoire

L'article 8 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat prévoyait une disposition transitoire concernant les requêtes en grâce introduites avant l'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 et du présent arrêté.

L'article 8 était rédigé comme suit :

"Les articles 2 à 8 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale et les dispositions de cet arrêté s'appliquent aux requêtes introduites conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des Finances, avant l'entrée en vigueur du Chapitre 2 de la loi précitée du 29 mars 2018.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa précédent, l'accusé de réception peut par dérogation à l'article 2 être délivré jusqu'au premier jour du deuxième mois suivant la date de publication de cet arrêté."

Cet article est supprimé afin de tenir compte du point 15 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'Etat.

Environ 650 requêtes en grâce sont pendantes au moment de la rédaction du présent projet d'arrêté.

Afin de ne pas compromettre la sécurité juridique des requérants de ces requêtes en grâce et dans le cadre du service général fourni aux citoyens et aux entreprises, la CSA s'adressera à toutes les personnes concernées et les informera des dispositions légales et réglementaires modifiées.

VIII. Rapport annuel à introduire auprès de la Chambre des Représentants et copies "anonymisées" des décisions prises par le Collège du service de conciliation fiscale

Un rapport annuel, avec en annexe les décisions prises et rendues anonymes, devra être soumis pour le 30 juin au plus tard de l'année qui suit la période concernée, par le Ministre des Finances, à la Chambre des représentants.

Le premier rapport de la CSA, celui de 2019, devra donc être soumis pour le 30 juin 2020 au plus tard.

IX. Autres remarques du Conseil d'Etat

Concernant les points de l'avis n° 64.252/3 de la section de législation du Conseil d'Etat qui n'ont pas encore été traités précédemment dans le rapport, il est répondu ce qui suit.

VORMVEREISTEN

1. Overlegprocedure Gemeenschappen en Gewesten

In haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 stelt de afdeling Wetgeving van de Raad van State in punt 3 dat de geregelde aangelegenheid weliswaar behoort tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar dat met betrekking tot de gewestelijke belastingen waarvoor de dienst nog niet door de gewesten is overgenomen, een overlegverplichting geldt die krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, moet worden nageleefd.

Aangezien de aanvankelijke datum van inwerkingtreding van de maatregel vermeld in artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp, zijnde 1 november 2018, niet haalbaar is gebleken, zal de maatregel pas inwerking treden vanaf 1 januari 2019 en kan het inzonderheid enkel nog gaan om eventuele belastingverhogingen of boetes met betrekking tot:

- de onroerende voorheffing in Wallonië;
- de belastingen op spelen en weddenschappen, op automatische ontspanningstoestellen in Brussel;
- de verkeersbelasting en de belasting op de inverterstelling in Brussel (tot 31.12.2019).

Wat betreft de onroerende voorheffing is artikel 444 WIB 92, bij gebrek aan aangifteverplichting, niet van toepassing, er kunnen m.a.w. nooit belastingverhogingen worden toegepast. De voorheffing wordt geheven op basis van het door de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie vastgestelde kadastraal inkomen en wordt rechtsreeks opgenomen in de gevestigde aanslag. Bij niet (tijdige) betaling zal de invorderingsprocedure worden opgestart en zullen nalatheidsinteressen worden aangerekend. De artikelen 445 WIB 92 en 229/1 KB/WIB 92 vinden in de praktijk evenmin toepassing.

De Cel administratieve sancties (CAS) beschikt hier zake dus over geen enkele bevoegdheid.

Specifieke sancties inzake de belasting op spelen en weddenschappen, en op automatische ontspanningstoestellen voorzien dat in geval van bedrog of verzuim een verhoging van 500 pct. kan worden toegepast (artikel 68 en 89 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (WGB)). In geval van schending van de sluiting of het verbod uitgesproken krachtens artikel 70 WGB, kan overeenkomstig artikel 71 van hetzelfde wetboek een boete van 250 EUR tot 12.500 EUR worden opgelegd. Beide sancties worden als strafrechtelijke sancties aangemerkt en vallen derhalve niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Wat betreft de verkeersbelasting en de belasting op de inverterstelling werd de overname van de dienst van de belasting door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aanvankelijk voorzien voor 1 januari 2019, uitgesteld tot 1 januari 2020.

De sancties voor wat betreft de verkeersbelasting worden vastgesteld in de artikelen 40 en 41 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Krachtens artikel 40 van voormeld wetboek kan de belastingschuldige, bij gebrek aan aangifte binnen de voorgeschreven termijn of in geval van ontoereikendheid van de aangifte van ambtswege aangeslagen worden.

De ontdoken belasting wordt op het drievoudige gebracht wanneer zij een tiende van de oorspronkelijke belasting overschrijdt. De belasting van ambtswege vastgesteld, moet dadelijk worden betaald.

Deze sanctie wordt eveneens als een strafrechtelijke sanctie aangemerkt en valt derhalve niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Overeenkomstig artikel 41 van hetzelfde wetboek kan de rechtbank, wanneer de belasting niet is betaald, de nummerplaat van het voertuig verbeurd verklaren en de teruggeve ervan bevelen aan de Dienst van het Wegverkeer, momenteel de Dienst voor Inschrijving van Voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer.

Uit informatie van de diensten van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit (AAFisc) belast met de coördinatie van de toepassing van artikel 9 van het Regentsbesluit van 9 maart 1831, blijkt dat met betrekking tot eventuele boetes geheven op voormelde belastingen, nog nooit een gratisverzoek werd ingediend.

De andere belastingen waarvoor de dienst van de belasting noch niet naar de Gewesten werd overgeheveld (de successie- en registratierechten in Brussel en Wallonië en bepaalde rechten in Vlaanderen, de openingstaksen op de slijperijen van gegiste dranken in Brussel), vallen niet onder het toepassingsgebied van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018.

Gelet op wat voorafgaat, moet bij gebrek aan belangenconflict een overlegprocedure tussen de federale regering en de gewestregeringen niet worden georganiseerd.

Overeenkomstig artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten werd evenwel het advies van de Gewesten ingewonnen tijdens een Interministeriële Conferentie Financiën en Begroting, samengesteld uit de betrokken gewestelijke en federale ministers of hun vertegenwoordiger.

FORMALITES

1. Procédure de concertation avec les Communautés et Régions

Dans son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018, la section de législation du Conseil d'Etat précise au point 3 que, bien que la matière réglée relève de la compétence de l'autorité fédérale, les impôts régionaux pour lesquels les régions n'assurent pas encore le service demeurent soumis à une obligation de concertation qui doit être remplie conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Étant donné que la date initiale d'entrée en vigueur de la mesure visée à l'article 9 du projet soumis au Conseil d'Etat, à savoir le 1^{er} novembre 2018, ne s'est pas avérée tenable, la mesure n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 2019 et ne pourra plus encore porter que sur d'éventuels accroissements d'impôts ou amendes en matière :

- de précompte immobilier en Wallonie;
- de taxes sur les jeux et paris et sur les appareils automatiques de divertissement à Bruxelles;
- la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation à Bruxelles (jusqu'au 31.12.2019).

En ce qui concerne le précompte immobilier, l'article 444 CIR 92 ne s'applique pas à défaut d'obligation déclarative, de sorte que des accroissements d'impôts ne peuvent jamais être appliqués. Le précompte est calculé sur la base du revenu cadastral déterminé par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale et est directement repris dans la cotisation établie. En cas de non-paiement ou de retard de paiement, la procédure de recouvrement sera engagée et des intérêts de retard seront réclamés. Les articles 445 CIR 92 et 229/1 AR/CIR 92 ne sont pas non plus d'application en pratique.

La Cellule sanctions administratives (CSA) ne dispose des lors en la matière d'aucune compétence.

Des sanctions spécifiques en matière de taxe sur les jeux et paris et de taxe sur les appareils automatiques de divertissement prévoient qu'une majoration de 500 pct. peut être appliquée en cas de fraude ou d'omission (articles 68 et 89 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (CTA)). En cas d'infraction de la fermeture ou de l'interdiction prononcée en vertu de l'article 70 CTA, une amende de 250 EUR à 12.500 EUR peut être infligée conformément à l'article 71 du même code. Ces deux sanctions sont considérées comme des sanctions pénales et ne relèvent donc pas du champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

En ce qui concerne la taxe de circulation et la taxe de mise en circulation, la reprise du service de l'impôt par la Région de Bruxelles-Capitale, prévue initialement pour le 1^{er} janvier 2019, a été reportée au 1^{er} janvier 2020.

Les sanctions en matière de taxe de circulation sont définies aux articles 40 et 41 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Conformément à l'article 40 du Code précité, le redevable peut être taxé d'office à défaut de déclaration dans le délai prescrit ou en cas d'insuffisance de la déclaration.

La taxe eludée est portée au triple si elle dépasse le dixième de la taxe primitive. La taxe établie d'office est payable immédiatement.

Cette sanction est également considérée comme une sanction pénale et n'entre donc pas dans le champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

Conformément à l'article 41 du même code, le tribunal peut, à défaut de paiement de la taxe, prononcer la confiscation de la plaque d'immatriculation afférente au véhicule et ordonner sa restitution à l'Office de la circulation routière, actuellement la Direction de l'immatriculation des Véhicules (DIV) du SPF Mobilité et Transports.

Des informations émanant des services de l'Administration générale de la Fiscalité (AGFisc) chargés de coordonner l'application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 9 mars 1831, il ressort qu'aucune demande de grâce n'a jamais été introduite à l'égard d'éventuelles amendes infligées aux taxes précitées.

Les autres taxes pour lesquelles le service de l'impôt n'a pas encore été transféré aux Régions (droits de succession et d'enregistrement à Bruxelles et en Wallonie et certains droits en Flandre, les taxes d'ouverture sur les débits de boissons fermentées à Bruxelles) ne relèvent pas du champ d'application du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018.

Compte tenu de ce qui précède, la procédure formelle de concertation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux, ne doit pas être organisée à défaut de conflit d'intérêt.

Toutefois, conformément à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'avis des Régions a été sollicité lors d'une Conférence interministerielle des Finances et du Budget, composée des ministres régionaux et fédéraux concernés ou de leurs représentants.

Alle betrokken partijen hebben op 18 december 2018 een postief advies vertrekt.

II. Advies Gegevensbeschermingsautoriteit

In punt 4 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 stelt de afdeling Wetgeving van de Raad van State dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet worden ingewonnen om volgende redenen:

"Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichhoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit", te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking."

De voorafgaande raadpleging van de toezichhoudende autoriteit vermeld in artikel 36.4 van de verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016, waarnaar punt 4 van voormeld advies verwijst, betreft een toekomstige handeling voorgeschreven in het kader van een door het nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel.

De behandeling van een verzoek tot kwijtschelding of vermindering van een administratieve sanctie is evenwel geen nieuwe techniek gelet op het feit dat de ministeriële macht tot gratieverlening bestaat sedert 1831 en nu louter gedeeltelijk wordt doorgeschoven naar de fiscale bemiddelingsdienst. Daarbij komt nog dat ook nu reeds alle gevraagde applicaties intern gebruikt worden voor de behandeling van dergelijke dossiers. Er zijn bijgevolg geen hoge risico's die het nemen van verzachtende maatregelen vereisen, aangezien de gegevensverwerking reeds bestaat en de wettelijke noch reglementaire basis ervan niet wordt veranderd. De materiële taak zal niet langer door de bevoegde diensten van de AAFisc worden uitgevoerd, maar door de CAS, opgericht bij artikel 2 van de wet van 29 maart 2018 binnen de fiscale bemiddelingsdienst, die alhoewel autonoom, nog steeds ressorteert onder de FOD Financiën.

Uit mittingen ingewonnen bij de Dienst Privacy van de FOD Financiën is daarenboven het volgende gebleken.

Krachtens hoofdstuk 2, afdeling 4, van de wet van 3 augustus 2012 houdende bepalingen betreffende de verwerking van persoonsgegevens door de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën in het kader van zijn opdrachten (BS 24.08.2012), "kan de FOD Financiën met het oog op, in het kader van zijn wettelijke opdrachten, enerzijds gericht controles uit te voeren op basis van risico-indicatoren en anderzijds analyses uit te voeren op relationele gegevens afkomstig van verschillende administraties en/of diensten van de FOD Financiën, de overeenkomstig artikel 3 ingezamelde gegevens samenvoegen in een datawarehouse waardoor er processen van datamining en data-matching uitgevoerd worden, (...)."

De CAS ressorteert onder de fiscale bemiddelingsdienst en bijgevolg onder de FOD Financiën. Gelet op voormelde wetbepaling is artikel 3, tweede lid, van onderhavig ontwerp van besluit overbodig en kan het worden geschrapt.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is, gelet op wat voorafgaat, dan ook niet vereist.

III. Regelgevingsimpactanalyse

Er werd rekening gehouden met het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State voor wat betreft de Regelgevingsimpactanalyse.

IV. Staatsteun

Artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) stelt: "Behoudens afwijkingen waarin de Verdragen voorzien, zijn steunmaatregelen van de staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de interne markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloedt."

Artikel 107, lid 2, VWEU specificeert wat verenigbaar is met de interne markt, bijvoorbeeld:

a) Steunmaatregelen van sociale aard aan individuele verbruikers op voorwaarde dat deze toegepast worden zonder onderscheid naar oorsprong van de producten;

Toutes les parties concernées ont fourni le 18 décembre 2018 un avis positif.

II. Avis de l'Autorité de protection des données

Au point 4 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018, la section de législation du Conseil d'État précise que l'avis de l'Autorité de protection des données doit être sollicité pour les raisons suivantes :

"L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", combiné avec l'article 57, paragraphe 1^{er}, c, et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données", dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement."

La consultation préalable de l'autorité de contrôle visée à l'article 36.4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, auquel se réfère le point 4 de l'avis précité, concerne un acte futur prescrit par une mesure législative devant être adoptée par le parlement national, ou une mesure réglementaire fondée sur celle-ci.

Le traitement d'une demande de remise ou modération d'une sanction administrative n'est cependant pas une technique nouvelle, étant donné que le pouvoir ministériel de grâce existe depuis 1831 et qu'il est à l'avenir simplement transféré partiellement au service de conciliation fiscale. En outre, toutes les applications demandées sont déjà utilisées en interne pour le traitement de ce type de dossiers. Par conséquent, il n'y a pas de risques élevés qui nécessitent la prise de mesures particulières, puisque le traitement des données existe déjà et que sa base légale ou réglementaire n'est pas modifiée. La tâche matérielle ne sera plus assurée par les services compétents de l'AGFisc mais par la CSA, créée par l'article 2 de la loi du 29 mars 2018 au sein du service de conciliation fiscale qui, bien qu'autonome, relève toujours du SPF Finances.

De plus, les renseignements recueillis auprès du Service Privacy du SPF Finances ont révélé ce qui suit.

Conformément au chapitre 2, section 4, de la loi du 3 août 2012 portant dispositions relatives aux traitements de données à caractère personnel réalisés par le SPF Finances dans le cadre de ses missions (MB 24.08.2012), "le SPF Finances peut, en vue de réaliser, dans le cadre de ses missions légales, les finalités d'une part de contrôles ciblés sur la base d'indicateurs de risque et d'autre part, d'analyses sur des données relationnelles provenant de différentes administrations et/ou services du Service Public Fédéral Finances, agréer les données collectées en application de l'article 3 dans un datawarehouse permettant de procéder à des opérations de datamining et de datamatching, (...)."

La CSA relève du service de conciliation fiscale et par conséquent du SPF Finances. Compte tenu de la disposition légale susmentionnée, l'article 3, paragraphe 2, de ce projet de décret est superflu et peut être supprimé.

L'avis de l'Autorité de protection des données n'est donc pas requis compte tenu de ce qui précède.

III. Analyse d'impact de la réglementation

Il a été tenu compte de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'État concernant l'analyse d'impact de la réglementation.

IV. Aide d'état

L'article 107, paragraphe 1^{er}, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que : "sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions."

L'article 107, paragraphe 2, TFUE précise ce qui est compatible avec le marché intérieur, par exemple :

a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits;

b) Steunmaatregelen tot herstel van de schade veroorzaakt door natuurrampen of andere buitengewone gebeurtenissen

(...)

Door de momenteel bevoegde diensten van de AAFisc worden geen statistieken bijgehouden nopens het bedrag van de kwijtschelden of verminderde administratieve sancties, noch over de aard van de belastingplichtigen (natuurlijke personen/vennootschappen).

Het is dus onmogelijk om op dit moment met zekerheid te stellen dat het al dan niet "omvangrijke" bedragen zou betreffen. De redenen waarom gratie kan worden verleend staan los van de fiscaliteit. Het zal eerder moeten gaan om sociale, familiale, financiële, gezondheidsredenen.

Ook in geval ondernemingen beroep willen doen op het genaderecht, zal het in iedere geval moeten gaan om ondernemingen die zich ingevolge buitengewone omstandigheden in financiële moeilijkheden bevinden. Er wordt geen onderscheid gemaakt naar de aard van de onderneming, noch naar de plaats van vestiging, de maatregel geldt, net als artikel 9 van het Regentsbesluit van 18 maart 1831, zowel voor binnenlandse als voor buitenlandse ondernemingen.

Gratie kan enkel worden verleend m.b.t. de fiscale administratieve sanctie en nooit met betrekking tot de hoofdsom of de verschuldigde interesten.

Om te vermijden dat voor ondernemingen geval per geval zal moeten worden beoordeeld of een voorgenomen beslissing van de fiscale bemiddelingsdienst moet worden aangemeld bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 108, lid 3, van de VWEU – zoals vooropgesteld in punt 6 van het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, werd op 21 november 2018 een pre-notificatie ingediend bij de Europese Commissie.

De vraag werd gesteld of het verlenen van kwijtschelding of vermindering van administratieve boetes en belastingverhogingen overeenkomstig de wet van 29 maart 2018 en het ontwerp van uitvoeringsbesluit, als staatssteun in de zin van artikel 107 VWEU moet worden aangemerkt.

Na overleg op 5 december 2018 tussen de Permanente Vertegenwoordiging, de Europese Commissie en leden van het College van de fiscale bemiddelingsdienst, deelde het Directoraat-generaal Concurrentie, Staatssteun, op 13 december 2018 het volgende mede:

"On the basis of the information available, the competent services of the Directorate General for Competition would like to bring to your attention the following:

- The mere transfer of competences within the public administration under the envisaged draft Royal Decree in itself does not raise any State aid concerns.

- However, the granting of relief in relation to administrative or tax penalties to companies, that under normal circumstances would be obliged to pay those penalties, could potentially involve State aid.

- The power to grant the relief does not classify as an aid scheme because it lacks predefined, abstract criteria based on which the relief will be granted. As a result, the question whether State aid is involved (or not) and its compatibility with the internal market will have to be assessed on an individual, case-by-case basis.

- In light of the figures presented (pending requests), it appears that the relief potentially granted would be (far) below the "de minimis" threshold (see Commission Regulation 1407/2013 of 18 December 2013 on the application of Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union to de minimis aid, OJ L 352, 24.12.2013).

In order to comply with State aid rules the Belgian authorities could consider making the application of the grace measure conditional upon compliance with the de minimis Regulation. In that context, they would be expected to closely monitor the situation and keep track of the amount of relief granted. In any event, any case that would exceed the amounts set in the de minimis Regulation should be (pre-)notified to the Commission."

Met het oog op administratieve vereenvoudiging, zowel voor de Lidstaat als voor de diensten van de Commissie – die haar middelen moet kunnen richten op gevallen van steunverlening die van werkelijk belang zijn op communautair niveau – en in het belang van het "Midden- en Kleinbedrijf" heeft de Commissie, in 1992 een zogenaamde de minimis-regel ingevoerd waarbij een steunniveau in een absoluut bedrag wordt vastgesteld.

b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,

(...)

Les services actuellement compétents de l'AG Fisc ne tiennent pas de statistiques en ce qui concerne le montant des sanctions administratives remises ou réduites, ni quant à la nature des redevables (personnes physiques/sociétés).

Il est donc impossible à ce stade de dire avec certitude si les montants en question sont "substantiels" ou non. Les raisons pour lesquelles la grâce peut être accordée sont indépendantes de la fiscalité. Il devra plutôt s'agir de raisons sociales, familiales, financières, de santé.

Concernant les entreprises qui souhaitent se prévaloir du droit de grâce, il devra en tout état de cause s'agir d'entreprises en difficulté financière en raison de circonstances exceptionnelles. Aucune distinction n'est faite en fonction de la nature de l'entreprise ou du lieu d'établissement. La mesure s'applique, comme l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831, aussi bien aux entreprises nationales qu'étrangères.

La grâce ne peut être accordée qu'en ce qui concerne la sanction administrative et jamais en ce qui concerne le principal ou les intérêts dus.

Afin d'éviter la nécessité d'évaluer au cas par cas si une décision envisagée par le service de conciliation fiscale doit être notifiée à la Commission européenne conformément à l'article 108, paragraphe 3, du TFUE – comme prévu au point 6 de l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 de la section de législation du Conseil d'Etat –, une notification préalable a été introduite le 21 novembre 2018 auprès de la Commission européenne.

La question a été posée si l'octroi d'une remise ou d'une modération d'amendes administratives ou d'accroissements d'impôt conformément à la loi du 29 mars 2018 peut être considéré comme une aide d'Etat au sens de l'article 107 TFUE.

Après concertation le 5 décembre 2018 entre la Représentation Permanente, la Commission Européenne et des Membres du College du service de conciliation fiscale, la Direction générale Concurrence Aide d'Etat, a communiqué le 13 décembre 2018 ceci :

"On the basis of the information available, the competent services of the Directorate General for Competition would like to bring to your attention the following:

- The mere transfer of competences within the public administration under the envisaged draft Royal Decree in itself does not raise any State aid concerns.

- However, the granting of relief in relation to administrative or tax penalties to companies, that under normal circumstances would be obliged to pay those penalties, could potentially involve State aid.

- The power to grant the relief does not classify as an aid scheme because it lacks predefined, abstract criteria based on which the relief will be granted. As a result, the question whether State aid is involved (or not) and its compatibility with the internal market will have to be assessed on an individual, case-by-case basis.

- In light of the figures presented (pending requests), it appears that the relief potentially granted would be (far) below the "de minimis" threshold (see Commission Regulation 1407/2013 of 18 December 2013 on the application of Articles 107 and 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union to de minimis aid, OJ L 352, 24.12.2013).

In order to comply with State aid rules the Belgian authorities could consider making the application of the grace measure conditional upon compliance with the de minimis Regulation. In that context, they would be expected to closely monitor the situation and keep track of the amount of relief granted. In any event, any case that would exceed the amounts set in the de minimis Regulation should be (pre-)notified to the Commission."

Dans un souci de simplification administrative tant pour les États membres que pour les services de la Commission – qui doit pouvoir concentrer ses ressources sur les cas d'importance réelle au niveau communautaire – et dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises, la Commission a introduit en 1992 une règle dite de minimis qui fixe un seuil d'aide en montant absolu.

Het totale bedrag van de de-minimissteun die is verleend aan één onderneming, mag niet hoger zijn van 200.000 EUR over een periode van drie jaar. Dit plafond is van toepassing ongeacht de vorm van de steun en ongeacht het daarmee beoogde doel.

Het College van de fiscale bemiddelingsdienst zal er dus moeten over waken dat voormeld bedrag van 200.000 EUR niet wordt overschreden gedurende eenzelfde periode van drie jaar, het jaar van de beslissing tot kwijtschelding inbegrepen, ongeacht de jaren waarin de boetes en belastingverhogingen gevestigd werden.

Teneinde dit te garanderen werd in artikel 6 uitdrukkelijk vermeld dat onderhavig besluit onder de toepassing valt van de de-minimissteun zoals voorzit in Verordening (EU) 1407/2013 van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun en de eventuele latere wijzigingen van deze verordening.

Tevens wordt in de aanhef van het besluit melding gemaakt van voormelde Europese Verordening.

RECHTSGROND

I. Aanhef en artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit

De afdeling Wetgeving van de Raad van State stelt in punt 8.1 van haar advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 dat de rechtsgrond voor het in werking stellen van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 (artikel 9 van het ontwerp van besluit) geboden wordt door artikel 15, § 2, van dezelfde wet. Ook van dat artikel zal derhalve melding moeten worden gemaakt in het tweede lid van de aanhef.

De aanvankelijk voorgestelde inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 op 1 november 2018 blijkt niet haalbaar. Er wordt dan ook voorgesteld om dit hoofdstuk in werking te laten treden op 1 januari 2019.

De datum van inwerkingtreding is expliciet opgenomen in artikel 15, § 2, van de wet van 29 maart 2018. Het advies van de Raad van State kan derhalve niet meer worden gevolgd.

Dit geeft eveneens tot gevolg dat artikel 9 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit (dat de inwerkingtreding van hoofdstuk 2 van voormelde wet regelde) moet worden geschrapt. Indien niet, zou het immers een louter overname zijn van het bepaalde in artikel 15, § 2, van de wet van 29 maart 2018.

De inwerkingtreding van het voorgelegd besluit zelf wordt eveneens vastgesteld op 1 januari 2019.

II. Artikel 3 van het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van besluit

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp van besluit bepaalde het volgende:

"Gedurende het onderzoek maakt de Cel administratieve sancties gebruik van alle informatietoepassingen die zij nuttig acht om een gemotiveerd advies uit te brengen bij het college bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)".

Gelet op het vermelde onder punt II van de "vormvereisten" hiervoor en teneinde rekening te houden met de opmerking van de Raad van State in voormeld advies, wordt deze bepaling geschrapt.

De wijzigingen aangebracht aan het ontwerp van besluit voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State vloeien voort uit het gevolg dat aan het advies nummer 64.252/3 van 11 oktober 2018 werd gegeven. Het ontwerp ondergaat geen andere grondige wijzigingen en hoeft bijgevolg geen tweede maal aan voormelde afdeling van de Raad van State te worden voorgelegd.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

ADVIES 64.252/3 van 11 oktober 2018 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de Hoofdstukken 2 en 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst"

Op 11 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de Hoofdstukken 2 en 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst".

Le montant total des aides de minimis octroyées à une même entreprise ne peut excéder 200 000 EUR sur une période de trois ans. Ce plafond s'applique quels que soient la forme et l'objectif des aides.

Le Collège du service de conciliation fiscale devra donc veiller à ce que le montant susmentionné de 200.000 EUR ne soit pas dépassé au cours d'une même période de trois ans, l'année de la décision y comprise et celles que soient les années au cours desquelles les amendes et les accroissements ont été effectivement infligés.

Afin de garantir ceci l'article 6 mentionne explicitement que le présent arrêté relève de l'application des aides de minimis telles que reprises dans le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et les éventuelles modifications ultérieures de ce règlement.

Au même temps il est fait mention du Règlement européen précité dans le préambule de l'arrêté.

FONDEMENT JURIDIQUE

I. Préambule et article 9 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'Etat indique au point 8.1 de son avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018 que le fondement juridique pour la mise en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 (article 9 de l'arrêté en projet) est fondé sur l'article 15, § 2, de la même loi. Cet article a donc été également mentionné dans le deuxième alinéa du préambule.

L'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018, initialement prévue pour le 1^{er} novembre 2018 ne s'est pas avérée réaliste. Il est donc proposé que ce chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Cette date d'entrée en vigueur est expressément prévue à l'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018. L'avis du Conseil d'Etat ne peut par conséquent plus être suivi.

Cela implique également que l'article 9 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat (qui prévoyait l'entrée en vigueur du chapitre 2 de la loi précitée) doit être supprimé. Dans le cas contraire, il s'agirait simplement d'une copie des dispositions de l'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018.

L'entrée en vigueur de l'arrêté soumis est également fixé au 1^{er} janvier 2019.

II. Article 3 du projet d'arrêté soumis au Conseil d'Etat

L'article 3, deuxième alinéa, du projet d'arrêté stipule ce qui suit :

"Pendant l'instruction, la Cellule sanctions administratives fait usage de toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles pour rendre un avis fondé au collège visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)".

Compte tenu des exigences formelles visées au point II des "Formalités" ci-avant et afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat dans l'avis précité, cette disposition est supprimée.

Les modifications apportées au projet d'arrêté soumis à la section de législation du Conseil d'Etat résultent de la suite donnée à l'avis n° 64.252/3 du 11 octobre 2018. Le projet ne subit pas d'autres modifications substantielles et ne doit donc pas être soumis une deuxième fois à la section susmentionnée du Conseil d'Etat.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

AVIS 64.252/3 du 11 octobre 2018 sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des Chapitres 2 et 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale"

Le 11 septembre 2018, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des Chapitres 2 et 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale".

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 2 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Peter Sourbron, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Dries Van Eeckhoutte, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jo Baert, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 oktober 2018.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegeespt op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking van het ontwerp

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 "tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst". (1)

Vormvereisten

3. Krachtens artikel 5, § 3, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 "betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten" (hierna: bijzondere financieringswet), zorgt de Staat voor de dienst van de belasting "in overleg met het betrokken gewest" en tot het gewest de dienst van een belasting overmeemt.

Op de vraag of dit overleg heeft plaatsgehad, antwoordde de gemachtigde het volgende:

"Le champ d'application matériel de l'arrêté royal en projet concerne les accroissements d'impôts, les amendes proportionnelles et les amendes non proportionnelles infligées à titre de sanctions administratives lors de la commission d'une infraction aux dispositions du code des impôts sur les revenus, du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et du code des droits et taxes divers. L'article 5, § 3 de la loi spéciale de financement (LSF) concerne quant à lui uniquement les impôts régionaux "impropres" visés à l'article 3 LSF mais pas les impôts fédéraux, ni les impôts sur lesquels les régions peuvent établir des taxes additionnelles en vertu de l'article 5/1 LSF. Par ailleurs, en ce qui concerne les impôts régionaux, l'autorité fédérale reste compétente pour fixer et modifier toutes les règles relevant du droit fiscal formel, c'est-à-dire les règles de procédure, et ceci tant que le service de l'impôt relatif au groupe d'impôt concerné n'a pas été transféré à l'autorité régionale (voir article 5, §§ 3 et 4 LSF).

En cas de transfert du service de l'impôt (article 5, § 3 LSF) d'un groupe d'impôts visés à l'article 3 de la LSF, l'autorité régionale qui reprend le service des impôts transférés décide souverainement de continuer à appliquer ou pas l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831. En consultant la banque de données du SPF Justice "Legislation belge consolidée", vous constaterez que dans la foulée du transfert du service de l'impôt relatif aux droits d'enregistrement régionaux et des droits de succession le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande a abrogé l'arrêté du Régent en ce qui concerne l'application des impôts dont le service était auparavant assuré par le SPF Finances, lequel arrêté du régent reste par contre d'application pour les impôts régionaux localisés par l'article 5, § 2 LSF en régions wallonne et bruxelloise et dont le service n'est à ce jour toujours pas transféré.

Il n'y a dès lors pas matière à organiser une concertation avec les Régions."

Daarmee kan niet worden ingestemd. De geregelde aangelegenheid behoort weliswaar tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar met betrekking tot de gewestelijke belastingen waarvoor de dienst nog niet door de gewesten is overgenomen, geldt een overlegverplichting die moet worden nageleefd.

4. Luidens artikel 3, tweede lid, van het ontwerp mag de Cel administratieve sancties gebruik maken van "alle informatietoepassingen die zij nuttig acht" (2). Dat gebruik houdt een verwerking van persoonsgegevens in.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 "betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)", gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 "tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit" (3), te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet bijgevolg nog worden ingewonnen vooraleer het ontwerp doorgang kan vinden.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 2 octobre 2018. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Peter Sourbron, conseillers d'Etat, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesses, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Dries Van Eeckhoutte, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jo Baert, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 octobre 2018.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée du projet

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de donner exécution au chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 "visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale" (1).

Formalités

3. En vertu de l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 "relative au financement des Communautés et des Régions" (ci-après : loi spéciale de financement), l'Etat assure le service de l'impôt "en concertation avec [la région concernée]" et jusqu'à ce que celle-ci assure le service d'un impôt.

A la question de savoir si cette concertation a eu lieu, le délégué a donné la réponse suivante :

"Le champ d'application matériel de l'arrêté royal en projet concerne les accroissements d'impôts, les amendes proportionnelles et les amendes non proportionnelles infligées à titre de sanctions administratives lors de la commission d'une infraction aux dispositions du code des impôts sur les revenus, du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et du code des droits et taxes divers. L'article 5, § 3 de la loi spéciale de financement (LSF) concerne quant à lui uniquement les impôts régionaux "impropres" visés à l'article 3 LSF mais pas les impôts fédéraux, ni les impôts sur lesquels les régions peuvent établir des taxes additionnelles en vertu de l'article 5/1 LSF. Par ailleurs, en ce qui concerne les impôts régionaux, l'autorité fédérale reste compétente pour fixer et modifier toutes les règles relevant du droit fiscal formel, c'est-à-dire les règles de procédure, et ceci tant que le service de l'impôt relatif au groupe d'impôt concerné n'a pas été transféré à l'autorité régionale (voir article 5, §§ 3 et 4 LSF).

En cas de transfert du service de l'impôt (article 5, § 3 LSF) d'un groupe d'impôts visés à l'article 3 de la LSF, l'autorité régionale qui reprend le service des impôts transférés décide souverainement de continuer à appliquer ou pas l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831. En consultant la banque de données du SPF Justice "Legislation belge consolidée", vous constaterez que dans la foulée du transfert du service de l'impôt relatif aux droits d'enregistrement régionaux et des droits de succession le 1^{er} janvier 2015, la Région flamande a abrogé l'arrêté du Régent en ce qui concerne l'application des impôts dont le service était auparavant assuré par le SPF Finances, lequel arrêté du régent reste par contre d'application pour les impôts régionaux localisés par l'article 5, § 2 LSF en régions wallonne et bruxelloise et dont le service n'est à ce jour toujours pas transféré.

Il n'y a dès lors pas matière à organiser une concertation avec les Régions."

On ne peut se rallier à ce point de vue. S'il est vrai que la matière réglée relève de la compétence de l'autorité fédérale, il n'en demeure pas moins qu'en ce qui concerne les impôts régionaux pour lesquels les régions n'assurent pas encore le service, une obligation de concertation, devant être respectée, s'applique.

4. Selon l'article 3, alinéa 2 du projet, la Cellule sanctions administratives peut faire usage de "toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles" (2). Cet usage implique un traitement de données à caractère personnel.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 "relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)", combiné avec l'article 57, paragraphe 1^{er} c), et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 "portant création de l'Autorité de protection des données" (3), dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement. Il s'impose par conséquent de recueillir encore l'avis de l'Autorité de protection des données avant que le projet puisse se concrétiser.

5. Uit het zevende lid van de aanhef blijkt dat de stellers van het ontwerp ervan uitgaan dat een regelgevingsimpactanalyse (RIA) niet vereist is, omdat het om "autoregulering van de federale overheid" in de zin van artikel 8, § 1, 4°, van de wet van 15 december 2013 "houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging" zou gaan.

De voorliggende ontworpen regeling is echter niet daartoe beperkt, zoals blijkt uit artikel 3 van het ontwerp (4).

Bijgevolg zal alsnog een RIA moeten worden opgesteld.

6. Met het te nemen koninklijk besluit wordt uitvoering gegeven aan de wet van 29 maart 2018, waarbij de fiscale bemiddelingsdienst de bevoegdheid krijgt om te beslissen over verzoeken om kwijtschelding of vermindering van belastingverhogingen en administratieve boetes – niet van de belastingschuld zelf. Het is mogelijk dat het door de fiscale bemiddelingsdienst kwijtschelden aan ondernemingen van omvangrijke (5) bedragen kan worden beschouwd als staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: VWEU):

"Behoudens de afwijkingen waarin de Verdragen voorzien, zijn steunmaatregelen van de staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de interne markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig beïnvloedt" (6).

Er zal echter geval per geval moeten worden beoordeeld of een voorgenomen beslissing van de fiscale bemiddelingsdienst moet worden aangemeld bij de Europese Commissie overeenkomstig artikel 108, lid 3, van de VWEU. Een aanmelding van dit ontwerp lijkt derhalve niet nodig.

7. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Rechtsgrond

8. De bepalingen vermeld in het tweede lid van de aanhef, namelijk hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018, bieden rechtsgrond voor de meeste bepalingen van het ontworpen besluit, maar volstaan niet als rechtsgrond voor alle onderdelen ervan. In dat verband zijn de volgende opmerkingen te maken.

8.1. De rechtsgrond voor het in werking stellen van hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 (artikel 9 van het ontworpen besluit) wordt geboden door artikel 15, § 2, van dezelfde wet. Ook van dat artikel zal derhalve melding moeten worden gemaakt in het tweede lid van de aanhef.

8.2. Rechtsgrond voor artikel 4 van het ontworpen besluit, dat handelt over het ter beschikking van de Cel administratieve sancties stellen van personeelsleden van de FOD Financiën, kan worden gevonden in artikel 107, tweede lid, van de Grondwet. Aan die bepaling ontleent de Koning de bevoegdheid om het statuut van de ambtenaren bij het algemeen bestuur te regelen.

8.3. Artikel 3 van het ontworpen besluit strekt ertoe om de Cel administratieve sancties van de fiscale bemiddelingsdienst bepaalde onderzoeksbevoegdheden te verlenen. De Cel mag "alle inlichtingen inwinnen die hij nodig acht, alle betrokken personen horen en ter plaatse alle vaststellingen doen" (eerste lid). Bovendien mag de Cel "gebruik [maken] van alle informatietoepassingen die zij nuttig acht" (tweede lid).

Het is niet duidelijk wat daarvoor de rechtsgrond zou kunnen zijn. Het toekennen van dergelijke onderzoeksbevoegdheden komt in beginsel aan de wetgever zelf toe, vermits het uitoefenen ervan gepaard kan gaan met de inmenging in bepaalde individuele rechten. De betrokken bepalingen dienen derhalve uit het ontworpen besluit te worden weggelaten.

8.4. De overige rechtsgrondproblemen worden behandeld bij het onderzoek van de tekst.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

9. De aanhef dient in overeenstemming te worden gebracht met wat hiervoor is opgemerkt over de rechtsgrond van het ontworpen besluit.

5. Il ressort du septième alinéa du préambule que les auteurs du projet considèrent qu'une analyse d'impact de la réglementation (AIR) n'est pas requise, parce qu'il s'agit de l'"autoregulation de l'autorité fédérale" au sens de l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 "portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative".

Or, le régime en projet examiné n'est pas limité en ce sens, ainsi qu'il ressort de l'article 3 du projet (4).

Par conséquent, une AIR devra encore être effectuée.

6. L'arrêté royal envisagé donne exécution à la loi du 29 mars 2018, qui habilite le service de conciliation fiscale à statuer sur les demandes de remise ou de modération des accroissements d'impôts et des amendes administratives – pas de la dette d'impôt elle-même. Il est possible que la remise de montants élevés (5) aux entreprises par le service de conciliation fiscale puisse être considérée comme une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après: TFUE) :

"Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (6)".

Il faudra toutefois évaluer au cas par cas si une décision envisagée par le service de conciliation fiscale doit être notifiée à la Commission européenne, conformément à l'article 108, paragraphe 3, du TFUE. Une notification du projet examiné ne semble dès lors pas nécessaire.

7. Si l'accomplissement des formalités susmentionnées devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

Fondement juridique

8. Les dispositions mentionnées au deuxième alinéa du préambule, à savoir le chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018, procurent un fondement juridique à la plupart des dispositions de l'arrêté en projet, mais ne suffisent pas à procurer un fondement juridique à toutes ses composantes. À cet égard, il y a lieu de formuler les observations suivantes.

8.1. L'article 15, § 2, de la loi du 29 mars 2018 procure un fondement juridique à la mise en vigueur du chapitre 2 de la même loi (article 9 de l'arrêté en projet). Cet article devra dès lors également être mentionné au deuxième alinéa du préambule.

8.2. Le fondement juridique de l'article 4 de l'arrêté en projet, qui concerne la mise à disposition de membres du personnel du SPF Finances à la Cellule sanctions administratives, peut être trouvé dans l'article 107, alinéa 2, de la Constitution. Cette disposition confère au Roi le pouvoir de régier le statut des fonctionnaires de l'administration générale.

8.3. L'article 3 de l'arrêté en projet vise à accorder certains pouvoirs d'investigation à la Cellule sanctions administratives du service de conciliation fiscale. La Cellule peut "recueillir tous les renseignements qu'elle juge utiles, entendre toutes les personnes concernées et procéder à toutes les constatations sur place" (alinéa 1^{er}). En outre, la Cellule peut "faire usage de toutes les applications informatiques qu'elle juge utiles" (alinéa 2).

On n'aperçoit pas clairement le fondement juridique qui pourrait être invoqué à cet effet. L'attribution de pareils pouvoirs d'investigation revient en principe au législateur lui-même, étant donné que leur exercice peut donner lieu à une ingérence dans certains droits individuels. Les dispositions concernées doivent par conséquent être distraitées de l'arrêté en projet.

8.4. Les autres problèmes de fondement juridique seront traités lors de l'examen du texte.

Examen du texte

Préambule

9. Le préambule doit être mis en conformité avec les observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique de l'arrêté en projet.

Artikel 1

10. Om nadere toelichting gevraagd welke personen overeenkomstig artikel 1 van het ontwerp een verzoek tot kwijtschelding of vermindering kunnen indienen, stelde de gemachtigde voor om de ontworpen bepaling ("De belastingsschuldige, zijn echtgenoot op wiens goederen een administratieve sanctie kan worden ingevorderd, evenals elke persoon die hoofdelijk gehouden is tot de betaling van de sanctie, ...") in de volgende zin aan te passen: "De belastingplichtige evenals elke persoon die gehouden is tot de betaling van de sanctie, ...".

Vermits uiteraard ook de belastingplichtige zelf aangesproken kan worden om de sanctie te betalen, volstaat het om eenvoudigweg te schrijven: "Elke persoon die gehouden is tot de betaling van de verhoging of de boete (7), ...".

11. Aan de gemachtigde werd gevraagd of de woorden "voor zover tegen deze belastingverhoging of administratieve boete geen administratieve of gerechtelijke beroepsprocedure meer hangende is" aan het einde van artikel 1 van het ontwerp geen loutere overname is van het bepaalde in artikel 5 van de wet van 29 maart 2018.

De gemachtigde antwoordde:

"Actueellement en voor l'applicatiön de l'arrêté du Régent, une requête en remise ou modération d'accroissement d'impôt ou d'amende fiscale peut être introduite, même lorsque la cotisation d'impôt dont la sanction administrative est l'accessoire, n'est pas encore devenue définitive. Simplement, le Ministre ne prenait un arrêté de remise partielle ou totale ou rejetait la requête qu'après épuisement des voies de recours administratives et judiciaires (cassation comprise). Il s'agit donc d'une règle nouvelle de "recevabilité" qui est instaurée par l'article 1^{er} de l'arrêté en projet et qui ne fait nullement double emploi avec l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 qui traite du moment de l'exercice d'une compétence décisionnelle."

Met die uitleg kan worden ingestemd.

Artikel 3

12. Teneinde beter in overeenstemming te zijn met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, stelde men de tweede zin van artikel 3, eerste lid, van het ontwerp ("Elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën mag deelnemen aan het onderzoek van het verzoekschrift"), beter als volgt:

"Hierom verzocht, neemt elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën deel aan het onderzoek van het verzoekschrift."

De gemachtigde was het hiermee eens.

13. Om nadere toelichting gevraagd over artikel 3, derde lid, van het ontwerp ("Zolang er geen beslissing is genomen, kan de aanvrager worden gehoord of de motivering van zijn verzoekschrift vervolledigen."), antwoordde de gemachtigde het volgende:

"L'objectif poursuivi dans le projet d'arrêté est de permettre tant au contribuable de demander d'être entendu, qu'aux collaborateurs de la CSA d'entendre d'initiative le contribuable. C'est la pratique actuelle pour l'instruction des demandes de conciliation fiscale, elle permet bien souvent de faciliter et d'accélérer l'instruction d'une demande. Pour enlever toute ambiguïté au texte qu'emportent effectivement les mots 'd'initiative', nous proposons de remplacer in fine de l'article 3, alinéa 3, les mots : 'd'initiative ou sur demande du collaborateur' par 'sur sa demande ou celle du collaborateur'."

De tekst waar de gemachtigde naar verwijst, is niet de versie voorgelegd aan de Raad van State. Het blijkt om een vroegere versie te gaan die onder meer aan de inspecteur van financiën is voorgelegd.

Met de gemachtigde moet evenwel worden ingestemd dat het aan te bevelen is om in artikel 3, derde lid, duidelijkheidshalve te preciseren dat het horen van de aanvrager en het aanvullen van de motivering zowel kan gebeuren op initiatief van de aanvrager als op initiatief van een medewerker van de Cel administratieve sancties.

Artikel 5

14. Op de vraag waarom in artikel 5 van het ontwerp wordt bepaald dat het college van de fiscale bemiddelingsdienst beslissingen neemt "als administratieve overheid", waartegen "geen gerechtelijk beroep [kan] worden ingesteld", antwoordde de gemachtigde:

"Article 5, alinéa 3, c'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

Het staat niet aan de uitvoerende macht om te bepalen welke beslissingen onderworpen worden aan de rechtsmacht van de Raad van State en welke aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken. Krachtens de artikelen 145 en 160 van de Grondwet is dat een aan de wetgever voorbehouden bevoegdheid. De betrokken bepalingen dienen derhalve weggelaten te worden uit het ontwerp van koninklijk besluit. De toelichting van de gemachtigde kan eventueel wel opgenomen worden in het verslag aan de Koning dat bij het ontwerp is gevoegd.

Article 1^{er}

10. Invité à préciser quelles personnes, conformément à l'article 1^{er} du projet, peuvent introduire une requête en remise ou modération, le délégué a proposé d'adapter la disposition en projet ("Le redevable, son conjoint sur les biens duquel une sanction administrative peut être mise en recouvrement, ainsi que toute personne tenue solidairement au paiement de cette sanction, ...") en ce sens : "Le contribuable, ainsi que toute personne tenue au paiement de cette sanction, ...".

Dès lors que, qu'il va de soi que le contribuable lui-même peut également être sollicité pour payer la sanction, il suffit simplement d'écrire : "Toute personne tenue au paiement de l'accroissement ou de l'amende (7), ...".

11. Il a été demandé au délégué si les mots "pour autant qu'aucune procédure administrative ou judiciaire ne soit encore en cours (...)" contre cet accroissement d'impôt ou amende administrative" figurant à la fin de l'article 1^{er} du projet ne reproduisent pas purement et simplement l'article 5 de la loi du 29 mars 2018.

Le délégué a répondu comme suit :

"Actuellement et pour l'application de l'arrêté du Régent, une requête en remise ou modération d'accroissement d'impôt ou d'amende fiscale peut être introduite, même lorsque la cotisation d'impôt dont la sanction administrative est l'accessoire, n'est pas encore devenue définitive. Simplement, le Ministre ne prenait un arrêté de remise partielle ou totale ou rejetait la requête qu'après épuisement des voies de recours administratives et judiciaires (cassation comprise). Il s'agit donc d'une règle nouvelle de "recevabilité" qui est instaurée par l'article 1^{er} de l'arrêté en projet et qui ne fait nullement double emploi avec l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 qui traite du moment de l'exercice d'une compétence décisionnelle."

On peut se rallier à ces explications.

Article 3

12. Afin de mieux se conformer à l'intention des auteurs du projet, il vaudrait mieux rédiger la deuxième phrase de l'article 3, alinéa 1^{er}, du projet ("Tout membre du personnel du Service public fédéral Finances peut prendre part à l'instruction de la requête.") comme suit :

"Sollicité à cet effet, chaque membre du personnel du Service public fédéral Finances prend part à l'instruction de la requête."

Le délégué a marqué son accord sur ce point.

13. Invité à donner des précisions sur l'article 3, alinéa 3, du projet ("Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le demandeur peut être entendu ou compléter la motivation de sa requête."), le délégué a répondu ce qui suit :

"L'objectif poursuivi dans le projet d'arrêté est de permettre tant au contribuable de demander d'être entendu, qu'aux collaborateurs de la CSA d'entendre d'initiative le contribuable. C'est la pratique actuelle pour l'instruction des demandes de conciliation fiscale, elle permet bien souvent de faciliter et d'accélérer l'instruction d'une demande. Pour enlever toute ambiguïté au texte qu'emportent effectivement les mots 'd'initiative', nous proposons de remplacer in fine de l'article 3, alinéa 3, les mots : 'd'initiative ou sur demande du collaborateur' par 'sur sa demande ou celle du collaborateur'."

Le texte auquel fait référence le délégué n'est pas la version soumise à l'avis du Conseil d'Etat. Il s'agit d'une ancienne version qui a notamment été soumise à l'Inspecteur des Finances.

Il faut toutefois convenir avec le délégué que, dans un souci de clarté, il est recommandé de préciser à l'article 3, alinéa 3, que l'audition du demandeur et le complément de motivation peuvent intervenir tant à l'initiative du demandeur qu'à celle d'un collaborateur de la Cellule sanctions administratives.

Article 5

14. A la question de savoir pourquoi l'article 5 du projet prévoit que le collège du service de conciliation fiscale prend, "en tant qu'autorité administrative", des décisions "[qui ne sont] pas susceptible[s] de recours judiciaire", le délégué a donné la réponse suivante :

"Article 5, alinéa 3, c'est justement parce que la loi n'a pas prévu de recours organisé devant les Cours et Tribunaux, que l'article 14 des lois coordonnées le 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, est d'application. Le texte de l'arrêté ne fait que relever l'absence d'un recours judiciaire organisé, ce qui par défaut rend la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat compétente comme juge."

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de déterminer quelles sont les décisions qui sont soumises à la juridiction du Conseil d'Etat et quelles sont celles qui sont soumises à la juridiction des cours et tribunaux. En vertu des articles 145 et 160 de la Constitution, il s'agit là d'une compétence réservée au législateur. On omettra dès lors les dispositions concernées du projet d'arrêté royal. Les explications du délégué peuvent éventuellement être inscrites dans le rapport au Roi joint au projet.

Artikel 8

15. Bij artikel 3 van de wet van 29 maart 2018 wordt artikel 9 van het "Organiek Besluit van de Regent van 18 maart 1831 van het bestuur van 's lands middelen" opgeheven (8) "wat de inkomstenbelastingen, de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en de diverse rechten en taksen betreft". Gelet op artikel 9 van het ontworpen besluit zal die opheffing normaal ingaan op 1 november 2018.

In artikel 8 van het ontwerp wordt bepaald dat de vóór 1 november 2018 overeenkomstig artikel 9 van het regentsbesluit van 18 maart 1831 ingediende verzoekschriften zullen behandeld worden volgens de nieuwe regels opgenomen in de artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 maart 2018, terwijl de Koning in de wet niet gemachtigd wordt om de overgang tussen beide te regelen. De wet zelf bevat geen overgangsregeling, zodat de vóór 1 november 2018 overeenkomstig artikel 9 van het regentsbesluit van 18 maart 1831 tot de minister van financiën gerichte verzoekschriften op 1 november 2018 zonder voorwerp worden. Het staat de betrokkenen echter vrij om een nieuw verzoek in te dienen overeenkomstig de wet van 29 maart 2018.

Artikelen 9 en 10

16. Het is de vraag of de datum van inwerkingtreding op 1 november 2018, bepaald in de artikelen 9 en 10 van het ontwerp, nog wel kan worden gehandhaafd, gelet op de nabijheid ervan.

17. In artikel 9 van het ontwerp dienen de woorden "heeft uitwerking" vervangen te worden door de woorden "treedt in werking" (9).

De voorzitter
De Voorzitter

J. Baert
A. Truyens

21 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit tot uitvoering van Hoofdstuk 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Verordening (EU) Nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

Gelet op de Grondwet, artikelen 37, 107, tweede lid en 108;

Gelet op de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, hoofdstuk 2;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 26 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 28 augustus 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 11 juli 2018;

Gelet op het advies 64.252/3 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging.

Op de voordracht van de Minister van Financiën en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Elke persoon die gehouden is tot de betaling van de belastingverhoging of de administratieve boete, kan bij de "Cellule sanctions administratives" van de fiscale bemiddelingsdienst een schriftelijk en gemotiveerd verzoek om kwijtschelding of vermindering indienen tegen het bedrag van elke opgelegde belastingverhoging of administratieve boete zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, voor zover tegen deze belastingverhoging of administratieve boete geen administratieve of gerechtelijke beroepsprocedure meer hangende is, noch kan ingediend worden.

Article 8

15. L'article 3 de la loi du 29 mars 2018 abroge l'article 9 de l'Arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des finances" (8) "en ce qui concerne les impôts sur les revenus, les taxes assimilées aux impôts sur les revenus et les droits et taxes divers". Compte tenu de l'article 9 de l'arrêté en projet, cette abrogation entrera normalement en vigueur le 1^{er} novembre 2018.

L'article 8 du projet dispose que les requêtes introduites conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831, avant le 1^{er} novembre 2018, seront traitées suivant les nouvelles règles inscrites aux articles 2 à 8 de la loi du 29 mars 2018, alors que cette loi n'habilite pas le Roi à intervenir dans la transition entre les deux lois. La loi elle-même ne comporte pas de régime transitoire, de sorte que les requêtes adressées conformément à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 au ministre des Finances, avant le 1^{er} novembre 2018, deviennent sans objet à cette date. Il est toutefois loisible aux personnes concernées d'introduire une nouvelle requête conformément à la loi du 29 mars 2018.

Articles 9 et 10

16. On peut se demander si la date d'entrée en vigueur au 1^{er} novembre 2018, fixée aux articles 9 et 10 du projet, peut encore être maintenue, compte tenu de sa proximité.

17. À l'article 9 du projet, on remplacera les mots "produit ses effets" au » par les mots "entre en vigueur le" (9).

Le greffier
Le président

J. Baert
A. Truyens

21 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu la Constitution, les articles 37, 107, alinéa 2 et 108;

Vu la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, le chapitre 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 juin 2018;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 28 août 2018;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 11 juillet 2018;

Vu l'avis 64.252/3 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation, réalisée conformément à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative.

Sur la proposition du Ministre des Finances et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Toute personne tenue au paiement de l'accroissement ou de l'amende administrative peut introduire auprès de la "Cellule sanctions administratives" du service de conciliation fiscale une requête écrite et motivée en remise ou modération contre le montant de chaque accroissement d'impôt ou amende administrative visé par l'article 5 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale, pour autant qu'aucune procédure administrative ou judiciaire ne soit encore en cours ou ne puisse encore être introduite contre cet accroissement d'impôt ou amende administrative.

Art. 2. De verzoekschriften om kwijtschelding of vermindering van administratieve sancties maken het voorwerp uit van een ontvangstbewijs uitgereikt aan de aanvrager binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoekschrift.

Art. 3. Voor het onderzoek van een verzoekschrift kan de Cel administratieve sancties, bedoeld in artikel 2 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst, binnen de FOD Financiën alle inlichtingen inwinnen die zij nodig acht. Elk personeelslid van de Federale overheidsdienst Financiën mag deelnemen aan het onderzoek van het verzoekschrift.

Zolang er geen beslissing is genomen, kan de aanvrager, op eigen initiatief of op initiatief van een medewerker van de Cel administratieve sancties worden gehoord of de motivering van zijn verzoekschrift vervolledigen.

Het onderzoek wordt afgesloten door een verslag gericht aan voormeld college en bevattende een voorstel van beslissing.

Art. 4. Uit de kandidatenlijst samengesteld op basis van de selectieprocedure georganiseerd overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), duidt de Minister van Financiën de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën aan die ter beschikking van de Cel administratieve sancties worden gesteld.

Art. 5. Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), doet als administratieve overheid in een gemotiveerde beslissing uitspraak over de argumenten die door de aanvrager ter staving van zijn verzoekschrift werden geformuleerd.

Binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van de beslissing wordt de aanvrager bij ter post aangetekende zending in kennis gesteld van de beslissing.

Art. 6. Dit besluit valt onder de toepassing van de de-minimissteun zoals vervat in Verordening (EU) 1407/2013 van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun en de eventuele latere wijzigingen van deze verordening.

Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) zal erover waken dat het plafond vermeld in de Verordening (EU) 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun, niet wordt overschreden.

Art. 7. Het college van de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 tot uitvoering van Hoofdstuk 5 van Titel VII van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) stelt het bedrag van de belastingverhoging of van de administratieve boete vast dat door haar beslissing wordt kwijtscholden en deelt dit ter uitvoering mee aan de administratie belast met de inning en de invordering van de belastingen.

Art. 8. Het jaarverslag en de kopieën bedoeld in artikel 7 van de wet van 29 maart 2018 tot uitbreiding van de opdrachten en versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst worden ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op datgene waarop het verslag slaat door de Minister van Financiën aan de Kamer van volksvertegenwoordigers bezorgd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 10. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Art. 2. Les requêtes en remise ou modération de sanctions administratives font l'objet d'un accusé de réception délivré au demandeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de la réception de la requête.

Art. 3. Pour l'instruction d'une requête, la Cellule sanctions administratives visée à l'article 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale peut, au sein du SPF Finances, recueillir tous les renseignements qu'elle juge utiles, entendre toutes les personnes concernées et procéder à toutes les constatations sur place. Tout membre du personnel du Service public fédéral Finances peut prendre part à l'instruction de la requête.

Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le demandeur peut, à sa demande ou à celle d'un collaborateur de la Cellule sanctions administratives, être entendu ou compléter la motivation de sa requête.

L'instruction est clôturée par un rapport adressé au collège précité, comportant un projet de décision.

Art. 4. Le ministre des Finances désigne les membres du personnel du Service public fédéral Finances mis à disposition de la Cellule sanctions administratives parmi la liste des candidats retenus sur la base de la procédure de sélection organisée par application de l'article 4 de l'arrêté du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Art. 5. Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) statue, en tant qu'autorité administrative, par une décision motivée sur les arguments formulés par le demandeur à l'appui de sa requête.

La décision est notifiée par lettre recommandée au demandeur dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de la décision.

Art. 6. Cet arrêté relève de l'application des aides de minimis telles que reprises dans le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et les éventuelles modifications ultérieures de ce règlement.

Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) veillera à ce que le plafond visé au Règlement (UE) 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ne soit pas dépassé.

Art. 7. Le collège du service de conciliation fiscale visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) fixe le montant de l'accroissement d'impôt ou de l'amende administrative remis par sa décision et communique celui-ci pour exécution à l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts.

Art. 8. Le rapport annuel et les copies visées à l'article 7 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale sont transmis par le ministre des Finances à la Chambre des représentants au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle sur laquelle porte le rapport.

Art. 9. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 10. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Nota

(1) Die wet is voortgevloeid uit een wetsvoorstel (Parl.St. Kamer 2015-16, nr. 54-1521/001). De afdeling Wetgeving is over dat wetsvoorstel, noch over de amendementen erbij om advies verzocht.

(2) Het is onduidelijk wat de precieze draagwijdte van die machtiging is. Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, verduidelijkt de gemachtigde dat meer specifiek de toegang tot interne databanken van de FOD Financiën wordt bedoeld. Die uitleg strookt niet met de draagwijdte van de ontworpen bepaling, die duidelijk ruimer is.

(3) De Commissie voor de persoonlijke levenssfeer is vanaf 25 mei 2018 opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie de artikelen 3 en 110 van de wet van 3 december 2017). De leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer oefenen evenwel de taken en de bevoegdheden van de Gegevensbeschermingsautoriteit uit tussen 25 mei 2018 en de dag waarop de leden van het directiecomité van de Gegevensbeschermingsautoriteit de eed afleggen en een verklaring ondertekenen dat er geen belangenconflicten zijn (artikel 114 van de wet van 3 december 2017).

(4) Zie evenwel de opmerkingen in verband met de rechtsgrond die bij artikel 3 worden gemaakt (opmerking 8.3).

(5) Krachtens artikel 3, lid 2, van verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, mag het totale bedrag aan de-minimissteun dat per lidstaat aan één onderneming wordt verleend, in de meeste gevallen niet hoger liggen dan 200.000 euro over een periode van drie belastingjaren.

(6) Zie ook de mededeling van de Europese Commissie betreffende het begrip "staatssteun" in de zin van artikel 107, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (2016/C 262/01), Pb.C. 19 juli 2016, afl. 262, p. 36, nr. 5.4.3.

(7) Door "sanctie" te vervangen door "verhoging of boete" komt duidelijker tot uitdrukking wat daarmee wordt bedoeld.

(8) Er wordt in de wet bepaald dat die bepalingen niet meer van toepassing zijn, wat neerkomt op een opheffing.

(9) Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, p. 170-171 en formule F 4-5-3, te raadplegen op de internet-site van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be)

Note

(1) Cette loi a découlé d'une proposition de loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-16, n° 54-1521/001). La section de législation n'a pas été saisie d'une demande d'avis sur cette proposition de loi, ni sur ses amendements.

(2) On n'aperçoit pas clairement la portée précise de cette délégation. Invité à apporter des éclaircissements à ce sujet, le délégué a précisé que c'est plus spécifiquement l'accès aux banques de données internes du SPF Finances qui est visé. Cette explication n'est pas compatible avec la portée de la disposition en projet, qui est clairement plus large.

(3) Au 25 mai 2018, l'Autorité de protection des données a succédé à la Commission pour la protection de la vie privée (voir les articles 3 et 110 de la loi du 3 décembre 2017). Les membres de la Commission de la protection de la vie privée exercent toutefois les missions et les compétences de l'Autorité de protection des données entre le 25 mai 2018 et la date à laquelle les membres du Comité de direction de l'Autorité de protection des données auront prêté serment et signé une déclaration d'absence de conflits d'intérêts (article 114 de la loi du 3 décembre 2017).

(4) Voir toutefois les observations relatives au fondement juridique formulées à l'article 3 (observation 8.3).

(5) En vertu de l'article 3, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le montant total des aides de minimis octroyées par l'Etat membre à une entreprise unique ne peut excéder, dans la plupart des cas, 200.000 euros sur une période de trois exercices fiscaux.

(6) Voir également la communication de la Commission européenne relative à la notion d'"aide d'Etat" visée à l'article 107, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2016/C 262/01), J.O.C., 19 juillet 2016, liv. 262, p. 36, n° 5.4.3.

(7) La portée de la disposition apparaît plus clairement en remplaçant "sanction" par "accroissement ou amendé".

(8) La loi prévoit que ces dispositions ne sont plus d'application, ce qui revient à une abrogation.

(9) Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, pp. 170-171 et formule F 4-5-3, à consulter sur le site internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be)